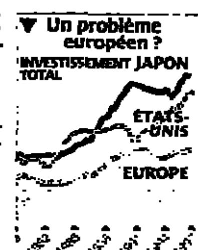
LE MONDE ÉCONOMIE

■ Les mystères de l'investissement (pages 15 à 19)



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16419 – 7,50 F

MARDI 11 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Saddam Hussein prépare l'Irak à un affrontement avec l'ONU

Les Américains ont repris leurs vols de surveillance

L'IRAK n'ayant pas donné le moindre signe de fléchissement *quant à son refus de coopérer* avec les inspecteurs américains de la Commission chargée de son désarmement (Unscom), la réaction du Conseil de sécurité de l'ONU devait être *« ferme et sans ambiguïté »*, ainsi que l'a réclamé le président américain, Bill Clinton. Le Conseil devait se réunir lundi 10 novembre. En attendant, le président irakien, Saddam Hussein, a préparé son pays au pire, affirmant que les promesses qui lui avaient été faites n'ont pas été tenues. Dans un entretien au *Monde*, le chef de l'Unscom, Richard Butler, affirme que les experts ont fait des *« progrès substantiels »* et que c'est surtout dans le domaine des armes biologiques que l'Irak demeure suspect. Il indique aussi avoir obtenu la garantie que l'embargo imposé à Bagdad sera levé une fois que l'Irak aura été désarmé.

A Paris, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a été reçu, lundi, par Hubert Védrine qui lui a rappelé *« le caractère inacceptable des mesures prises par l'Irak »*.

Lire page 2



Mobilisation en France pour le peuple algérien

Interrogations sur l'origine des attentats de Paris

A L'APPEL de syndicats, d'associations et d'un groupe d'artistes, de nombreuses manifestations de solidarité avec la population algérienne devaient avoir lieu, lundi 10 novembre, dans plusieurs grandes villes de France. Les organisateurs de ce mouvement – « Un jour pour l'Algérie » – assurent qu'il s'agira de la plus importante mobilisation en France depuis le début des affrontements en Algérie qui ont fait des dizaines de milliers de morts.

« Depuis maintenant près de cinq années, l'Algérie vit une innommable tragédie » et *« la communauté internationale est restée inerte devant les massacres »*, écrivent les organisateurs. Ils indiquent avoir le soutien de nombreux artistes (Khaled, Isabelle Adjani, Gérard Depardieu, Charles Aznavour, Guy Bedos, MC Solaar, Miou Miou, Bertrand Tavernier) et d'intellectuels (Mohamed Dib, Benjamin Stora, Alain Touraine, Jacques Attali, Tahar Ben Jelloun).

A Paris, une retraite aux flambeaux devait partir de la gare de l'Est pour gagner La Villette. Là, Isabelle Adjani devait lire un texte dans lequel elle déclare notamment : *« A l'heure où un peuple tout entier, le peuple algérien, ne sait plus à qui faire confiance, ne sait plus où trouver refuge, c'est à nous d'être là. La solidarité mondiale, c'est de regarder les Algériens et les Algériennes comme nos frères et sœurs. »*

Cette journée de manifestations a lieu alors que deux Algériens se présentant comme des officiers supérieurs des services de sécurité se sont confiés à la presse, l'un au *Monde*, l'autre à l'hebdomadaire britannique *The Observer*, pour impliquer Alger dans au moins deux des attentats perpétrés dans le métro parisien au cours de l'été 1995. Dans un communiqué, le ministère français de l'intérieur déclare que les affirmations de *The Observer « appellent les plus grandes réserves »*. Le communiqué rappelle que la plupart des auteurs des attentats ont été arrêtés.

Lire page 3
Retour sur un massacre page 10
Le point de vue d'Alain Joxe page 12
Notre éditorial page 14

Les anciens nouveaux riches de Bangkok bradent leurs limousines

BANGKOK
de notre correspondant

L'adresse est précieuse : Sukhumvit Soi 55, à Bangkok. Derrière la façade d'un ancien centre d'exposition d'un concessionnaire de la marque Mercedes-Benz se tient désormais le « marché pour les anciens riches ». C'est l'endroit où, à cours d'argent liquide, des riches bradent, le week-end, une partie de leurs collections de limousines, de vins rares, de montres, de bijoux ou de pierres précieuses. On y a même exposé un petit avion monomoteur de cinq places, qui, après une centaine d'heures de vol seulement, a été revendu à moitié prix.

La fête est terminée pour certains nouveaux riches thaïlandais avec l'effondrement du baht, la monnaie nationale, qui a perdu 40 % de sa valeur par rapport au dollar, et la menace d'une récession. En dépit de la rentrée des classes, cauchemar annuel des automobilistes, on circule mieux à Bangkok. En dehors de la capitale, les autoroutes fraîchement construites ne connaissent plus leurs embouteillages traditionnels de poids lourds. En quelques mois, la crise a réglé des problèmes de circulation que l'on croyait insolubles.

Les anciens nouveaux riches, comme on les appelle aujourd'hui, ne sont pas les plus à plaindre. Certains ne font qu'entamer leurs bas de laine. Les grues à l'arrêt signalent des chantiers suspendus un peu partout, et le président de la Confédération nationale des employeurs du commerce et de l'industrie estime à trois cent mille, d'ici à la fin de l'année, le nombre des employés supplémentaires qui seront mis au chômage. Trois constructeurs automobiles, Nissan, Isuzu et Toyota, ont ainsi provisoirement arrêté leur production, ce qui affecte également des dizaines de milliers de personnes salariées par des sous-traitants. Les ventes de voitures ont chuté de 38 % dès le mois d'août.

Alors que les anciens riches lorgnent sur des limousines d'occasion qu'ils n'auraient jamais pu s'offrir neuves, des parents sacrifient tout pour continuer à payer les études de leurs enfants à l'étranger. Mais plus de sept cents écoliers thaïlandais en Grande-Bretagne ont déposé leurs candidatures auprès d'écoles internationales installées en Thaïlande, ce qui est nettement moins onéreux.

Des chasseurs internationaux de bonnes affaires commencent à prospecter les banques, hôtels, sociétés financières, télécommunications. La Thaïlande, seul pays de la région qui n'a jamais été colonisé, s'y fait mal. Sans se révolter, les Thaïlandais veulent tenir le coup jusqu'à ce que leur économie se redresse. Il leur faudra, pensent-ils, deux ou trois ans. Leur traditionnel sourire cache mal un soupçon d'angoisse. Au « marché des anciens riches », un homme d'affaires jeune déclare qu'il ne se séparera pas des trois symboles de son statut social : Mercedes, Rolex et téléphone portable. Sa crédibilité, dit-il, est en jeu.

Jean-Claude Pomonti

La grande forme du rugby français

À L'AUNE européenne, les rugbymen français sont en pleine forme : trois clubs, Brive, Toulouse et Pau, se sont qualifiés, samedi 8 et dimanche 9 novembre, pour les demi-finales de la Coupe d'Europe, en éliminant respectivement les Wasps, les Harlequins et Leicester. Le dernier club anglais en lice, Bath, aura donc du mal à empêcher le trophée de rester en France, pour la troisième année consécutive. Les perspectives sont plus rudes pour la sélection nationale de Jean-Claude Skrela, qui va disputer deux test-matchs contre les Springboks sud-africains, à Lyon puis à Paris, les 15 et 22 novembre.

Lire page 24

Generali contre AGF, l'OPA qui oblige à réfléchir

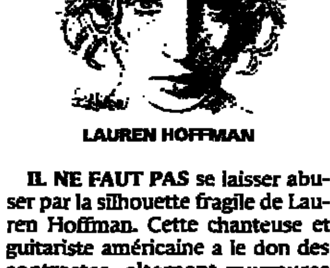
FAUT-IL tresser des lauriers à François Pinault ou le maudire ? En lançant, le 19 septembre, une offre publique d'achat sur Worms et Cie, l'industriel français a enclenché un mécanisme qui risque fort d'aboutir au transfert du contrôle de l'un des plus importants investisseurs institutionnels français, les AGF, à un groupe étranger. Les plus conservateurs voueront peut-être l'ami de Jacques Chirac aux gémonies. Ils auront tort. Le geste initial de M. Pinault qui, de contre-OPA en surenchère, a provoqué le raid de l'assureur Generali sur les AGF a projeté toute la communauté financière et politique devant de brutales mais salutaires réalités. Et entraîné une nécessaire réflexion. La mondialisation, la globalisation, jusqu'à présent c'était pour les marchés, les flux de capitaux qui traversent la planète à la vitesse de la lumière pour aller se porter là où ils seront le mieux rémunérés. Et si les non-résidents détiennent quelque 40 % du capital des entreprises françaises, il s'agit de participations émiettées, qui n'atteignent jamais, individuellement, la minorité de blocage et ne modifient pas les centres de décision. Elles poussent au contraire, sous l'influence des fonds anglo-saxons, à la mise en place du gouvernement d'entreprise et à l'abandon de pratiques monarchiques.

L'opération-éclair lancée par Generali brise un tabou. Personne n'avait jusqu'à présent osé lancer une opération, étrangère, hostile, sur la totalité du capital d'un groupe financier. La manière peut choquer. Elle n'est pas surprenante. Antoine Bernheim, patron de Generali, est français et associé-gérant de la banque d'affaires Lazard. Nul mieux que lui ne connaît les faiblesses du capitalisme français, au lendemain de l'éclatement des participations croisées et des noyaux durs qui protégeaient les entreprises de toute attaque. Plus cocasse : il a concocté son affaire avec son principal actionnaire, la banque d'affaires italienne Mediobanca, dont le fondateur, Enrico Cuccia, a passé sa vie à défendre l'idée de groupes nationaux forts mais n'a visiblement pas la même philosophie lorsqu'il s'agit des pays voisins.

Babette Stern

Lire la suite page 14

Le Festival des Inrock



LAUREN HOFFMAN

IL NE FAUT PAS se laisser abuser par la silhouette fragile de Lauren Hoffman. Cette chanteuse et guitariste américaine a le don des contrastes, alternant murmures sensuels et blues rageur. Elle a été l'une des révélations du dixième Festival des *Inrockuptibles* qui a confirmé la fraîcheur du rock scandinave et apporté son lot de découvertes, comme celle de Mogwai, quatre Ecossais électriques.

Lire page 29

L'hiver des sans-abri

Les structures d'accueil actuelles et la multiplication des SAMU sociaux en province permettent de prendre en charge correctement les exclus durant l'hiver. p. 8

Les évêques et l'immigration

Après une semaine de débats, l'assemblée plénière de Lourdes souhaite un changement d'orientation fort de la politique d'immigration et lance un appel à *« vivre ensemble »*. p. 9

Le congrès de Brest

La Gauche socialiste, qui présente une motion au congrès du PS, devrait faire un score autour de 10 %. p. 6

Un entretien avec Adam Michnik



Le directeur du principal quotidien polonais, *Gazeta*, ancien dirigeant du mouvement syndical Solidarnosc, prône la réconciliation entre la droite et les post-communistes pour solidifier la démocratie en Pologne. p. 11

La finance belge en ébullition

Le groupe financier néerlandais ING s'apprêterait à prendre le contrôle de la Banque Bruxelles Lambert. 20

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé à plusieurs nominations, dont celle de Jean Dussourd comme directeur de la sécurité civile et de la défense, ces deux directions du ministère de l'intérieur devant fusionner. p. 7

Cinéma, l'enjeu chinois

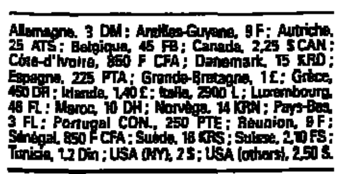
Pékin a décidé de sanctionner les studios (Sony, Disney, MGM) produisant des films pro-tibétains, alors que Hollywood s'apprête à conquérir l'immense marché cinématographique chinois. p. 27

L'habitat « bio »

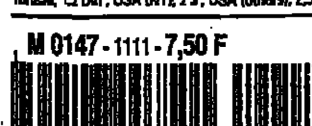
Le 23e Salon Marjolaine, au Parc floral de Paris, met l'accent sur une vision « naturelle » de la maison. p. 23

Vin en stock

Comment conserver ses bonnes bouteilles lorsque l'on ne possède pas une vraie cave. p. 26



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 1111 - 7,50 F

qu'en France les sympathisants

Véronique Maurus

FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE DINARD

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT *Le président* irakien, Saddam Hussein, a laissé entendre, dimanche 9 novembre, que la crise entre l'Irak et l'ONU à propos des experts américains de l'Unscom (la Commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak) pourrait tourner au pire, estimant que le peuple irakien avait désormais le choix entre *« l'esclavage et le sacrifice »*. ● **BILL CLINTON**, à quelques heures d'une réunion du Conseil de sécurité sur la nouvelle crise avec Bagdad, a estimé que les Nations unies doivent adopter une *« action très ferme et sans ambiguïté »* à l'égard de l'Irak. ● **RICHARD BUTLER**, le chef de l'Unscom, souligne la nécessité d'être intraitable sur cette question et affirme avoir la garantie que lorsque l'Irak aura été désarmé, les sanctions de l'ONU seront levées. ● **LA TURQUIE** met à profit la crise pour continuer *ses opérations militaires* dans le Kurdistan irakien.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'achemine vers une riposte très ferme à l'Irak

Tandis que le vice-président irakien, Tarek Aziz, était attendu lundi 10 novembre aux Nations unies, après une escale technique à Paris, le président Saddam Hussein, qualifiant l'attitude de son pays de « défensive », prépare la population au pire

LA CRISE entre l'Irak et l'ONU s'est exacerbée, lundi 10 novembre, à quelques heures d'une réunion du Conseil de sécurité qui doit examiner la riposte à apporter au refus de Bagdad de coopérer avec les experts américains en désarmement de l'ONU. Un avion espion américain U 2 a survolé, lundi, aux premières heures de la journée, le territoire irakien, *« en provenance du sud »*, c'est-à-dire de l'Arabie saoudite selon Bagdad.

L'appareil était toutefois, selon la radio irakienne, hors de portée de la défense anti-aérienne laquelle *« se tient prête à faire face »*. Les autorités irakiennes, pour qui l'U 2 fait de l'espionnage pour le compte des Etats-Unis et non de la surveillance pour l'ONU, avaient menacé de l'abattre dès la reprise des vols, suspendus la semaine dernière, lors de la visite en Irak des émissaires du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan *(Le Monde* daté 9-10 novembre*)*.

Dimanche, le président irakien, Saddam Hussein, avait estimé que son pays était dans une situation où il doit choisir *« entre le sacrifice et l'esclavage »*, entre *« une vie digne et honorable et l'affrontement »*. M. Hussein, dont les propos ont été rapportés par l'agence irakienne INA, après une réunion du Conseil de commandement de la révolution, a affirmé que la décision de rompre avec les experts américains était *« défensive et non une attaque contre l'Amérique »*.

« SITUATION DÉSESPÉRÉE »

« Nous avons fait des sacrifices pour ensuite découvrir que les promesses qui nous ont été faites ont été emportées par le vent, alors que la situation désespérée des Irakiens demeurait inchangée », a ajouté M. Hussein, sans préciser à quelles *« promesses »* il faisait allusion, ni par qui elles avaient été faites.

Les Etats-Unis sont demeurés fermes face à l'Irak. *« J'attends des Nations unies qu'elles décident une action ferme et sans ambiguïté pour qu'il soit parfaitement clair qu'il* [le président irakien] *doit se conformer »* aux résolutions du Conseil de sécurité sur le désarmement, a déclaré, dimanche, le président Bill Clinton. *« Je ne veux rien retenir ni exclure »*, a ajouté M. Clinton à propos des options possibles face à Bagdad. *« A un moment comme celui-ci, il est très important que le président conserve toutes ses options et n'en mentionne aucune »*, a ajouté M. Clinton. Traitant le président irakien de *« menteur congénital »*, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a affirmé de son côté que l'Irak commettrait *« une très grave erreur, qui aurait des conséquences »*, s'il essayait d'abattre l'U 2. Selon elle, les Etats-Unis n'écartent aucune option, pas même contre M. Hussein. *« Aucun d'entre nous n'a dit que nous le voulions mort ou vif. Nous voulons qu'il respecte les résolutions du Conseil de sécurité »*, a ajouté Mme Albright, qui a rejeté la demande irakienne de réduction du nombre des experts américains au sein de la Commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscom).

En route pour New York, où il souhaiterait prendre la parole devant le Conseil de sécurité, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a fait une escale technique à Paris, dans la nuit de dimanche à lundi. Il est notamment accompagné du principal interlocuteur de l'Unscom à Bagdad, le général Houssam Mohamad Amine, et du ministre du pétrole, le général Amer Rachid. – *(AFP, Reuter.)*

Richard Butler, chef de l'Unscom, Commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak

« Les Américains m'ont assuré que le feu vert de la Commission de l'ONU suffirait à lever l'embargo »

NEW YORK
(Nations unies)
de notre correspondante

« Comment analysez-vous cette nouvelle crise avec l'Irak ?

– Il existe une contradiction fondamentale dans la politique irakienne. L'objectif de Bagdad est la levée des sanctions économiques, mais les responsables irakiens veulent, en même temps, garder leurs armes de destruction massive, et cela est impossible. Avec cette crise, l'Irak entend changer le statu quo de ses relations avec l'ONU ou se débarrasser complètement des inspecteurs de l'Unscom [Commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak]. Mais, à mon avis, nos inspecteurs étaient sur le point de trouver du matériel que les Irakiens veulent à tout prix cacher. Ils ont donc décidé de nous en empêcher.

– Quel type d'armement veulent-ils garder ?

– Leur premier choix est l'arme biologique. Il y a quelques années, leur but était de garder des programmes nucléaires, mais ils ont été presque entièrement détruits. Cela dit, sans le système de surveillance à long terme de l'ONU, il est concevable que Bagdad puisse poursuivre ses ambitions nucléaires.

– En refusant de coopérer avec l'Unscom, l'Irak a déjà perdu plus de 100 milliards de dollars (près de 600 milliards de francs) de revenus pétroliers, n'aurait-il pas pu reconstruire son arsenal après la levée de l'embargo pétrolier ?

– C'est la question que tout le monde se pose. Mais, comme vous le voyez, ils sont prêts à perdre ces milliards de dollars pour garder certaines armes. Il faut tout de même noter que nous avons un système de contrôle à long terme qui continuera, même après le départ de l'Unscom, à veiller sur l'industrie d'armement de l'Irak.

– Il sera donc impossible pour l'Irak de recréer des programmes d'armement ?

– Rien n'est absolu dans le domaine du désarmement, mais il [leur] sera beaucoup plus difficile de relancer des programmes d'armement de destruction massive sans être détectés.

– Selon votre prédécesseur, Rolf Ekeus, Badgad se considère comme « le gardien du Golfe persique » contre l'ennemi iranien, et c'est pour cela qu'il refuse d'être désarmé. Est-ce aussi votre analyse ?

– Il est vrai que Bagdad est très conscient des menaces réelles ou imaginaires de la part de Téhéran, et c'est en effet en ces termes que ses dirigeants justifient leur comportement. Personne n'a jamais nié à l'Irak le droit de se défendre – ce droit lui est garanti par la charte de l'ONU –, mais pas avec des armes de destruction massive. Ces armes font peur à juste titre aux pays de la région qui veulent, eux aussi, en avoir.

– En dépit de sept ans de désarmement, l'Irak est donc toujours capable de se défendre en cas d'agression ?

– A mon avis, oui, mais si vous posez la même question aux Irakiens, ils vous diront le contraire. Pour eux, le fait de posséder ou d'être perçus comme étant en possession d'armes biologiques ou chimiques est une garantie contre toute agression.

– Les responsables irakiens ont une série de griefs contre l'Unscom, y a-t-il du vrai dans ce qu'ils vous reprochent ?

– Ils disent que l'ONU est utilisée par les Américains, que nous sommes l'instrument de Washington, cela est complètement infondé. C'est faux. Il est toutefois vrai que ce processus de désarmement a duré beaucoup trop longtemps. Mais il n'y a qu'une seule raison à cela : l'Irak a, depuis le premier jour, refusé de dire la vérité à l'Unscom. En créant la commission spéciale, en avril 1991, le Conseil de sécurité a demandé à Bagdad de dire toute la vérité en quinze jours. Presque sept ans plus tard, les experts disent à l'unanimité que les informations fournies par Bagdad, surtout sur les armes biologiques, ne sont pas absolument crédibles. Que voulez-vous que l'on fasse, que l'on oublie qu'il existe toujours en Irak des armes horribles, capables de tuer des millions de personnes ?

– Ils sont aussi persuadés que la décision politique de ne jamais lever les sanctions aussi longtemps que Saddam Hussein sera au pouvoir a déjà été prise à Washington.

– Si c'était le cas, je n'aurais jamais accepté ce travail. Avant d'accepter ce poste, je suis allé à Washington, Paris, Moscou et Londres pour, justement, poser cette question. Puisque vous me parlez de Washington, je vais vous dire que les Américains m'ont assuré que le feu vert de l'Unscom sur le désarmement de l'Irak suffirait pour que l'embargo soit levé. Je répète que, sans cette garantie, je n'aurais jamais accepté ce poste.

– Où en est le désarmement de l'Irak aujourd'hui ?

– Nous avons fait des progrès substantiels. Hormis le volet biologique, on peut presque se fier au système de surveillance à long terme.

– Paris et Moscou estiment que les dossiers de l'Unscom devraient être conclus un par un. Pourriez-vous, par exemple, fermer le dossier sur les missiles balistiques ?

– Oui : je le dis dans mon dernier rapport, ce qui reste à faire sur ce dossier est négligeable. Je dis que ce dossier est clos. Mais, évidemment, l'embargo ne peut pas être levé avant que tous les dossiers soient fermés.

– Sans missiles, l'Irak peut-il encore se servir de ses armes biologiques ?

– Bien sûr, ces armes n'ont pas besoin de missiles sophistiqués. Il suffit que le vent souffle dans la bonne direction pour que des millions de gens soient affectés.

– On dit que vous êtes publiquement trop agressif ?

– C'est l'Irak qui a violé les règles en disant que les Américains ne peuvent plus participer à l'Unscom. Que suis-je censé dire ? (...) Je n'ai rien contre l'Irak, je veux finir mon travail, voir la levée de l'embargo et permettre à la population irakienne de vivre normalement. J'ai appris que dans la culture politique irakienne, il est normal de personnaliser des arguments, ce n'est pas dans ma culture. (...) Il est quand même extraordinaire que dans leurs lettres au Conseil de sécurité, les Irakiens nomment certains inspecteurs qui ne leur plaisent pas.

– On a dit, par exemple, que vous étiez la première personne à avoir employé l'expression « violation flagrante », qui signifie la nécessité de recourir à la force ?

– Pour moi, cette phrase ne voulait pas nécessairement dire le recours à la force.

– Pensez-vous qu'une action militaire est désormais nécessaire pour obliger l'Irak à revenir sur sa décision ?

– Evidemment non, je ne veux pas voir une action militaire.

– L'argument de Bagdad semble être : puisque les sanctions ne seront de toute façon pas levées, autant se débarrasser des inspections intrusives de l'ONU. Craignez-vous que l'Irak décide de rompre toute relation avec l'Unscom ?

– Je ne crois pas que cela puisse arriver.

– Mais si la force est utilisée contre l'Irak, la première chose que Bagdad ferait serait de vous jeter dehors.

– Je ne crois pas que la force sera utilisée.

– Les Américains subissent une énorme pression de leur opinion publique pour régler le problème par la force.

– Peut-être, mais je constate que l'administration fait tout pour prendre une décision qui soit à l'abri de toute réaction émotive.

– Mais si vous êtes chassé du pays...

– C'est hautement hypothétique. La seule chose qui m'inquiète est la perte de temps. »

Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

Des inspecteurs « agressifs », selon Bagdad

S'il est vrai que les programmes d'armement et le savoir-faire de l'Irak en la matière justifient une vigilance ininterrompue, ils ne peuvent expliquer la manière dont se comportent les inspecteurs de la Commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscom), a indiqué au *Monde* une source diplomatique à Bagdad. Ces inspections ont été décrites, par la même source, comme étant *« parfois fortement intrusives »* et le langage des inspecteurs, *« très agressif »* et *« dédaigneux »* vis-à-vis des Irakiens. On reproche de même source à Richard Butler, le chef de l'Unscom, de multiplier les déclarations intempestives – notamment à l'occasion de la crise actuelle entre l'Irak et l'ONU –, qui ne font qu'aggraver la tension. *Son prédécesseur, Rolf Ekeus, selon la même source, a su davantage* résister aux pressions tant de Washington que de Bagdad.

L'armée turque mène ses opérations dans le Kurdistan irakien

TANDIS que l'attention est entièrement focalisée sur la crise entre Bagdad et le Conseil de sécurité de l'ONU, l'armée turque mène ses propres « opérations » dans le nord de l'Irak et semble prendre une part active aux combats qui opposent, depuis le 13 octobre, dans cette région, les deux principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Ankara a annoncé, samedi 8 novembre, une *« opération limitée »* contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) de Turquie, dans les zones de la ligne de cessez-le-feu entre les deux formations kurdes irakiennes rivales. Il a accusé l'UPK de *« collaborer avec le PKK »*, ce que le parti de M. Talabani a toujours démenti. Peu auparavant, le PDK avait annoncé qu'il lançait une offensive contre ses frères ennemis de l'UPK. Si l'on en croit les communiqués publiés par l'une et l'autre formation, les victimes se comptent désormais par dizaines – 67 combattants de l'UPK selon le PDK et 30 partisans de M. Barzani, selon la formation rivale, pour la seule journée du samedi.

En réalité, affirment des responsables de l'UPK, les bombardements des positions de cette formation par l'artillerie et l'aviation turques n'ont pas cessé depuis des semaines. Fin octobre, l'UPK a même affirmé que des bombes au napalm ont été utilisées, ce qu'Ankara a démenti. Un responsable de l'ONU dans le nord de l'Irak avait toutefois confirmé la participation de l'aviation turque au conflit entre Kurdes irakiens.

Ce qui est sûr, c'est que les troupes d'Ankara, qui ont lancé le 23 septembre une nouvelle opération contre le PKK, à la demande de M. Barzani, ne se sont toujours pas repliées. Samedi, Ankara a justifié son *« opération limitée »* dans le Kurdistan irakien par le fait que la collaboration entre l'UPK et le PKK a *« permis au PKK de s'emparer de plusieurs zones sur la ligne de cessez-le-feu »* avec le PDK.

TESTER LES RÉACTIONS

Parler d'une opération limitée est *« absolument faux »*, affirme un communiqué rendu public par la représentation de l'UPK à Paris. *« C'est un prétexte visant à justifier une opération militaire massive et l'incursion la plus profonde de l'armée turque dans le Kurdistan irakien »*, précise l'UPK. *« C'est une opération menée conjointement avec la milice de Barzani contre l'UPK et non pas contre le PKK, comme l'a affirmé un porte-parole turc »*, ajoute-t-il.

D'après Ahmad Bamarni, ancien « député » (UPK) du « Parlement » kurde irakien – élu en 1992 et qui a volé en éclats en 1994 après la résurgence du conflit armé entre l'UPK et le PDK –, la Turquie est en train de tester les réactions arabes et occidentales à la présence de ses troupes dans le nord de l'Irak.

Son objectif est, estime-t-il, de créer dans cette région, une fois les rigueurs de l'hiver passées, et avec la collaboration du PDK, une *« zone de sécurité »* semblable à celle qu'Israël a délimitée au Liban sud. Le quotidien turc *Zaman* croyait savoir, fin octobre, qu'une trentaine de milliers d'hommes passeraient l'hiver dans une telle zone. Le vice-premier ministre turc, Bülent Ecevit, avait, dès le début du mois d'octobre, réclamé l'*« installation »* de troupes turques dans le Kurdistan irakien *« jusqu'à ce que l'Irak recouvre son intégrité »*.

Mouna Naïm

هكذا من الإهمال

L'hommage à Itzhak Rabin a rassemblé la gauche israélienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'impressionnant rassemblement populaire – entre 150 000 et 200 000 personnes pour un pays de 5 millions d'habitants – qui a eu lieu, dans la soirée du samedi 8 novembre, pour le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Itzhak Rabin par un extrémiste juif religieux, n'a pas précisément ébranlé le gouvernement nationaliste religieux de Benjamin Nétanyahou. Mais le premier ministre, mis en cause par la gauche pour avoir assisté à des manifestations violentes contre l'ancien premier ministre, a tenté de répliquer, dimanche, dans un cadre plus officiel et plus solennel. Acclamé par les deux mille sept cents délégués de son parti, le Likoud, réuni pour sa convention annuelle de trois jours à Tel Aviv, le chef du cartel des droites au pouvoir a mis un point d'honneur à réclamer – et obtenir – de ses fidèles une minute de silence *« à la mémoire du premier ministre d'Israël assassiné, Itzhak Rabin »*. « Bibi » Nétanyahou a demandé en outre au peuple d'Israël *« d'oublier ses divisions et de refaire son unité »*.

La veille, sur l'ancienne place des Rois-d'Israël, rebaptisée place Rabin puisque c'est là, au sortir d'un grand rassemblement pour la paix, que le vieux soldat avait été assassiné, les pancartes brandies ne laissaient guère de place au doute quant à l'humeur politique de la foule. *« Bibi n'a pas d'alibi ! Nous voulons la paix ! Sauvons la paix ! Bibi go home ! »* Pour un jour fédérés, les organisations, mouvements et associations diverses en faveur de la paix s'étaient en principe donné le mot pour conserver à la commémoration un caractère digne. Une dizaine d'artistes parmi les plus populaires ont fait assaut de messages en faveur de la paix. Mais, comme le soulignait dimanche *Maariv*, le journal de la droite, *« ce fut surtout un rassemblement antigouvernemental, le plus vaste qui se soit vu en Israël contre un premier ministre au pouvoir depuis à peine deux ans »*.

« SUIVRE LA VOIE TRACÉE »

Un seul ministre en exercice, l'ancien *refuznik* soviétique, Nathan Chtcharanski, qui détient le portefeuille du commerce et ne manque jamais une occasion de développer l'idéologie du « Grand Israël » et de justifier le refus gouvernemental de restituer les territoires occupés aux Palestiniens, a eu le courage de monter sur la scène. Il s'est fait huer si fort qu'à la fin de sa brève intervention le chef des travaillistes, Ehoud Barak, s'est cru obligé de le prendre dans ses bras puis de rappeler à la foule qu'il s'agissait là d'un *« grand héros d'Israël »*.

M. Barak, qui tente ces temps-ci de nombreuses ouvertures vers plusieurs petits partis de droite et vers les formations religieuses tout en refusant de répondre clairement à la question de savoir s'il est ou non pour l'émergence d'un Etat palestinien indépendant, a fait le serment de *« suivre la voie tracée par Itzhak Rabin »*. Plus direct et plus offensif, comme à l'accoutumée, le chef du parti sioniste le plus à gauche de l'échiquier politique, Yossi Sarid, président du Meretz (9 députés sur 120), a fait remarquer qu'il n'accusait pas de la mort de l'ancien premier ministre *« la moitié du pays »* mais *« tous ceux qui l'ont traité de meurtrier, de traître, de Pétain juif et tous ceux qui ont marché derrière un certain cercueil »*.

Cette dernière allusion concerne directement M. Nétanyahou, qui avait manifesté en compagnie de militants portant un cercueil censé représenter la mort du sionisme assassiné par la politique de M. Rabin. A l'applaudimètre, ce sont tout de même Léah Rabin, la veuve du vieux général, et Shimon Pérès, son successeur malheureux aux élections de juin 1996, qui ont remporté le plus grand nombre de suffrages.

Patrice Claude

Des « fuites » impliquent Alger dans les attentats de Paris

Selon des récits d'Algériens se présentant comme responsables des services spéciaux, recueillis par « The Observer » et par « Le Monde », l'objectif aurait été de monter l'opinion française contre les islamistes

Les services secrets algériens sont-ils responsables des attentats commis en France au cours de l'été 1995 ? Faut-il leur imputer les massacres de plusieurs centaines de civils perpétrés aux portes d'Alger à la fin de l'été ? L'hebdomadaire britannique *The Observer* l'affirme dans son édition du 9 novembre, en s'appuyant sur les confidences d'un homme présenté comme un ancien responsable de la sécurité militaire. Se faisant appeler « Joseph », le responsable algérien cité par l'*Observer* affirme que le meurtre de plusieurs Européens en Algérie, contrairement à la thèse officielle, est l'œuvre des services secrets algériens et non d'islamistes. Ces propos sont confirmés par les déclarations confiées au *Monde* par un responsable présumé de la direction du renseignement et de la sécurité algérienne. *(Lire aussi notre éditorial page 14.)*

LE MONDE a recueilli les révélations d'un responsable présumé de la direction du renseignement et de la sécurité (DRS). Si cet homme, qui se présente comme un officier supérieur, a accepté, sous couvert d'anonymat, de parler plusieurs heures durant, ce n'est pas, assure-t-il, pour obtenir un statut de réfugié politique. Il a décidé de rester dans son pays et de ne pas démissionner de son poste. Ce qu'il veut, affirme-t-il, c'est faire évoluer le système de l'intérieur. *« Nous sommes un groupe d'officiers à vouloir changer les choses. Puisqu'il est impossible de faire un coup d'Etat et que la presse algérienne est aux ordres, nous saisissons l'opinion publique occidentale. Notre démarche obéit à une stratégie réfléchie. »*

« En Algérie, poursuit-il en élevant la voix, *tout le monde a les mains tachées de sang. Nous avons honte de voir des gens torturés. Nous sommes devenus des assassins au profit d'une caste d'affairistes qui rongent l'institution militaire. Ils veulent tout : le pétrole, le contrôle des importations, l'immobilier... Nous, les militaires, nous ne sommes pas des barbares. Notre mission, telle qu'on nous l'a enseignée, c'est de défendre la patrie, la République. Pas ceux qui se remplissent les poches »*, accuse-t-il.

L'homme – il se fera appeler *« « Hakim » »* – confirme les propos de son collègue à *The Observer*. Sur un seul sujet, il refusera de s'exprimer : la complicité supposée entre l'Irak et l'Algérie, qui aurait caché certains des éléments du programme nucléaire, chimique et bactériologique de Bagdad. *« Je ne veux pas faire le jeu des services secrets occidentaux »*, se défend-il.

Parfois, *« Hakim »* complète de façon précise les infomations données par son collègue à *The Observer*. Ainsi, sur les attentats perpétrés en France durant l'été 1995 : *« Je confirme que les attentats de Saint-Michel* [8 morts et plus de 130 blessés, le 25 juillet 1995] *et celui de Maison-Blanche* [13 blessés, le 6 octobre 1995, jour des obsèques de Khaled Kelkal, principal suspect dans l'attentat raté du TGV Paris-Lyon] *ont été commis à l'instigation du sercice action de la direction infiltration et manipulation (DIM) de la DRS, que contrôlent Mohamed Médiène, plus connu sous le nom de "Toufik", et le général Smaïn Lamari. »*

« A l'époque, ajoute *« Hakim »*, *les service algériens redoutaient que des liens se nouent en France entre une émigration connue pour ses sympathies kabyles et des dirigeants islamistes dont plusieurs étaient justement d'origine kabyle. Il fallait que les services français prennent des mesures pour empêcher ce rapprochement qui, s'il réussissait, risquait d'alimenter les caisses des islamistes et de faciliter l'approvisionnement des maquis en armes. On pouvait espérer aussi que la communauté émigrée, se sachant surveillée par nos homologues français, saurait se tenir à l'écart des événements algériens. »*

Le ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua, était d'accord pour coopérer avec les Algériens, même si, depuis le vrai-faux enlèvement, le 24 octobre 1993 à Alger, des époux Thévenot et d'Alain Freyssier, les trois agents consulaires français – *« ils ont été retenus dans une caserne d'Hussein day, dans la banlieue d'Alger, alors qu'ils étaient censés être entre les mains d'islamistes »* –, il se méfiait des services algériens.

Il restait à gagner l'opinion publique en discréditant les islamistes. De là les attentats à Paris décidés, selon *« Hakim »*, à Alger : *« La tête pensante des deux attentats,* explique-t-il, *est Boualem Bensaïd. »* Incarcéré en France, cet étudiant islamiste d'une trentaine d'années *« est un militaire algérien membre du service "action". C'est lui qui faisait le va-et-vient entre Alger et l'Europe pour entrer en contact avec le GIA. Et c'est lui qui leur a passé commande des attentats »*.

DJAMEL ZITOUNI SOUS CONTRÔLE

Le cas de Djamel Zitouni, le chef du Groupe islamique armé (GIA), illustre la capacité de manipulation des services, d'après *« Hakim »*. Présenté comme l'ennemi public numéro un, Djamel Zitouni serait une créature de l'ancienne sécurité militaire. *« Il a été recruté en 1991 dans un camp de sûreté dans le Sud algérien* [des milliers d'islamistes avaient été emprisonnés dans le Sud par l'armée]. *Nous l'avons aidé à prendre la direction du GIA en 1994. C'est Zitouni qui nous a fourni l'information la plus importante dans notre guerre contre le GIA. Il nous a dit où était Mourad Si Ahmed Mourad, l'homme le plus dangereux de la mouvance islamiste. »*

Depuis, Djamel Zitouni est bel et bien mort, assure *« Hakim »* : *« Il a été sous notre contrôle jusqu'à l'affaire du monastère de Tibéhirine* [mars-mai 1996]. *Les moines devaient être trouvés – morts ou vivants, je l'ignore – dans le village natal d'un chef islamique à qui on voulait faire porter la responsabilité de l'affaire. Pour des raisons que j'ignore, Zitouni n'a pas respecté le contrat. Il a donc été liquidé. »*

Si quelques officiers ont choisi de rompre le silence – dans *The Observer*, *Le Monde*, demain peut-être dans d'autres journaux occidentaux –, c'est, dit-il, à la suite des massacres de civils à la fin de l'été. Et plus particulièrement celui de Beni Messous (plus de 200 morts, en septembre) dont *« Hakim »* est convaincu qu'il a été commis par les services. *« Il y a au moins une demi-douzaine de casernes à proximité. Il y avait un barrage. Il a été levé comme par hasard. Les militaires qui voulaient intervenir en ont été empêchés. Le groupe qui a commis le massacre a amené avec lui un islamiste, un prisonnier detenu depuis des années pour qu'il soit reconnu par les habitants. »*

« NOTRE TIMISOARA »

Les massacres de Bentalha *(lire page 10)* et de Raïs n'ont pas été perpétrés par le pouvoir mais par des *« éléments perdus du GIA manipulés par les services »*, affirme *« Hakim »*. Il cite encore l'exemple de la reconquête par l'armée d'Ouled Alled, un petit village à deux pas d'Alger vidé de ses habitants en 1995 par le GIA, qui en aurait fait sa base arrière. *« Ouled Alled, c'est notre Timisoara. Un mensonge énorme.* explique-t-il. *On a prétendu que le GIA avait résisté quinze jours. Comme si l'armée algérienne faisait dans la dentelle. Les membres du GIA qui tiraient, c'étaient des prisonniers islamistes qui n'avaient jamais voulu collaborer avec nous. On les amenés là, on leur a donné des armes et on leur a dit : "Défendez-vous." L'armée algérienne avait été accusée de passivité pendant les massacres : il fallait bien donner quelque chose en pâture à la presse. »*

Jean-Pierre Tuquoi

Quelques invraisemblances

UNE SÉRIE d'invraisemblances émaille les témoignages apportés à *The Observer* et au *Monde* par les deux hommes qui se présentent comme des responsables en rupture de ban des services secrets algériens. Le premier, *« Joseph »*, aurait fait défection en Grande-Bretagne il y a deux ans et demi afin de demander l'asile politique. Ces deux témoins anonymes n'ont pas été identifiés par les services spécialisés qui coopèrent de part et d'autre de la Manche. Contactés par leurs homologues français, dimanche 9 novembre, les services britanniques ont ainsi indiqué ne pas connaître la personne se dissimulant sous le pseudonyme de *« Joseph »*.

Accusant les services algériens d'avoir envoyé leurs agents afin d'*« organiser au moins deux des attentats à la bombe commis à Paris »*, *« Joseph »* fournit peu d'éléments vérifiables. Il évoque toutefois l'un des terroristes interpellés, Karim Koussa, dont il écorche le nom : *« Karim Moussa a été capturé et blessé. Il a depuis disparu et les autorités françaises ont échoué à expliquer ce qui était arrivé à ce suspect très recherché. »* Or, Karim Koussa, le jeune de Vaulx-en-Velin interpellé le 27 septembre 1995 dans les monts du Lyonnais où il s'était réfugié avec son complice Khaled Kelkal, est toujours écroué en France : il témoignera en décembre au procès du groupe islamiste de Chasse-sur-Rhône.

Dans son témoignage à notre journal, *« Hakim »* indique que les attentats du RER Saint-Michel et du métro Maison-Blanche auraient été commandités par Alger. A l'en croire, les explosifs auraient été *« récupérés dans les locaux de l'ambassade d'Algérie à Paris »* par Boualem Bensaïd, l'étudiant algérien présenté par les enquêteurs français comme le représentant du GIA envoyé dans l'Hexagone pour coordonner la campagne terroriste. Cette version est démentie par les enquêtes judiciaires françaises. Il est ainsi établi que les ingrédients des engins explosifs utilisés en France ont été achetés par Boualem Bensaïd et Ali Touchent, toujours recherché par la justice.

Les empreintes digitales de Boualem Bensaïd, écroué depuis son arrestation, le 2 novembre 1995, à Paris, ont été retrouvées sur les débris de la bombe de Maison-Blanche. Ordonnant un attentat contre un marché de Lille, le même a transmis par téléphone des instructions au groupe actif en région lilloise, dont l'artificier a été interpellé le 2 novembre à son domicile, où une bouteille de gaz prête à l'emploi a été saisie. Boualem Bensaïd était, enfin, en relation suivie avec l'un des responsables du GIA à Londres, Rachid Ramda, dont la justice française attend toujours l'extradition.

Erich Inciyan

Sur l'esplanade du Trocadéro à Paris : « Le silence n'a que trop duré »

LES YEUX FERMÉS face à la pluie, au vent, à la nuit, à toutes les souffrances, Abdelkrim, vingt et un ans, chante *a capella* la douleur de l'absence. Cet agent d'accueil à La Villette a longtemps vécu en Algérie. Ses parents y sont encore. Il ne peut plus les voir. Son chant poignant, mi-prière, mi-sanglot, renvoyé par les murs, emporté par les bourrasques, envahit lentement l'esplanade. A ses pieds des centaines de parapluies se serrent frileusement dans un silence d'église. Beaucoup d'Algériens, timides, un peu étonnés de se retrouver là, se mêlent aux intellectuels, aux militants, aux artistes. Nul n'a le coeur à sourire. Le rassemblement organisé, dimanche 9 novembre, sur l'esplanade des Droits-de-l'Homme pour donner le coup d'envoi d'*« un jour pour l'Algérie »* est grave et sobre.

Un seul discours, dit par Christian Gay-Bellile, coordonnateur de la manifestation, rappelle que l'Algérie, depuis cinq ans, *« vit une innommable tragédie »*, dans l'indifférence et l'inertie de la communauté internationale : *« Le silence n'a que trop duré. Il est temps que les démocrates en France se mobilisent. »* La journée du 10 novembre sera, dit-il, un *« témoignage du cœur »*, et contribuera à ce que les institutions internationales *« assurent leurs devoirs »*. M. Gay-Bellile lit en conclusion un message du chanteur Djemel Allam, qui, lundi soir, alors qu'en France les sympathisants marcheront dans la nuit une lampe à la main, chantera à Bougie, de l'autre côté de la Méditerranée.

C'est déjà presque fini. La chanteuse Battja Rahal module une douce mélopée à la lueur indirecte des projecteurs. Une femme dans la foule lance un youyou. Puis Helène Delavault enchaîne, toujours *a capella*, sur un extrait de *La Passion selon saint Matthieu*, de Jean-Sébastien Bach. Dans la foule, on distingue quelques personalités : Marie-Claire Mendès France, le comédien Bernard Giraudeau ; une femme assure avoir reconnu Charles Fiterman. Des militants distribuent des cartes demandant *« la création d'une commission d'enquête internationale, ayant libre accès à l'information, pour que toute la lumière soit faite sur les atrocités et les atteintes aux droits de l'homme en Algérie »*.

Abdelkrim a repris le micro pour une dernière chanson. *« Ce soir, c'est le lancement : la vraie journée, c'est lundi*, assure Fatima, confiante. *Il faut que les Algériens ici se bougent pour que l'ONU ou le gouvernement français interviennent. Le gouvernement algérien seul ne fera rien. »* A ses côtés, Bellel, nerveux, se cache en bougonnant. Il n'aime pas les questions, encore moins les projecteurs. *« Il arrive de là-bas,* explique Fatima. *Il est déçu. Il a vraiment souffert, il a la haine. »*

Véronique Maurus

هكذا من الامل

La suspension du vote sur la procédure commerciale constitue un échec pour M. Clinton

Le président des Etats-Unis a reculé en raison de la forte opposition des démocrates au Congrès

Le vote sur le *fast-track* – la procédure commerciale qui permet au président de conclure des accords commerciaux – à la Chambre des représentants a été suspendu pour la deuxième fois en quarante-huit heures, lundi 10 novembre. En demandant une nouvelle supension, Bill Clinton évite une humiliante défaite au Congrès, mais subit un grave échec. Le projet de loi pourrait être à nouveau examiné dans la semaine.

WASHINGTON
de notre correspondant

Le suspense a duré tout le week-end et s'est prolongé tard dans la nuit de dimanche à lundi 10 novembre : Bill Clinton aura-t-il le nombre de voix suffisant pour faire adopter par la Chambre des représentants l'importante loi sur le *fast-track* ? Cette procédure parlementaire permet au chef de la Maison Blanche de demander au Congrès de se prononcer globalement sur des accords commerciaux, sans que celui-ci ait la possibilité d'amender le texte qui lui est soumis. Parce qu'il a fait de la diplomatie commerciale l'axe majeur de la politique étrangère de son administration, Bill Clinton risque gros dans une bataille politique paradoxale mettant aux prises, d'un côté, le président et les républicains, et, de l'autre, la *majorité des élus démocrates*, farouchement opposée au projet.

C'est donc à un intense travail de lobbying auprès de ces derniers que se sont livrés le président, ses conseillers et plusieurs responsables de l'administration, tentant de gagner une à une les voix manquantes, en alternant promesses et pressions politiques. Les républicains ont profité de cette atmosphère de marchandage pour monnayer leur soutien par des concessions politiques sur des sujets fort éloignés des accords commerciaux, tels le financement du planning familial et l'avortement, voire la procédure de recensement. Depuis 1974, tous les présidents ont bénéficié de la facilité du *fast-track*, laquelle inspire confiance aux partenaires commerciaux des Etats-Unis puisque les compromis négociés avec la Maison Blanche peuvent, certes, être refusés par le Congrès, mais non mis en pièces sous la pression des nombreux groupes de pression. A l'inverse, si le président ne dispose pas du *fast-track*, certains pays seront réticents à s'engager dans un partenariat commercial avec les Etats-Unis.

DIVISIONS EXACERBÉES

C'est donc toute la stratégie diplomatique et économique de l'administration Clinton, fondée *sur la multiplication des zones de* libre-échange (notamment en Amérique latine et en Asie), qui est remise en cause. Pour les parlementaires, la principale référence est l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), qui associe les Etats-Unis au Canada et au Mexique. La « bataille de l'Alena », en 1993, fut gagnée grâce au *fast-track*, mais au prix de divisions au sein du Parti démocrate. Celles-ci sont aujourd'hui d'autant plus exacerbées que le bilan de l'Alena est controversé : cet accord tripartite a-t-il *créé ou supprimé* plusieurs centaines de milliers d'emplois, comme le prétendent respectivement l'administration et les syndicats ?

Depuis plusieurs semaines, Bill Clinton n'a cessé de dramatiser l'enjeu. « *Un vote négatif*, a-t-il déclaré, *signifierait que nous ne voulons pas que notre pays puisse négocier un abaissement des barrières douanières, que nous faisons retraite, que nous avons peur de la compétition, et que nous souhaitons abandonner notre leadership mondial.* » M. Clinton n'a pas pris le risque de faire la démonstration, avec un vote, qu'il ne dispose pas d'une majorité au sein de son propre parti ; il a opté pour une piteuse retraite en demandant à deux reprises (*vendredi et lundi*) la suspension du vote. En ne mettant *pas chacun face à ses responsabilités* à l'occasion d'un vote, il subit un échec, mais évite une défaite humiliante qui n'aurait eu pour effet que de souligner la fracture chez les démocrates. Car le vote sur le *fast-track* est aussi une bataille pour le contrôle de la formation présidentielle, aujourd'hui profondément divisée entre « nouveaux démocrates » et « libéraux » (progressistes).

Alors que M. Clinton incarne les premiers, les seconds ont un champion en la personne de Richard « Dick » Gephardt, chef de file de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, qui ne cache pas son intention de disputer au vice-président Al Gore l'investiture du parti pour l'élection présidentielle de 2000. Or, M. Gephardt a courtisé avec succès la base syndicale du Parti démocrate, dont le soutien est indispensable en période électorale. L'AFL-CIO a ainsi rappelé aux élus qu'ils prenaient un risque certain, dans la perspective des élections *parlementaires de 1998, en se rangeant* aux côtés de l'administration.

Dans ses efforts pour regrouper ses propres troupes, M. Clinton a promis de consacrer quelque 4 milliards de dollars (24 milliards de francs) au financement de la reconversion des salariés qui auront perdu leur emploi à la suite d'accords commerciaux. Cette offre de dernière minute n'a fait que renforcer le caractère politicien de l'épreuve de force engagée entre la Maison Blanche et le Congrès, à défaut de répondre à la véritable question que pose le *fast-track* : comment faire accepter aux Américains l'insécurité économique qu'implique la globalisation des échanges ?

Laurent Zecchini

« Valeurs éthiques de la démocratie » au 7e sommet ibéro-américain

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Le 7e sommet ibéro-américain, consacré cette année aux « valeurs éthiques de la démocratie », a réuni, dans l'île vénézuélienne de Margarita, les pays latino-américains, l'Espagne et le Portugal. Deux sujets, Cuba et la liberté de la presse, ont dominé les débats, tandis que le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, poursuivait ses efforts pour renforcer les liens privilégiés entre l'Europe et l'Amérique latine, qui est également engagée dans la constitution d'une zone de libre-échange avec les Etats-Unis d'ici à 2005.

Le président cubain, Fidel Castro, qui a une nouvelle fois été la vedette du sommet, a remercié les autorités vénézuéliennes d'« *avoir empêché des actions criminelles* » contre lui. Quatre exilés cubains, arrêtés à Porto Rico le 28 octobre en possession de « *fusils capables de tuer un éléphant* », auraient avoué qu'ils projetaient d'assassiner Fidel Castro sur l'île de Margarita. Cinq jours avant l'ouverture du sommet, plusieurs personnalités anticastristes, dont l'écrivain Carlos Alberto Montaner, ont été expulsées par la police vénézuélienne. A l'heure des discours, Fidel Castro a été durement attaqué par les présidents du Nicaragua et de l'Argentine. Se prononçant pour l'élimination « *des dictatures qui subsistent* » dans la sphère ibéro-américaine, le nicaraguayen Arnoldo Aleman a critiqué « *la tolérance face aux évidentes violations des libertés élémentaires et des droits de l'homme* ».

« GLOBALISATION ÉCRASANTE ET BRUTALE »

Le leader cubain a répliqué en affirmant qu'il existe à Cuba « *une démocratie véritable, un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, et non des riches, par les riches et pour les riches* ». Selon lui, ce n'est pas Cuba qui doit changer, mais les autres pays, pour en finir avec « *le néolibéralisme aveugle et incontrôlable et la globalisation écrasante et brutale sous l'égide de la puissance la plus égoïste de l'histoire* ».

Très dégradées ces derniers mois, les relations entre Madrid et La Havane se sont détendues à l'occasion du sommet. Abel Matutes, le ministre espagnol des affaires étrangères, a informé son homologue cubain, Roberto Robaina, que Madrid n'avait pas d'objection à ce que le 9e sommet ibéro-américain ait lieu à La Havane en 1999, à condition qu'il se déroule dans les mêmes conditions de liberté que les sommets précédents. La nouvelle dénonciation de la loi Helms-Burton, la législation nord-américaine renforçant l'embargo contre Cuba, a constitué un autre motif de satisfaction pour Fidel Castro.

Le chef de l'Etat cubain a par ailleurs été invité par le président colombien Ernesto Samper à se joindre au « *groupe d'amis* » (Costa Rica, Espagne, Mexique et Venezuela) qui tente de promouvoir un accord de paix en Colombie. Marotte de l'amphitryon du sommet, le président Rafael Caldera, le « *droit à l'information vraie* » a été prudemment gommé dans la version finale. Cette proposition vénézuélienne, qui déclarait que « *les journalistes n'ont pas le droit de déformer la réalité ni de manipuler l'opinion publique* », avait été vivement critiquée tant par les associations de journalistes que par les organes de presse de la région.

Jean-Michel Caroit

L'Italie favorable à un Allemand à la tête de la future BCE

ROME. Le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, a estimé, samedi 8 novembre, qu'une éventuelle nomination du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, à la tête de la banque centrale européenne (BCE) serait un « *choix excellent* », tout en sachant fort bien que M. Tietmeyer n'est pas candidat. La veille, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, avait déclaré, au sujet de la candidature de M. Tietmeyer, qu'« *il fallait y penser surtout à la veille de l'Union monétaire* ». Le président du Conseil italien, Romano Prodi, avait récemment lancé l'idée de la candidature du président de la Bundesbank à la tête de la BCE. – *(AFP.)*

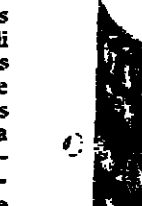
La crise boursière asiatique n'affecterait pas gravement la croissance

PARIS. L'impact négatif de la crise en Asie du Sud-Est sur la croissance des vingt-neuf pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) devrait être de 0,2 % cette année et en 1998. L'effet sur le Japon sera plus important – sans doute le double – en raison de la part de ses exportations vers l'Asie du Sud-Est. Ces chiffres ont été communiqués, vendredi 7 novembre, à Paris, par Ignazio Visco, chef des études économiques de l'OCDE. L'Organisation va donc réviser en baisse « *de façon substantielle* » *son estimation sur la croissance au Japon. Dans ses prévisions* semestrielles en juin, l'OCDE tablait sur une croissance de 2,3 % au Japon en 1997 et de 2,9 % en 1998. Au sujet de l'Europe, M. Visco a ajouté que l'effet de la crise en Asie ne paraissait pas être « *substantiel* » et ne remettait pas en cause le respect des critères de Maastricht par les pays candidats à l'euro. – *(AFP.)*

Les étrangers détenus au Congo ont été libérés

POINTE-NOIRE. Les étrangers détenus au Congo-Brazzaville ont été libérés vendredi 7 et samedi 8 novembre. Sept Français, onze Russes et deux Belges étaient retenus à Pointe-Noire depuis la victoire de Denis Sassou Nguesso. Le nouveau régime les accusait d'avoir servi l'ex-président Pascal Lissouba en tant que mercenaires, ce que les prisonniers ont démenti. Ces libérations répondent « *au désir du président Sassou Nguesso de tourner la page* », a indiqué le ministre de l'intérieur congolais.

Les négociations pour la libération des Français ont été menées par l'ambassadeur au Gabon et un conseiller de Michel Rocard. Ce dernier, Michel Dubois, a estimé que le nouveau président congolais avait marqué « *son amitié pour la France, le président Jacques Chirac et Michel Rocard* ». Le gouvernement congolais a indiqué que, selon ses chiffres, soixante-douze mercenaires, principalement ukrainiens et serbes, avaient été engagés par M. Lissouba. – *(AFP.)*





DÉPÊCHES

■ **ALGÉRIE : au moins vingt-six personnes ont été égorgées** dans la nuit de samedi à dimanche par un groupe armé à H'malit, sur les monts Chréa de Blida, au sud d'Alger, indique la presse lundi 10 novembre. L'attaque de ce hameau, à deux kilomètres de la ville de garnison de Blida, par un groupe de 30 à 50 islamistes armés, a eu lieu vers minuit et a duré près de deux heures, précise *Le Matin*, qui donne un bilan de vingt-sept morts, dont une majorité de femmes et d'enfants, égorgés, mutilés, certains brûlés. Parmi les victimes figurent onze enfants âgés de trois mois à douze ans, précise *El Watan*. Le massacre de H'malit est le troisième en deux jours, après le double carnage de Tajmount, dans la nuit de vendredi à samedi, près de Tlemcen (ouest) où vingt-deux villageois ont été égorgés. – *(AFP.)*

■ **NIGÉRIA : le rédacteur en chef** de l'hebdomadaire indépendant *The News*, Jenkins Alumona, a été arrêté samedi 8 novembre à Lagos par des agents du service de sécurité, selon le quotidien britannique *The Guardian*. L'hebdomadaire a récemment publié des articles critiquant le général Sani Abacha, chef de l'Etat. Le supérieur hiérarchique de M. Alumona au sein du groupe de presse ICN, Bayo Onanuga, craignant d'être arrêté, est passé dans la clandestinité la semaine dernière. – *(AFP.)*

■ **ITALIE : l'ex-juge anti-corruption Antonio Di Pietro** (47 ans) a été facilement élu sénateur lors d'une élection partielle dans la circonscription de Mugello, au nord de Florence, selon les résultats publiés dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 novembre. Antonio Di Pietro, qui avait lancé l'opération « mains propres » en 1992, se présentait sous les couleurs de l'Olivier, la coalition de centre-gauche au pouvoir. – *(AFP.)*

■ **BELGIQUE : un rassemblement de plusieurs centaines de personnes**, dimanche 9 novembre à Bruxelles, a dégénéré en échauffourées avec la police. Les manifestants protestaient contre la mort d'un présumé revendeur de drogue d'origine marocaine, tué deux jours plus tôt par des gendarmes en civil à Anderlecht. Plus de cent-vingt jeunes ont été interpellés. Ce rassemblement survenait après deux nuits de violents affrontements dans la banlieue d'Anderlecht entre des centaines de jeunes et les forces de l'ordre. – *(Reuter.)*

■ **KOWEÏT : le conseil suprême de défense** du Koweït a décidé de passer commande à la Chine de soixante-quinze canons d'artillerie de 155 mm pour 600 millions de dollars (environ 3,4 milliards de francs). Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud avaient proposé leurs matériels face au canon de campagne PLZ-45 chinois retenu. – *(AFP.)*

■ **THAÏLANDE : le chef de l'opposition** thaïlandaise, Chuan Leekpai (59 ans), a été nommé comme prévu premier ministre dimanche 9 novembre, en remplacement du général Chavalit Yongchaiyudh, victime de la tourmente financière (*Le Monde* du 8 novembre). Ouvrant à la hausse, la Bourse de Bangkok a salué le retour au pouvoir du favori des milieux d'affaires et des classes moyennes qui avait déjà été premier ministre de 1992 à 1995. – *(AFP.)*

La FAO met en garde contre une baisse de l'aide au développement

ROME. *Le directeur général de la FAO* (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a mis en garde, samedi 8 novembre à Rome, contre la diminution constante en termes réels de l'aide au développement et contre une réduction du budget de son organisation qui aurait des répercussions sur ses programmes prioritaires. Jacques Diouf, qui s'adressait à la 29e session de la Conférence de l'organisation, a souligné que l'aide au développement « *continue de s'amenuiser en termes réels* » puisqu'elle est restée, au cours des dernières années, autour d'une valeur nominale de 60 milliards de dollars (environ 342 milliards de francs).

Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 s'était fixé pour objectif de diminuer de moitié, en 2015, les 800 millions de personnes qui souffrent actuellement de mauvaise alimentation. – *(AFP.)*

L'Italie favorable à un Allemand à la tête de la future B...

La crise boursière asiatique n'affectera pas gravement la croissance

Les étrangers détenus au Congo ont été libérés

La FAO ... de l'aide au dé...

Difficile préparation de la Conférence sur l'environnement

Tokyo, Washington et l'UE recherchent un compromis

TOKYO
de notre correspondant

Réunion préparatoire à la Conférence des Nations unies sur l'environnement qui se tiendra à Kyoto début décembre, la rencontre samedi 8 et dimanche 9 novembre à Tokyo des ministres de l'environnement de vingt pays et de l'Union europénne n'a abouti à aucun compromis sur la question-clef : la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Américains, Japonais et Européens gardent des propositions divergentes sur ce sujet. L'Union européenne propose de réduire ces émissions de 15 % d'ici à 2010. Les Etats-Unis veulent une stabilisation entre 2008 et 2012 au niveau de 1990. Le Japon a un objectif intermédiaire : une réduction de 5 % d'ici à 2010.

Cependant, les participants à la réunion de dimanche ont souligné l'importance d'une rencontre qui leur a permis de « *clarifier les positions* » et d'« *évaluer la flexibilité de leur partenaire par une meilleure compréhension des priorités et des motivations respectives de chacun* », selon Pierre Gramegna, ambassadeur du Luxembourg, qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne (UE).

Le négociateur en chef de l'UE a estimé qu'« *un pas en avant significatif* » avait été accompli « *en éliminant un certain nombre de questions techniques pour concentrer nos efforts sur les problèmes de fond. Chacun est resté sur ses positions dans une atmosphère non plus de confrontation, mais de compréhension mutuelle* ». Masahiko Komura, secrétaire d'Etat japonais aux affaires étrangères, a précisé que « *la clarification des positions permet désormais à chacun d'évaluer les points spécifiques sur lesquels leurs partenaires peuvent ou ne peuvent pas faire de compromis* ». Hôte de cette troisième Conférence des Nations unies sur l'environnement, le Japon a été le premier à annoncer qu'il était prêt à faire preuve de flexibilité. L'Union européenne n'a pas exclu un compromis. « *Nous sommes tous désormais engagés dans un processus de compromis* », estime M. Jorgen Henningsen.

OBJECTIF GLOBAL

Au cours de la rencontre à Tokyo, la question épineuse des taux de réduction a été mise de côté. Les ministres ont concentré leur attention sur les moyens nécessaires pour atteindre un objectif global. L'autre question délicate est l'inclusion des pays du Sud dans le processus de réduction des émissions de gaz. Dans un premier temps, ces pays ont été exclus afin que cette réduction ne pèse pas sur leur développement. Mais le gouvernement américain tient à faire entrer les plus avancés d'entre eux (Brésil, Chine, Mexique) dans le protocole. Les Etats-Unis sont-ils décidés à faire de cette question un *casus belli* ? Les Japonais cherchent une voie médiane pour inclure les pays du Sud en leur offrant, en échange, de les aider à utiliser plus efficacement leur énergie par des aides et des transferts de technologies.

Philippe Pons

Des dizaines de milliers de Tchèques manifestent contre la politique d'austérité des libéraux

L'opposition a décidé de déposer une motion de censure au Parlement

A l'appel du principal syndicat tchèque, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi 8 novembre à Prague, contre la politique d'austérité du premier ministre libéral Vaclav Klaus, au plus bas dans les sondages. Alors que les syndicats menacent de déclencher une grève générale, l'opposition sociale-démocrate a décidé de déposer une motion de censure lors de la prochaine session parlementaire en février.

PRAGUE
de notre correspondant

Des dizaines de milliers de salariés tchèques – 120 000 selon les organisateurs, moins de 70 000 selon la police – ont manifesté, samedi 8 novembre, au cœur de Prague, contre la politique du gouvernement libéral de Vaclav Klaus. Organisée par la principale confédération syndicale du pays (CMKOS, 95 % des syndiqués), cette manifestation est la plus importante depuis celles de l'automne 1989 qui avaient provoqué la chute du régime communiste. Huit ans presque jour pour jour après la « révolution de velours », le président de la CMKOS, Richard Falbr, a été hué par une partie de la foule lorsqu'il a précisé que la manifestation n'était pas « *contre le régime* ». M. Falbr, jugé trop conciliant envers le pouvoir, avait imposé *in extremis* l'organisation d'un meeting de protestation et non d'une grève générale, comme le demandaient plusieurs fédérations, dont celles des mineurs, des cheminots et de métallurgistes.



Cette manifestation est néanmoins « *un ultime avertissement* », a-t-il lancé à l'adresse du gouvernement, au terme d'un sévère réquisitoire. Ce cabinet a « *gaspillé les ressources financières du pays et la confiance des citoyens que les autres gouvernements des ex-pays communistes lui enviaient* », a estimé le chef syndical. « *Les salariés ne doivent pas payer le prix des échecs de la politique menée dans l'intérêt des partis gouvernementaux et des escrocs* », a dit M. Falbr, en reprochant aux autorités leur laxisme devant les nombreuses faillites frauduleuses de banques, de fonds d'investissements et d'entreprises. « *Nous n'accepterons pas*, a-t-il averti, *de nous serrer la ceinture comme en 1991* », année où le pouvoir d'achat a le plus reculé.

Le gouvernement, qui a adopté au printemps dernier une série de mesures d'austérité en raison d'une détérioration brutale de l'économie, prévoit, après quatre ans de hausse du niveau de vie, une baisse des salaires réels l'an prochain. De plus, le Parlement a récemment approuvé la réduction des indemnités de chômage « *déjà misérables* », selon M. Falbr, au moment où le taux de chômage est passé en un an de 3,2 % à 4,9 % de la population active. A l'issue de la manifestation, les participants ont adopté une déclaration demandant aux partis de la coalition gouvernementale de « *reconnaître leurs erreurs* ».

Le premier ministre, comme à l'accoutumée, a fait peu de cas « *des quelques manifestants* » et laissé clairement entendre qu'il ne changerait rien à son programme d'austérité. Moins péremptoire, plusieurs de ses ministres ont toutefois estimé qu'il serait nécessaire de prendre en compte le mécontentement grandissant dans la société. Ils ont d'ailleurs reçu un soutien indirect du président, Vaclav Havel, qui a quitté pendant une heure son lit d'hôpital, où il est soigné pour une pneumonie, afin de procéder à la nomination de trois nouveaux ministres. « *Notre société a besoin d'un projet pour l'avenir, d'assurances élémentaires et surtout besoin d'espoir* », a-t-il déclaré lors de la cérémonie au château de Prague, le siège de la présidence. Il a souligné qu'un « *simple remaniement ministériel ne saurait satisfaire* [la population] ». Les sondages montrent, en effet, que les Tchèques n'ont plus le moral, perdent confiance dans les institutions démocratiques et sont de plus en plus nombreux à regretter « *l'ancien régime* ».

MOTION DE CENSURE

De son côté, l'opposition sociale-démocrate a décidé, samedi, de déposer une motion de censure contre le gouvernement lors de la session parlementaire de février, après la réélection attendue de M. Havel pour un second mandat présidentiel de cinq ans. Le parti de Milos Zeman (CSSD) espère convaincre, au cours des trois prochains mois, un ou deux députés de la coalition gouvernementale dont les voix sont nécessaires pour la réussite de la manœuvre. Le CSSD a d'ores et déjà lancé une offensive de charme en direction de l'ex-ministre des affaires étrangères, Jozef Zieleniec, qui, le 23 octobre dernier, a claqué la porte du gouvernement après avoir définitivement rompu avec le premier ministre dont il fut proche. M. Zeman lui a proposé de diriger un cabinet intérimaire en cas d'élections anticipées.

Martin Plichta

Les démocrates-chrétiens européens préparent le sommet sur l'emploi

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Les démocrates-chrétiens européens réunis en congrès à Toulouse, dimanche 9 novembre, se sont mis d'accord sur la position à défendre au conseil européen sur l'emploi, qui se tiendra dans moins de deux semaines à Luxembourg. Le chancelier allemand, Helmut Kohl, a déclaré qu'il soutiendra avec force le projet mis au point par Jean-Claude Junker, premier ministre luxembourgeois, et président en exercice de l'Union européenne, pendant la conférence au grand-duché. Les deux autres chefs de gouvernement présents dans la ville de Dominique Baudis (UDF-FD), l'Italien Romano Prodi et le Belge Jean-Luc Dehaene, ont fait de même, ainsi que Rodrigo Rato, vice-premier ministre espagnol, qui représentait José Maria Aznar.

MOYENNE DES PERFORMANCES

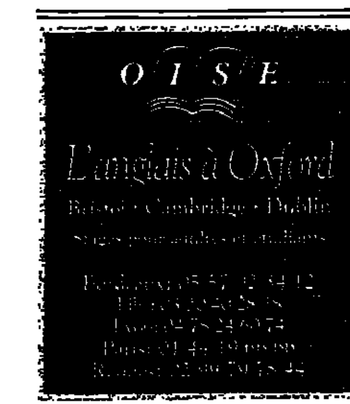
Les idées dégagées par le Parti populaire européen (PPE), qui réunit vingt et un partis démocrates-chrétiens et apparentés, semblent sensiblement s'éloigner du texte concocté par la Commission de Bruxelles et soutenu par la France. Le document de M. Junker, qui n'a pas été rendu public, porte essentiellement sur la définition d'un « *critère de référence pour la réalisation d'une politique nationale efficace de l'emploi* ». A l'image un peu de ce qui a été arrêté pour l'Union économique et monétaire (les fameux critères de convergence), il est proposé d'établir une moyenne des performances réalisées par les trois Etats membres qui œuvrent le mieux pour l'emploi. Les pays partenaires qui ne pourront pas présenter « *une tendance positive vers ce critère de référence* » devront « *subir des coupes financières* ». Il n'est pas dit sur quoi ces sommes pourraient être prélevées, mais il semble logique que les mauvais élèves pourraient voir diminuer les aides communautaires dont ils bénéficient au titre du Fonds social, voire des fonds structurels en général.

IDÉE IRRÉALISABLE

Autrement dit, il appartient à chaque gouvernement d'établir des plans nationaux pour combattre le chômage, l'Union étant là pour apprécier les efforts de chacun des pays et, si l'on comprend bien le texte de M. Junker, de le sanctionner le cas échéant. Le premier ministre luxembourgeois a singulièrement insisté sur la nécessité de « *vérifier et de contrôler les plans d'action nationaux* ». François Bayrou, président de Force démocrate (FD), a tenu des propos comparables en soulignant, lui aussi, que les gouvernements nationaux devaient être rendus responsables de leurs chômeurs.

Avant la réunion des chefs de file de la démocratie chrétienne européenne, M. Junker avait expliqué que l'idée de fournir un emploi ou une formation à tout jeune chômeur avant qu'il ne dépasse les six mois d'inactivité ou, pour lutter contre le chômage de longue durée, à tout salarié avant qu'il n'atteigne une pleine année sans emploi, était irréalisable tant les différences étaient grandes entre les Quinze. Rejetant à la fois les idées socialistes et le néo-libéralisme, le président de l'Union était à la recherche d'une « *formule souple mais pas creuse* » afin que « *le projet européen soit complet en intégrant le volet social* ». Il a apparemment réussi à convaincre ses amis politiques de « *préciser leurs désaccords et de trouver les moyens de les surmonter* ».

Marcel Scotto



Fermeture prématurée de la principale maternité de Prague

PRAGUE
de notre correspondant

Les mères de Prague sont en colère. Le ministère tchèque de la santé a décidé de fermer la plus importante et prestigieuse maternité de la capitale et du pays. Plus de deux mille mères et pères de famille, avec à leur tête plusieurs personnalités de la culture et des arts, ont déjà signé une pétition réclamant l'abandon de ce projet, qui a surpris et choqué l'opinion publique, à commencer par les responsables de cette institution. « *Nous n'avons jamais été consultés sur une éventuelle fermeture qui nous semble aberrante* », déclare Vladimir Wolmunth, directeur de l'Institut pour les soins de la mère et de l'enfant de Podoli.

Installée, depuis 1951, dans un imposant édifice art nouveau construit au début du siècle par l'un des fondateurs de la médecine moderne, la maternité voit naître quelque deux mille cinq cents enfants par an. Leur nombre augmente régulièrement, alors que la natalité connaît depuis plusieurs années une très nette baisse à Prague (– 30 %) et au plan national. En théorie réservée aux mères des deux arrondissements les plus peuplés de Prague, la maternité attire les femmes enceintes de tous les coins de la ville et du pays qui veulent accoucher dans l'un des plus beaux espaces hospitaliers de la République tchèque.

Confronté à un déficit croissant des caisses d'assurance-maladie, le ministère de la santé envisage de réduire, de manière drastique, le nombre de lits hospitaliers. Les maternités sont au premier rang des victimes. « *J'espère que c'est vraiment la seule raison*, commente ainsi M. Wolmunth, *car j'imagine très bien à la place de la maternité un hôtel ou un casino* », ajoute-t-il en écho à la rumeur populaire.

ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES ET BÉNÉFICES

En effet, beaucoup de Pragois pensent que le gouvernement veut vendre le bâtiment et le grand parc de verdure qui l'entoure – le tout évalué à 400 millions de couronnes (80 millions de francs) – pour en faire un hôtel ou le siège d'une banque étrangère. La fermeture de Podoli présenterait ainsi, aux yeux des fonctionnaires du ministère, un double avantage : réaliser des économies budgétaires et tirer des bénéfices de la vente ou de la location du bâtiment. Dans les autres hôpitaux de Prague, où les cliniques de maternité sont intégrées aux autres services, l'opération immobilière serait plus difficile à réaliser et les promesses de gains ne sont donc pas aussi importantes.

Le ministre de la santé, Jan Strasky, a tenté de couper court à ces spéculations, mais la presse pragoise a pris fait et cause pour la maternité, qui, sous le communisme, fut celle des « privilégiés du régime ». Aussi, alors que les responsables du ministère ont entamé, cette semaine, une évaluation de tous les hôpitaux du pays pour déterminer lesquels devront fermer définitivement leurs portes, M. Strasky a glissé, au cours d'un entretien à la télévision, que Podoli demeurerait un établissement médical. « *Un établissement de soins non conventionné par l'assurance-maladie* », a-t-il précisé dans un jargon bureaucratique que ses concitoyens ont interprété à leur manière : « *une clinique pour riches* ». Une solution qui risque de déplaire autant que la fermeture pure et simple.

M. P.

هكذا من الاصل

PARTI SOCIALISTE La préparation du congrès du Parti socialiste, qui se réunira à Brest du 21 au 23 novembre, se concentre, dans la phase de vote des militants, sur le résultat qu'obtiendra la motion de la Gauche socialiste, opposée à celle qui rassemble les « grands courants » du parti autour du premier secrétaire délégué, François Hollande. ● INVITÉ du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 9 novembre, Julien Dray, député de l'Essonne et l'un des animateurs de la Gauche socialiste, a salué les réussites du gouvernement, mais déclaré normal que, si son courant dépasse 10 % des voix, il présente son propre candidat contre M. Hollande pour le poste de premier secrétaire. ● LE PROJET DE LOI sur la nationalité, qui doit être examiné en séance publique par les députés le 26 novembre, provoque une tension avec le groupe PS.

La Gauche socialiste s'efforce de rassembler 10 % des militants

La préparation du congrès socialiste qui se réunira à Brest le 21 novembre est dans la phase de vote des sections. La principale motion « alternative » n'est pas assurée d'atteindre un score qui lui permette de s'opposer à la majorité pro-gouvernementale

LE SCORE de la Gauche socialiste apparaît comme le principal enjeu de la préparation du congrès du Parti socialiste, du 21 au 23 novembre à Brest. Depuis le 4 novembre, et jusqu'au 14 novembre, les militants socialistes sont invités à voter sur les trois motions d'orientation qui leur sont soumises : la motion A, défendue par François Hollande, premier secrétaire délégué, et la quasi-totalité des courants du PS ; la motion B, émanant d'anciens poperénistes, Marie-Thérèse Mutin et Alain Vidalies ; la motion C, présentée par Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann, au nom de la Gauche socialiste.

Pour l'heure, à peine 20 % des votes des sections socialistes sont parvenus à la direction du PS. Il en résulte des indications fragmentaires qui incitent à la prudence dans l'attente des grandes fédérations. La participation serait entre 65 % et 70 %, ce qui donnerait plus de 80 % pour la motion A, une motion C plus proche de 10 % que de 15 %, une motion B à la limite des 5 %.

Sur les deux tiers des sections des Alpes-Maritimes, la participation serait de 65 %, avec 90 % pour la A, 1 % pour la B et 8 % pour la C. Dans l'Indre-et-Loire, la motion C serait à moins de 15 %. En Haute-Vienne, une faible participation, en-dessous de 50 %, ne jouerait pas en faveur de la Gauche socialiste.

Intervenant, dimanche 9 novembre, au « Grand-Jury RTL-*Le Monde*-LCI », M. Dray a choisi un registre modéré, en adéquation avec le score modeste qui s'annonce pour son courant – « *au-dessus de la barre des 10 %* », a-t-il indiqué –, bien au-dessus des pourcentages obtenus au congrès de Rennes, en 1990, où les motions de M. Mélenchon et de Mme Lienemann avaient obtenu respectivement 1,35 % et 0,6 %, mais sensiblement en-dessous du score de l'amendement de la Gauche socialiste lors de la convention économique de décembre 1996 (8 873 voix et 16,19 %).

M. Dray a évoqué « *l'été indien* » du gouvernement, salué la bonne gestion « *de gauche* » du conflit des routiers et revendiqué le « *devoir d'exigence* », en indiquant avec ironie qu'il préfère exercer celui-ci aujourd'hui plutôt que d'en être réduit, demain, au « *droit d'inventaire* » exercé par Lionel Jospin sur les septennats de François Mitterrand.

« *C'est un homme de caractère*, a assuré M. Dray à propos de M. Jospin. *Nous aussi, nous avons notre caractère et, des fois, cela fait des étincelles.* »

PAS DE SURENCHÈRE

Si M. Dray a rappelé avec force ses différences sur l'Europe, en confirmant son refus du traité d'Amsterdam, il a en revanche refusé de faire de l'immigration « *un élément de surenchère* ». Le député de l'Essonne s'est dit partisan d'un « *droit du sol intégral, avec une cérémonie républicaine le 14 juillet* », mais il n'a pas réclamé une régularisation générale de tous les « sans-papiers » : « *Je suis pour une régularisation*, a-t-il indiqué en se voulant « *généreux* », *qui prenne en considération tous les éléments de situation difficile concernant ces populations.* »

Pour autant, si M. Dray a exclu que la Gauche socialiste, qui a accumulé les désaccords avec le gouvernement, quitte le PS – « *Faire une petite boutique à côté des autres petites boutiques ? Vous trouvez que c'est démonstratif, ce qu'a fait Jean-Pierre Chevènement ?* » –, il a jugé « *difficile* » une synthèse entre les motions A et C au congrès.

Une synthèse d'autant plus difficile que les candidats au poste de premier secrétaire devront présenter leurs candidatures avant la réunion de la commission des résolutions. Depuis l'été, il est prévu que M. Mélenchon défendra les couleurs de la Gauche socialiste face à M. Hollande, mais cette tactique pourrait être remise en cause si la motion C n'atteignait pas 10 %. « *Si notre score est dans les ordres de grandeur que nous prévoyons*, s'est borné à indiquer M. Dray, *il serait normal que le courant que nous aurions cristallisé pour ce congrès ait son propre candidat au poste de premier secrétaire.* »

A l'intérieur de la motion A, qui sera en tout état de cause, très largement majoritaire, des recompositions pourraient intervenir au lendemain du congrès, au-delà de la répartition des postes au conseil national au sein du bloc majoritaire de 51 % – entre rocardiens, jospinistes, mauroyistes, amis de Martine Aubry et petits courants – et entre les alliés fabiusiens, mermaziens, poperenistes et emmanuellistes qui compléteront la majorité.

Apparu discrètement au moment de l'élection présidentielle, structuré en juin 1996 lors de la convention sur la démocratie, le groupe Nouvelle Gauche devrait mener son action au grand jour en regroupant une partie des rocardiens et des jospinistes.

Se voulant à l'origine « *une démarche générationnelle animée par des militants entrés dans l'action politique, syndicale ou associative à partir de la fin des années 80* », Nouvelle Gauche « *entend désormais s'ouvrir davantage* ». Présidé par Benoît Hamon, ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) et futur premier secrétaire du Morbihan, et animé par Jean-Patrick Gilles, premier secrétaire d'Indre-et-Loire, et Régis Juanico, président du MJS, ce courant pourrait incarner, en soutien à M. Hollande, la relève de la « *génération Jospin* » qui a déjà émergé au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Michel Noblecourt

AVEC 10 % DU P.S., ON PEUT FAIRE RECULER LA MONDIALISATION...

PESSIN

Julien Dray : « devoir d'exigence » plutôt que « droit d'inventaire »

INVITÉ, dimanche 9 novembre, du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », Julien Dray a déclaré, à propos du conflit des routiers que « *s'il y a eu un dénouement positif (...), c'est parce qu'il y avait un gouvernement de gauche qui a joué son rôle, c'est-à-dire qui a été soucieux de l'intérêt général mais qui, en même temps, a défendu l'intérêt des salariés et qui s'est porté garant de l'accord* ».

« *Nous considérons qu'il ne faut pas ratifier le traité d'Amsterdam*, a affirmé le député de l'Essonne. *Pour le ratifier, il faudrait remettre en cause le pacte de stabilité, remettre en cause la logique de fonctionnement de la future banque centrale (...), instaurer une charte sociale et, enfin, procéder à des avancées significatives sur le plan de la construction politique de l'Europe.* »

Pour M. Dray, il faudra pour la construction européenne en passer, « *à un moment donné* », par « *une confrontation* ». Evoquant le sommet sur l'emploi de Luxembourg, M. Dray a estimé qu'« *il faut être capable de défendre un modèle social européen, tout en rassurant nos partenaires sur notre volonté de construire l'Europe* ». « *Un sommet avec des objectifs mais sans moyens*, a-t-il ajouté, *c'est un sommet qui court à l'échec.* »

« ÉTÉ INDIEN » POUR UN « COPAIN »

Qualifiant Lionel Jospin de « *copain* » – « *c'est même un camarade* » –, M. Dray a assuré qu'au regard des sondages, le gouvernement connaît « *une sorte d'été indien qui se prolonge* ». « *Tout cela permet au gouvernement de développer son action mais rien n'est joué* », a-t-il assuré.

Abordant la stratégie de la Gauche socialiste, qui présente une motion au congrès du Parti socialiste, du 21 au 23 novembre, à Brest, M. Dray a affirmé : « *Nous ne sommes pas là en train d'essayer de grapiller deux points pour le congrès du Parti socialiste. (...) Nous sommes là simplement parce que nous défendons nos convictions. Nous avons pris nos responsabilités, y compris en sacrifiant peut-être ce qui est notre ambition naturelle, pour les uns et les autres (...). On est aussi en capacité d'exercer des responsabilités dans ce pays. Et je pense qu'on le ferait bien si on nous en offrait la possibilité.* »

Indiquant que, selon les premières informations, la Gauche socialiste va faire « *un score substantiel, au-dessus de la barre des 10 %* », M. Dray estime que « *la synthèe sera difficile au regard de ce que nous avons exprimé et de ce qu'exprime la majorité (...) même si celle-ci est très hétéroclite. (...) Nous, nous préférons exercer notre devoir de sincérité et d'exigence maintenant, plutôt que de n'avoir après, comme seul recours, que le droit d'inventaire.* »

Tension entre le gouvernement et les députés socialistes à propos du projet de loi sur la nationalité

LA TENSION monte entre le gouvernement et le principal groupe de la majorité à propos du projet de loi sur la nationalité, quarante-huit heures avant que les députés socialistes se prononcent sur les amendements issus de leurs rangs. L'« équilibre » des textes sur la nationalité et sur l'immigration, mis en avant par le premier ministre, pourrait être remis en cause.

Apparu au grand jour lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le 5 novembre, le débat se focalise sur les conditions d'acquisition de la nationalité pour les enfants nés en France de deux parents étrangers. La loi Méhaignerie de 1993, qui exige de ces derniers une manifestation de volonté entre 16 et 21 ans, a supprimé la possibilité pour les parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France.

La décision du gouvernement de ne pas rétablir cette possibilité a mis le feu aux poudres. Derrière le rapporteur de la commission des lois, Louis Mermaz, une partie des députés socialistes prône, sur ce point, le retour à la législation antérieure à 1993, voyant dans cette mesure la réalisation de la promesse de Lionel Jospin de « *revenir au droit du sol* ».

SIGNATURES CONTESTÉES

Refusant de céder à cette exigence, le gouvernement, qui avait initialement prévu de maintenir la manifestation de volonté entre 16 et 18 ans, pourrait accepter d'étendre cette procédure aux enfants entre 13 et 16 ans, avec l'accord des parents. Cette position a été envisagée lors d'une réunion des directeurs de cabinet concernés, le 7 novembre, à Matignon.

Signe de la tension qui règne dans les rangs socialistes, ce débat principal s'est doublé, en fin de semaine, d'une controverse autour de l'amendement présenté par Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis), qui prône le retour à un droit du sol « intégral » : rédigé le 5 novembre, ce texte prévoit l'acquisition automatique de la nationalité dès la naissance sur le sol français, à la seule condition que les parents soient en situation régulière et résident depuis au moins cinq ans en France.

Cette disposition maximaliste a inquiété le gouvernement, d'autant plus que la signature de certains « ténors » socialistes, comme Laurent Fabius et Henri Emmanuelli, ainsi que celle de Julien Dray et de proches du premier ministre, figurait au bas de l'amendement. Au point d'alimenter une rumeur sur la volonté présumée de certains socialistes de ressortir le « chiffon rouge » de l'immigration pour embarrasser le gouvernement. Devant l'émotion manifestée notamment par Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, puis par les signataires eux-mêmes, qui ont affirmé ne pas avoir donné leur accord, leurs paraphes ont été rayés.

Lundi matin 10 novembre, certains « signataires » indiquaient ne « *toujours pas comprendre* » comment leurs noms avaient pu être ainsi utilisés. Mise en cause dans cette affaire, Mme Neiertz assure que son amendement lui a « *totalement échappé* ». Pour autant, elle persiste à affirmer que M. Fabius « *avait l'air d'accord* » avec sa proposition et que M. Emmanuelli était « *enthousiaste* ». Dans l'entourage de M. Fabius, on souligne que l'attitude constante du président de l'Assemblée est de ne pas signer de proposition de loi ni d'amendement.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

Pour obtenir plus de moyens, les contrôleurs des transports routiers font la grève du zèle

APRÈS LA GRÈVE des routiers, voici la grève des contrôleurs des routiers ! Les fonctionnaires en charge du « contrôle des transports terrestres » réclament depuis longtemps plus de moyens pour contrôler les entreprises qui se livrent à du dumping social et qui faussent la concurrence. Ils espéraient que la grève des camionneurs, dont ils étaient solidaires, inciterait le gouvernement à prendre des mesures énergiques en leur faveur.

Ils ne se satisfont pas du projet de budget du ministère de l'équipement, qui prévoit la création de vingt postes supplémentaires en 1998 : « *Nous serons quatre cent deux, au lieu de trois cent quatre-vingt-deux, alors qu'il faudrait être le double !* », proteste Joël Weitz, secrétaire général du syndicat des contrôleurs des transports terrestres Force ouvrière. Se contentent-ils du projet de loi « tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier » approuvé au conseil des ministres du lundi 10 novembre (*Le Monde* daté 9-10 novembre) ? Ce texte les autorise, enfin, à contrôler les prix pratiqués. « *Il satisfait une vieille revendication* », constate M. Weitz.

Les deux syndicats majoritaires dans la profession (FO et Autonome) appellent donc les contrôleurs à reprendre la grève du zèle qu'ils avaient entamée en octobre : les contrôleurs établissent un procès-verbal à la moindre infraction constatée, et immobilisent les véhicules dès qu'il manque une mention sur un document.

Ils font aussi la « grève des consignations » : officiellement, ils ne perçoivent plus d'avances sur les amendes qui sont réclamées aux conducteurs étrangers : celles-ci peuvent s'élever à 10 000 francs, lorsqu'il y a fraude au chronotachygraphe (outil qui mesure la vitesse du véhicule et le temps qu'y passe le chauffeur). En fait, ils ne contrôlent plus du tout les véhicules étrangers ; or, ceux-ci représentent 22 % du trafic.

Ces contrôleurs sont chargés de faire respecter la réglementation sociale européenne, qui concerne les temps de conduite et les temps de repos des chauffeurs, mais aussi la réglementation des transports, condition d'une concurrence économique loyale. Ils travaillent sur la route et dans les entreprises : les contrôles aléatoires qu'ils effectuent leur permettent de repérer les entreprises qui imposent des cadences illégales aux conducteurs. Ils se placent près des zones de fret, des péages ou des nœuds routiers.

« *On se dépêche d'arrêter les premiers camions qui passent, parce que les suivants sont avertis par " CB " qu'on est là et prennent un itinéraire de délestage* », raconte Jacques Dotu, contrôleur et secrétaire général adjoint du syndicat FO. « *Aujourd'hui, la fraude est sophistiquée, des interrupteurs étant montés sur les chronotachygraphes. Pour l'empêcher, il faudrait équiper les camions de chronotachygraphes électroniques* », déplore-t-il.

A l'aide de cartes et de « distanciers » indiquant les kilomètres qui séparent toutes les villes d'Europe, les contrôleurs tentent de vérifier que la distance parcourue est bien celle qu'indique le disque. Concurrence loyale oblige, ils examinent le poids du camion. Lorsque le véhicule est trop chargé, ils l'immobilisent, jusqu'à ce que le chauffeur ait fait le nécessaire pour se débarrasser de son surplus de cargaison.

Pour cette mission, ils ont besoin de l'assistance de fonctionnaires en uniforme (douaniers, gendarmes ou policiers), qui seuls, sont habilités à arrêter les véhicules. « *Les douaniers viennent lorsqu'ils pensent trouver de la drogue, des œuvres d'art ou de la fraude fiscale. Quant aux policiers et aux gendarmes motorisés, ils manifestent beaucoup de bonne volonté, mais ce travail ne fait pas partie des priorités imposées par leur hiérarchie* », constate M. Weitz.

Pour assurer une meilleure coordination des services de l'Etat, Alain Juppé avait imposé, par circulaire, la constitution d'un pôle régional de compétences. « *Mais cela ne marche pas* », observe le responsable syndical de FO. « *Lorsque ça se fait, la direction de l'équipement, qui doit en assurer le pilotage, ne consulte pas les contrôleurs des transports, alors qu'ils sont les principaux concernés* », affirme-t-il.

Les contrôleurs se plaignent d'être encadrés par des « *des gens qui n'y connaissent rien* » : « *Ce sont des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, qui ne s'intéressent qu'à la construction des routes et des ponts* », accuse Marie-Madeleine Milin, membre du Syndicat autonome. Les contrôleurs réclament donc la création d'un corps d'inspecteurs des transports, que le ministère leur refuse.

Les contrôleurs se rendent aussi dans les entreprises. Ils vérifient que les commissionnaires – intermédiaires entre expéditeurs et transporteurs, payés à la commission –, font appel à des chauffeurs inscrits au registre correspondant, et non à des travailleurs au noir. Ils leur demandent de payer les chauffeurs dans les délais légaux, ils examinent les contrats qu'ils passent : lorsqu'ils présument qu'ils imposent un temps de conduite excessif, ils vont chez les sous-traitants examiner les disques. Mais il arrive que contrat et disques aient « disparu ». Dorénavant, les contrôleurs pourront poursuivre leurs investigations, en examinant les factures.

Rafaële Rivais

M. Jospin : « Tous les acteurs ont su assumer leurs responsabilités »

***« Le gouvernement – et, en particulier, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, – a assumé sa propre responsabilité »* dans le conflit des routiers, indique le premier ministre, dans un entretien que publie, lundi 10 novembre, *La Dépêche du Midi.* Lionel Jospin souligne que *« le gouvernement a d'abord tout fait pour prévenir ce conflit »*, puis, *« une fois celui-ci déclenché, il a ramené ces mêmes partenaires sociaux à la négociation par des engagements forts et par la pratique constante de la consultation, tout en préservant la liberté de consultation »*.**

M. Jospin relève *« avec satisfaction que tous les acteurs de cette crise* [patronat, syndicats et routiers] *ont su assumer leurs responsabilités »*. Il en tire une conclusion sur *« ce que doit être un vrai dialogue social : sincère du point de vue des partenaires sociaux et impliquant l'Etat, qui doit en faciliter l'expression, mais aussi en garantir les résultats »*.

Un meeting catholique traditionaliste dénonce les crimes du communisme

Un dirigeant du Front national exige « repentance »

Un peu plus d'un millier de personnes ont participé, dimanche 9 novembre, à Paris, à un meeting et à une manifestation contre les « crimes contre l'humanité des régimes communistes » à l'appel de Chrétienté-Solidarité, que préside Bernard Antony, député européen et membre du bureau politique du Front national.

UN ENFANT tenait haut la croix. Puis venaient plusieurs centaines d'hommes et de femmes, arborant des cœurs vendéens et le fanion de Chrétienté-Solidarité, l'organisation présidée par Bernard Antony, catholique traditionaliste, membre du bureau politique du Front national et dont la devise est *« Patrie, Dieu, Famille »*.

Tous hurlaient : *« Communistes, assassins ! »*, *« Boudarel, assassin ! »* Ainsi s'est terminé, en défilé de la Mutualité à Notre-Dame, dans une atmosphère quelque peu hystérique, la journée de *« procès international des crimes contre l'humanité des régimes communistes »* organisée, dimanche 9 novembre, par Chrétienté-Solidarité, à la salle de la Mutualité, à Paris.

« Il ne s'agit pas d'une procédure pénale, mais d'un procès moral », avait pris la précaution de préciser M. Antony, qui n'ignore pas que le principal accusé de la journée, celui dont le portrait figurait sur les affichettes annonçant le *« procès »*, le Français Georges Boudarel, bénéficie d'un non-lieu pour ses activités dans le camp viet-minh 113, où il était *« commissaire politique »*. M. Boudarel n'était qu'un symbole pour un procès politique où il s'agissait de montrer, comme l'ont affirmé tour à tour l'ancien député Pierre Clostermann, aviateur de la France libre, le journaliste d'extrême droite Jean-Pierre Cohen, ou l'ancien député Alain Griotteray, lui aussi ancien résistant, qui avait envoyé un message de sympathie, qu'*« Hitler était un bébé à côté de Staline »*, que *« devant les responsables des crimes communistes, Papon fait figure de petit garçon »* et, enfin, que *« le communisme et le nazisme sont les monstrueux rejetons du marxisme et du socialisme »*.

« VOLEURS D'ÂMES »

D'anciens détenus au Vietnam, en URSS, au Laos sont venus témoigner, réclamant que les *« voleurs d'âmes »*, les auteurs de *« lavages de cerveaux »* des régimes communistes soient jugés pour crimes contre l'humanité. Pour M. Antony, Karl Marx a *« fait allégeance à Satan, et le communisme a été marqué de cette allégeance »*. Le nombre des victimes des Goulags s'élèverait à deux cents millions et *« non à quatre-vingt-cinq millions, comme par je ne sais quel révisionnisme certains le prétendent »*, a-t-il précisé en rejetant ainsi l'évaluation du *Livre noir du communisme* (*Le Monde* daté 9-10 novembre), dont les exemplaires mis en vente à la Mutualité sont partis néanmoins comme des petits pains.

Il en est allé de même, d'ailleurs, d'une brochure intitulée *Les Origines masquées du bolchévisme, ce que les communistes doivent aux juifs*, recensant les juifs ayant participé à la révolution russe ou *« à l'administration des camps »* staliniens. *« Pourquoi ce silence des rabbins, ce silence sur les crimes et les fautes de leurs prédécesseurs ? »*, a demandé M. Antony dans son discours de clôture, face à Notre-Dame, avant d'exiger que *« le PCF et ses compagnons de route »*, *« les sorbonnards dégoulinant de bonne conscience »*, les *« intellectuels autoproclamés »*, *« les journalistes »* de *L'Humanité*, du *Monde*, de *La Croix*, *La Vie*, *Témoignage Chrétien*, *Réforme*, etc. *« les évêques »*, *« les pasteurs »*, coupables de *« complicité des crimes communistes »*, fassent *« acte de repentance »*.

Christiane Chombeau

Jean Dussourd nommé directeur de la sécurité civile et de la défense

Le commissaire au Plan, Henri Guaino, sera probablement remplacé, le 19 novembre, par Jean-Michel Charpin, membre du conseil d'analyse économique mis en place par le premier ministre, Lionel Jospin

LE CONSEIL des ministres du lundi 10 novembre devait procéder à un mouvement préfectoral. Jean-François Denis, directeur de la sécurité civile depuis mai 1996, devrait quitter ce poste pour devenir préfet de Meurthe-et-Moselle ; Jean Dussourd, préfet des Hautes-Pyrénées, devrait être nommé directeur de la sécurité civile et de la défense, ces deux directions du ministère de l'intérieur devant fusionner. Il devra calmer la grogne des pompiers liée à la mise en place de la départementalisation des services d'incendie et de secours (*Le Monde* du 29 octobre).

Gérard Bougrier, préfet de police de Corse, devrait être nommé préfet à Tarbes, en remplacement de M. Dussourd. Bernard Lemaire, sous-préfet de Bayonne, devrait remplacer M. Bougrier à Ajaccio. Rémi Thuau, secrétaire général pour les affaires régionales du Nord-Pas-de-Calais, devrait être nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, en remplacement de Jean-François Carenco, envoyé dans le Tarn-et-Garonne, le 29 octobre. Michel Pinauldt, préfet de police de Lorraine, devrait être placé hors cadre, en attendant d'être chargé de mission au SGCI (organisme européen chargé notamment de la mise en œuvre des accords de Schengen), en remplacement de Pierre-Henry Maccioni, muté en Dordogne le 1er octobre. Didier Pétetin, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, devrait le remplacer à Metz. Hubert Perrot, préfet délégué pour l'action extérieure des collectivités locales, devrait être nommé inspecteur général de l'administration en service extraordinaire (c'est-à-dire pour cinq ans seulement). Jacques Andrieu, préfet de Meurthe-et-Moselle, devrait remplacer M. Perrot sur la coopération décentralisée, qui devrait être renforcée. Henri Hurand, chef du service de coopération technique internationale de la police, devrait se voir confier la présidence de la Société française d'exportation de matériels et systèmes relevant du ministère de l'intérieur (SOFREMI).

Par ailleurs, le commissaire au Plan, Henri Guaino, proche de Philippe Séguin et de Charles Pasqua, sera remplacé, probablement lors du conseil des ministre du 19 novembre, par Jean-Michel Charpin, ancien directeur de études économiques de la BNP. M. Guaino, qui avait participé à l'élaboration du discours économique de Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle, a été nommé à ce poste par le précédent premier ministre, Alain Juppé, qui n'entretenait pas de bons rapports avec lui (*Le Monde* du 4 octobre). Lionel Jospin, qui souhaite redonner de la vigueur au commissariat général au Plan, n'a pas caché qu'il voulait obtenir, sans succès jusqu'ici, un changement de titulaire du poste. On estime, dans son entourage, que M. Guaino n'est pas en mesure d'exercer cette charge. Au centre d'une rumeur de débarquement depuis plusieurs semaines, l'intéressé se refuse à tout commentaire, se contentant de signaler que *« le Plan n'a jamais sorti autant de rapports qu'au cours des six derniers mois »*.

O. B. et R. Rs.

Jean-Marie Le Pen relance à Bucarest son projet d'« internationale »

BUCAREST
de notre correspondant

Le président du Front national a relancé, dimanche 9 novembre, à Bucarest, son idée de création d'une *« internationale nationaliste »*, qui regrouperait les partis nationalistes européens afin de les *« aider à prendre le pouvoir dans leur pays »*. Jean-Marie Le Pen s'exprimait devant le congrès des ultranationalistes du Parti de la Grande Roumanie (Romania Mare, PRM), une formation qui tient un discours xénophobe, raciste, antijuif et hostile à la minorité magyare de Roumanie. Longuement applaudi par les 1 000 délégués du PRM, M. Le Pen a précisé que la *« constitution de l'internationale nationaliste aura lieu à la fin 1998 ou, au plus tard, début 1999 »*.

Son initiative a trouvé une terre fertile chez les extrémistes roumains. Le président du PRM, Corneliu Vadim Tudor, a proposé à son tour une *« organisation mondiale des partis nationalistes »*. *« Le Pen l'appelle "Euronat" mais, moi, je lui ai suggéré de l'appeler "Mondonat", car des partis d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie veulent aussi y adhérer »*, a expliqué cet ancien poète de cour du dictateur Nicolae Ceausescu.

Pour M. Le Pen, l'« Euronat » doit construire *« une Europe indépendante face aux Etats-Unis »*, où les nationalistes auront la mission d'endiguer *« la dérive dangereuse »* dans laquelle est entraîné actuellement, à ses yeux, le Vieux Continent. Dans la vision du chef du Front national, les nationalistes veulent tout simplement *« une Roumanie roumaine, une France française ou une Espagne espagnole »*.

Les deux partis d'extrême droite, français et roumain, disent être *« idéologiquement liés »* dans leur *« lutte contre le mondialisme dicté par les Etats-Unis »* et contre une *« Europe unie »*.

« Jean-Marie est satanisé tout comme je le suis, car nous luttons contre les aventuriers et les maffiosi », a expliqué le président du PRM, dont la levée de l'immunité parlementaire pour *« calomnie »* a été à plusieurs reprises débattue par le Sénat roumain.

Andréi Neacsu

Mise en garde de Mme Aubry sur les dépenses de santé

MINISTRE de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry a déclaré, dimanche 9 novembre, lors d'un colloque du syndicat de médecins généralistes MG-France à Paris, que le respect des objectifs de dépenses de santé pour 1997 n'est en rien *« joué »*. Elle a appelé les généralistes à la *« mobilisation »*. Les dépenses d'assurance-maladie n'ont progressé que de 0,1 % en septembre, après deux hausses plus fortes en juillet et août, mais l'enveloppe allouée aux médecins pour 1997 a été dépensée aux trois quarts.

Mme Aubry a prévenu qu'elle saura *« mettre à mal ceux qui veulent faire échouer notre système de santé »*. *« Vous n'êtes pas de ceux, et je m'en réjouis, qui pensent qu'il vaut mieux être salarié d'une compagnie d'assurance privée que conventionné à la Sécurité sociale »*, a-t-elle ajouté.

DÉPÊCHES

■ **OPPOSITION : Lionel Jospin, dans un entretien** publié lundi 10 novembre, par *La Dépêche du Midi*, estime que l'opposition *« déstabilisée, divisée politiquement, déchirée par les luttes de personnes, traverse une crise »*. *« Si cette crise des partis de la droite républicaine se prolongeait, elle profiterait à l'extrême droite,* selon le premier ministre. *La porosité entre l'une et l'autre est déjà manifeste, qu'il s'agisse des idées ou des hommes. Je ne souhaite pas que cela aille plus loin. »* M. Jospin annonce que le gouvernement lancera en 1998 *« un débat concernant les prérogatives parlementaires de l'opposition, notamment le travail en commission et le droit d'amendement »*.

■ **SERVICES SECRETS : le général de division Philippe Rondot** est mis à la disposition du ministre de la défense, Alain Richard. Ancien officier à la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et grand connaisseur des questions de renseignement, le général Rondot, soixante et un ans, était jusqu'à présent conseiller à la DST. Il est à l'origine de la libération des otages français de Beyrouth et de l'arrestation, en août 1994, du terroriste Carlos. A la défense, il sera chargé de la coordination du renseignement entre la DGSE et la DST (Direction de la surveillance du territoire).

هكذا من الاصل

PAUVRETÉ Lors d'une communication consacrée à l'exclusion, lundi 10 novembre, en conseil des ministres, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a évoqué l'accueil des sans-abri cet hiver. *« Pour l'essentiel, les besoins d'accueil d'urgence sont aujourd'hui couverts »*, estime la ministre. ● LA MISE en place de SAMU sociaux dans les principales villes et l'amélioration des centres d'assistance et d'hébergement ont permis d'éviter aux pouvoirs publics le recours à un plan spécifique pour l'hiver. ● LA MAISON de Nanterre demeure un lieu d'asile vétuste, où l'insécurité se développe. Sa rénovation, attendue depuis des années, pourrait démarrer en mars 1998. ● EN BORDURE d'autoroute, porte de Bercy, plusieurs personnes vivent dans de misérables cabanes, refusant toute prise en charge ou n'attendant plus rien des services sociaux.

Les SAMU sociaux ont permis d'améliorer l'assistance aux sans-abri

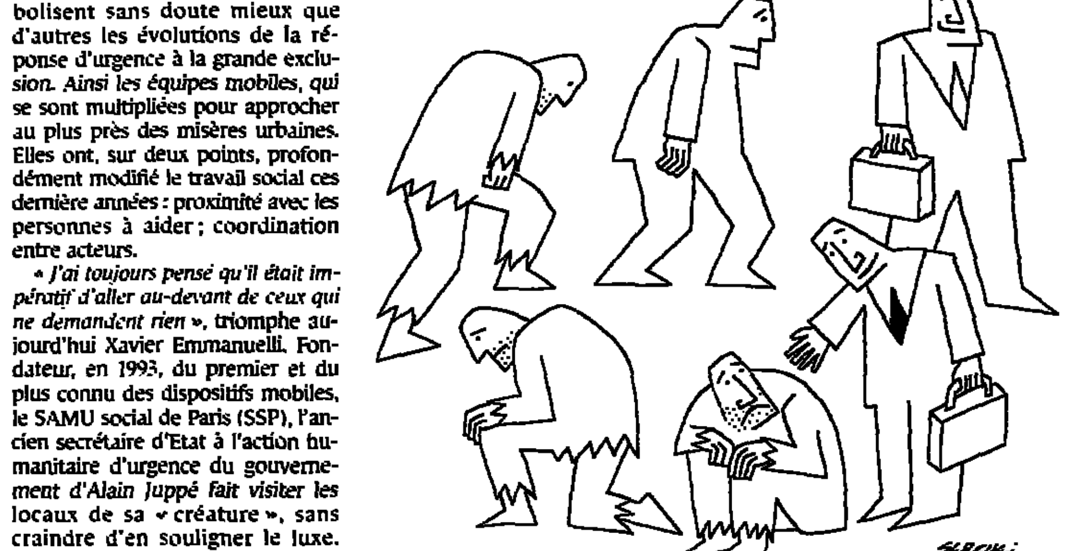
Pour la première fois depuis 1984, le gouvernement ne publiera pas de circulaire organisant un plan d'urgence spécifique à la période hivernale. Les associations et les pouvoirs publics ont adapté les structures d'accueil, permettant un net progrès de la prise en charge des exclus

L'ALARMISME n'est plus de saison. L'approche de l'hiver n'a pas fait résonner de branle-bas de combat gouvernemental. Quelques paragraphes à la fin d'une communication consacrée à la lutte contre l'exclusion ont suffi à Martine Aubry pour faire pénétrer, lundi 10 novembre, en conseil des ministres, un peu de la rigueur climatique des jours à venir. Signe des temps : pour la première fois depuis 1984, la ministre de l'emploi et de la solidarité n'a pas adressé de circulaire sur ce sujet aux préfets, mais une lettre, le 30 octobre. Aux circulaires sur des dispositifs d'exception en hiver ont succédé les temps du *« quantitativement suffisant »*.

« Le dispositif d'accueil qui avait été conçu à l'origine comme un dispositif saisonnier est maintenant organisé comme un dispositif permanent, note la ministre dans sa lettre. *Pour l'essentiel, les besoins d'accueil d'urgence sont aujourd'hui couverts.* » Ce constat ne s'explique pas par une résorption miraculeuse de la pauvreté. Les personnes en grande précarité n'ont jamais été aussi nombreuses, mais les structures censées répondre immédiatement aux situations de détresse n'ont jamais disposé d'autant d'outils.

A l'orée de l'hiver 1997-1998, Mme Aubry peut ainsi s'appuyer sur l'amélioration du traitement de l'urgence sociale depuis plus de dix ans pour combattre la montée de la misère. Certaines structures symbolisent sans doute mieux que d'autres les évolutions de la réponse d'urgence à la grande exclusion. Ainsi les équipes mobiles, qui se sont multipliées pour approcher au plus près des misères urbaines. Elles ont, sur deux points, profondément modifié le travail social ces dernière années : proximité avec les personnes à aider ; coordination entre acteurs.

« J'ai toujours pensé qu'il était impératif d'aller au-devant de ceux qui ne demandent rien », triomphe aujourd'hui Xavier Emmanuelli. Fondateur, en 1993, du premier et du plus connu des dispositifs mobiles, le SAMU social de Paris (SSP), l'ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence du gouvernement d'Alain Juppé fait visiter les locaux de sa « créature », sans craindre d'en souligner le luxe. *« Parfois, les gens qui viennent ici pour la première fois pensent qu'ils se sont trompés. Ils n'imaginent pas que cela peut être destiné à des pauvres. »*



PRÊTES À PARTIR

Le bel hospice Saint-Michel, porte de Saint-Mandé, entièrement restauré et mis à disposition par les services du patrimoine de la Ville de Paris, concentre la quasi-totalité des missions du SAMU social. Accueil de jour, pour « apprivoiser » les plus éloignés de la société ; salle de régulation des demandes reçues sur le numéro vert – le numéro à huit chiffres est devenu le 115, dans chaque département, depuis fin septembre – ; trente lits infirmiers pour les personnes dont les problèmes de santé n'impliquent pas une hospitalisation ; fourgonnettes garées dans la cour, prêtes à partir en tournée... Tout, dans cet « anti-Nanterre », dit la puissance d'un mastodonte de l'action d'urgence. Structuré en groupement d'intérêt public (GIP) et fort d'un budget de 40 millions de francs, le SSP aura prospéré en quatre ans, non sans traverser une grave crise de croissance.

« Nous avons failli crever de nous transformer en simple taxi social », soupire M. Emmanuelli. Submergé d'appels de gens qui l'utilisaient comme central de réservation et moyen de transport vers un hébergement nocturne, le SSP s'est peu à peu trouvé détourné de sa mission première d'approche des plus marginalisés. Des accords avec la RATP, qui convole désormais ceux qui peuvent se déplacer jusqu'aux centres d'hébergement, ont permis de renouer avec le souci de la « maraude ». L'extension des tournées durant la journée a permis de mieux consacrer la nuit à cette quête des isolés.

A la tête de cette *« émanation de la puissance publique »*, selon son expression, puis au gouvernement, Xavier Emmanuelli aura assisté à toute une germination de dispositifs mobiles, aussi éloignés du sien, malgré leur appellation courante de SAMU social, que différents les uns des autres. *« Je ne souhaitais pas déposer une marque de fabrique*, dit-il. *La situation à Paris est trop particulière pour être transposable. Il ne fallait pas non plus réglementer, au risque de couper les ailes aux initiatives. »*

Une circulaire de Simone Veil, alors ministre des affaires sociales d'Edouard Balladur, appellera en 1994 à la mise en place d'équipes mobiles dans les trente plus grandes villes de France. Le rôle décisif joué par les directions de l'action sociale, le financement en grande partie par l'Etat, restent des points communs entre ces structures, malgré leurs organisations hétérogènes. Les SAMU sociaux de province ont eux aussi fait apparaître de nouveaux publics, aux besoins inédits, en bouleversant les méthodes du travail social. *« Au début*, dit Bernard Roux, responsable d'Entretemps, une des associations qui se sont fédérées pour mettre en place, dès 1993, la veille sociale de Lyon, *nous nous sommes fait un peu peur. Nous pensions aller au-devant de gens violents et déséquilibrés. Puis nous nous sommes rendu compte qu'il n'était pas si difficile de passer d'un logique de guichet à une logique de contact. La maraude nous a permis de prendre conscience de l'isolement. »*

STRUCTURES ASSEMBLÉES

Les SAMU sociaux ont aussi en commun d'avoir contribué à resserrer les liens entre associations. *« Avant la création de la coordination mobile d'accueil et d'orientation*, explique Bernard Codert, le président de ce dispositif qui intervient sur la communauté urbaine de Lille, *chacun travaillait dans son coin. Maintenant la centralisation des demandes permet de mieux connaître l'action des autres. »*

Dans le schéma d'organisation le plus courant, une association gère l'équipe mobile, une deuxième s'occupe du numéro vert et de l'orientation, d'autres fournissent les moyens d'hébergement. Les structures ainsi assemblées n'en courent pas moins quelques risques. *« Tout dépend encore trop du dynamisme d'un élu ou de la bonne volonté de la DAS*, dit Bernard Catrix, responsable de l'UDOS, l'Union départementale d'accueil et d'urgence sociale de la Somme, qui gère le SAMU social d'Amiens, créé à l'initiative du maire de la ville, Gilles de Robien (UDF-DL). *Le fait de ne reposer sur aucune base reglementaire fragilise l'ensemble, notamment pour asseoir une stabilité financière »*.

Surtout, aucune de ces structures ne perd de vue l'absolue nécessité de concevoir l'urgence comme un premier pas vers une insertion plus durable. *« Il faut toujours qu'il existe une possibilité de recontrer quelqu'un pour un premier travail d'orientation, au lendemain d'un nuit passée en accueil d'urgence »*, dit Aziz El Rabti, responsable de l'association Interlogement 93, qui intervient sur la Seine-Saint-Denis. L'urgence n'est qu'un soulagement transitoire si elle ne marque pas le début d'un retour vers la société. *« On a beau faire une très bonne régulation, une coordination efficace, mais, si les gens n'ont pas les moyens de sortir des dispositifs par le haut... »*, dit Aline Osman, de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS). La banalisation de l'hiver n'aurait alors permis que de masquer, un temps, l'extension et la profondeur des dégâts de l'exclusion.

Jérôme Fenoglio

L'urgence en France

● **Capacités.** Le nombre de places en hébergement d'urgence est de plus de 15 000, dont une partie n'est disponible que l'hiver. S'y ajoutent les 30 000 places environ des centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS)

● **Budget.** Le crédit « intégration et lutte contre l'exclusion » prévoit, au chapitre 47-21 de la loi de finances, le budget de l'accueil et de l'hébergement d'urgence, ainsi que le fonds d'aide aux jeunes. En 1998, il doit s'élever à 785 millions de francs, soit un recul de 24 millions (3 %). Le budget des CHRS est prévu à 2,4 milliards de francs pour 1998, en progression de 2 %.

● **A Paris.** Selon les services de la Ville de Paris, la capitale disposera d'un total de 6 200 places potentielles au 15 novembre, toutes structures, publiques ou associatives, confondues. 3 000 places sont disponibles toute l'année, 2 800 sont ouvertes pour l'hiver. Durant cette période, 400 autres lits supplémentaires peuvent être ouverts en cas de grand froid.
Il existe aussi 140 lits en centre d'hébergement d'urgence pour soins infirmiers, pour les personnes ne nécessitant pas une hospitalisation.

● **SAMU Social.** En 1996, le SAMU social de Paris a pris en charge, de jour, 84 561 personnes – une personne peut avoir fait appel plusieurs fois à ses services au cours de l'année. Ce total se répartit en 80 765 hommes, 1 702 femmes, 1 136 couples et 958 familles. La nuit, 46 913 personnes ont été prises en charge. A Amiens, du 1er janvier au 30 septembre, le SAMU social a effectué 1 670 interventions, soit une moyenne de 6 par nuit. A Lyon, durant l'hiver 1996-1997, 3 003 transports ont été effectués par la Veille sociale mobile.

● **Décès.** Quarante personnes sont mortes des suites du froid durant l'hiver 1995-1996. Ce bilan, dû à un hiver rigoureux, avait été plus élevé que les années précédentes qui avaient enregistré une quinzaine de décès. Environ 150 personnes étaient mortes de froid en 1985 et près d'une centaine en 1987, lors de deux autres hivers particulièrement rudes.

La « maison de Nanterre » est toujours en attente d'une rénovation

IL EST régulièrement dénoncé pour la vétusté de ses locaux et la rudesse de son accueil. Il fut épinglé en janvier 1996 par un rapport accablant de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) stigmatisant l'insécurité et le manque d'hygiène. Pourtant le centre hospitalier d'accueil des personnes sans abri (Chapsa) de Nanterre (Hauts-de-Seine) devra encore attendre jusqu'au printemps 1998 pour voir démarrer les premiers travaux de rénovation.

Depuis sa création, en 1877, le dépôt de mendicité de Nanterre, devenu l'un des principaux lieux d'accueil des sans-abri de la région parisienne, a mauvaise réputation. L'évocation de la « maison de Nanterre » renvoie à des images de clochards ramassés à Paris par les « bleus », la brigade spéciale de la préfecture de Paris, et qui, après une douche forcée, une soupe avalée en silence, s'entassent dans des dortoirs lugubres. Ils en repartent au petit matin vêtus de propre pour retrouver la bouche de métro ou la gare abandonnée la veille avant de refaire le voyage vers Nanterre quelques jours plus tard.

Au début des années 90, la population du Chapsa a changé. Aux clochards parisiens sont venus se mêler de nouveaux exclus, des jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans plus agressifs, des toxicomanes, des étrangers pour la plupart en situation irrégulière. A la vétusté des lieux s'est alors ajoutée une insécurité grandissante, aux querelles d'après boisson d'autrefois se sont greffés les trafics de drogue et de faux papiers, les viols et les vols. Ce climat est dénoncé de plus en plus vivement par le personnel de l'établissement, surtout depuis qu'un pensionnaire a tué un autre sans-abri, le 24 septembre, d'un coup de revolver dans un dortoir.

UN PROJET DE 37 MILLIONS DE FRANCS

Deux ans après l'adoption d'un plan de rénovation des locaux, la situation au Chapsa n'a que peu évolué. Les premiers efforts se sont portés sur l'hygiène, avec le recrutement de vingt-deux agents « d'hôtellerie » pour l'entretien des lieux. Jusque-là, d'anciens résidents en étaient chargés, contre un modeste pécule, avec parfois, selon l'IGAS, *« d'inacceptables dérives »*.

Les travaux de restructuration du centre devraient finalement commencer en mars 1998. Malgré les protestations des populations de Nanterre et de Colombes, qui n'ont jamais vu d'un bon oeil le maintien d'une telle structure à la lisière de leurs communes, le Chapsa gardera sa capacité actuelle de trois cents lits, dont cinquante réservés pour les soins hospitaliers. Ce projet, d'un coût de 37 millions de francs, prévoit que les dortoirs, dont l'un peut actuellement accueillir jusqu'à cent dix-huit personnes, laissent la place à des chambres de quatre à six lits. Cependant, si la réorganisation du Chapsa, qui devrait durer trois ans, est de nature à humaniser l'accueil des sans-abri, elle ne règle pas, selon le personnel, les problèmes d'insécurité. Les salariés se mobilisent pour l'augmentation des effectifs de nuit, la mise en place de détecteurs de métaux et pour que la fouille des pensionnaires soit autorisée.

Le directeur de l'établissement, Antoine de Tovar, ne partage pas cette vision. Il souhaite privilégier le respect et la dignité des sans-abri recueillis et aime à rappeler que le Chapsa est avant tout *« un lieu de soins et non une prison »*. Quant aux riverains proches de la maison de Nanterre, comme le personnel, ils exigent que les bus ramènent vers Paris tous les sans-abri et pas seulement ceux qu'ils ont amenés, comme actuellement, ne voulant pas voir les squares de leurs résidences se transformer en lieux d'accueil, jonchés d'ordures, de bouteilles vides et d'excréments.

Jean-Claude Pierrette

Les irréductibles des cabanes de la porte de Bercy

REPORTAGE

La police municipale tolère les occupants du lieu mais pas les nouveaux arrivants

LEUR existence s'est figée en bord d'autouroute, là où les voitures accélèrent au sortir du périphérique parisien. Ils sont sept encore à demeurer sur une étroite bande d'herbes folles, coincée entre le vacarme automobile, la Seine et l'échangeur de la porte de Bercy. Le lieu avait connu son quart d'heure de célébrité, en mai 1995, lorsqu'une équipe de France 2 était venue filmer ces gens qui vivaient sous des cabanes de bois et de carton, pour une chronique sur le deuxième tour de l'élection présidentielle (*Le Monde* du 16 mai 1995).

La plupart des héros d'alors ont réussi à fuir ce bout de nulle part. Pierre et Marie-Jo, deux sexagénaires, ont accepté cet été d'être relogés dans un appartement par la mairie de Charenton-le-Pont, sur le territoire de laquelle est situé ce terrain qui appartient au Port autonome de Paris. Leur baraque a été détruite par la police municipale, qui tolère les occupants du lieu mais n'accepte plus les nouveaux arrivants. Jean-Claude a retrouvé un travail de déménageur et sa compagne italienne serait enceinte, d'après l'un des irréductibles de la porte de Bercy, qui l'a croisée récemment.

Le départ de Jean-François, il y a plus d'un an, s'est en revanche effectué dans des conditions plus tragiques : une évacuation sanitaire, pour cause de tuberculose. Ne restent aujourd'hui dans ces cabanes que ceux qui n'ont aucune possibilité ou aucune envie de partir. Sous le premier amas de bâches et de carton demeurent trois Polonais. Lazek, premier arrivé, a été rejoint par Bogdan, puis cet été, par le plus jeune et le plus massif des trois, Gregor. Ils survivent en montant faire la manche, à tour de rôle, sur le boulevard de ceinture.

Ce moyen de subsistance irrite au plus haut point Sebastian, leur voisin, qui occupe la plus vaste et la mieux aménagée des cabanes. Il jure qu'il préférerait mourir plutôt de se laisser aller à la mendicité. Dans un mélange d'anglais, de néerlandais et de français, cet Allemand âgé de quarante-huit ans, originaire de la région de Hanovre, assure même qu'il n'a pas voulu toucher le RMI, parce qu'il assimile l'allocation à une aumône.

Sebastian vit de son travail. Il récupère du cuivre et du laiton, en aval, à la décharge de Bercy et le revend en amont, à une entreprise d'Ivry. Le produit de cette vente lui assure, selon les cours, environ 400 francs par semaine, dont il faut déduire 100 francs pour la nourriture du chien et du chat.

ABRIS SOLIDES

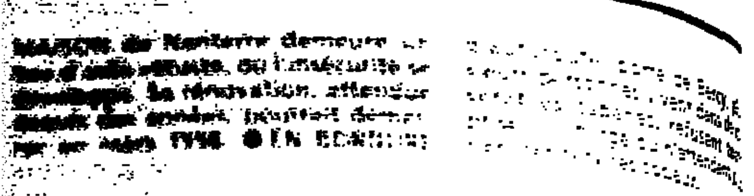
Le froid ? Sebastian assure ne pas le craindre. Son enfance de fils de fermier lui a appris à bricoler des abris solides. Sa carrière de camionneur indépendant l'a habitué aux courants d'air, lorsqu'il dormait sur la route glaciale entre Berlin et Moscou. Selon lui, le camion a été saisi à Paris, il y a trois ans, à cause des complications de son divorce. Il s'est retrouvé bloqué sur place et a décidé d'adosser sa construction aux arbres du lopin de la porte de Bercy. Lorsqu'il a assez d'argent pour recharger sa batterie, Sebastian regarde la télévision, avec, à portée de la main, une bombe paralysante. C'est le moyen qu'il a trouvé pour tenir à distance José et un autre Jean-Claude, qui vivent dans une baraque tout au bout du terrain. Ceux-là l'insupportent avec leur penchant obsessionnel pour l'alcool. *« Vous vous rendez compte*, maugrée-t-il, *ils touchent tous les deux le RMI, et ils arrivent à en boire la totalité en même pas quinze jours. »*

Un troisième Jean-Claude vit sous une cabane d'une seule pièce entièrement fabriquée avec des palettes de chantier et tapissée de moquette. *« L'ambiance est lourde ici*, raconte-t-il, *ils passent leur temps à boire et à s'insulter. Je préfère ne pas rester pour voir ça. Je pars dès que je me réveille et je rentre tard le soir. »* Sobre et propre, s'excusant de n'avoir eu le temps de se raser, Jean-Claude, quarante ans, affirme habiter là davantage par choix que par déchéance. Sa rupture avec sa famille, à Sarreguemines, en 1981, ses démissions des différents emplois, notamment de manutentionnaire, il les explique par un caractère *« très solitaire »*.

Au cours de ses périodes sans emploi, Jean-Claude a fait la route sur la Côte d'Azur ou zoné à Châtelet. Il est arrivé porte de Bercy à l'été 1995. Comme les autres, il accepte depuis les cafés, la soupe et les vêtements de la Croix-Rouge qui passe un soir par semaine pendant l'hiver. Mais, comme les autres, il refuse de quitter la cabane qu'il chauffe avec un peu d'alcool à brûler. Un passage à Nanterre, la seule fois où il s'est fait attraper par les « bleus », l'a dégoûté des foyers. *« C'était l'épouvante »*, se souvient-il.

Les comptes sont vite faits. Une chambre d'hôtel dans le 12e arrondissement ne lui laissait que 1 300 francs pour vivre. La cabane, même glaciale l'hiver, lui laisse l'intégralité de son RMI et de quoi acheter des livres d'aviation dont il raffole. Il s'offre souvent l'aller-retour jusqu'à Orly, pour aller regarder les pavillons des nouvelles compagnies aériennes. Au retour, seul dans sa cabane, il se dit parfois que la solitude est *« le prix à payer pour son indépendance »*.

J. Fe.



L'épiscopat souhaite un changement d'orientation de la politique d'immigration

L'assemblée plénière de Lourdes a adopté un appel à « vivre ensemble »

L'assemblée des évêques s'est achevée, lundi 10 novembre à Lourdes, au terme d'une semaine de débats aux thèmes aussi divers que la « repentance » de Drancy, les Journées mondiales de la jeunesse, la formation des prêtres, le dialogue avec l'islam et la communication de l'Eglise. Dimanche 9, elle a débattu d'un texte, *Appelés à vivre ensemble*, qui propose un changement d'orientation de la politique d'immigration.

LOURDES
de notre envoyé spécial

Les évêques se sont séparés, lundi 10 novembre à Lourdes, après avoir réexprimé leurs convictions sur au moins trois sujets – l'immigration, l'islam et le rapport avec le judaïsme – qui les mettent en contradiction avec une « base » qui traîne les pieds. L'appel à « *vivre ensemble* » avec les immigrés est destiné à des communautés chrétiennes, dont les évêques savent qu'elles sont guettées par le « *repli* ». De même, contre l'intégrisme musulman, ont-ils réaffirmé l'urgence d'un dialogue avec l'islam (*Le Monde* daté 9-10 novembre). Enfin, les réactions qui ont suivi l'acte de « repentance » de Drancy montrent la résistance de milieux conservateurs à la perception du judaïsme développée par le concile Vatican II (1962-1965), et à la dimension pénitentielle du « Jubilé» de l'an 2000 souhaitée par le pape.

De quels silences sommes-nous coupables aujourd'hui qu'on sera en droit de nous reprocher dans cinquante ans ? Cette question qu'il avait posée après Drancy, Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles et président du comité épiscopal des migrations, l'avait présente à l'esprit, en proposant, dimanche à Lourdes, un changement d'orientation de la politique d'immigration. Le texte *Appelés à vivre ensemble*, qui sera publié dans son intégralité autour du 20 novembre, vise le « *long terme* ». Il n'évoque pas les thèses du Front national, que l'épiscopat a souvent condamnées de manière plus explicite, ni la législation en cours de discussion. Mais il développe les enjeux théologiques et politiques, rappelle les prescriptions de la Bible et propose des « repères » qui devraient guider toute action sur l'immigration. Un accrochage a eu lieu entre le principal rédacteur du texte et Mgr Lustiger, qui aurait voulu voir développées les raisons structurelles de l'afflux des immigrés et précisée la notion d'« *altérité* » au cœur de tout accueil de l'étranger.

Les autres débats de Lourdes, sur des sujets plus internes, ont été davantage escamotés. Celui, en particulier, qui portait sur les séminaires et les « *circuits parallèles* » de formation de prêtres. « *On s'est contenté de surfer sur le problème* », déplorait l'un des participants.

« CRÉATIVITÉ À RETROUVER »

Principalement visé, Mgr Bagnard, supérieur du séminaire très conservateur d'Ars (Ain), est resté silencieux. S'il est un thème qui met les nerfs à l'épreuve d'un épiscopat divisé, c'est en effet celui de la formation sacerdotale et de l'avenir des ministères ordonnés, dans un contexte de grande dépression. Président de la commission compétente, Mgr Georges Gilson est toutefois parvenu à faire adopter « *un code de bonne conduite* » pour éviter toute concurrence sauvage entre séminaires.

A propos de l'« après-JMJ » (Journées mondiales de la jeunesse), le débat attendu sur l'efficacité des structures de la Pastorale des jeunes n'a pas eu lieu. « *On aurait tort d'opposer les mouvements de jeunes à la masse. Les uns ont entraîné l'autre* », s'est contenté d'indiquer Mgr Michel Coloni, évêque de Dijon. Ses collègues espèrent maintenir l'élan provoqué par les rassemblements de Longchamp et attirer les jeunes par des rassemblements exceptionnels, des « marches », des célébrations liturgiques ou des confirmations de jeunes adultes. L'évêque est invité à s'engager davantage dans des « catéchèses » et dans l'accompagnement spirituel de jeunes. Il y a toute une « *créativité à retrouver* », convient Mgr Coloni.

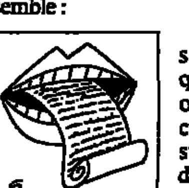
Dernier « dossier » examiné à Lourdes : la communication de l'Eglise. L'« *inventaire* » des questions soulevées – avant l'adoption d'un « plan » dans un an – a permis d'actualiser des propositions qui ont échoué dans le passé, faute de moyens financiers ou de volonté. Il en va ainsi de la formation d'un personnel spécialisé dans les rapports avec les médias. Le reproche a été adressé aux journalistes de ne pas comprendre « *les enjeux fondamentaux* » de la vie de l'Eglise. Mais comment le pourraient-ils, soigneusement écartés qu'ils sont d'une assemblée, dont les participants eux-mêmes estiment le fonctionnement dépassé ?

Le rendez-vous annuel de Lourdes ressemble de plus en plus à un exercice imposé, au cours duquel un ordre du jour étroit n'autorise guère la spontanéité de débats que le huis-clos aurait dû favoriser. « *Je déplore qu'on reste toujours entre nous. J'étouffe* », confie l'un des participants. On ne pouvait trouver meilleure conclusion à une assemblée de routine, sans texte incontesté et sans souffle.

Henri Tincq

Il faut passer « à une politique positive de solidarité »

VOICI les principaux extraits de la présentation, faite à Lourdes dimanche 9 novembre, du document de l'épiscopat Appelés à vivre ensemble :



VERBATIM

« Toute personne, quels que soient son origine, sa culture, son statut juridique, est revêtue d'une dignité ayant un caractère sacré. Nous réaffirmons que la législation ne peut, sous aucun prétexte, apporter de restriction au droit de vivre en famille ou au droit d'asile, ni prêter à discrimination. Tout acte politique, toute mesure qui aboutit à déshumaniser un groupe humain est néfaste pour l'ensemble de la société.

» Nous appelons à changer l'orientation de la politique de l'immigration. Exprimée en termes de protection des flux migratoires, cette politique nous paraît sans avenir. *[Il faut]* passer d'une stratégie marquée par le souci de nous protéger de la venue des étrangers à une politique positive de solidarité et de développement avec les pays d'origine. En organisant l'immigration de telle sorte qu'elle constitue un élément dynamique de la solidarité internationale, une telle politique ouvrira l'opinion à une vision plus positive de l'accueil de l'étranger.

» Dans certaines circonstances critiques, le refuge dans le silence peut devenir démission. Il est tragique, lorsque la sécurité, la santé et la dignité des personnes sont en cause. Un débat clair permet de combattre les tentations de repli qui font obstacle à la mise en place d'une législation conforme aux droits de l'homme et au bien commun. Ouvrir ce débat, c'est favoriser la rencontre des partenaires concernés : responsables politiques, associations présentes sur le terrain, Eglises et surtout les immigrés eux-mêmes. »

Quatre marins périssent dans un naufrage au large du Finistère

La météo avait annoncé des vents de 140 km/h

QUATRE MARINS-PÊCHEURS ont péri lors du naufrage du *Narvick*, leur caseyeur, dimanche matin 9 novembre, à un demi-mille au large des côtes de l'Aber Wrac'h, situé sur la commune de Landéda, à 25 kilomètres au nord de Brest (Finistère). Un bulletin d'alerte météo diffusé la veille avait annoncé des pointes de vent de 140 km/h. Dimanche matin à 7 h 47, la société nationale de sauvetage en mer avait reçu un appel de détresse des marins. D'importants moyens de secours avaient alors été dépêchés, dont deux zodiacs des pompiers de Lannilis et de Brest et un hélicoptère de type Dragon 29. Un hélicoptère Super-Frelon de la marine nationale avait également été mis en alerte compte tenu des mauvaises conditions météorologiques sur la pointe Bretagne. Les pompiers de Plouguerneau avaient en outre envoyé une équipe terrestre pour effectuer les recherches sur la côte.

Lors de leur arrivée en mer, les sauveteurs ont trouvé l'épave échouée sur la roche de la Malouine, ainsi qu'un canot de survie à bord duquel l'un des marins avait réussi à se réfugier. Les services de secours ont finalement repêché les corps noyés de trois marins, tandis qu'un quatrième homme d'équipage, qui avait été hélitreuillé et transporté dans un état critique à l'hôpital de La Cavale-Blanche à Brest, est décédé peu après son admission.

FORTES RAFALES

Par ailleurs, plusieurs communes de la Vienne ont été touchées dimanche après-midi par de fortes rafales de vent qui ont occasionné d'importants dégâts matériels, sans faire de blessé. À l'ouest de Poitiers, douze maisons du lieu-dit la Chablatière ont eu leur toiture arrachée, des cheminées se sont écroulées et des animaux domestiques ont été tués. Au Grand-Breuil, vingt-cinq bâtiments sur soixante-quatre ont été endommagés tandis qu'à Journet, à Villemort et à Antigny (Vendée), trente-cinq habitations au total ont été sinistrées, des lignes électriques et téléphoniques endommagées et des véhicules renversés.

Le militant anti-avortement Xavier Dor mis en examen et écroué

LE DOCTEUR XAVIER DOR, militant anti-avortement et fondateur de l'association SOS Tout-Petits, a été mis en examen pour « *organisation de manifestation interdite en récidive légale* » et écroué dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 novembre à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). M. Dor, soixante-huit ans, avait été interpellé samedi après-midi en face de l'hôpital André-Mignot du Chesnay, où il manifestait en compagnie d'une trentaine de personnes malgré une interdiction préfectorale.

M. Dor a déjà fait l'objet de onze condamnations. La cour d'appel de Versailles l'avait condamné, le 8 mars 1996, à une peine de trois mois de prison ferme et cinq mois assortis d'un sursis, avec mise à l'épreuve de deux ans et obligation de s'abstenir de paraître dans tout hôpital accueillant des femmes enceintes.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : un homme de quatre-vingt-un ans, condamné à** mort par contumace en 1977, a été arrêté, vendredi 7 novembre, à Marseille. Francis Siciliano, accusé d'avoir tué, en 1975, l'un de ses rivaux dans une affaire de proxénétisme, vivait depuis vingt-deux ans sous une fausse identité. Il aurait pu bénéficier, dans quelques semaines, de la prescription de vingt ans en matière criminelle. Il devrait être rejugé par une cour d'assises.

■ **EXHUMATION : Mgr Jacques David, vice-président de la conférence des évêques de France,** a déclaré, samedi 8 novembre, qu'il ressentait comme une « *profanation* » l'exhumation du corps d'Yves Montand, décidée le 6 novembre par la cour d'appel de Paris pour que soit pratiqué un test génétique de recherche en paternité (*Le Monde* du 8 novembre).

■ **BANLIEUES : quatre policiers ont été blessés lors d'échauffourées** avec un groupe d'une trentaine de jeunes, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 novembre, à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne). Sept personnes, dont quatre mineurs, ont été interpellées.

■ **MEURTRES : deux hommes d'une trentaine d'années, les cousins Pascal et Emmanuel Damien, ont été tués, par des balles de calibre 22 long rifle, dans une rue de Marignane (Bouches-du-Rhône),** samedi 8 novembre, par un homme seul qui a réussi à prendre la fuite.

■ **ÉDUCATION : Olivia Jean, dix-sept ans, a été élue,** samedi 8 novembre, présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Elève de terminale S au lycée Condorcet à Paris, elle remplace Léa Filoche, démissionnaire après son entrée à l'université.

Mme Guigou prévoit un recrutement exceptionnel de magistrats

DEUX JOURS après la grève des avocats contre la grande misère de l'institution judiciaire, Elisabeth Guigou a annoncé qu'elle allait prendre des « *mesures d'urgence conséquentes* » afin d'endiguer l'asphyxie des cours et tribunaux. Ce plan qu'elle avait évoqué, jeudi 6 novembre, au cours d'une visite au tribunal de Bobigny, prévoiera un « *recrutement exceptionnel* » de magistrats, de greffiers et de fonctionnaires. Il est actuellement à l'étude « *au plan interministériel* », a conclu la ministre.

Elisabeth Guigou s'exprimait, samedi 8 novembre, au cours du congrès du Syndicat des avocats de France (SAF, gauche), qui avait lieu cette année à Créteil. Soulignant le « *ras-le-bol* » des justiciables face à l'engorgement des tribunaux, le président du SAF, Philippe Vouland, avait évoqué à la tribune le premier mouvement de grève national des avocats, jeudi 6 novembre.

TRAITEMENT DE FAVEUR

Depuis une quinzaine d'années, la justice a bénéficié d'un incontestable traitement de faveur budgétaire – de 1981 à 1997, sa part dans le budget de l'Etat est passé de 1,05 à 1,56 %, soit une augmentation de près de 50 % – mais elle peine à suivre l'explosion du contentieux. En vingt ans, de 1974 à 1994, le nombre d'affaires civiles nouvelles est passé de 200 000 à 650 000 dans les tribunaux et de 63 000 à 215 000 dans les cours d'appel. Dans le même temps, le nombre de magistrats a peu progressé, passant à 6 000.

L'enveloppe budgétaire de la place Vendôme bénéficie cette année de la croissance la plus forte des ministères, à l'exception de l'outre-mer. La justice verra ses crédits augmenter d'un peu plus de 4 %. En matière de création d'emplois, la place Vendôme, avec 762 postes, se situe au second rang derrière l'éducation nationale. Tous ces emplois n'iront cependant pas directement dans les juridictions : si l'on prend en compte, par exemple, les postes d'éducateurs ou de surveillants, on aboutit au chiffre de 70 magistrats et de 230 fonctionnaires des greffes.

Pour les magistrats, le « *recrutement exceptionnel* » annoncé, qui pourrait concerner une centaine de postes, impose l'adoption d'un texte de loi organique. Les candidats ne passeront pas le traditionnel concours de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) de Bordeaux : le texte précisera l'âge minimum et les expériences professionnelles requises pour ces nouveaux postes. La durée de leur formation sera plus courte que pour les « auditeurs » de l'ENM.

Confronté, lui aussi, à des vacances de postes, Robert Badinter avait organisé en 1983 un recrutement exceptionnel de 70 magistrats. Huit ans plus tard, Henri Nallet avait fait de même. Les candidats devaient alors être diplômés de l'enseignement supérieur et avoir une expérience professionnelle de plus de dix, voire, pour certains postes, de quinze ans, dans les domaines économique, juridique, social ou administratif. « *Il y aura un temps pendant lequel on ne verra pas les effets, ni du plan d'urgence, ni du budget 1998, car nous devons gérer la pénurie des budgets 1996 et 1997* » a prévenu Elisabeth Guigou.

Anne Chemin

هكذا من الاصل

Dans la nuit du 22 au 23 septembre, plus de deux cents personnes étaient assassinées par un commando à Bentalha, une petite ville de la Mitidja qui avait massivement voté pour le FIS en 1990 et 1991. Malgré le vacarme des explosions, des sirènes d'alarme et des cris, les militaires, basés à quelques centaines de mètres, ne sont pas intervenus



Algérie, autopsie d'un massacre

IL n'y aura pas de commission d'enquête internationale sur les massacres en Algérie. Dans un pays où le nationalisme est une valeur plus prisée que la vérité, il est exclu qu'une équipe étrangère soit autorisée à venir sur place pour faire la lumière sur des tueries qui, à la fin de l'été, ont causé la mort de près d'un millier de civils, égorgés dans leurs villages de la plaine qui s'étend au sud d'Alger, la Mitidja.

Pourquoi s'être attaqué à ces bourgades – Sidi Moussa, Raïs, Bentalha – *plutôt qu'à leurs voisines* ? Et pourquoi à certains quartiers de ces petites villes trop vite poussées à l'ombre de la capitale ? Qui sont les responsables de ces tueries ? *Les islamistes* ? Les forces de sécurité ? Comment les agresseurs ont-il pu repartir sans être véritablement inquiétés ? Ces questions, beaucoup d'Algériens se les posent, tout comme l'opinion publique internationale. *A défaut de pouvoir y* répondre avec certitude (les responsables militaires interrogés par la presse locale cultivent le flou), on peut, en recoupant les témoignages des *survivants* d'un massacre – celui de Bentalha (plus de deux cents morts dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre) – cerner une part de la vérité.

> Un jeune homme jure que, lorsqu'il s'est présenté pour donner l'alerte, les soldats l'ont accueilli en lui donnant un violent coup de crosse sur le nez et ont refusé de l'écouter

Bentalha est une petite ville de cette Mitidja mitée par un urbanisme désordonné. Ce n'est déjà plus *la campagne* ; *ce n'est pas* encore la grande ville. Alger n'est pas loin. Malgré les embouteillages, il faut moins d'une demi-heure pour se rendre de Bentalha au ministère *algérien de la* défense, sur les hauteurs de la capitale.

Ville-dortoir sans âme d'environ quatre mille habitants, poussée trop vite, avec ses maisons faussement bourgeoises jamais finies, ses chaussées sans asphalte, Bentalha – privée de téléphone depuis deux ans – vivote. Le travail est rare – parmi un groupe de sept hommes rencontrés par basard, cinq étaient au chômage –, ce qui n'a pas empêché la ville de grossir sous l'afflux de familles chassées des communes voisines par la violence. Etrange *transhumance* : certains nouveaux venus à Bentalha se sont installés dans des maisons désertées par des propriétaires partis se réfugier à Alger.

Bentalha est une terre qui a voté massivement en faveur du Front islamique du salut (FIS) aux élections municipales de 1990 et législatives de 1991. Les forces de sécurité ne l'ont d'ailleurs pas oublié. *« Avant, ils ont soutenu les terroristes »*, lâchera, sur un ton confidentiel, un gendarme en parlant des habitants de Bentalha. *« On est pour l'Islam et ensuite pour l'Algérie »*, rétorquent certains d'entre eux. Pour autant, ils disent avoir voté pour le Rassemblement national démocrate (RND) et le Front de libération nationale (FLN), deux partis de la coalition gouvernementale, aux élections locales du 23 octobre. *Donner sa voix au FIS s'il est régularisé* un jour ? L'idée fait sourire.

Le malheur de Bentalha, c'est d'être mal placée. Larbaa, Sidi Moussa, Raïs, *Beni Messous*, tous ces lieux de la Mitidja, marqués par le fer et le feu, sont à deux pas. Ouled Allel, une petite ville vidée de ses habitants et transformée jusqu'à ces dernières semaines en base de repli du *Groupe islamique armé* (GIA) – sans que l'armée s'en émeuve – est à 4 ou 5 kilomètres. Le domaine agricole de Gaïd Gacem – une ancienne ferme coloniale – que les *survivants* présentent comme un repère de *« terroristes »* est à portée de fusil.

Cette proximité à hauts risques explique la présence des forces de sécurité à l'ombre de Bentalha. Le premier poste militaire – modeste – *est situé* à l'entrée de la petite ville. Il est renforcé par une caserne de gardes communaux (des hommes armés et en uniforme). L'armée est également *présente quelques centaines* de mètres plus loin sur la route départementale Baraki-Sidi Moussa où une caserne abrite derrière de hauts murs plusieurs dizaines de logements et du matériel militaire. En fait, les barrages, les postes de contrôle, les installations militaires sont très nombreux dans la région. Fin octobre, il était impossible de faire plus de 1 kilomètre sans rencontrer des *hommes en uniforme*.

Ce n'est pas toute la ville de Bentalha qui a été attaquée au cours de la nuit du 22 au 23 septembre, mais deux quartiers ex*centrés et mitoyens*, *haï* Boudoumi et *haï* Djillali. Implantés à la périphérie de l'agglomération, on y accède facilement depuis le centre-ville par une mauvaise *rue, ou à travers champs si l'on* vient de l'extérieur. Le casernement de l'armée est bien visible depuis *haï* Boudoumi. Quant au poste militaire, il ne faut pas plus de trois minutes en voiture pour s'y rendre en temps normal.

Pourquoi ces deux quartiers ? Ils sont à l'écart du centre et Pratiquement sans défense immédiate. *Les survivants de haï Djillali*, en particulier, ont des mots très durs pour les autorités qui, pendant des mois, auraient refusé des armes (kalachnikovs ou *simples fusils* de chasse) à *la* quinzaine de civils qui en avaient fait la demande pour parer à une attaque. Dans les autres quartiers, les *« patriotes »*, comme on les appelle, auraient été davantage écoutés. De leur côté, les *gendarmes font valoir* que l'on ne confie pas des armes à une population soupçonnée de sympathies islamistes sans une solide enquête préalable. Parfois, selon eux, *ces armes approvisionnent* les maquis. Les groupes armés fréquentaient Bentalha. Outre qu'une douzaine de jeunes du village avaient rejoint les maquis *voisins*, *« des "terros" venaient, certains soirs, à cinq ou six pour nous effrayer. Ils ne portaient pas d'armes et ne restaient pas plus d'une dizaine de minutes. Avant que les patriotes les aient repérés, ils étaient repartis »*, raconte un vieillard.

LA volonté des habitants de *haï* Djillali de s'armer expliquerait, selon certains d'entre eux, l'attaque dont le quartier a fait l'objet. Circonstance aggravante, les *« patriotes »* de Bentalha avaient fait sauter, quelque temps auparavant, la maison d'une famille réputée proche d'un émir, et obligé ses occupants à quitter le village. En revanche, parmi les personnes interrogées à Bentalha, aucune ne lie le massacre à un refus des habitants d'acquitter l'« impôt révolutionnaire » levé ailleurs par les groupes armés.

Que les assaillants – au minimum une centaine, selon les témoignages – aient pu se regrouper à proximité de Bentalha sans éveiller l'attention n'est pas surprenant. Ils connaissaient les *lieux. L'attaque a eu lieu de nuit*, aux alentours de 23 heures. Et les plantations d'orangers, de néfliers, les champs en déshérence envahis par les hautes herbes, traversés de *fossés*, offrent des abris discrets.

Dès le début de l'attaque, les habitants des quartiers mitoyens ont su qu'un drame se déroulait à deux pas de leurs propres maisons. Plaider l'ignorance est impossible : le bruit des détonations (les assaillants ont fait sauter plusieurs portes d'entrée avec des engins explosifs de fabrication artisanale), le vacarme des sirènes d'alarme, les cris... *« On entendait la clameur jusqu'à El Harrach* [la proche banlieue de la capitale] *»*, affirme un Algérien. Et pourtant, personne n'est intervenu. Ni les civils, terrés dans leurs maisons, ni les *« patriotes »* des autres quartiers. *« Ils nous ont dit qu'ils étaient restés pour protéger les habitants vivant dans leur voisinage. Depuis, on ne leur adresse plus la parole »*, raconte un rescapé.

Les assaillants étaient-ils des militaires déguisés en *« terroristes »* ? Quelques rares habitants de Bentalha mettent en avant le professionnalisme des assaillants. L'un d'eux raconte : *« Ils se comportaient comme des ninjas* [les forces spéciales algériennes], *agissaient très rapidement. J'en ai vu un tirer au fusil d'une seule main. »* Un hélicoptère a, par ailleurs, survolé le site avant et après le drame, mais *« c'est tous les jours qu'ils passent »*. Au-delà de ces observations, personne à Bentalha n'ose imaginer une seconde que l'armée algérienne soit directement impliquée dans le massacre de Bentalha. Dans quel but aurait-elle mené une telle opération ? *« Pour faire échouer les négociations entre les islamistes et certains clans du pouvoir »*, avancent certains. L'explication paraît un peu courte : l'appel à la trêve signé par Madani Mezrag, l'émir national de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire du FIS, date du 21 septembre. Il est antérieur au massacre de Bentalha.

Ce que certains habitants de Bentalha (et les organisations de défense des droits de l'homme) reprochent aux forces de sécurité, c'est leur incroyable passivité. Elles ont laissé se commettre, pratiquement sous leurs yeux, un massacre qui a duré entre quatre ou cinq heures. *« Si j'avais le commandant* [des militaires] *en face de moi, je lui cracherais dessus. Ils nous ont laissé crever »*, accuse un Algérien à la retraite. *« Tout le monde dans le village pense comme moi »*, affirme-t-il. *« Est-ce que les Américains et les Français ne peuvent pas venir nous défendre ? »*, demande un autre rescapé.

Le fait est que les forces de sécurité ne se sont pas bousculées pour porter secours aux habitants de *haï* Boudoumi et, surtout, de *haï Djillali. Les militaires* stationnés dans leur caserne en bordure de la route départementale n'ont pas bougé de la nuit. Pour intervenir, il leur suffisait pourtant de s'avancer sur quelques centaines de mètres à travers les champs. Ceux-ci avaient été minés par les *« terroristes »*, assurent des villageois. Quelques jours avant l'attaque, précisent-ils, un engin de l'armée partici*pant à une opération de ratissage* aurait sauté sur un engin. Quelle qu'ait été la réalité du danger, un fait demeure : cette nuit-là, la caserne n'a pas réagi au drame qui se *déroulait* à *proximité, presque* sous ses yeux.

Le comportement des occupants du poste militaire situé à l'entrée de Bentalha est moins sujet à critique. Certes, un jeune homme de *haï* Boudoumi jure que lorsqu'il s'est présenté pour donner l'alerte, les soldats (la plupart sont des appelés) l'ont accueilli en lui donnant un violent coup de crosse sur le nez et ont *refusé de l'écouter. Il* n'empêche : moins d'une heure après le déclenchement de l'attaque, un groupe d'hommes en uniforme était présent à l'entrée du quartier de *haï* Boudoumi, 200 cents mètres environ de l'endroit où se déroulait le massacre. Ils ont bien tiré des coups de feu contre les assaillants (les impacts sur les bâtiments sont visibles), mais sans chercher à progresser. Ils sont *restés en retrait jusqu'au petit* matin. Le terrain était miné, murmurent certains, pour justifier la passivité de l'armée.

EN fait, une seule bombe, placée dans une fourgonnette, explosera en *tuant* un militaire. Les soldats ne connaissaient pas le terrain, hasardent quelques voix qui rappellent que les assaillants avaient *pris soin, dès le début, de couper* l'électricité dans le village. Les soldats n'étaient pas équipés pour ce type d'intervention nocturne et ils craignaient de tomber dans une embuscade, suggèrent d'autres Algériens. Autant d'arguments à moitié recevables, mais qui ne doivent pas faire oublier la réticence des militaires à risquer leur vie pour défendre des civils sympathisants de l'ex-FIS.

Ce qui est incompréhensible et inexcusable, c'est que le commandement militaire n'ait pas, au minimum, donné d'ordre pour intercepter les assaillants alors qu'ils se repliaient au petit matin. Les armes – quelques *balles de kalachnikovs, mais aussi* des cartouches de fusils de chasse, des couteaux... – récupérées à Bentalha sont là qui prouvent que les groupes armés *étaient des cibles faciles* à atteindre. Faut-il incriminer la lourdeur de la chaîne hiérarchique ? L'incompétence d'une armée d'un pays du tiers-monde surtout formée d'appelés dépourvus de zèle ? C'est oublier que les forces algériennes disposent de quelques unités d'élite – notamment de commandos de parachutistes –, équipées de matériel perfectionné qui auraient pu être rapidement engagées à Bentalha. La rumeur veut que l'armée ait interdiction de sortir de ses casernes la nuit, sauf autorisation expresse du chef d'état-major, le général Mohamed Lamari. L'hypothèse n'est pas à exclure : du temps de Boumediene, par crainte d'un coup d'Etat, confirme un ancien ministre, tout mouvement de troupe était subordonné à un ordre écrit du président de la République.

Un peu plus d'un mois après le drame, la sécurité de Bentalha n'est pas beaucoup *mieux* assurée qu'avant. Quelques *« patriotes »* ont reçu des armes. En bordure de *haï* Boudoumi, une poignée de soldats en armes *campent sur le toit d'une maison* en construction sur laquelle flotte le drapeau algérien. Dans quel but ? Il n'y a plus grand monde à défendre dans le quartier.

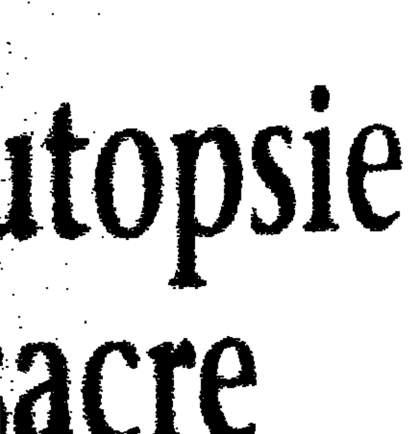
Jean-Pierre Tuquoi

Dessin : Pierre Lohner

E

ıtopsie

ıacre



هكذا من الاصل

Adam Michnik, directeur du principal quotidien polonais

« Je suis vraiment heureux de vivre dans un pays devenu ennuyeux »

L'ancien prisonnier politique estime que la démocratie polonaise est désormais solide

« La Pologne vient de connaître des élections sans incidents. Un nouveau gouvernement, le huitième depuis le changement de régime, a été formé. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

– Peut-être pas, mais le déroulement des élections, la formation de la majorité, l'esprit de compromis qui a prévalu montrent que la Pologne est devenue un pays européen normal, où la démocratie est une composante de la culture de la vie quotidienne.

– Depuis des années, ce que vous redoutiez plus que tout, c'était l'arrivée au pouvoir en Pologne d'une droite radicale. En un sens, c'est fait, cette droite est là, sinon au gouvernement, du moins au sein de la majorité parlementaire. Et personne n'en semble particulièrement alarmé.

– C'est vrai. Mais cette droite radicale s'est progressivement "civilisée". Aujourd'hui, elle est à sa place, ne domine pas la vie publique, ni même la partie droite du paysage politique. Elle a moins d'importance aujourd'hui en Pologne que n'a en France le Front national. Je pense que Jean-Marie Le Pen est plus dangereux pour la démocratie française que les extrémistes de droite en Pologne.

– Aujourd'hui, la figure centrale de la scène politique polonaise, c'est Marian Krzaklewski, le président de l'AWS Solidarité, la coalition électorale qui a remporté les élections. Il y a quelques mois encore, il faisait figure d'extrémiste clérical, profondément hostile aux libéraux, très agressif à leur égard. Aujourd'hui, il "calme" ses troupes, fait preuve de mesure, de modération, d'esprit de compromis. Que s'est-il donc passé ?

– De fait, on a pu entendre récemment sur Radio Maryja (une radio catholique intégriste) les anciens admirateurs de Krzaklewski l'accuser de "trahison", d'avoir conclu un pacte avec le diable, avec Balcerowicz (l'initiateur de la réforme économique libérale d'après 1989)... Il faut reconnaître que Krzaklewski s'est efforcé de résister à cette démagogie. Il voulait construire le gouvernement, et il a réussi, en se comportant de manière très rationnelle. Il a joué un rôle sans conteste positif.

– Pourrait-on dire que Krzaklewski, comme précédemment Walesa et Alexandre Kwasniewski, ont fait preuve d'un certain sens de l'Etat, et mis l'intérêt national au-dessus de leurs propres préférences politiques ?

– Ces trois hommes politiques ont des traits communs, notamment un discours d'opposition souvent démagogique et destructif. Telle a été l'attitude de Walesa pendant la campagne présidentielle de 1990, de Kwasniewski avant les législatives en 1993 et cette année de Krzaklewski pendant la bataille autour de la nouvelle Constitution. En même temps, après la victoire, la logique de l'action change. En ce sens, on peut dire que, de la même manière que Walesa a guéri ses concitoyens de la foi dans le "miracle Walesa", la distribution de millions à tout le monde, que de la même manière que Kwasniewski a guéri ses concitoyens du regret nostalgique de la sécurité offerte par la Pologne populaire, de même Krzaklewski guérira forcément les Polonais de la foi en un Etat national-catholique régi par des épurateurs et des "décommunisateurs".

> « Trente millions de Polonais ne pouvaient pas se retrouver au maquis ou sur les barricades. Il fallait vivre. Les Français devraient bien le comprendre »

DESSIN IVAN SIGG

– Les centristes libéraux qui reviennent au pouvoir avec Leszek Balcerowicz n'avaient-ils pas commis, dans l'exercice de ce pouvoir aussitôt après le changement de régime, une erreur–: celle de sacrifier le monde du travail salarié, de rompre l'alliance un peu miraculeuse entre intellectuels et ouvriers, qui avait permis la révolution pacifique polonaise ? Etait-ce inéluctable ?

– Je répondrai de deux manières. En un sens, c'était inéluctable. Solidarité était un mouvement dont l'ethos était la lutte commune contre la dictature. L'ethos de la période qui a suivi le changement de régime, c'était la privatisation, l'enrichissement personnel, la créativité, ce qui ne peut convenir à la masse des travailleurs salariés. Mais cette rupture aurait pu revêtir un aspect moins hideux, moins déplaisant. La faute, cependant, en revient moins à Balcerowicz qu'à Walesa qui, pour gagner l'élection présidentielle, a déchaîné une dangereuse démagogie, fait défiler dans les rues des foules qui s'en prenaient à Balcerowicz, mais qui, quelques années plus tard, brûlaient l'effigie de Walesa lui-même, avec, pour résultat final, la victoire des postcommunistes aux élections de 1993.

– Est-ce qu'en fin de compte cette période où les ex-communistes se sont retrouvés au pouvoir n'a pas été utile à la Pologne, est-ce que cela n'a pas été un phénomène assez sain pour la vie publique ?

– Je n'ai pas voté pour les communistes et leur victoire m'a inquiété, et surpris, mais en fin de compte ces quatre années ont été bonnes pour la Pologne. Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas eu d'erreurs, de scandales, que le rythme des réformes n'a pas été ralenti. Mais la direction fondamentale a été conservée, la Pologne est restée un Etat démocratique, un Etat de droit, orienté vers l'économie de marché et l'intégration à l'Europe. En tout état de cause, un ralentissement était inéluctable pour permettre aux gens de reprendre leur souffle. Et les gens ont, de fait, repris leur souffle. L'indice d'optimisme social est aujourd'hui plus élevé qu'alors, et le Parti social-démocrate, qui a perdu les élections, a tout de même récolté un million et demi de voix de plus que quatre ans plus tôt.

– La question de l'épuration, de ce qu'on appelle ici la "lustration" ou la vérification des anciens cadres communistes, continue à empoisonner la vie politique polonaise. Ici, cette "épuration" n'a pas été faite, contrairement à ce qui s'est passé en République tchèque ou en Allemagne de l'Est.

– C'est un mythe. L'épuration était irréalisable et n'aurait rien apporté d'autre que le chaos. Si l'on veut comparer à l'Allemagne, on pourrait dire que, si la Pologne avait eu sa RFA, elle aurait pu faire l'épuration et mille autres choses. Elle aurait eu de l'argent, des cadres venus de l'Ouest, etc. Et encore, que ceux qui vantent tellement le modèle allemand aillent à Weimar, à Leipzig, à Dresde, qu'ils parlent avec les gens. J'ai été récemment à Weimar et on m'a raconté la petite devinette qui circule là-bas : Quelle est la différence entre les Wessies (les gens de l'Ouest) et les Russes ? Eh bien, les Russes, eux, sont partis. Pour ce qui est des Tchèques, c'est une mystification complète. Klaus (le premier ministre) est un maître du marketing, mais maintenant on constate que, malgré l'épuration, la décommunisation, le génie du marketing et des relations publiques, la République tchèque est tombée dans une profonde ornière, une crise non seulement économique, mais aussi politique.

» Bien entendu, le problème du passé historique se pose en Pologne. De la même manière que la France se passionne pour le procès Papon. Mais, puisqu'on parle de la France, c'est de Gaulle qui avait raison, et pas les communistes qui voulaient épurer. De Gaulle avait compris qu'il fallait réunir les Français de la Résistance et ceux de Vichy. Et en Pologne aussi on essaie de construire une communauté. Tout récemment, dans un scrutin secret au Parlement, des représentants du SLD, désormais minoritaire, ont été élus à la vice-présidence de la Diète et du Sénat. C'est tout à fait remarquable : l'AWS, le parti de Krzaklewski, a voté pour des postcommunistes.

– C'est dans le même esprit que vous êtes si indulgents à l'égard de Jaruzelski et de tous ceux qui, jadis, vous ont emprisonné ?

– Là, c'est un peu autre chose. Il y a le point de vue humain. Quand j'étais en prison, je m'étais promis que, lorsque tout cela serait fini, d'une part je ne m'inscrirais à aucune association d'anciens combattants, d'autre part que jamais je ne chercherais à me venger. Je me sens beaucoup mieux dans le rôle de l'avocat que dans celui du procureur. Mais il y a un aspect beaucoup plus large. La Pologne a vécu pendant près de cinquante ans sous la dictature. Il n'y avait pas d'autre possibilité. Et on ne peut pas, aujourd'hui, à coups de scalpel, séparer les bons et les mauvais. La séparation passait à l'intérieur de chaque individu. Trente millions de Polonais ne pouvaient pas se retrouver au maquis ou sur les barricades. Il fallait vivre. La Pologne populaire était une forme, boiteuse, de vie "normale". Les Français devraient bien le comprendre. Pétain n'était pas un traître, mais un homme qui, au moment où il a signé la capitulation, avait le soutien de la vaste majorité des Français.

– Dans le passé, vous avez toujours placé de grands espoirs dans l'Eglise polonaise, et même dans une sorte d'alliance pour le bien commun entre l'Eglise et la gauche. Aujourd'hui, l'Eglise polonaise n'est-elle pas engagée sur une pente dangereuse ?

– Mais non. L'Eglise polonaise est soumise à la même transformation que le reste de la société, on y trouve ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire dans notre société. Elle a joué un rôle immense depuis mille ans, et continuera à le jouer. Mais elle a du mal à trouver sa place dans un système démocratique, car elle est habituée à la dictature, à la nécessité de lutter contre toutes sortes de manœuvres hostiles, l'athéisation forcée, les services secrets, etc. Et de cette lutte elle a gardé quelques habitudes. Il y a un débat au sein de l'Eglise, et même si, pour une brève période, les intégristes devaient l'emporter, même si l'Eglise devait s'isoler au sein de la société, il serait stupide de croire qu'elle ne retrouverait pas, ensuite, son rôle historique.

– Où vaut-il mieux vivre ? Dans un pays qui n'intéresse plus grand monde, ou dans un pays qui, dans les années 80, passait pour un moteur de l'Histoire ?

– Sans la moindre hésitation, il vaut beaucoup mieux vivre dans un pays démocratique, prospère, et donc ennuyeux. Je suis vraiment très très heureux de me retrouver dans cette Pologne qui n'intéresse plus les journalistes. »

Propos recueillis par Jan Krauze

Un incorrigible insoumis devenu patron de presse



ADAM MICHNIK

AUJOURD'HUI directeur du principal quotidien polonais, *Gazeta*, Adam Michnik reste, à cinquante ans passés, l'adolescent brillant, chaleureux, rigolard et insouciant qu'il a toujours été. Tout comme il reste cet homme de profonde conviction qui a, parmi d'autres mais au premier rang, largement payé de sa personne pour que son pays devienne ce qu'il est aujourd'hui : une démocratie. Né dans une famille de Juifs communistes (pour son engagement, son père a passé de nombreuses années de prison avant guerre, avant de faire brièvement partie, dans les années 50, de l'élite du nouveau régime), Adam Michnik a été arrêté pour la première fois à l'âge de dix-huit ans – première d'une longue série d'arrestations : il passera au total six ans de sa vie en prison.

C'est en 1968 qu'il a, selon sa propre expression, *« coupé le cordon ombilical »* avec le communisme. Ses adversaires estiment qu'il ne l'a pas tout à fait coupé, et y voient pour preuve l'indulgence remarquable qu'il manifeste à l'égard de ses anciens geôliers, le général Jaruzelski en tête. Courageux quand il le fallait, traitant, depuis sa prison, de *« porc »* le ministre de l'intérieur, qui lui proposait l'exil en échange de sa capitulation politique, il est aujourd'hui partisan de la réconciliation et a considéré ces dernières années que le danger venait plus désormais de la droite nationaliste que de la gauche postcommuniste.

« Spectateur engagé » et chef d'une puissante et prospère entreprise – *« du gros business »*, comme il dit –, il affiche clairement son soutien à l'Union de la liberté, où se retrouvent la plupart de ses amis intellectuels libéraux. Quitte à les surprendre et à les irriter, parfois, par des initiatives d'incorrigible insoumis.

J. K.

Raymond Soubie, PDG du groupe Altédia

« Les conflits sociaux ont désormais une dimension européenne »

Analysant la grève des routiers, ce spécialiste des relations sociales pense que son issue est positive en France

« Quels enseignements peut-on tirer du conflit des routiers ?

– Il ressemble à bien des égards à ceux qui se sont déjà produits dans ce secteur : des barrages, qui sont parfois le fait des salariés et parfois celui des artisans, des négociations à chaud et le recours à l'Etat.

» Au-delà, deux éléments intéressants et novateurs sont susceptibles de se retrouver dans d'autres secteurs : l'intervention de l'Europe et le rôle de la CFDT. Pour la première fois, les gouvernements européens et la Commission de Bruxelles n'ont pas hésité à se livrer à des pressions sur le gouvernement français. Il va falloir désormais en tenir compte dans le domaine social comme dans d'autres domaines. Quant à la CFDT, elle a réussi son opération. Elle a créé un rapport de forces avec les employeurs puis l'a transformé en paraphant un accord. Elle a également su convaincre les routiers du bien-fondé de sa démarche. C'est une application réussie de la méthode Notat.

– Contrairement à de précédents conflits, il n'y a eu ni coordination ni phénomène « Tarzan »...

– En effet. On a un syndicat qui a su négocier et convaincre ses troupes. C'est un bon point pour la négociation collective et plus largement pour les relations sociales dans ce pays.

– Malgré le rôle de l'Etat ?

– L'Etat a une vieille tradition d'intervention. Surtout dans ce secteur. Dans le cas présent, son intervention ne me paraît pas excessive. La négociation se termine par un accord entre un syndicat représentatif et des organisations patronales qui le sont également.

– Quel rôle peut jouer la branche professionnelle dans les négociations sociales ?

– C'est une question très délicate. Théoriquement, dans l'avenir, la négociation d'entreprise devrait progresser. C'est à ce niveau que l'on peut le mieux adapter les accords à la situation réelle. Mais, souvent, les directions ne sont pas très enclines à négocier ou n'ont pas d'interlocuteurs puisque les syndicats ne sont présents que dans la moitié des entreprises de moins de 200 salariés. Donc, dans la pratique, et malgré la loi de 1996 qui favorise le dialogue social dans les entreprises dépourvues de représentants syndicaux, il faudra encore de longues années et quelques réformes du code du travail pour que l'entreprise soit le lieu de négociation privilégié. En attendant, les branches qui disposent d'interlocuteurs patronaux et syndicaux souvent responsables et toujours compétents resteront un lieu très important.

– Dans cette négociation, le patronat était aussi divisé que les syndicats...

– Soyons franc, le syndicat réellement représentatif est l'Union fédérale des transports (UFT). Voir la CFDT signer avec la seule Unostra était quelque peu irréel. La réintégration de l'UFT dans le jeu contractuel a permis de remettre ce dossier dans une position cohérente.

– Que pensez-vous de l'attitude de Force ouvrière ?

– Elle a été très ambiguë. Parfois, M. Poletti donnait l'impression de jouer le rôle d'intermédiaire, mais il n'a pas eu d'action déterminante pour transformer le conflit en accord. Il s'est privé d'un élément : la conclusion d'un accord comme résultat du rapport de forces. Cela illustre la situation de Force ouvrière, dont on ne sait plus trop bien si son tropisme naturel est de chercher des solutions ou d'en rajouter sans faire avancer les dossiers.

– Ce conflit aura-t-il des répercussions sur les élections prud'homales ?

– Ne confondons pas. Les salariés seront appelés à élire des juges. Ils ne voteront pas forcément comme s'il s'agissait de désigner des représentants syndicaux. Mais il sera néanmoins intéressant de voir comment les salariés jugeront les évolutions respectives de Force ouvrière et de la CFDT. Je me garderai bien d'émettre un pronostic.

– Comment expliquez-vous que l'opinion publique ait paru soutenir les grévistes ?

– Les médias ont donné une opinion favorable du mouvement. On ne connaît pas le sentiment de la population. Mais il est vraisemblable que, comme à chaque fois, celle-ci condamne la prise d'otages et le blocus économique mais, comme au Guignol, elle est derrière la victime qui, en l'occurrence, paraît être le salarié.

– Pensez-vous qu'il y aura d'autres conflits dans le transport routier ou qu'une page est bel et bien tournée ?

– Bien sûr qu'il y aura d'autres conflits. L'ouverture européenne va créer des pressions sur les entreprises et donc des tensions sociales. On sous-estime les conséquences sociales de la construction européenne. Celle-ci aura un impact sur les relations du travail, sur les conditions d'emploi et même sur la protection sociale. Dans le secteur des transports, comme dans d'autres, il y aura des conflits. »

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

Repentons-nous sur l'Algérie et parlons vrai

par Alain Joxe

LES Français restent presque muets sur l'Algérie, sur sa dictature *militaire bloquant la* victoire électorale du FIS, sur les massacres horribles des derniers mois. Un mutisme fait de stupeur et de manque d'analyse politique *et sociale. De manque de mémoire.* Aucune nation pourtant n'est plus présente que l'Algérie à la conscience de milliers de citoyens français. L'Algérie, c'était *la* France ; la guerre fut une guerre civile ; l'Algérie française fut soumise à une dictature militaire. Des millions de jeunes soldats du contingent ont vécu cette guerre ; ils sont aujourd'hui d'âge mûr. Un million de pieds-noirs ont subi *l'expulsion finale. Des milliers* d'officiers y ont joué leur carrière et leur honneur. Des dizaines de milliers d'Algériens vivant en France sont devenus Français, eux *et leurs enfants.*

La guerre d'Algérie a marqué la jeunesse d'il y a trente-cinq ans. Elle continue à marquer de manière silencieuse la jeunesse d'aujourd'hui. Qui donc oublie sa jeunesse ? Personne, ni hier ni *aujourd'hui. Les Algériens manifestent* depuis quelques jours pour la démocratie. Il faut les soutenir, et pour cela retrouver une mémoire vive.

La mode est aux repentances corporatives, cette forme plutôt anglo-saxonne de la confession sans absolution. Ces cérémonies du souvenir me déplaisent, mais pas pour les mêmes raisons qu'à M. Pasqua : parce qu'elles s'ar*rêtent aux crimes du passé loin*tain et ne vont pas jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à aujourd'hui. Il serait temps que la police et le préfet Papon se repentent des rafles de Bordeaux et du Vel'd'Hiv, mais aussi qu'ils se repentent des massacres et des noyades du 17 septembre 1961, dont quatre *mille personnes seulement ont cru* bon de célébrer le souvenir place Saint-Michel cette année.

Mais pas seulement la police : l'armée française pourrait aussi se repentir des *massacres et des tor*tures de la guerre d'Indochine, des opérations de ratissage des djebels, des viols et des tueries, de la Bataille d'Alger. C'est ce non-dit aussi qui nourrit les fantasmes du Front national d'une lueur affreuse qui reste cachée : le refoulé des ratonnades, de la Shoah, de la Saint-Barthélemy, c'est une légitimation du massacre.

Aller jusqu'au bout, cela signifie *qu'il faut qu'on se repente aussi* et actuellement des injustices qu'on fait subir aux familles et enfants d'immigrés, avec ou sans papiers, qui ont vocation à devenir français. Ils risquent de rejoindre ainsi les prédélinquants que le chômage fabrique dans les banlieues.

> L'opinion démocratique française peut-elle soutenir une dictature militaire sanglante proche de l'Europe au *nom* de la défense des principes républicains ? La réponse est non

Repentons-nous comme citoyens de cette imbécile cruauté qui fait qu'un pays riche héberge dans la rue, hiver comme été, des milliers de sans-abri. Repentons-*nous aussi de n'avoir pas secouru* activement les populations assiégées de Sarajevo, Goradze, Srebrenica et d'avoir assisté aux massacres sans avoir cherché à châtier les assassins et d'avoir enclenché les génocides au Rwanda. Repentons-nous ou désignons les responsables.

Supposons tout ce repentir passé-présent affiché par le président de la République et le premier ministre. Nous pourrions, après cela, avoir un parler vrai, même sur *l'Algérie. Il ne sera évidemment* pas vrai de dire : *« Tous des sauvages, ça c'est l'islam ! On vous l'avait bien dit ! »* Les Espagnols, les Allemands, les Croates, les Israéliens, *les Serbes, les Colom*biens, les Français, tous des sauvages aussi, ont pratiqué le massacre de villages entiers, autrefois ou récemment, sans être musulmans le moins du monde, mais bien en pratiquant la dictature militaire. La « *torsion* » sociale et les régimes militaires expliquent toutes les barbaries, et cela partout dans le monde.

Ayant toujours été pour l'indépendance de l'Algérie, *contre l'OAS, contre le FN et leurs amis* les nazis serbes de Seselj, je ne vois pas pourquoi je devrais arrêter mon analyse, étranglé par le respect de quoi ? De la résistance algérienne, dont l'armée algérienne et l'Etat algérien descen*draient en droite ligne ? Mais la* résistance algérienne va devoir recommencer, contre le nouvel empire sans tête, et nous devrons la soutenir, en France, de tout notre cœur, comme un morceau de notre jeunesse. Si tout cela se passait en Amérique latine, il y a longtemps que les langues se seraient *déliées*. Nous aurions devant nous, parfaitement décrite et dénoncée, une dictature militaire sanglante, de plus en plus corrompue par la prédation conflictuelle *de la rente pétrolière qui est rede*venue juteuse. L'Algérie est riche de ses royalties, conséquence des nouvelles découvertes et des investissement anglo-saxons dans le *Sahara. C'est ce pactole qui en*gendre des chocs entre clans militaires. L'armée a interdit l'expression politique d'un islam qui se voulait fondamentaliste, mais aussi activiste au niveau de l'aide sociale, et qui avait des soutiens dans les catégories les plus défavorisées de la population. Si on ne défend pas la démocratie contre le peuple, on ne défend pas non plus les femmes contre les femmes. Les *contradictions étaient aiguës au* sein des deux camps dès le départ.

Le génocide n'est pas une caractéristique de l'islam, qui est contre les massacres d'innocents comme toutes les religions du Livre, mais c'est une caractéristique des ré*gimes militaires*, et tous veulent aussi une religion à leur botte pour se sentir justifiés de leurs crimes. L'armée algérienne devenue une armée latino-américaine *ordinaire ne déplaisait* pas du tout aux Etats-Unis.

Interdit d'élection, le FIS a proclamé la résistance armée, mais il a été notoirement incapable de la mener, ce qui n'est pas son pire méfait, car cela prouve qu'il ne s'y *était pas du tout préparé.* Les militaires, par définition surarmés, ont immédiatement mené une lutte répressive essentiellement antisociale, puisque c'est dans les couches populaires que le FIS s'était implanté. Cette répression n'était nullement proportionnée à la menace militaire que représentaient quelques guérillas isolées. Le mouvement armé a glissé vers l'impuissance sans rien maîtriser politiquement, et sans pouvoir protéger ses bases populaires *contre la violence d'Etat.*

La pulvérisation en groupes armés peu unifiés, qui se baptisent GIA, a manifesté ensuite par quelques actes barbares, en s'atta*quant aux femmes* et aux enseignantes, qu'on entrait dans une forme d'anarchie morbide. Les massacres de populations civiles sans défense les ont disqualifiés comme représentants de l'islam, *si* tant est que tous ces crimes leur soient imputables. Or, il y a un doute.

On constate en effet, à un stade assez précoce, la transformation de certains de ces groupes en cel*lules totalement incontrôlées*, politiquement parlant, et donc manipulables : elles peuvent aujourd'hui agir pour le compte de forces locales de groupes policiers, voire de certains secteurs de l'armée qui ont intérêt à montrer que la violence islamiste est pire que la violence policière. L'hypothèse que certains secteurs militaires aient contribué à fabriquer cette image, en laissant faire ou en *organisant les tueries par milices* interposées, est désormais émise par tout observateur rationnel. Dispose-t-on des informations nécessaires pour lancer de telles accusations ? Certainement oui.

L'étude sociologique de la violence anarchique contemporaine permet dans bien d'autres cas de formuler l'hypothèse de crimes d'Etat. La barbarisation des armées est un processus banal et bien connu par des exemples « chrétiens » récents. On a vu cela partout. En Colombie, au Brésil, par exemple. En Argentine.

On remarque que les principaux massacres récents, en Algérie, se situent dans la zone la plus peu*plée, la mieux desservie en routes* et la mieux quadrillée de l'Algérie utile : la riche plaine de la Mitidja, la grande banlieue d'Alger. Qu'ils ont eu lieu souvent à quelques centaines de mètres de casernes ou de postes de police, forces de l'ordre qui se sont conduites en « neutres » non intervenants, que ce soit sur ordre ou sans ordre.

Tout observateur de massacres organisés dans des régions de *terres riches et d'expansion ur*baine sait qu'on ne massacre pas dans ce types de territoires sans que s'y cache une opération foncière. Soit on veut recréer de la grande propriété, en faisant fuir les paysans des coopératives fon*dées à l'indépendance. Soit qu'on* veuille libérer des terrains pour la spéculation urbaine. Pour faire fuir les populations rurales, il faut et il suffit, dans un Etat de non-droit ou de dictature militaire, de massacrer quelques villages entiers. L'effet de terreur produit un effet multiplicateur de fuite.

L'absence de réaction de l'armée et de la police pendant les massacres suggère ou bien que *l'appareil répressif algérien est* complètement « démoralisé » et que l'Etat n'existe plus, ou bien que des complicités ont existé entre le commandement et les commandos d'assassins. L'absence de tout commentaire sur ces faits stupéfiants révèle, de toute façon, que la division de l'armée en groupes de tueurs et l'absence *d'Etat est une seule et même* chose. Les exemples latino-américains sont légitimes car l'Algérie se situe désormais au sein du nouvel empire américain. Les bandes armées *algériennes téléguidées* agiraient, techniquement, selon le mode de « sous-traitance » caractéristique de l'époque de la dictature militaire argentine. Celle-ci réprimait les groupes gauchistes, péronistes et autres, par des tue*ries, des enlèvements*, des exécutions et des tortures conduites à moitié au hasard, par des groupes civils paramilitaires. La période la plus terrible de la répression à Buenos Aires *fut appelée « la bataille d'Alger »* par des militaires inspirés par les spécialistes de la répression coloniale française, autant que par les spécialistes envoyés par la CIA. L'armée colombienne sous-traite aussi. Elle a donné des armes à des milices ou laissé faire des bandes qui pratiquent le massacre contre les paysanneries de régions où l'on cherche à établir le règne des mafias, ou bien qui prennent de la valeur, par exemple à cause du projet d'un nouveau canal de Panama en territoire colombien. A l'origine organisés contre les guérillas

> La barbarisation des armées est un processus banal et bien connu. On a vu cela en Colombie, au Brésil, en Argentine

communistes, les paramilitaires colombiens finissent par détruire l'Etat et l'armée.

Malgré l'apparence d'un *triomphe brutal et silencieux* de la dictature, l'appareil militaire algérien, divisé, est en voie d'autodestruction. Ce qui peut entraîner la faillite générale du pays. Cet affaiblissement peut aussi présager un retour à la démocratie, mais pas sans appuis démocratiques.

Que la société algérienne se décompose en même temps que ce qui reste de l'Etat ne gêne pas les Etats-Unis, pourvu que les gisements, les pipe-lines, les ports méthaniers ou pétroliers, les zones agraires modernisables, soient bien sous contrôle d'un système répressif efficace et d'une oligarchie rentière désormais attachée à la propriété privée et au libre marché. *Ce n'est pas là de l'anti-américanisme primaire.* Les Etats-Unis sont parfois contre les dictatures militaires. La société américaine aussi est en état de souffrance. Mais balayons devant nos portes.

L'opinion démocratique française *doit prendre position : peut*-elle soutenir une dictature militaire sanglante proche de l'Europe au nom de la défense des principes républicains ? La réponse est non. *Les républicains* en France doivent prendre parti beaucoup plus clairement contre ce régime et soutenir ses opposants.

***Alain Joxe** est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).*

Pourquoi le silence arabe ?

par Mohammad-Mahmoud Mohamedou

D'UN carnage à l'autre, l'Algérie poursuit sa descente aux enfers. Mais, *alors qu'après six années de* crise et cent mille morts, la communauté internationale se décide à rompre le silence, le monde arabe est curieusement absent du débat sur le drame algérien. De par le monde on s'émeut. Lettres ouvertes, prises de position, éditoriaux des grands journaux et rapports des organisations non gouvernementales se succèdent. Le sort de l'Algerie est *au cœur de toutes les réflexions*, sauf celles du monde arabe où, mis à part de timides et épisodiques dénonciations *sotto voce*, un consensus s'est formé selon lequel il ne faut pas exacerber la nature radicale des événements à Alger. Pour autant, de Nouakchott à Bagdad, les Arabes déplorent de manière tortueuse une Algérie qui se meurt, un pays fou qu'il faut ramener à la raison.

Le non-dit de ces hésitations, dissimulations et contradictions *n'est* que la peur de l'islamisme. Alors que le monde arabe s'était mobilisé entier contre la répression coloniale française dans les années 50 et 60, peu de voix *s'élèvent aujourd'hui pour dé*noncer les massacres.

La réalité est que ce conflit indispose les Arabes. Après avoir, dans un bref premier temps, exprimé leur sympathie au mouvement du Front islamique du salut (FIS), la grande majorité des populations arabes a par la suite succombé à l'effet d'une théorie des dominos inversée par laquelle les régimes ont agité avec succès le spectre d'une évolution « *à l'algérienne* » afin de contrer toute velléité d'émancipation de leur citoyens. *« Mieux vaut un ordre autoritaire qu'une anarchie démocratique »* est alors devenu le *credo de beaucoup d'Arabes se* complaisant dans le confort d'une configuration politique statique.

Une impuissance volontaire a dès lors été rationalisée sans grands efforts, et, cyniquement, la lutte contre les islamistes a été acceptée comme un mal nécessaire. Cette logique abrégée ignore néanmoins les conditions qui ont menées au « désordre » : l'illégitimité et la violence du gou*vernement algérien actuel. Les* Arabes sont-ils dupes ou seraient-ils complices ?

Levons une équivoque : de même que l'argument que la crise algérienne est le fruit d'un traumatisme historique n'est plus te*nable, les ambiguïtés de la guerre* civile ne sont pas légion. Un coup d'Etat a eu lieu le 11 janvier 1992 pour prévenir la victoire électorale du FIS au second tour des législatives. Il fut suivi d'une implacable répression contre les *militants de ce parti.* En réaction, ces derniers ont lancé une sanglante insurrection générale contre l'armée et le gouvernement algérien. D'assassinats en *attentats à la bombe et prises* d'otage, tout a été ensuite fait pour médiatiser et internationaliser un conflit que l'Etat algérien a toujours voulu et longtemps pu *étouffer avec un tranquille mé*pris de la vérité.

> Nanisme politique et couardise sont les paralysantes contradictions des Arabes contemporains, qui *n'ont* les yeux rivés que sur leurs théâtres locaux

Depuis deux ans, le conflit a pris une nouvelle dimension avec l'introduction des milices armées – les groupes de légitime défense dit « patriotes » – et les factions *paramilitaires. Cette privatisation* de la violence a engendré à son tour une escalade dans la nature des tueries ; égorgements, décapitations et macabres mutilations de toutes sortes se succèdent dé*sormais quasi quotidiennement.*

Face à cette agonie, le monde arabe est coupable de complicité avec une junte militaire qu'il supporte passivement par crainte d'une *marée islamiste. L'indiffé*rence ambiante ne peut en effet s'expliquer que par la peur de la contagion. De plus, cette peur – et c'est là une nouveauté – est partagée par les régimes et les populations. Un effet pervers de *cette paralysie est le renforce*ment des Etats autoritaires arabes qui font désormais commerce de la crainte du désordre. Le néo-autoritarisme est né.

Tout aussi coupables sont les démocrates arabes autoproclamés – dont un trop grand nombre a bénéficié des largesses des médias occidentaux – qui approuvent la lutte contre l'inté*grisme. Et l'on mesure* maintenant l'impéritie de ceux qui, cramponnés à des valeurs pseudo-humanistes, ont légitimé *ex post* le coup de force de janvier 1992 en *diabolisant les islamistes* et en survalorisant le discours de ces derniers.

Ce glissement quant à l'identité du responsable premier de la crise dénote une trop vivace propension à ignorer les crimes de l'État algérien : exécutions sommaires, pratique systématique de la torture, disparitions forcées, implication indirecte dans les exactions des milices ainsi que la probable participation à quatre assassinats politiques prémédités ; ceux du président Mohamed Boudiaf, de l'ancien directeur de la sécurité militaire, Kasdi Merbah, de l'ancien ministre de l'intérieur, Aboubakr Belkaïd et du dirigeant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) Abdelhaq Benhamouda.

Un gouvernement illégitime, issu d'un *pronunciamiento* militaire, tue sa population. La question algérienne n'est donc plus confinée à ce pays. Nanisme politique et couardise sont les paralysantes contradictions des Arabes *contemporains qui n'ont* les yeux rivés que sur leurs théâtres locaux. La solidarité des intellectuels occidentaux est la bienvenue – les atteintes aux droits de l'homme relèvent de la *conscience universelle* – mais elle reste tout de même géographiquement et culturellement secondaire. Pour quelle raison les appels à la paix viennent-ils du *secrétaire général des Nations* unies, Kofi Annan, et pas de celui de la Ligue des Etats arabes, Esmat Abdel-Meguid ?

Le fait que ce soit des Arabes et des musulmans qui sont massacrés (dans des conditions horri*fiantes, il faut le souligner)* devrait interpeller la conscience arabe avant toute autre. Le voisinage et la communauté de religion impliquent des responsabilités particulières. Il faut impérativement rompre le tabou et dénoncer la superficialité de l'argument spécieux de non-immixtion dans les affaires algériennes. Ce dernier et le silence dominant reflètent l'état déplorable des *sociétés civiles* arabes où l'action des démocrates arabes n'a que trop souvent été otage des considérations politiciennes et des jalousies nationales sublimées.

Le chauvinisme est le pendant de cette approche dont le pernicieux raisonnement politico-stratégique informe l'aveuglement des humanistes arabes en même temps qu'il favorise la floraison des radicalismes réactionnaires. La routinisation des massacres et la frénésie sanguinaire sont ainsi ignorés de manière à demi-complice parce qu'ils constituent un honteusement soulageant défoulement à distance. La chute de l'Algérie est pourtant celle du monde arabe. Elle n'est que la culmination d'un processus historique régional par lequel les régimes autoritaires ont, à contre-courant de l'histoire, mené leurs pays à la dérive. L'aveuglement arabe sur la question algérienne *est une déchéance de plus.*

***Mohammad-Mahmoud Mohamedou** est directeur de recherches pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au Ralph Bunche Institute on the United Nations à New York.*

AU COURRIER DU « MONDE »

La fonction publique sous Vichy

Il m'est impossible de laisser sans réponse le passage me concernant *dans l'article du Monde* daté du 5 novembre, « Portrait d'une administration sur fond d'Occupation ». Celui-ci cite correctement ma définition du *type d'administration* que voulait établir le gouvernement de Vichy, mais il ajoute aussitôt : *« Le phrasé lisse du positivisme juridique recouvre ici – et légitime peut-être – une bien réelle épuration. »* Laisser entendre que j'approuvais ainsi la révocation des fonctionnaires républicains par la quasi-dictature que subissait alors la France, c'est exprimer exactement le contraire de ma pensée.

Si votre collaborateur avait pris la peine de lire la conclu*sion des 251 pages de mon ar*ticle publié dans la *Revue de droit public* de 1941, il aurait vu que j'opposais *« l'ancien régime démocratique »* fondé sur *« la tendance connue sous le nom de "dépolitisation" de la fonction publique »*, laquelle dépolitisation ayant pour objectif de *« préserver autant que possible l'administration des passions partisanes »*, et *« le nouveau régime »*, qui *« a suivi la tendance inverse : au lieu d'atténuer le caractère politique de l'administration, il s'est efforcé de l'accentuer... Le nouvel Etat n'étant plus neutre, ses fonctionnaires ne doivent plus être neutres également, mais accepter et propager sa doctrine politique ».*

Maurice Duverger
Paris

هكذا من الأصل

rie et parlons vrai

Le bel avenir d'une illusion

par Sylvain Kahn

LES lecteurs de François Furet avaient pris l'habitude de voir sa pensée récupérée à droite. Il leur faut se préparer à son instrumentalisation à gauche. Dans leur point de vue « Fin de siècle » (*Le Monde* du 15 octobre), Daniel Bensaïd et Philippe Corcuff font de Furet le porte-drapeau du *« prêt-à-penser libéral »*, attribuant à son texte une valeur testamentaire à laquelle son auteur n'a jamais songé.

Dans « L'énigme française » (*Le Monde* du 23 septembre), qui ne doit son statut de dernier texte qu'à un tragique accident, François Furet interprète les dernières élections législatives comme une victoire de la démagogie dont la désagrégation du communisme aurait dû vacciner les Français : en effet, de la réduction de la fracture sociale (Jacques Chirac en 1995) à la réduction massive du chômage (l'alliance PS-Verts-PC en 1997), c'est sur l'illusion d'une séparation de la démocratie et du capitalisme qu'ont été gagnées les élections.

Toutefois, en ferraillant avec Furet sur la pensée unique et la nature du mouvement social de 1995 (additions de corporatismes indifférents aux ravages du chômage pour l'un, germes de nouvelles solidarités et d'autres possibles pour les autres), Bensaïd et Corcuff passent à côté de la critique pertinente qu'on peut faire de cet article. S'il pèche, c'est par désenchantement. Plus que d'une résignation à *« l'ordre existant »*, il témoigne de l'itinéraire d'une génération qui, en deuil du communisme, s'est jurée qu'on ne l'y reprendrait plus. Mais pour la génération suivante, dont je fais partie, et qui n'a connu du communisme que sa tragique réalité, chercher à aménager le capitalisme et à approfondir la démocratie, est-ce retomber dans l'illusion idéologique ?

Le dernier article de François Furet témoigne de l'itinéraire d'une génération qui, en deuil du communisme, s'est juré qu'on ne l'y reprendrait plus

Pour Furet, en effet, la démocratie produit immanquablement l'illusion qu'il est possible de fonder un contrat social neuf et coupé de toute tradition historique, grâce à la toute-puissance de l'action politique, capable de concrétiser en fait la société idéale. Inaugurée par la Révolution française, cette illusion a été massivement partagée par des millions d'Européens au XX[e] siècle, victimes de la puissante attraction de l'idéologie communiste et de la passion révolutionnaire, surtout dans l'horizon de l'antifacisme. Furet en a retracé l'histoire dans *Le Passé d'une illusion* (1993) après en avoir longuement exploré la genèse et le processus dans l'histoire de la Révolution française qu'il définit comme *« la naissance de la démocratie »* (préface du *Dictionnaire critique de la Révolution française*, 1988).

Dans *La République du centre* (1988), il diagnostiquait pourtant la fin de l'exception française et l'entrée de la France dans *« le droit commun des démocraties »* à laquelle il avait lui-même contribué en affirmant, dans *Penser la Révolution française*, publié en 1978, que la Révolution française était terminée.

Dès 1789 sont posées les problématiques, toujours actuelles, qui permettent et la démocratie représentative et libérale et la Terreur et le totalitarisme : comment penser et mettre en œuvre la souveraineté populaire conçue comme indivisible et absolue ? Comment articuler l'universalisme des droits de l'homme avec les inégalités sociales et les différences individuelles ? Comment instituer une communauté politique de citoyens à partir de la société d'individus libres et égaux que parachèvent les trois mois de l'été 89 ? Dès lors, la Révolution invente la politique démocratique : une compétition infinie entre des systèmes idéologiques légitimant l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour promouvoir la liberté et l'égalité des individus comme la participation du peuple au pouvoir.

L'épisode de la Terreur est l'archétype de ce surinvestissement idéologique des secteurs social, culturel, économique et privé et de cette *« subjectivisation de l'univers »* caractéristique de la politique démocratique. Chaque événement est le produit d'une volonté, et l'histoire le théâtre d'un affrontement manichéen entre le peuple et les comploteurs qui veulent sa perte.

Malheureusement, au motif que la pensée de Furet serait aveuglée par *« une confrontation obsessionnelle avec le communisme stalinien »*, « Fin de siècle » ne souffle mot de l'illusion idéologique. En fait, persuadés que *« la libération sociale »* est le moteur de l'histoire, Bensaïd et Corcuff en sont encore prisonniers. Toute l'œuvre de Furet montre au contraire que les révolutions et le mouvement démocratique ont une dimension politique et idéologique irréductible à la condition sociale de leurs acteurs, quoi qu'ils en disent eux-mêmes. Une révolution ne peut changer en quelques années les structures sociales. Mais le croire et le tenter peut déraciner toute une société.

Cette interprétation démystifie la politique démocratique et l'idéologie égalitariste, notamment dans leur prétention à la toute-puissance sur le cours des choses, à l'homogénéisation des conditions sociales et des individus et à l'idée d'un peuple un. Ce qui laisse place à une marge de manœuvre raisonnée et plus légère pour l'action politique individuelle et collective. Puisque nous n'avons pas prise sur tout, et que nous ne savons pas exactement sur quoi nous avons prise, essayons au maximum de changer les choses sans chercher à tout changer. Opération qui rappelle la philosophie kantienne de l'histoire selon laquelle, dans la mesure où nous ne pouvons pas avoir la certitude que l'histoire n'a aucun sens, nous préférons lui en donner un.

Mais cette démystification, dont nous sommes tributaires, amène l'historien à disqualifier, au nom du désenchantement, tout projet politique. Elle ne lui permet pas d'envisager comment approfondir et actualiser la démocratie au XXI[e] siècle, ni comment aménager le système capitaliste pour en corriger les inégalités. Maintenant que le suffrage universel constitue la toile de fond, il s'agit pourtant d'articuler démocratie représentative et citoyenneté active ; d'adapter la nation et la citoyenneté, notamment, mais pas seulement, par le droit de vote aux étrangers, à une Europe pacifiée, en voie d'intégration, ouverte aux migrations ; de canaliser le capitalisme pour qu'il ne corrompte pas la démocratie mais la renforce en donnant corps à l'entreprise citoyenne.

Notre génération ne craint pas d'être bernée par l'histoire ; elle ne connaît du progrès que ses contradictions et elle n'est pas utopiste. La démocratie existe et fonctionne ; il n'y a plus à l'inventer. Il y a au contraire à l'étendre, notamment hors d'Europe, et à l'approfondir, là où elle existe. Dans ce cadre, l'illusion est nécessaire puisqu'il n'y a pas de projet politique sans illusion. Une illusion débarrassée de la pieuse vénération du mouvement social passé et à venir ; une illusion dans laquelle la démocratie, n'est pas un leurre ni une promesse éternellement déçue, mais une frontière sans cesse repoussée par le projet et l'action politiques.

***Sylvain Kahn** est agrégé d'histoire.*

France, ton « IST » fout le camp !

par Serge Chambaud et Denis Varloot

RUMEURS sur l'éventuelle reprise du groupe CEP – 70 % de l'édition scientifique et technique française – par une multinationale étrangère. Il y a là de quoi préoccuper tous ceux qui, depuis plus de trente ans, se battent pour que la France maintienne un niveau de développement en information scientifique et technique (IST) compatible avec ses ambitions politiques, économiques et industrielles.

Au niveau international, l'histoire de l'IST remonte au lancement, en 1957, du premier satellite, Spoutnik, par les Soviétiques. Piqués au vif, les Américains décident de lancer le projet Apollo, qui débouchera en 1969 sur la conquête de la Lune. Ce projet s'appuie sur une mobilisation de tous les moyens très rapidement disponibles, et, au premier chef, des ressources en IST, ce qui conduira à la création des premières banques de données.

En France, il faudra attendre 1971 pour que soit créé le bureau national de l'information scientifique et technique (BNIST) chargé, au sein du ministère de l'industrie, de proposer au gouvernement les grandes lignes d'une politique nationale dans ce domaine. Dès l'origine, trois axes majeurs seront privilégiés : soutien au secteur national de l'édition scientifique et technique ; aide à la production de banques de données, tant dans le secteur privé que dans les organismes publics de recherche (universités, CNRS, Inserm, etc.) ; enfin, mise en place d'une capacité de diffusion de cette information « électronique » au niveau national. C'est ainsi que sera créé le centre serveur national Questel, porté par la direction générale des télécommunications (aujourd'hui France Télécom), et baptisé plus tard Questel-Orbit après le rachat du serveur américain Orbit.

Ces mesures visaient d'abord à assurer une certaine indépendance nationale dans la production et la diffusion de l'IST. Cela afin d'apparaître comme un partenaire solide, et non comme un simple client aux yeux des acteurs internationaux dominants. Il s'agissait aussi de ne pas être absent d'un marché potentiel prometteur, alimentant les industries françaises de l'information électronique. Ces industries, un temps dopées par le Minitel, sont aujourd'hui pratiquement en jachère, avec comme conséquence une fuite des cerveaux vers la Silicon Valley.

Alors que, dans son discours de Hourtin, en août dernier, le premier ministre a montré les enjeux d'Internet pour la France, en particulier en termes de création d'emplois dans l'édition et la diffusion de l'information électronique, il serait paradoxal que la CEP en vienne à relever de centres de décision étrangers. Ce groupe constitue en effet un des grands gisements français d'information spécialisée – richesse dont on ne mesure bien l'importance que lorsqu'on l'a perdue. A ce titre, il représente un formidable potentiel d'informations susceptibles d'être rendues disponibles sur Internet. Il contribue au rayonnement de la créativité scientifique et technique de la France, sans parler de sa langue – à laquelle un éditeur étranger n'accorderait évidemment qu'une importance toute relative.

A la période glorieuse des années 70 et 80 a succédé une phase de désaffection pour l'IST au sein de l'appareil d'Etat, alors même que se banalisait l'usage des banques de données, aussi bien dans les entreprises que dans la recherche publique. Aujourd'hui, trois des piliers du dispositif national de production et de diffusion de l'IST sont en péril :

– l'édition scientifique et technique, dès lors que le rachat du groupe CEP priverait la France de la maîtrise d'une de ses principales sources d'informations ;

– le serveur Questel-Orbit, qui se désengage du secteur scientifique et technique, réputé moins rentable que la mise en ligne des annuaires ;

– l'Institut de l'information scientifique et technique (Inist) du CNRS, où quatre cents personnes sont en attente d'orientations claires après l'audit réalisé en janvier 1997.

Dans le même temps, les autres grands pays industriels poursuivent et même intensifient leurs efforts dans ce secteur stratégique. Le gouvernement allemand vient de lancer un plan sur le thème « L'information, matière première de l'innovation », doté d'un budget d'environ 2 milliards de deutschemarks (6,7 milliards de francs) sur quatre ans. Les pouvoirs publics français, que l'on sait attentifs à ce qui se passe outre-Rhin, vont-ils enfin, eux aussi, mesurer le caractère urgent de la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de l'information scientifique et technique ?

***Serge Chambaud** est ancien président du Groupement français de l'industrie de l'information.*

***Denis Varloot** est ancien directeur des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique au ministère de l'éducation nationale.*

هكذا من الأصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Une journée pour les Algériens

QUE faire pour l'Algérie ? La question est mal posée. Mieux vaudrait demander : que faire pour les Algériennes et les Algériens ? Que faire pour une population depuis cinq ans prise entre deux feux, deux violences, deux tyrannies qui s'entretiennent l'une l'autre ? Car la sauvagerie de l'islamisme militant, du moins certaines de ses incarnations, paraît souvent n'être que le produit d'un pouvoir trop longtemps confisqué par le même petit groupe de militaires. Au milieu, la population. Elle compte ses morts, ses enfants, ses vieillards assassinés par les groupes islamiques armés ou autres bandes qui ont confisqué le nom de l'islam pour pratiquer le grand banditisme. Elle compte ses « disparus » – enlevés par l'un des services de « sécurité » du pouvoir – ses torturés, ses embastillés sans le moindre procès, pour ne pas parler des victimes d'exécutions sommaires. La population algérienne est saoûlée de violence ; elle est saturée de terreur, épuisée de brutalités. C'est une population martyre.

Lionel Jospin a eu le mérite de dire que l'Algérie subissait à la fois la terreur des islamistes et *une certaine violence d'Etat*. Il reste que le gouvernement français – tout gouvernement français – est condamné à une manière d'attentisme prudent face à la crise algérienne. Pour les Algériens, l'écho de la France officielle est toujours, peu ou prou, celui de l'ex-puissance coloniale. Radicaux islamistes ou membres du régime ont beau jeu de renvoyer Paris à l'histoire. La communauté internationale ne peut guère faire plus. Les militaires algériens profèrent depuis toujours un discours extrêmement sourcilleux sur l'indépendance du pays. Toute velléité de démarche de l'ONU – à vrai dire improbable – est dénoncée comme une *« ingérence »* inadmissible dans les affaires intérieures d'un Etat membre.

Reste, alors, ce qu'il faut bien appeler la *« société civile »* française, les partis, syndicats, associations, qui, en décidant de faire du lundi 10 novembre, « Un jour pour l'Algérie », entendent adresser un message à la société civile algérienne. C'est un message de sympathie, de solidarité, doublé d'une pression sur l'Etat français pour qu'il respecte à l'égard des Algériens tous les engagements pris en matière de visas et de droit d'asile.

On sait les limites de l'exercice. Pourtant, le geste compte. Il est important pour les Algériens de France et pour les Français d'origine algérienne. Il est important parce que l'histoire, la géographie, la démographie (algérienne), et peut-être un peu plus, *font que les deux populations* vont continuer à vivre ensemble ; à entretenir d'intenses relations commerciales et humaines, toujours marquées par la passion. Autant de justifications surabondantes de cette journée de mobilisation.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Quand Paris fait toilette

ENFIN Paris a retrouvé ce matin ses balayeurs, ses jardiniers, ses bennes municipales. Sans jouer sur les mots, le besoin s'en faisait sérieusement sentir. La promenade sur les boulevards, qui attire tous les dimanches, entre République et Madeleine, de nombreux flâneurs, en était hier tout empoisonnée. Ce n'étaient que gravats, ce n'étaient que poubelles, arrondissant, sous les bâches dont on les avait pudiquement affublées, des formes montueuses assez ignobles.

Dès la première heure, boueurs et cantonniers se sont donc mis à l'œuvre. Les Halles, bastion central de la malpropreté publique, ont été attaquées au jet d'eau. Les trains de wagonnets affectés à la corvée de nettoiement croulaient sous une moisson aux affreuses exhalaisons. Toute une population s'affairait là, la fourche ou le balai en main, et l'on n'entendait, sous les pavillons et tout autour, que le râclement des pelles sur l'asphalte, le gémissement familier des bennes ingurgitant double et triple provision d'immondices.

Bien entendu, la toilette de Paris ne se fera pas en un jour. Il va en falloir des voyages pour déblayer, balayer, ramasser tout ce qu'une grande ville qui se néglige a pu entasser en huit jours.

Mais en recouvrant sa propreté, Paris perdra, aussi, un certain pittoresque. On ne verra plus ces cimetières de ferrailles s'étalant en pleine rue, où l'on découvrait les objets les plus invraisemblables, tel ce vieux fauteuil de cuir, disséqué jusqu'à la bourre, qui ce matin encore tendait aux passants, rue de Richelieu, des bras dont personne ne voulait.

(11 novembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le nouveau partenariat sino-américain

LA RÉCENTE visite de Jiang Zemin aux Etats-Unis sera-t-elle aussi féconde que celle effectuée par Deng Xiaoping en 1979 ? Le voyage du « petit timonier » avait contribué à normaliser les relations sino-américaines après vingt ans de méfiance et de tension. Le président Jiang, pour sa part, peut d'ores et déjà se flatter d'avoir renoué un dialogue brusquement interrompu par la répression du « printemps de Pékin », en juin 1989. « Dépasser Tiananmen » : tel était l'objectif poursuivi par Bill Clinton et son hôte.

Ce résultat a été globalement obtenu parce que les deux hommes ont dressé un constat semblable : les divergences entre l'Amérique et la Chine à propos des droits de l'homme, de la démocratie, du Tibet, voire de l'avenir de Taïwan, ne seront pas aplanies avant la fin de la décennie, et il est probable qu'elles perdureront longtemps après le début du siècle prochain. Dès lors, mieux vaut faire en sorte que ces désaccords n'empoisonnent pas l'ensemble de la relation sino-américaine, laquelle promet d'être fructueuse pour chaque pays. C'est en ce sens qu'un nouveau partenariat entre la Chine et les Etats-Unis a vu le jour lors du séjour américain de M. Jiang.

Il s'agit certainement de *realpolitik*, mais qui est l'expression d'une nouvelle maturité diplomatique. Il n'est pas question, du point de vue américain, d'« oublier » Tiananmen, simplement de ne plus envisager les relations américano-chinoises à travers ce seul prisme. A dresser la liste des désaccords bilatéraux qui n'ont pas reçu l'amorce d'une solution, on pourrait douter que cette rencontre se soit soldée par le « succès » tant salué à Washington et à Pékin. Pourtant, les priorités de chaque pays ont été, dans l'ensemble, atteintes, parce qu'elles étaient complémentaires.

Un rapprochement entre la Chine et l'Amérique se justifie sur les plans diplomatique et commercial, et aussi parce que leurs présidents espèrent en retirer des bénéfices de politique intérieure. En se rendant à Washington, Jiang Zemin recherchait une stabilisation des relations bilatérales, mais peut-être plus encore le respect. La Chine souhaitait obtenir de l'Amérique un statut et des égards équivalents à ceux de la Russie, et son président était anxieux d'être accueilli aussi bien que le fut Deng Xiaoping il y a dix-huit ans.

L'administration Clinton a accordé sans barguigner à son hôte les fastes qu'il demandait, sachant que celui-ci entendait ainsi faire la démonstration qu'il n'est plus un « pestiféré », en dépit du stigmate de Tiananmen. En Chine, les images les plus flatteuses du séjour de Jiang Zemin ont été amplement diffusées et celles des manifestations de protestation contre les atteintes aux droits de l'homme soigneusement censurées. Pour son audience chinoise, comme pour le public américain, M. Jiang s'est efforcé d'apparaître comme un chef d'Etat moderne, curieux de technologie et parlant d'égal à égal avec le président de la première puissance mondiale.

PETITE PHRASE

Les évolutions eurent-elles pour prix une petite phrase ambiguë sur les *« erreurs »* peut-être commises à Tiananmen, il est vrai préalablement corrigée par un commentaire patelin sur le caractère *« naturel »* des divergences entre deux si grands pays ? A l'évidence, cette timide reconnaissance n'aurait pas été suffisante sans une certaine complicité américaine. L'« ouverture » (au moins sur la forme) que M. Jiang a voulu incarner lors de son voyage aux *Etats-Unis, est allée au-devant de* la politique d'*« engagement constructif »* dont Bill Clinton s'est fait l'avocat, dans la mesure où elle la justifiait *a posteriori*.

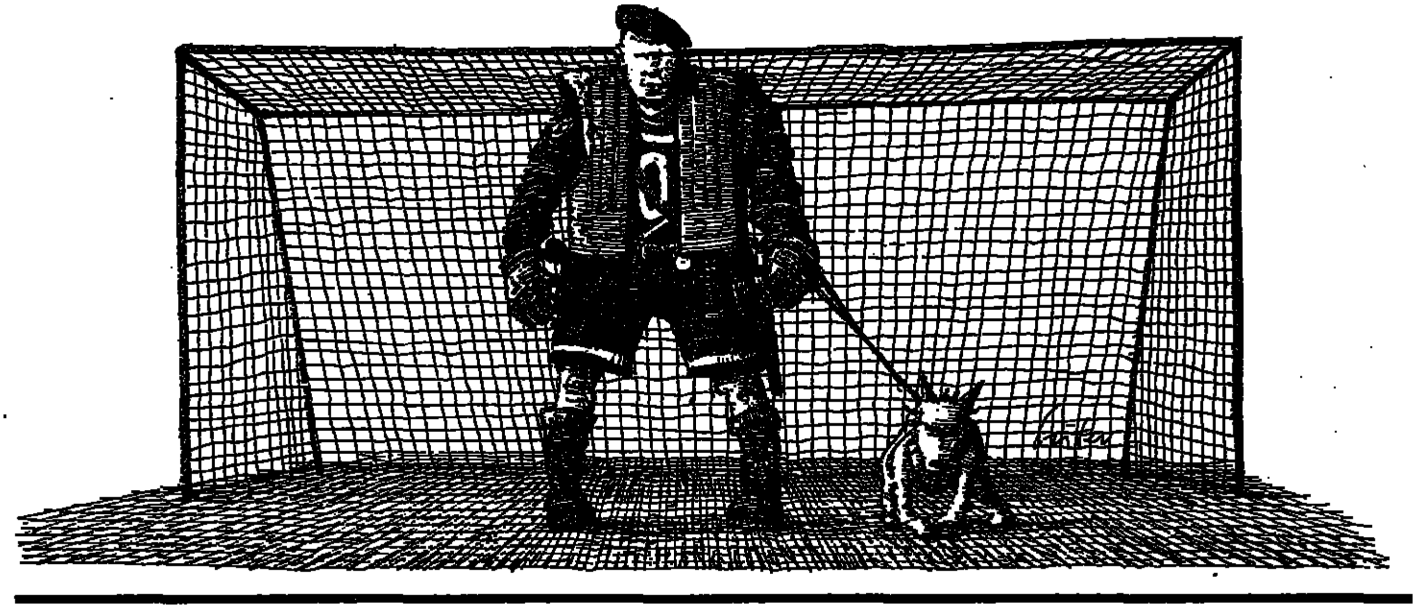
Le nouveau « partenariat stratégique » avec Pékin a permis au chef de la Maison Blanche de renforcer l'isolement de l'Iran, un résultat *d'autant plus appréciable* qu'il s'inscrit après un double camouflet : celui infligé par une Russie qui refuse de cesser sa coopération nucléaire avec l'Iran, le second sous la forme de l'important accord pétrolier récemment signé par Téhéran avec trois compagnies étrangères, notamment la française Total.

Le Congrès est loin d'être convaincu par la thèse de l'administration, pour qui c'est en se rapprochant du gouvernement de Jiang Zemin que l'Amérique sera en position d'infléchir la politique chinoise. Les parlementaires sont également sensibles aux avertissements de certains sinologues qui craignent que le transfert de technologies américaines à l'empire du Milieu se solde par un accroissement de la puissance économique, mais aussi militaire, de la Chine. Un tel résultat irait évidemment à l'encontre de l'objectif à long terme que s'est fixée l'administration Clinton : faire en sorte que la Chine aborde de manière pacifique le XXI[e] siècle.

C'est donc le principe même de l'*« engagement constructif »* qui est en cause, c'est-à-dire un élément majeur du bilan de politique étrangère que souhaite laisser Bill Clinton en quittant la Maison Blanche.

Laurent Zecchini

Coup franc *par Leiter*



Generali contre AGF, l'OPA qui oblige à réfléchir

Suite de la première page

Sauf à démontrer que Generali n'a pas la solidité financière pour se lancer dans une telle entreprise ou que son objectif est de démanteler le groupe, l'opération est peut-être souhaitable. Elle est en tout cas juridiquement imparable. Car elle émane d'un groupe européen. A l'heure où la taille est le sésame pour tenir son rang dans un marché mondial, faut-il uniquement le déplorer lorsque ce sont des entreprises françaises qui font les frais de ces appétits ? Le cimentier Lafarge ne vient-il pas de s'élancer sur le britannique Redland ?

Aujourd'hui, la bataille se déplace sur le terrain financier. La différence est de taille ; c'est ce qui provoque le sursaut des politiques. L'impact sur l'emploi que peut avoir la prise de pouvoir d'un étranger sur une société française est une inquiétude commune à tous les secteurs de l'industrie. S'agissant des institutions financières, cette inquiétude s'étend aux conséquences que pourrait entraîner la perte de souveraineté d'acteurs qui ont un rôle-clé dans l'économie. Les compagnies d'assurances sont des investisseurs institutionnels par excellence. Les AGF géraient, au 31 décembre 1996, 136 milliards de francs d'obligations françaises et 52 milliards *de francs d'actions françaises. Le* GAN, à la même date, gérait 111 milliards d'obligations et 21 milliards d'actions. Les banques sont, elles, au cœur du financement des entreprises et particulièrement des PME. Ces montants énormes se placeront-ils toujours dans des entreprises françaises ou en obligations assimilables au Trésor en cas de contrôle étranger ?

On semble découvrir cette hypothèse. Et de nombreuses questions sont soulevées à cette occasion. Existe-t-il un effet de seuil, s'agissant de la présence de capital étranger dans les entreprises françaises ? Jusqu'où veut-on l'Europe ? L'État a-t-il un rôle de régulateur dans l'organisation du secteur financier ? Comment font nos voisins ? Faut-il avoir un ou plusieurs acteurs de taille mondiale dans chaque secteur d'activités ?

Laurent Fabius a le mérite d'avoir lancé le débat, cantonné jusqu'à présent aux couloirs des ministères. Jeudi 6 novembre, le président de l'Assemblée nationale a résumé, de façon abrupte, la situation. Au micro d'Europe 1, il s'est inquiété du fait que *« nos entreprises sont de plus en plus opéables, c'est-à-dire achetables à merci. Autant il est très difficile pour des entreprises françaises d'acquérir de grandes entreprises à l'étranger, autant la réciproque n'est pas vraie. C'est une menace forte. Je crois qu'il va falloir réfléchir ultra-rapidement à tout cela, car on ne peut pas laisser nos grandes entreprises partir à l'étranger »*. Plus discrètement, Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée, estime que *« maintenir en France les pôles de décision des établissements financiers est essentiel »*.

Le constat renvoie à l'incurie des pouvoirs publics qui n'ont pas su amener harmonieusement les institutions financières d'une économie administrée à une concurrence de marché et ont déréglementé, sans fournir aux acteurs de la sphère financière un *environnement concurrentiel* équitable. Les banques en ont gardé une fragilité particulière qui ne les met pas à l'abri des raiders. Les gouvernements successifs n'ont jamais vraiment défini la place et le rôle qu'ils veulent donner aux institutions financières dans quinze ans. La prise de conscience des effets de l'Union européenne a lieu, mais dans la douleur.

Au gouvernement de Lionel Jospin de gérer ces erreurs. Faute d'avoir anticipé en créant des pôles nationaux forts, il est en porte-à-faux. Les socialistes, qui ont toujours quelque chose à prouver, se veulent bons élèves. Sous Pierre Bérégovoy, ils ont donné libre cours aux marchés. Ils sont maintenant prêts à tout passer à l'Europe.

L'AVENIR FINANCIER

Nos voisins seraient-ils moins naïfs ? L'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas ont fait émerger, par rapprochements successifs, des gros centres financiers. Si les activités des banques sont mondiales dans le domaine des marchés ou des banques d'affaires, chaque pays privilégie la constitution de gros mastodontes nationaux. L'UAP a certes acheté le deuxième assureur allemand, Colonia, mais il s'agissait à l'époque de la vente par la famille allemande propriétaire de sa participation à l'homme d'affaires français Jean-Marc Vernes, aujourd'hui décédé. L'entrée des AGF dans l'autre assureur allemand AMB ne s'est faite qu'à la demande du management, l'assureur français n'ayant d'ailleurs pas les droits de vote correspondant à sa participation.

Les institutions financières françaises sont-elles fongibles dans l'Europe ? Oui, à condition qu'elles parviennent culturellement à substituer une économie administrée, où l'Etat met en musique, à une économie de connivence, où joue la solidarité. Oui, à condition que le champ ne soit pas laissé entièrement libre à un seul acteur dominant. Oui, à condition que l'Etat conserve pour mener sa propre politique, un bras séculier fort, ce qui pourrait conduire à renforcer le rôle de la Caisse des dépôts.

Quelle est la marge de manœuvre du gouvernement ? Dans le dossier des AGF, le coup est parti. Faute d'avoir favorisé l'émergence d'un second pôle d'assurance en rapprochant les AGF et le GAN, il ne peut qu'être vigilant sur la cession des deux entreprises qu'il va privatiser, le GAN et le groupe bancaire CIC. Le choix des candidats se fera sur des critères patrimoniaux, industriels et sociaux. Il se fera aussi désormais en prenant en compte le poids des européens dans le secteur financier. Les AGF aux Italiens, le GAN aux Allemands et le CIC aux Néerlandais, par exemple : tout cela contribuerait peut-être à l'intégration de l'Europe, mais aboutirait à l'abandon d'une partie importante de l'industrie financière française. Avec des champions tels qu'AXA dans l'assurance et le Crédit agricole dans la banque, certains pensent que la France serait honorablement représentée au niveau mondial. D'autres estiment qu'il n'est pas sain de laisser un seul acteur national dominer le marché.

L'OPA de Generali sert de révélateur. Le gouvernement ne peut faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur l'avenir de l'industrie financière française. Il doit la faire sans crainte d'être taxé de nationaliste.

Babette Stern

RECTIFICATIF

TROTSKI ET STALINE

Une erreur a été commise, en page 7 de nos éditions datées 9-10 novembre, dans notre tableau « Les trois grandes familles de l'historiographie du communisme ». Ouvrage posthume, qu'il terminait quand il fut assassiné par un agent soviétique en août 1940, le *Staline* de Léon Trotski a été publié pour la première fois en 1946 – et non en 1948 – chez Harper and Brothers aux Etats-Unis. Il faisait notamment suite à un autre livre de Trotski, *Les Crimes de Staline*, publié à Paris en 1937 chez Grasset et traduit du russe par Victor Serge.

hكذا من الاصل

artenariat sino-américain

Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES
MARDI 11 NOVEMBRE 1997

DOSSIER

Les mystères de l'investissement

▼ On attend pour bientôt une reprise de ce « troisième moteur » de l'économie, mais sa nature a profondément changé depuis quelques années

Où est donc passé l'investissement ? Ce troisième « moteur » de la croissance – avec la consommation et l'exportation – a du retard à l'allumage. En ce dernier trimestre de 1997, les prévisionnistes entonnent une fois encore le couplet : *« Tout est prêt pour que l'investissement redémarre ».* Ils s'empressent d'ajouter que, depuis plusieurs années, les pronostics ont été régulièrement déjoués concernant ce flux de près de 1 400 milliards de francs qui vient accroître le stock de capital de l'économie française.

Après le grand plongeon du début de la décennie (– 6,7 % en 1993), le rebond d'investissement en 1995 (+ 3,2 % par rapport à 1994) avait fait croire à une sortie de crise, au lieu de quoi on assista en 1996, dernière année connue, à une régression de l'ordre d'un demi-point. Cette année-là, le taux d'investissement des entreprises n'a pas dépassé 15,9 % de la valeur ajoutée, un minimum historique. Pour 1997, en attendant les comptes nationaux qui seront publiés en avril prochain (ce magnifique tableau en chiffres de l'économie nationale est forcément assez long à élaborer), on en est réduit à s'appuyer sur quelques indicateurs : les intentions d'investissement des industriels, les importations de machines, les carnets de commande des grossistes en biens d'équipement. Au premier semestre de cette année, selon ces indices, c'était le calme plat sur le front de l'investissement. Et puis, cet été, les importations de machines ont vivement progressé : signe avant-coureur positif ? En tout cas, pour 1998, les spécialistes de la conjoncture, qu'ils soient de l'administration ou du secteur privé, ont à nouveau pris les paris : investissement en hausse. La prochaine grande enquête de l'Insee auprès des industriels sur leurs intentions, à paraître dans quelques semaines, donnera le sens du vent.

En dehors de son importance pour la conjoncture – il crée de l'activité, donc de la richesse et de l'emploi – l'investissement soulève toutes sortes de questions. Qui investit, dans quoi et pour quoi ? Les images forgées au temps de l'industrialisation restent prégnantes. On pense tout de suite au rail, aux usines, aux machines. Cette réalité existe, bien sûr, mais elle est devenue minoritaire. L'industrie – hors énergie et bâtiment-travaux publics – ne représente plus que 15 % des investissements. Mais c'est la partie la mieux connue et répertoriée statistiquement, d'où peut-être une certaine surestimation. On se trompe aussi souvent sur les acteurs : les entreprises représentent la moitié de l'investissement. Les ménages, dont on recense comme investissement les seuls achats de logements, en assurent le quart. Les administrations publiques (Etat, collectivités locales, hôpitaux...) et dans une faible mesure les administrations privées (associations) font le reste. Si les études de conjoncture ne s'apesantissent pas sur l'investissement public, une coquette somme pourtant, c'est qu'il est actuellement bridé par les contraintes budgétaires, et qu'il ne risque guère de contribuer directement à la croissance.

Le regard se porte donc sur les entreprises privées. Et, au vu des statistiques récentes, la réaction ne se fait en général pas attendre : les entreprises françaises n'investissent pas assez, en tout cas moins que les autres, elles vont « se faire distancer » !

Sophie Gherardi

Lire suite page II

CHRONIQUE

par Serge Marti

Fragilités latinos

« *L'Amérique latine a sans doute remporté une bataille, mais elle n'a pas encore gagné la guerre.* » Cette petite phrase de Michel Camdessus, directeur général du FMI, prononcée à propos des risques de propagation de la crise asiatique, sonne comme une mise en garde. Depuis le début de l'été, l'Asie n'en finit pas de brûler. Au propre comme au figuré. Les forêts des îles indonésiennes comme les doigts des investisseurs. En proie à une véritable catastrophe écologique, la région est aussi soumise à un gigantesque tremblement de terre monétaire et politique qui secoue marchés et gouvernements.

Devant cette crise majeure que traversent les pays émergents asiatiques, la plus grave depuis le début de leurs « trente glorieuses » et qui oblige M. Camdessus à entreprendre, le 10 novembre, une nouvelle tournée dans la région, grande est la tentation de s'interroger sur le sort de l'Amérique du Sud. Elle aussi est en phase de mutation économique et a, deux ans et demi plus tôt, connu des déboires comparables. Tout était parti de la dévaluation en catastrophe du peso mexicain, en décembre 1994, laquelle avait déclenché un « effet tequila » qui aurait pu emporter plusieurs pays de la région – à commencer par le Brésil et l'Argentine – si le FMI, les Etats-Unis et la Banque des règlements internationaux n'avaient pas glissé précipitamment l'économie mexicaine dans un gilet de sauvetage étiqueté à plus de 40 milliards de dollars pour la sauver des eaux spéculatives. C'est d'ailleurs à une opération-survie du même genre – dont la facture finale sera au moins aussi coûteuse – que se livre actuellement le FMI. Dans un premier temps avec la Thaïlande (à laquelle a été accordé un prêt de 17,2 milliards de dollars pour elle seule), puis avec les Philippines et tout récemment avec l'Indonésie.

Comparativement aux nuages toxiques qui continuent à assombrir le ciel asiatique, l'horizon sud-américain apparaît beaucoup plus dégagé. De fait, si l'on en juge par le cas du Mexique, le pays a effectivement refait surface. Beaucoup plus vite qu'on ne l'escomptait. Certes, la Bourse de Mexico a perdu 10 % au plus fort de la tempête asiatique, fin octobre, mais le marché avait gagné plus de 50 % depuis le début de l'année. Après s'être contracté de près de 7 % en 1995, au plus fort de la « crise tequila », le PIB mexicain était à nouveau positif de 5 % l'année suivante, et l'annonce d'un taux de croissance de 8,8 % au deuxième trimestre 1997 inciterait presque à prêter foi, à nouveau, au « miracle mexicain ».

Le Mexique, avec un stock d'investissements étrangers supérieur à 70 milliards de dollars, se situe au troisième rang mondial, derrière le Brésil (108 milliards) et, naturellement, la Chine communiste (169 milliards). Et c'est pour conforter cette image d'un pays à nouveau fréquentable et conscient de son rôle de tremplin naturel vers le grand marché nord-américain que le président Ernesto Zedillo a effectué une visite officielle de trois jours en France début octobre.

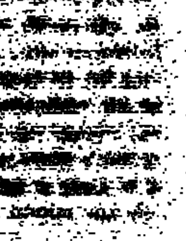
Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Taux de croissance du PIB mexicain	5,2	4,3	3,6	1,9	4,6	-6,6	5,2

Taux de croissance du PIB mexicain

Source : Nations unies

Mais si le Mexique a réellement pris des couleurs, il est à craindre que l'Argentine et plus encore le Brésil aient un accès de fièvre. Ce n'est pas une simple coïncidence si les marchés boursiers de ces deux pays ont figuré parmi les plus secoués lors du krach asiatique. L'Argentine, qui affiche une croissance de plus de 7 % au cours des neuf premiers mois de 1997, souffre d'un déficit public préoccupant (alors que le pays a pratiquement épuisé son programme de privatisations, source de rentrées budgétaires importantes) et, comme au Mexique, le retour à meilleure fortune des indicateurs macroéconomiques n'a pas empêché les rangs des « nouveaux pauvres » de s'étoffer. Le Brésil, lui, en pleine forme sur le papier (la productivité industrielle a progressé au rythme annuel de 7 % depuis 1990), souffre d'une inquiétante aggravation de sa balance des paiements courants, dont le déficit atteignait 4,3 % du PIB fin septembre. Ce déséquilibre a naturellement des effets sur le real, la monnaie locale. En dépit du fait que toute idée de dévaluation soit écartée, celui-ci a été soumis à de rudes attaques qui ont contraint la banque centrale à dépenser plus de 8 milliards de dollars pour le défendre.

Certains observateurs, telle la Banque Sudameris, n'hésitent pas à anticiper de nouveaux tourments en expliquant que « *la crise asiatique n'a été, dans le cas du Brésil, que le détonateur d'une crise latente* ». Déjà, l'Argentine, étroitement liée au Brésil par des liens commerciaux naturels, craint la contamination. Et c'est évidemment de ce sujet que s'entretiendra, en priorité, le président argentin Carlos Menem lorsqu'il rencontrera son homologue brésilien, Fernando Henrique Cardoso, le 10 novembre à Brasilia. Bien plus que du « processus d'approfondissement du Mercosur » qui figure pourtant en tête des thèmes à aborder.



Ne pas manquer la nouvelle révolution industrielle

L'informatique pour tous, les technologies de la communication, le génie génétique, les nouveaux matériaux... L'accélération du progrès technique durant les années 90 a été foudroyante. Comme cette période coïncide précisément avec un ralentissement de l'investissement en Europe et surtout en France, une sérieuse question se pose : les entreprises de cette région du monde ne sont-elles pas en train de prendre un retard de plus en plus difficile à rattraper ? De manquer, tout bonnement, la nouvelle révolution industrielle ?

Un travail récent de Michel Didier, Marie Chauvière et Alexandre Fur remis en juin 1997 à la Commission permanente de concertation pour l'industrie auprès du ministère, avertit : *« Il faut éviter qu'en France les acteurs attribuent moins d'importance que d'autres pays (Etats-Unis, Asie...) et donc s'approprient insuffisamment les outils des nouvelles technologies. »* Et d'indiquer que la part des investissements de traitement de l'information était passée, aux Etats-Unis, de 30 % des biens d'équipement en 1990 à 45 % en 1996.

▼ Tout ralentissement durable de l'investissement signifie, de fait, une modernisation manquée

Selon des études économétriques récentes, le facteur informatique (défini comme l'ensemble des matériels informatiques de réseaux et de télécommunications, des logiciels et de l'investissement en matière grise, interne ou externe) aurait contribué pour 0,7 point par an à la croissance des pays de l'OCDE dans la période 1987-1995. Le paradoxe de Solow, formulé en 1987, faisait observer que la vive augmentation des investissements informatiques ne semblait pas s'accompagner de gains de productivité comparables. Pour les auteurs, il ne serait plus vrai aujourd'hui : les décisions d'équipement sont devenues moins approximatives, les personnels sont mieux formés, les micro-ordinateurs sont mis en réseau. En somme, l'investissement informatique aurait maintenant pris tout son sens, celui d'une contribution précieuse à la création de richesse.

A l'OCDE, la direction de la science, de la technologie et de l'industrie a publié, en 1996, un rapport qui a le mérite d'éclairer les enjeux et le courage de tenter des comparaisons chiffrées dans des domaines – nouvelles technologies, recherche-développement – restés jusque-là de véritables friches statistiques. *Technologie et performance industrielle*, c'est le nom du rapport, cherche à montrer comment le progrès technique chamboule l'économie de fond en comble : *« La technologie a une incidence sur la croissance de la productivité, crée et détruit des emplois, transforme les besoins en qualification dans tous les secteurs et détermine la capacité des entreprises à s'imposer sur les marchés internationaux. »* Avec à la clé la croissance et l'emploi, ces bienfaits qui, depuis plusieurs années, se dérobent à nous.

Les indicateurs concernant la recherche-développement (R&D) réservent quelques surprises. Son taux de croissance a fortement diminué dans tous les pays de l'OCDE entre 1990 et 1994, par rapport à la décennie précédente. En revanche, elle représente toujours en moyenne 2,5 % du PIB aux Etats-Unis, près de 3 % au Japon et seulement 2 % dans l'Union européenne. Autre révélation, l'utilisation croissante de R&D dans les *services*. Contrairement à une idée bien ancrée, l'innovation n'est pas qu'une affaire industrielle. De ce point de vue, l'OCDE met en lumière un certain retard dans la prise de conscience du phénomène en France : 44 % seulement de la technologie acquise l'est par les services, contre 54 % en Grande-Bretagne et 59 % aux Etats-Unis.

Pour s'en tenir à l'investissement au sens traditionnel, l'OCDE explique à quel point les achats de biens d'équipement contribuent à la diffusion du progrès technique : les fruits de la recherche industrielle sont contenus dans les machines dont s'équipent tous les secteurs et irriguent ainsi l'économie. *« Si la technologie est incorporée dans le capital, les mesures visant à accroître les dépenses d'équipement favoriseront la croissance non seulement directement, par une augmentation de l'investissement, mais aussi, indirectement, par un accroissement de la productivité totale des facteurs. »*

Trois pays semblent incorporer davantage de technologie que les autres à travers les biens d'équipement : les Etats-Unis, le Japon et la France. Sachant que, pour cette dernière, plus de 35 % de l'ensemble de la technologie acquise par les entreprises privées l'est au travers des biens d'équipement, on comprend combien tout ralentissement durable de l'investissement signifie, de fait, une modernisation manquée. Or, comme le constate Daniel Cohen dans la revue *Sociétal* de novembre : *« Les pays où le progrès technique est le plus fort sont ceux où la croissance est la plus forte et ceux où l'emploi est le plus stimulé. »*

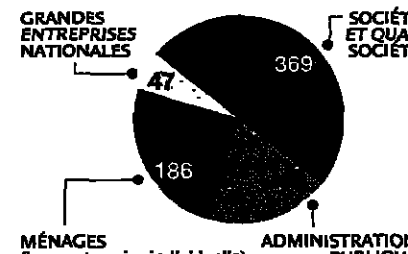
S. Gh.

Bibliographie

- **Investissement et capital**, de Thierry Ananou (Seuil, 1997, 64 p., 29 F).
- **L'investissement**, de Jean-Paul Betbèze (« Que sais-je ? », PUF, 1990, 128 p., 42 F).
- **Les entreprises françaises investissent-elles trop peu ?, de Carole Deneuve**, in *Les mutations de l'économie française*, sous la direction de Christian de Boissieu, Economica, 1997, 302 pages, 135 F.
- **Retrouver le chemin de l'investissement industriel**, de Michel Didier, Marie Chauvière et Alexandre Fur, in *L'Etat de l'industrie française*, rapport 1997, secrétariat d'Etat à l'industrie, 20, avenue de Ségur, 75353 Paris 07, 230 p., 300 F).
- **Technologie et performance industrielle**, 1996, 218 pages, 260 F, et **Science, technologie et industrie**, tableau de bord d'indicateurs, 1997 (200 p., 200 F, deux rapports de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cédex 16).

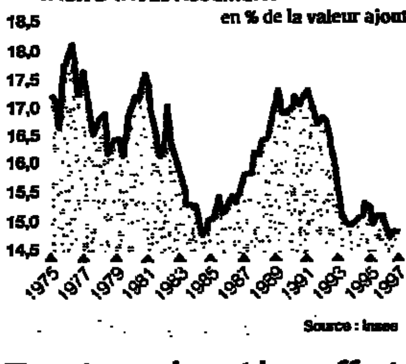
Comment évolue le capital productif

▼ Qui investit en France ?



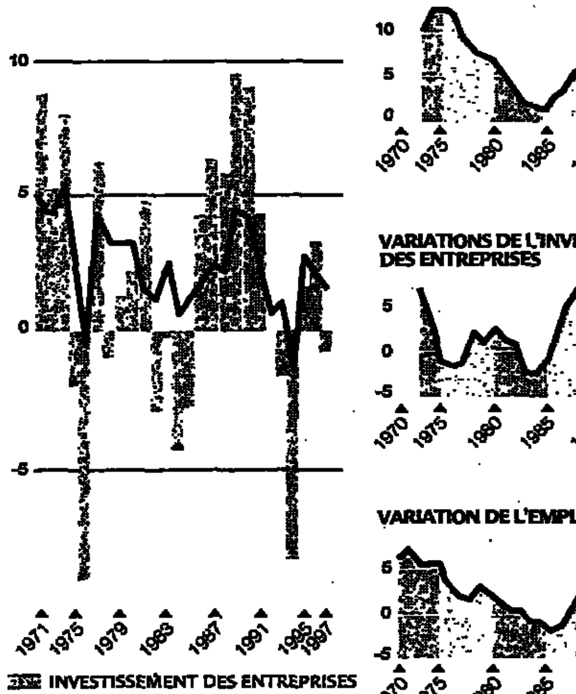
Source : Comptes de la nation, 1996

▼ La faiblesse après le pic

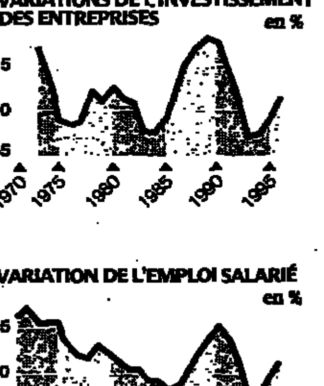


Source : Insee

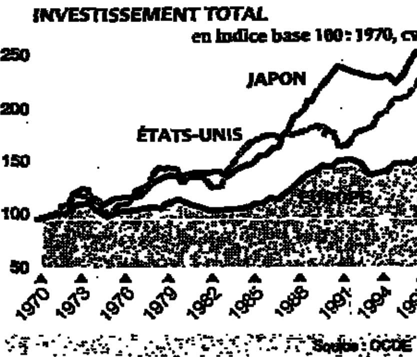
▼ L'investissement va avec la croissance et les profits



Source : Insee

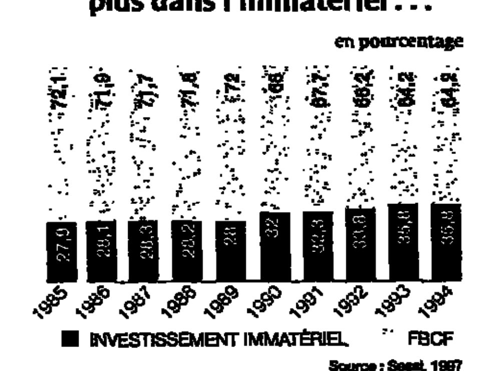


▼ Un problème européen ?

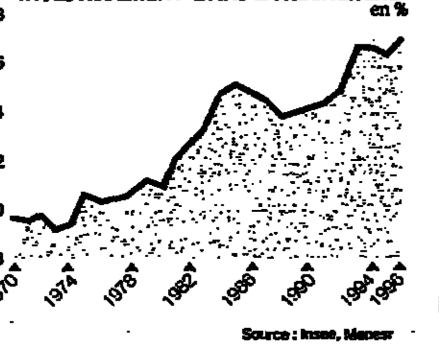


Source : OCDE

▼ Les sociétés investissent plus dans l'immatériel...

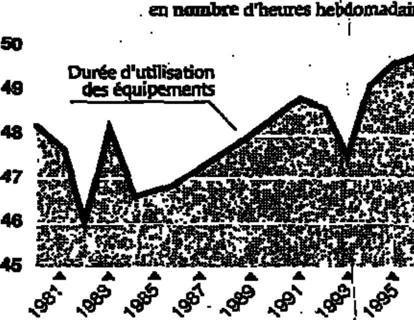


▼ ... et accroissent leur effort de recherche



Source : Insee, Mesr

▼ Les entreprises font tourner les machines plus longtemps



Les mystères de l'investissement

Suite de la page 1

Le débat est fort actuel, à en juger par deux publications récentes, *Retrouver le chemin de l'investissement industriel*, rapport fait au ministère de l'industrie par l'institut Rexecode, et « Les entreprises françaises investissent-elles trop peu ? », de Carole Deneuve, dans l'ouvrage collectif du Centre d'observation économique (COE) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (*Les Mutations de l'économie française*, Economica). Les deux études apportent un éclairage précieux sur la nature de l'investissement aujourd'hui, ses motivations et ses freins, sans verser dans le catastrophisme. Les comparaisons dans le temps et entre pays développés ne permettent pas de conclure à une grave pathologie propre à la France. Il y a certes un ralentissement des taux d'investissement entre le début des années 70, qui clôt la période dite des « trente glorieuses », et les décennies suivantes. Mais est-ce si surprenant ? Dans un marché en forte croissance, où les besoins d'équipements de base étaient loin d'être satisfaits, Etats, ménages et entreprises investissaient sans trop se poser de questions. On augmentait les capacités de production afin de répondre à la demande. Après la cassure du premier choc pétrolier, la croissance devient plus lente, la concurrence plus vive ; les entreprises développent alors les investissements de productivité, afin d'abaisser les coûts unitaires. Les taux d'investissement de 25 % à 30 % de la montée en puissance industrielle ne sont plus le lot de pays comme la France, ils se sont déplacés vers l'Asie, le Japon d'abord, ensuite la Corée et les « tigres » asiatiques.

Sur longue période, la courbe de l'investissement en France est très comparable à celle constatée dans les autres grands pays de l'OCDE, y compris les Etats-Unis. Ces derniers ont vivement investi depuis 1992, alors que nous étions en panne ? Ils ont aujourd'hui proportionnellement plus d'équipements neufs que nous ? Mais dans les cinq années précédentes, c'était le contraire ! Les entreprises et les autres investisseurs français ont fourni dans la deuxième moitié des années 80 un effort colossal. Il a fallu d'autant plus longtemps pour le digérer que la récession économique qui a suivi était d'une ampleur exceptionnelle, elle aussi. Selon l'économiste du COE, le cycle actuel, européen et français, n'est pas d'une durée inhabituelle. Les précédents « creux » de l'investissement s'étaient prolongés environ six ans chacun. Comme celui que nous vivons... à condition qu'il soit bien en train de s'achever.

Economistes et chefs d'entreprise sont d'accord sur un point : l'investissement a profondément changé de nature depuis la création de l'outil statistique qui sert aujourd'hui encore à le mesurer. Les investissements corporels – bâtiments, machines, matériel de transport – dominent dans le calcul par l'Insee de la formation *brute de capital fixe (FBCF)*. Les sommes consacrées à ce qui fait aujourd'hui la valeur principale d'une entreprise, sa marque, sa notoriété, sa capacité de recherche et développement, la formation de sa main-d'œuvre, son réseau commercial à l'étranger, ne sont pas comptabilisées dans la FBCF. En 1995, selon les calculs de Rexecode à partir des enquêtes du ministère de l'industrie, l'immatériel représentait 136 % de l'investissement corporel dans l'ensemble de l'industrie française, mais jusqu'à six ou sept fois plus dans certaines branches. Ce ratio serait cependant moins élevé que dans les économies américaine ou britannique *« qui ont plus que nous la culture de l'immatériel »*, explique Michel Didier, directeur de Rexecode.

Une autre difficulté d'appréhension est liée à l'« effet qualité ». Qui a investi en informatique 100 l'année dernière et 100 cette année a installé une puissance de 30 % supérieure, à cause de la baisse des prix de ces produits. Et une dépense réduite peut très bien cacher une amélioration quantitative et qualitative. Sachant que les achats d'informatique et de communications ont représenté ces dernières années jusqu'à 45 % des nouveaux équipements dans certains pays, on conçoit qu'il y ait là une source d'erreur considérable quant à la *réalité de l'effort d'investissement*.

PARADOXES

Jean-Paul Betbèze, directeur des études économiques du Crédit lyonnais, souligne d'autres évolutions récentes : non seulement le « software », l'immatériel, tend à l'emporter sur le « hardware », la machine, mais le « back office » prend de l'importance par rapport au « front office ». *Autrement dit, les entreprises consacrent des moyens croissants à tout ce qui est conception, organisation, logistique*, en arbitrant différemment entre ce qu'elles font elles-mêmes et ce qu'elles font faire. La tendance actuelle au « zéro stock » fait diminuer les immobilisations des entreprises, donc l'investissement au sens de la comptabilité nationale. L'économiste Jacques Méraud, qui peut s'enorgueillir d'avoir lancé, à l'Insee, dans les années 50, les enquêtes dans l'industrie, relève un autre paradoxe.

Les services investissent moins, proportionnellement, que l'industrie : construire un hôtel ou un hypermarché coûte moins cher que développer un avion ou un médicament. Comme nos économies sont marquées par la montée continuelle des services, *« il se peut très bien que les services augmentent leur effort d'investissement, que l'industrie fasse de même, et qu'au total on ait une baisse de l'investissement des entreprises ! »*, explique-t-il.

La notion est, on le voit, aussi riche que difficile à saisir. Les conjoncturistes le savent et s'en accommodent, raisonnant, pour parler comme à l'Insee, « à erreur constante ». Ils se divisent plus quand il s'agit d'identifier les mobiles et les freins de l'investissement ; très classiquement, certains les cherchent du côté de l'offre et d'autres du côté de la demande. Dans la mouvance du CNPF, on insiste volontiers sur la contrainte financière qui pèserait toujours sur les entreprises. Certes, le « taux d'autofinancement » (épargne brute sur investissement) est supérieur à 100 depuis plusieurs années, ce qui est exceptionnellement haut : mais est-ce parce que les entreprises font indûment du gras, ou simplement parce que l'investissement est faible ? A Rexecode, on préfère utiliser l'indicateur de « profitabilité économique » : pour *l'obtenir, on déduit de la rentabilité des investissements les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire le coût du capital investi*. Et effectivement, du point de vue de la motivation, la rémunération du capital semble une variable importante : elle est en France parmi les moins élevées des pays industrialisés. Rexecode souligne que sa phase de redressement de la seconde moitié des années 80 coïncide avec la vague d'investissement, et qu'elle a depuis rechuté (à environ 5 % contre 10 % dans les années 70). Les entreprises ont aussi accompli un gros effort de désendettement, ce qui semble rationnel tant que les taux d'intérêt réels restent élevés. Dans le même temps, note pour sa part Carole Deneuve du COE, les firmes se *« financiarisent »*, elles arbitrent différemment entre investissement productif et placements. Racheter un concurrent, se diversifier, c'est aussi, du point de vue du chef d'entreprise, investir.

Pour Jacques Méraud, la clé, c'est la demande. Et de citer un grand patron affirmant que, *« si les carnets de commande sont pleins, les moyens financiers, on les trouve toujours »*. En ce sens, que 1996 ait vu les entreprises françaises investir plutôt à l'étranger que sur le territoire national a sans doute moins à voir avec la maléfique délocalisation qu'avec le souci d'être là où était la demande.

L'ancien conjoncturiste de l'Insee note que, dans la longue durée, l'investissement évolue en moyenne au même rythme que la consommation, mais avec des fluctuations beaucoup plus vives. A court terme, l'acte d'investir dépend moins des niveaux atteints que de l'accélération des tendances : que la consommation se redresse quelques mois durant, que des goulets d'étranglement dans la chaîne productive commencent à apparaître, et un mouvement d'équipement peut s'enclencher.

Nombreux sont les économistes qui pensent que nous sommes aujourd'hui très proches de ce cas de figure. *« Les conditions sont franchement bonnes pour une reprise de l'investissement »*, estime Françoise Milewski, de l'OFCE. L'exportation française reste dynamique, aidée par la remontée du dollar et l'évolution favorable des changes en Europe. La situation financière des entreprises, *quoi qu'on dise*, est largement restaurée et la fin normale du cycle d'investissement devrait survenir. Un signe plus franc de rebond de la consommation des ménages suffirait...

LIMITES

Deux limites subsistent cependant : l'une est l'exigence de rentabilité accrue et le peu de goût du risque des actionnaires, plus attentifs à la gestion que par le passé. L'autre est le *manque de* visibilité. La France, avec ses alternances rapides, est devenue le champion des embardées de politique économique – seul l'engagement pour l'euro est tenu ferme. Cela crée un climat d'incertitude qui froisse les « esprits animaux » chez les entrepreneurs. Le risque est alors qu'ils *continuent à exploiter* leur équipement existant – en utilisant davantage une main-d'œuvre flexible.

Ce n'est pas le moindre ces paradoxes de la période : tout en gémissant sur le poids des charges – au demeurant payées par le client, dans le prix de vente ! – les entreprises ont inversé le mouvement de substitution capital/travail. On ne remplace plus les hommes par des machines, on fait *davantage* tourner les machines, à coups d'heures supplémentaires et d'équipes additionnelles. Investir, *c'est immobiliser* du capital et les entreprises, décidément, préfèrent ce qui est mobile.

S. Gh.

هكذا من الأصل

Henri Lachmann, président de Strafor Facom

« Avec plus de flexibilité et une meilleure organisation, on a moins besoin d'investir »

« Qu'est-ce qui incite à investir ?

– L'investissement est un peu comme l'innovation. Il n'est pas forcément technologique et matériel. Pour nous qui sommes dans le mobilier de bureau et l'outillage à main où nous devons faire face à une faible croissance des commandes, il est vital d'inventer une nouvelle demande en créant de nouveaux produits. Nos investissements concernent donc en priorité la création, le marketing et le social, car ce sont les hommes qui font de plus en plus la différence.

» Cet investissement « incorporel » n'est pas quantifiable et on ne peut le toucher. Dans une comptabilité, il figure dans le compte d'exploitation et se calcule en termes d'heures de travail de collaborateurs. Il existe trois autres sortes d'investissements : l'investissement corporel, les acquisitions d'entreprises et les alliances.

– Vous ne réalisez tout de même pas que des investissements « incorporels » ?

– Effectivement, une fois que nous avons décidé de lancer un nouveau siège de bureau, par exemple, nos collaborateurs étudient son design et ses futurs matériaux, mais il nous faut les outils adaptés à ce produit. Ce sont des investissements liés au nouveau siège, c'est-à-dire une matrice s'il est en tissu ou en métal ou un moule s'il est en plastique.

» Puis il y a les investissements destinés à accroître la productivité et la rentabilité. Son retour sur investissement doit être de deux ou trois ans maximum. J'y fais figurer l'investissement lié au transfert : nous sommes en train de fermer un établissement allemand à Dortmund devenu trop coûteux et de transférer sa production dans deux autres usines d'Allemagne et d'Alsace.

» Il y a l'investissement exigé par le renouvellement des machines. J'y mets les dépenses d'informatique exceptionnelles nécessitées par l'arrivée de l'euro et par le passage à l'an 2000 que personne n'avait prévu. Cette mise aux normes coûte à notre groupe de l'ordre de 20 millions à 30 millions de francs par an, mais nous en profitons pour faire tout de même autre chose qu'un changement de date !

» Quant à l'investissement de capacité, il est moins important depuis 1992 en raison de l'état du marché. Nous avons préféré aménager le temps de travail pour mieux utiliser nos actifs corporels et externaliser certaines productions, ce qui s'est traduit par des investissements chez certains de nos fournisseurs. Enfin, nous faisons des investissements de croissance externe pour compléter nos gammes de produits et renforcer notre présence sur des marchés stratégiques comme l'Allemagne.

– Combien dépensez-vous chaque année en investissements « corporels » ?

– En 1996, nous avons investi 235 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 7,1 milliards. Ce chiffre ne comprend naturellement pas les rachats de sociétés.

– Comment choisissez-vous le lieu géographique de votre investissement ?

– Je préfère parler de « localisation » plutôt que de « délocalisation » de l'investissement. Nous nous installons là où c'est le plus intelligent. Nous fermons là où c'est trop coûteux et nous nous développons dans les sites où les conditions de production sont adaptées aux besoins du marché. En Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne, la qualité des produits n'atteint pas encore celle de nos établissements alsaciens ou allemands, mais leurs coûts correspondent mieux aux consommateurs locaux.

» En fait, la grande nouveauté est que les calculs de rentabilité se font à un niveau hiérarchique plus bas qu'autrefois. Ce sont nos cadres qui calculent le coût et la pertinence de nos investissements et je ne donne le feu vert que pour les plus importants, ceux qui passent devant notre conseil d'administration.

» L'espace géographique de nos collaborateurs s'est modifié. Ils n'ont plus seulement la France en tête. Ils intègrent la mondialisation de l'économie. Ils savent que l'euro nous obligera à nous localiser autrement : notre facturation et notre logistique devront être centralisées. Demeureront nationaux ou locaux les services en contact avec le client comme le commercial.

» Je souhaite que le centre de décision demeure français, mais le reste sera mondial.

– Qu'est-ce qui inhibe l'investissement ?

– Evidemment on n'investit pas si l'on n'en a pas le besoin en termes de capacités supplémentaires ou de gains de productivité. Mais on est aussi devenu beaucoup plus rigoureux et on mesure la productivité de l'investissement plus soigneusement qu'avant. Les entreprises calculent aujourd'hui leur rentabilité selon la méthode de la « création de valeur » qui rapporte les performances aux actifs. En accroissant ceux-ci, les investissements corporels peuvent avoir pour effet de dégrader la rentabilité. Autant dire qu'on y regarde à deux fois avant d'acheter des immeubles et des machines qui risqueraient d'apparaître aux yeux de l'actionnaire comme des dépenses qui ne seraient pas profitables à l'entreprise.

– Les coûts et les conditions de travail entrent-ils en ligne de compte au moment où vous étudiez un investissement ?

– Oui, tout comme la fiscalité, mais cela peut agir de façon contradictoire. D'un côté, il est patent que les entrepreneurs investiront dans les endroits où la flexibilité du travail leur semblera la meilleure pour rentabiliser leurs investissements. De l'autre, les nouveaux modes d'organisation auxquels nous recourons de plus en plus nous permettent de faire l'économie d'immobilisations lourdes.

» Par exemple, dans un de nos établissements de Strasbourg, nous sommes parvenus, avec les syndicats, à un accord qui prévoit qu'une équipe travaillera le samedi et le dimanche, douze heures d'affilée, soit 24 heures de travail hebdomadaire payées 38 h 50. Avant, nous aurions acheté trois machines supplémentaires pour faire face aux pointes de la demande. Avec cet accord, nous gagnons en souplesse et en motivation, deux avantages difficiles à quantifier. Autrement dit, avec l'accroissement de la flexibilité, la création d'emplois et la meilleure rentabilisation des actifs peuvent se substituer à l'investissement.

» La difficulté de cette flexibilité est qu'il faut convaincre les salariés qu'elle n'est pas synonyme de précarité. Dans notre établissement de Sarrebourg, nous avons eu du mal à vaincre les réticences du personnel féminin auquel nous proposions un temps partiel calqué sur les rythmes scolaires. Elles redoutaient d'être les premières licenciées en cas de difficultés. Sur la proposition des syndicats, nous avons garanti aux personnes qui choisiraient cette formule qu'elles seraient les dernières touchées en cas de réduction d'effectifs. Et ça a marché ! Cela prouve que, là encore, les solutions ne peuvent être trouvées qu'à la base.

– Vous avez présidé le comité de pilotage d'une étude intitulée « France Industrie 2000 » et réalisée de mars à septembre 1997 par BIPE Conseil et Price Waterhouse pour le ministère de l'industrie. Cette étude montre que l'investissement industriel français marque le pas depuis le début des années 90. Comment l'expliquez-vous ?

– La décision d'investir dépend d'un certain nombre de paramètres. Selon cette étude, la France est bien placée en ce qui concerne la productivité et la qualité de sa main-d'œuvre. Elle offre aussi des infrastructures universellement appréciées. En revanche, le coût de la main-d'œuvre est élevé en raison du niveau des charges sociales, notamment pour les emplois les moins qualifiés. La fiscalisation grandissante avec les incohérences de notre taxe professionnelle qui repose sur l'emploi et sur les investissements, mais aussi le manque de visibilité que provoquent les changements à 90 degrés des politiques suivies par nos gouvernements sont autant de handicaps. Mais je crois que le pire est l'archaïsme de notre Code du travail. C'est l'accumulation de ces faiblesses qui est très inquiétante.

» Il existe une sorte d'arrogance française qui nous fait nous focaliser sur notre prétendue exception et nous empêche de voir que les autres pays se transforment très vite. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que nos usines commencent à s'installer en Pologne et que notre production prenne, de façon insidieuse, le chemin du Portugal. Il est grand temps de réagir. »

Propos recueillis par Alain Faujas

INVESTISSEMENT

Questions-réponses

1 Qu'est-ce, exactement, que l'investissement ?

L'investissement, c'est tout ce qui sert à accroître le capital d'un agent économique – entreprise, Etat, collectivité locale ou ménage. Toute vente est un désinvestissement. Au sens macro-économique, l'investissement est un flux qui vient grossir un stock, le capital. C'est aussi une prise de risque : qui investit renonce à de l'argent liquide et l'immobilise pour une certaine durée dans l'espoir d'en retirer un profit.

2 Quelle est sa contribution à la croissance ?

Selon les comptes nationaux 1996, l'investissement a représenté 1 368 milliards de francs, soit 17,4 % du produit intérieur brut (PIB) – dont 750 milliards pour les sociétés et entreprises individuelles –, la consommation des ménages 4 767 milliards, la consommation des administrations 1 544 milliards et l'exportation 1 886 milliards. L'an dernier, l'investissement a baissé de 0,5 %, contribuant ainsi négativement à la croissance déjà faible de l'économie, qu'il a amputée de 0,1 point. Pour 1997, l'investissement ne dépassera pas + 1,5 %, mais, pour 1998, les experts pronostiquent + 3 % à + 4 %.

3 Quelles normes utilise-t-on pour le mesurer ?

Dans la comptabilité nationale, l'investissement figure sous le vocable de « formation brute de capital fixe » (FBCF). Un bel outil statistique mais qui appelle des adaptations. Actuellement, la FBCF recense *« la valeur des biens durables acquis par les unités productrices résidentes pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production »*. Mais il y a des exceptions, voire des bizarreries. Par exemple, les biens durables achetés par l'armée figurent dans la consommation intermédiaire ; les acquisitions des ménages, sauf le logement, sont considérées comme de la consommation finale ; les achats de terrains ne sont pas pris en compte, mais les frais de notaire, oui ; le cheptel n'y est pas, sauf s'il est reproducteur ou de trait... Plus ennuyeux pour l'appréhension de l'économie moderne, les acquisitions financières (parts de sociétés) ne sont pas considérées comme des investissements ; l'immatériel est très mal pris en compte par la FBCF, qui va toutefois intégrer bientôt les brevets et droits de propriété. Enfin, la définition territoriale devient bien étroite à l'heure de la mondialisation.

4 La fiscalité est-elle un frein à l'investissement ?

La taxe professionnelle, dont le montant brut dépasse désormais celui de l'impôt sur les sociétés, est régulièrement accusée d'être un obstacle à l'investissement. Elle retient comme assiette les deux facteurs de production, capital et travail, pondérés différemment. Le dernier rapport du Conseil des impôts explique que *« si la nature d'un bon impôt est d'être large dans son assiette, modéré dans son taux, proportionné aux capacités contributives des contribuables, compréhensible par ces derniers et aisément recouvrable par l'administration, force est de reconnaître que la taxe professionnelle ne répond aujourd'hui à aucune de ces conditions »*. Diverses études ont été lancées pour corriger les faiblesses de cet impôt, dont le produit va aux collectivités locales, et qui a doublé en dix ans.

5 Existe-t-il des aides à l'investissement ?

Il n'existe plus de système général d'aide à l'investissement car Bruxelles traque les distorsions de concurrence. Au niveau national, il subsiste un fonds d'aide aux PMI qui subventionne 10 %, 15 % ou 25 % de leurs investissements en fonction de leur taille et de leur région d'implantation. L'ANVAR propose des avances remboursables allant jusqu'à 50 % de l'investissement. Il existe des incitations fiscales ciblées. En matière d'innovation, le crédit d'impôt recherche est fixé à la moitié de la différence entre l'investissement d'une année et celui des deux années précédentes. Les investissements à l'étranger sont aidés par l'article 39 du code général des impôts, qui autorise à provisionner les pertes des cinq premières années d'exploitation et à les déduire des bénéfices des cinq suivantes. La protection de l'environnement justifie l'amortissement exceptionnel sur douze mois des constructions antipollution ainsi que l'exonération de la moitié de leur coût pour le calcul des taxes professionnelle et foncière.

Surinvestissement en Amérique ?

Trop de tout. Aux Etats-Unis, des voix encore éparses commencent à murmurer *« le mot en O »*. O comme *overcapacity*, surcapacité de production. Le *Wall Street Journal* a signalé, en août dernier, que de nombreux secteurs industriels étaient désormais confrontés à un risque oublié depuis longtemps : trop de production potentielle et pas assez d'acheteurs.

Certes, il n'y a pas de raisons de s'affoler. En septembre, la demande adressée aux industriels a progressé de 0,4 %, après 1,3 % en août, alors que les observateurs s'attendaient à un léger recul. Si bien que lors d'une conférence, tenue le 5 novembre à New York devant la Japan Society, le secrétaire adjoint au Trésor américain, Lawrence Summers, a estimé que l'expansion de l'économie américaine *« était tirée par les investissements et les exportations, ce qui est différent d'une expansion tirée par la consommation et les dépenses publiques »*, et qu'elle avait donc *« un long avenir devant elle »*.

N'empêche. Le rythme d'investissement exceptionnel que connaît depuis 1992 l'économie la plus puissante du monde (+ 18 % en rythme annuel au troisième trimestre 1997 !) a fini par devenir le principal point d'interrogation des conjoncturistes. *« Voilà bien six trimestres que l'on s'attend à l'arrêt du cycle d'investissement, mais sans rien voir venir »*, constate Véronique Riches, économiste de la Société générale. La situation est aux Etats-Unis l'exact négatif de celle qui prévaut en Europe. Traditionnellement, ils investissaient relativement peu, mais ils ont connu, dans les années 90, une phase de modernisation intense, tirée à la fois par les technologies de l'information (43,2 % des nouveaux équipements), l'immatériel et l'investissement physique. C'est ce qui leur a permis de répondre à une demande soutenue depuis des années, en maintenant stable entre 1995 et 1997 le taux d'utilisation des capacités de production, et sans produire d'inflation.

Cependant, à en croire un article publié le 1er octobre par le *New York Times* sous la signature de l'économiste William Greider, la surproduction guette aujourd'hui non seulement l'Amérique, mais le monde entier. Le *global glut* serait même l'origine profonde de la crise asiatique.

S. Gh.

Faire de l'information l'ingrédient de la richesse

par Dominique Foray et Christian de Perthuis

Il y a bien longtemps que le mode de représentation traditionnel du capital productif, fondé sur les bâtiments et les équipements matériels, n'est plus en phase avec la réalité. Avec l'avènement des « économies fondées sur la connaissance », ce décalage est devenu encore plus important. On discerne encore mal en Europe les conséquences de l'explosion des technologies de l'information et de la communication. Notre appareil productif et plus généralement notre société se trouvent confrontés à une situation assez classique dans l'histoire, celle de l'abondance d'une matière première dont les outils d'exploitation manqueraient encore. La nouvelle matière première, c'est l'information, dont la disponibilité potentielle augmente de façon exponentielle et dont le prix chute.

Mais l'information ne peut être assimilée à la connaissance. Dans cet état brut, l'information abondante n'est pas plus utile à nos économies qu'un gisement de pétrole pour l'économie du début du XIXe siècle. Il a fallu longtemps pour transformer le pétrole en énergie décisive pour nos systèmes industriels ; il faudra du temps pour que l'abondance d'informations devienne l'ingrédient principal de la richesse des nations. La lente évolution vers l'exploitation systématique et rationnelle du pétrole comme source d'énergie a d'abord été scientifique et technologique puis industrielle ; la lente évolution vers l'exploitation systématique et rationnelle des « mines » d'information sera fondée sur l'investissement immatériel dans l'éducation, la formation, la recherche. En effet, le principal facteur limitant les bénéfices que nous devrions tirer de l'abondance d'informations réside dans l'insuffisance actuelle des compétences et des capacités d'apprentissage.

La révolution des technologies d'information et de communication a provoqué l'extraordinaire élargissement des réseaux électroniques. Cela banalise de plus en plus l'accès physique à l'information en en réduisant rapidement les coûts. Certains, par exemple les scientifiques, vivent déjà profondément cette évolution. Mais qui profitera de telles facilités d'accès physique ? Seuls ceux qui auront été « équipés » des capacités d'apprentissage, des ressources cognitives nécessaires. Les autres, les « nouveaux analphabètes », seront exclus. Et c'est sans doute ici que l'analogie avec le pétrole doit s'arrêter. Grâce au génie de quelques-uns et au travail systématique de beaucoup d'autres, le pétrole a finalement profité à (presque) tous. Nul besoin d'avoir suivi un cours de chimie pour savoir utiliser un véhicule à essence.

Le propre de l'économie élaborée sur la connaissance est qu'elle doit s'appliquer au plus grand nombre, sous peine de gaspillages et d'exclusions sociales irréversibles. Elle ne peut se résumer à l'expansion d'un secteur spécialisé, spécifiquement dédié à la production et au traitement de l'information. Elle implique qu'un nombre toujours plus important de secteurs et d'acteurs acquièrent et développent leurs capacités d'apprentissage. Les premières études sur la préparation des personnes à la société d'information montrent que si 50 % des diplômés universitaires utilisent un ordinateur, c'est le cas de moins de 10 % de ceux qui ont arrêté leurs études avant le bac.

Avec 9,2 % du produit national brut consacré en 1992 à l'investissement intangible, la France a progressé depuis le début des années 80, mais reste derrière le groupe de tête des pays occidentaux. Elle est à la traîne en ce qui concerne les dépenses en logiciels, la recherche-développement privée et les investissements en éducation !

L'écart est encore plus saisissant avec le Japon, qui a annoncé en 1996 un plan de 810 milliards de francs pour la science et pour la technologie. L'effort est d'autant plus spectaculaire que les dépenses de recherche ne sont qu'une composante de l'investissement immatériel de l'économie de la connaissance, au demeurant lié à l'investissement matériel, comme le montre l'exemple américain. Aussi peut-on craindre que la panne d'investissement que la France a connue soit le symptôme d'un mal plus profond: celui de notre difficulté collective à construire les nouveaux outils et les nouvelles capacités qui nous permettront de tirer profit de l'abondance informationnelle.

__Dominique Foray__ est chercheur à l'IMRI, université Paris-Dauphine, et __Christian de Perthuis__ est directeur adjoint du BIPE. Nous republions ici des extraits d'un texte paru dans « Le Monde Economie » du 13 mai 1977.

هكذا من الاصل

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

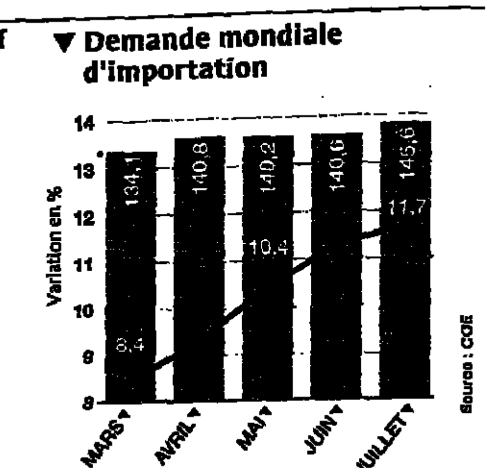
	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	septembre	septembre	août	juillet-août	août	août	juin
Dernier mois connu	+0,5	+1,5	−2,1	+3,8	−0,6	−0,2	+0,8
Sur 12 mois	+5,8	+3,5	+1,4	+4,6	+2,2	+1,5	+5,1
Taux de chômage (en %)	octobre	septembre	septembre	septembre	juillet	septembre	septembre
Dernier mois connu	+4,7	+3,4	+11,7	+12,5	+11,7	+5,2	+9
Un an avant	+5,2	+3,3	+10,5	+12,5	+11,7	+7,4	+10
Indice des prix (en %)	septembre	septembre	septembre	septembre	octobre	septembre	septembre
Dernier mois connu	+0,3	+0,7	−0,3	+0,2	−0,3	+0,5	−0,1
Sur 12 mois	+2,1	+2,4	+1,9	+1,3	+1,6	+2,7	+1,6
Solde commercial (en milliards)	août	septembre	août	août	juillet	août	août
Dernier mois connu (monnaies nationales)	−16,1	+ 749,5	+ 8,6	+11	+ 5 506,8	−0,5	+1,4
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	−179	+8 757,6	+115,2	+144,1	+60 768	− 9,9	+28,6
Cumul sur 12 mois (en dollars)	−179	+ 74,4	+69,6	+25,5	+ 38	−16,2	+21
Croissance du PIB (en %)	97.T3	97.T2	97.T2	97.T2	97.T2	97.T3	97.T2
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+3,5	−11,2	+4,1	+4	+6,7	+4	+4,9
Sur 12 mois	+4	−0,3	+2	+2,3	+1,9	+3,9	+3,7
Solde des paiements courants (en % du PIB) 1997 (estimations OCDE)	−2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	−0,2
Déficit public (en % du PIB) 1998 (prévisions OCDE)	−1,2	−2,3	−2,7	−3	−3,8	−1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	−1,1	−3,1	−3,2	−3,2	−3,2	−2,8	−0,2
Dette publique en % du PIB 1997 (estimations OCDE)	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

FORTE PROGRESSION DU COMMERCE MONDIAL EN JUILLET

Poursuivant sur la tendance qui s'est amorcée depuis le printemps 1997, le commerce mondial a enregistré une forte hausse en juillet. Selon nos estimations, le glissement actuel de la demande mondiale d'importation en volume ressort ainsi 11,7 %. Cet essor des échanges internationaux continue à s'appuyer sur la vigueur des importations américaines (+ 15 % sur un an). Les achats européens ont également gagné en dynamisme depuis le printemps : les importations en volume de l'Union européenne ont augmenté de 7,5 % en glissement annuel en juillet. En revanche, les importations japonaises restent peu vigoureuses.

Les pays en développement participent aussi à cette expansion du commerce mondial. Les achats des pays de l'Est sont extrêmement dynamiques. Grâce à l'appréciation du dollar jusqu'au bout de l'été, les pays de l'OPEP ont profité de la hausse de leur pouvoir d'achat pour accroître leur demande de produits importés. Enfin, avant que la crise asiatique ne prenne l'ampleur que l'on connaît, les importations des pays d'Asie en développement étaient orientés à la hausse.

▼ **Demande mondiale d'importation**



INDICE D'ENSEMBLE* — ÉVOLUTION ANNUELLE

*Indices CVS, base 100 en 1993

En collaboration avec le COE de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 873	39,43	25 582 000	3 124 900

Le Japon et la « chute des oies sauvages »

▼ Asie. L'archipel nippon cherche sa nouvelle place dans le chaos financier qui agite la région

La crise financière asiatique est le dernier épisode d'une année noire pour le Japon. Les perspectives de reprise entrevues en 1996 se sont avérées bien fugaces. Certains instituts nippons prévoient même une décroissance pour l'année fiscale qui prendra fin en mars 1998 (0,5 % selon l'institut Daiwa). Au-delà des répercussions dans l'archipel, ces chaos financiers soulèvent des questions sur la cohérence du développement asiatique et sur la place du Japon dans sa régulation. L'observation des dernières décennies suggérait, selon l'expression consacrée, un « envol d'oies sauvages» : le Japon, puis le décollage des nouveaux pays industrialisés de la première génération (Corée, Taïwan, Singapour, Hongkong), suivis de ceux de la deuxième génération (Thaïlande, Malaisie, Indonésie...). Le Japon est désormais aux prises avec ses contradictions intérieures et les trous d'air rencontrés par ses proches voisins. Le retour à la croissance est encore repoussé *sine die*.

Les banques sont en première ligne. Leur fragilité n'est pas nouvelle. Elles ont accumulé jusqu'à 2 500 milliards de francs de créances douteuses et n'ont pas encore assaini leurs bilans. La banque Sumitomo vient par exemple d'annoncer une provision de 40 milliards de francs. Même si leurs prêts dans la région ont souvent été accordés à des filiales de groupes japonais, les sinistres – qui évoluaient déjà sur le fil du rasoir – vont s'accroître à la suite de la tempête asiatique. Le manque de fonds propres des banques est accru également par la baisse récente du Nikkei qui a réduit les plus-values latentes sur actions. Dans les eaux actuelles d'un Nikkei à 17 000 points, les banques subiraient même des moins-values latentes et pourraient avoir à vendre les obligations américaines qu'elles détiennent en masse. De surcroît, le recul du Nikkei des dernières semaines n'est pas seulement imputable au reflux des places asiatiques, mais à des causes internes sérieuses. La dégringolade sur Tokyo à été amorcée fin septembre, suite au recul historique de la croissance du PIB (– 12 % en rythme annuel au deuxième trimestre) qui a effrayé les investisseurs étrangers. Le climat boursier a été rendu plus délétère encore par l'annonce de nouveaux scandales financiers mettant cette fois en cause Mitsubishi Motors.

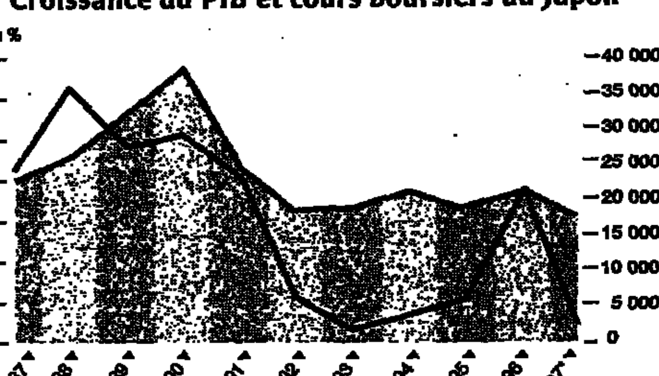
L'effet sur les entreprises sera contrasté selon qu'elles exportent vers l'Asie du Sud-Est – elles pâtiront directement d'une baisse de la demande locale – ou qu'elles y produisent. Dans ce cas, le recul de la parité des monnaies locales par rapport au yen (de 30 % à 50 %) améliorera leurs coûts de production. Mais en retour, le profit de ces firmes exprimé en yens se détériorera. L'inégalité financière est de nature à porter atteinte aux exportations, qui restent le principal moteur de la croissance nippone. Pour préserver ce moteur, les autorités seront tentées de laisser glisser le yen, option qui aurait des effets sérieux sur leurs relations commerciales avec les Etats-Unis. L'arme des taux de changes est donc à manier avec retenue quand on sait que l'excédent commercial japonais s'accroît régulièrement depuis le début de l'année 1997. Les Américains manifestent déjà un agacement perceptible dans le domaine de l'automobile.

Selon de premières estimations, le recul des exportations nippones en Asie du Sud-Est provoquerait seulement une baisse de la croissance de 0,3 % au Japon. Ce tassement ne suffit pas à ternir la conjoncture japonaise en période de croisière. Mais il plonge plus encore le Japon dans une « trappe à croissance », zone dans laquelle les agents économiques confortent leur attentisme. La psychologie joue un rôle prépondérant, car le Japon reste sous le coup de son propre krach de 1989 qui a ouvert sur une décennie d'incertitudes. Aujourd'hui encore, le niveau du Nikkei est en retrait de 50 % par rapport au record de 1989 (dans le même temps, le Dow Jones a augmenté de 200 %). L'ancrage dans la récession a ainsi pour effet de compromettre l'assainissement du budget programmé par le gouvernement Hashimoto.

Pour stopper l'hémorragie budgétaire provoquée par les plans de relance depuis le début de la décennie, le premier ministre tablait sur la confirmation de la forte croissance de 1996. Comme il n'en sera rien, relance de l'immobilier, soutien aux PME et baisses d'impôts sur les entreprises ont été annoncés en octobre. Le gouvernement se trouve donc contraint à des annonces contradictoires peu propices au rétablissement de la confiance. On se souvient que le début de l'année fiscale 1997 avait été marqué, le 1er avril, par un relèvement de la TVA.

Les économies asiatiques industrialisées semblent affectées du même syndrome. Ces modèles nationaux souffrent des échecs d'une libéralisation que l'Etat s'est efforcé de garder sous contrôle, sans y parvenir. La fragilisation des systèmes bancaires laissés libres de spéculer (Thaïlande) ou inaptes à gérer des risques industriels nouveaux (Corée du Sud) en est un des symptômes. Les Japonais ont été les premiers confrontés à ce syndrome dès la fin des années 80, conduisant à la dérive de leur système bancaire. Il est tentant d'avancer que le Japon a été le premier à expérimenter le modèle de développement asiatique et le premier aussi à en marquer les limites. Les « oies sauvages » qui suivent le Japon découvrent aussi les contradictions de leur schéma de croissance.

▼ **Croissance du PIB et cours boursiers au Japon**



* Prévision moyenne des instituts japonais pour le PIB 1997

PIB RÉEL — INDICE NIKKEI

Source : OCDE, Nomura research institute

Ces secousses asiatiques soulèvent des questions sur la faculté du Japon à introduire de la cohérence dans son environnement économique immédiat. Manifestement, les Japonais ont été dans l'incapacité d'intervenir de façon aussi déterminante que les Américains lors de la crise mexicaine de 1995. Les autorités n'ont pourtant ménagé ni leur peine ni leurs fonds, puisque le plan de sauvetage du baht thaïlandais a été conçu autour de capitaux apportés par la banque de l'Export-Import du Japon. Surtout, le Japon est associé à un projet de création d'un fonds monétaire régional. Cette perspective a été évoquée lors de la dernière réunion du FMI en septembre 1997. Elle pourrait être concrétisée sous la maîtrise d'œuvre de la Banque du Japon lors de la prochaine réunion des banques centrales de l'Asie orientale en novembre à Manille. Paradoxalement, la crise actuelle pourrait servir le développement à long terme de la zone en démontrant avec acuité le besoin de coopération régionale. Il est vrai que les taux de croissance de 5 % à 10 % en vigueur jusqu'alors n'ont pas fait de la coopération une impérieuse nécessité. En ce sens, la crise financière de l'automne 1997 pourrait avoir des vertus didactiques, si le prix de la leçon n'en est pas exorbitant.

Patrice Geoffron

professeur à l'université Paris-XIII
geoffron@compuserve.com

L'île Maurice, après le miracle

▼ Pacifique. L'économie locale a de nombreux atouts pour passer la période difficile qui s'annonce, sauf, peut-être, sur le plan social

Depuis environ un an, l'incertitude et le doute quant à la solidité de leur économie ont gagné nombre de Mauriciens. Un état d'esprit qui contraste indéniablement avec l'optimisme des années passées. Il y a quelques semaines, un expert de la Mauritius Commercial Bank (MCB) confirmait ce diagnostic en confessant, « *Le pays est essoufflé, nous manquons d'idées nouvelles* ». Certes, le miracle économique mauricien est toujours là. Le taux de croissance du PIB a été de 5,8 %, en 1996, et les trois piliers de l'économie – l'industrie sucrière, la zone franche industrielle et l'hôtellerie-restauration – se portent bien.

Mais, en 1997, la croissance est prévue à 5 % (– 0,8 %), le chômage est devenu une donnée structurelle en passant de 2,8 % à 5,5 % de la population active entre 1990 et 1996, le déficit commercial – qui était déjà conséquent l'an dernier à 9 milliards de roupies (2,5 milliards de francs) – devrait croître de 25 % cette année et l'endettement a augmenté en 1996 pour la première fois depuis 1988 en passant de 27 % à 32 % du PIB).

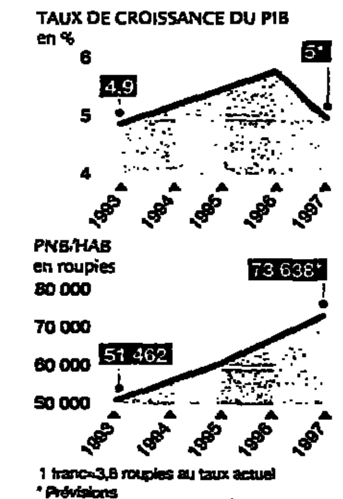
Une période difficile s'amorce. L'Etat va devoir réviser son rôle, des restructurations économiques vont avoir lieu et le tout exercera de fortes pressions sur la cohésion sociale du pays. Comme au début de la précédente décennie, lors du lancement de la zone franche industrielle, le gouvernement mauricien se retrouve devant des choix cruciaux pour l'avenir de l'île. Le débat politique a déjà commencé de s'exacerber et des tiraillements entre les autorités politiques et le secteur privé local ont déjà eu lieu, notamment lors du débat budgétaire du printemps 1996.

L'économie mauricienne a de nombreux atouts pour passer ce cap difficile, mais ne pourra sans doute pas éviter une reconversion douloureuse. Globalement, plusieurs des moteurs de la croissance sont à bout de force. Avec 500 000 visiteurs, l'an dernier, pour une population locale de 1,1 million d'habitants et un taux d'occupation du sol de 560 habitants par kilomètre carré, les autorités ne peuvent tabler, sans dommages, sur une perpétuelle hausse du nombre des touristes.

SUCRE ET TEXTILE À LA BAISSE

Le textile, qui a fait le succès de la zone franche industrielle, est handicapé dans son expansion par le durcissement prévisible de l'accord multifibre qui, jusqu'à présent, laissait entrer sans quota ni droits de douanes, les productions mauriciennes sur le marché européen. Il en sera de même pour le protocole sucre avec l'Union européenne (UE) qui sera révisé en l'an 2000 (avec à la clé une baisse probable du prix d'achat du sucre mauricien).

▼ **L'économie mauricienne**



1 franc=3,8 roupies au taux actuel
* Prévisions

Source : pool d'expansion Port-Louis

Le gouvernement de Port-Louis ne peut plus non plus fonder la croissance de son économie sur la main-d'œuvre bon marché qui a fait les beaux jours du secteur sucrier et de la zone franche. Il lui faudra trouver autre chose pour donner de l'emploi aux 10 000 nouveaux entrants chaque année sur le marché du travail, sans parler des laissés-pour-compte de la restructuration du textile (faillites et délocalisations) et des dégraissages qui marqueront inévitablement la privatisation des grandes entreprises du secteur public. La question sociale a donc commencé de revenir au premier plan de l'actualité comme cela avait été le cas durant les années 70, mais avec un mouvement syndical plus divisé et moins combatif qu'à l'époque. La surabondance de main-d'œuvre non-qualifiée va aussi impliquer une modification des circuits de formation et représenter un risque pour la stabilité sociale et politique de l'île. La manière dont le gouvernement gérera ces deux problèmes constituera à la fois un élément de sa propre longévité (des élections législatives sont prévues en l'an 2000) et un signal décisif pour les investisseurs étrangers et partenaires (commerciaux ou financiers) de Maurice.

Les mutations économiques en cours dans le textile et l'industrie sucrière auront elles aussi un coût social. Une partie des industries textiles est déjà partie à la recherche de zones à coûts de production plus bas encore et a commencé de délocaliser ses équipements obsolètes à Madagascar ou dans d'autres pays de la région. Ainsi, la Compagnie mauricienne de textile (CMT) se délocalisera en 1999. Parallèlement l'installation à Maurice d'instrustries à plus forte valeur ajoutée (horlogerie, informatique, télétravail, ou passage, dans le textile, de la fabrication de tee-shirts et chemises à celle de collections de prêt-à-porter) tarde à s'opérer.

MANQUE DE CAPITAUX PROPRES

Dans le secteur sucrier, l'heure est à la concentration et surtout à la diversification à l'étranger. Des investissements importants viennent d'avoir lieu dans des sucreries en Côte d'Ivoire, tandis qu'un autre groupe envisage de réhabiliter deux usines sucrières au Mozambique pour mieux exploiter une superficie de 100 000 hectares.

Tant qu'il s'agissait de produire du sucre ou d'installer des machines textiles relativement simples dans la zone industrielle, les capitaux mauriciens ont suffi. Mais, pour faire face à cette nouvelle phase de croissance, de très gros investissements d'infrastructures vont être nécessaires (aéroport, métro léger, alimentation en eau, port franc, dépôts de produits pétroliers...). L'investissement direct étranger semble à cet égard insuffisant : 21 millions de dollars ont été investis en 1996 contre 19 millions en 1995, soit moitié moins qu'aux Seychelles. L'État mauricien aura besoin de l'expertise et des finances étrangères, dont des emprunts auprès de la Banque mondiale, ce qui nécessitera un véritable changement des mentalités.

Enfin, mondialisation oblige, la crise de certains secteurs est précipitée par la concurrence d'industries étrangères produisant (grâce à des économies d'échelle) à meilleur prix. En outre, la baisse des droits de douanes dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) va coûter cher à l'état mauricien qui tire plus de 50 % de ses revenus de la perception des droits de douanes.

Mais Maurice a aussi une carte à jouer dans la région avec la libéralisation du commerce. Ses exportations vers les pays du Comesa (Marché commun d'Afrique orientation et australe) ont triplé entre 1992 et 1996. Toutefois, cette évolution positive cache deux limites importantes : leur valeur ne représente finalement que 4,4 % du total des exportations mauriciennes tandis que 65,5 % des ventes mauriciennes vers les pays du Comesa ont été concentrées à Madagascar.

CONCURRENCE SUD-AFRICAINE

Cet effort de diversification butte actuellement sur de délicates négociations avec le Zimbabwe et la Tanzanie sur des baisses de barrières douanières et avec le Mozambique pour le projet de concession de terres agricoles. Mais sur tous ces marchés d'Afrique australe, la concurrence sud-africaine est venue compliquer les choses. A tel point d'ailleurs que Pretoria a ravi à la France, pour la première fois l'an dernier, la place de premier fournisseur de Maurice.

Francis Soler

هكذا من الاصل



Vietnam : un « dragon » en mutation hésitante

▼ Pause

Après dix ans de modernisation, et de réformes économiques, le pouvoir politique peine à remédier aux déséquilibres de la croissance

HO CHI MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

Rien n'y a fait. Le policier a eu beau siffler, le jeune cyclomotoriste en infraction ne s'est pas arrêté. Il s'est rapidement perdu dans l'infernale sarabande de motos et de vélos qui, jour et nuit, sillonne en pelotons groupés les artères principales de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saïgon). Alors que les deux tiers de la population vietnamienne (77 millions d'habitants) vivent encore dans les campagnes, sans eau courante ni électricité, Ho Chi Minh-Ville arbore sans retenue les signes extérieurs de la modernité : néons, magasins d'électronique grand public, motos et embouteillages. Certes, il est encore possible, dans cette ville de 5 millions d'habitants – 70 % de la population ont moins de trente-cinq ans –, d'avaler une soupe dans un restaurant de rue, ou de trouver des familles qui mangent, dorment et travaillent dans la même boutique. Mais, simultanément, les ascenseurs ont commencé de changer la vie quotidienne : la séparation du travail et de l'habitat tend à devenir la norme, et les bureaux modernes empêchent de faire la sieste sur le lieu de travail. Pour peu que les infrastructures (routes, ponts, transports en commun, adduction d'eau potable...) soient progressivement modernisées, c'est un pan entier du Vietnam qui aura basculé dans la modernité.

UN PAS DE CÔTÉ

Le fossé ville-campagne, qui se creuse de manière vertigineuse au Vietnam, est le résultat de dix ans de modernisation. En décembre 1986, en effet, le parti communiste vietnamien a effectué un pas de côté et lancé un programme massif de réformes économiques, appelé *Doi Moi* (Rénovation). Il s'agissait pour lui de satisfaire les aspirations au bien-être de la population sans perdre le pouvoir. La collectivisation des terres a donc été abandonnée, l'investissement étranger a obtenu droit de cité en 1987, les banques privées ont ouvert des bureaux en 1988 et le statut d'entreprise privée a été reconnu en 1990, tandis que les privatisations démarraient timidement. Le succès de cette politique a été immédiat. Le taux de croissance de l'économie vietnamienne, qui devrait être ramené autour de 7 % cette année (*Le Monde* du 3 novembre), a oscillé entre 8 % et 9 % par an pendant dix ans. Les exportations ont crû de 25 % par an – d'importateur de riz, le Vietnam est aujourd'hui l'un des premiers pays exportateurs. L'inflation a été ramenée en dessous de 10 %, et le PIB par tête est passé de 194 à 290 dollars ces deux dernières années.

Cette vitrine relativement présentable doit toutefois être tempérée. Le déficit commercial s'est accru entre 1995 et 1996, passant de 2,3 milliards à 4,1 milliards de dollars (17 % du PIB), sans parler de la contrebande avec la Chine, qui n'est comptabilisée nulle part. Deux raisons à *cela* : la hausse de la valeur de la monnaie nationale, le dong (+ 30 % en trois ans, en dépit d'une dévaluation de fait de 5 % à la mi-octobre), a fait chuter les exportations. Et la soif de biens de consommation a fait le reste. Selon Le Dang Doanh, le responsable du Central Institute for Economic Management, *« la politique de substitution des importations qui a été menée est très coûteuse en biens importés »*. Le Coca-Cola, la bière, les cigarettes, l'eau minérale, le ciment... sont certes produits désormais sur place, mais ils nécessitent souvent des matières de base qui doivent continuer d'être importées. D'où une hémorragie de devises qui pourrait bien être amendée dans les prochaines années. Selon un expert étranger, *« le Vietnam n'a pas encore choisi entre une stratégie de substitution aux importations et un développement basé sur les exportations et l'ouverture commerciale »*.

L'ouverture économique a également achoppé sur les blocages du secteur bancaire. Preuve de la méfiance de la population envers le système, seuls 80 000 particuliers (d'autres disent 44 000) ont ouvert un compte dans un établissement financier. Sur une population de 77 millions de personnes, le pourcentage est faible. Les investisseurs et les banquiers étrangers ont appris, eux aussi, la prudence : ils sont restés sans voix quand certaines banques publiques vietnamiennes ont refusé d'honorer leurs créances en devises sous prétexte que leurs propres débiteurs ne les remboursaient pas. Quant aux banques privées, un tiers d'entre elles seraient en difficulté du fait de prêts excessifs consentis à leurs actionnaires et d'opérations spéculatives réalisées dans l'immobilier. Des audits ont bien été lancés par le gouvernement sur la qualité de la gestion des grandes banques publiques, mais leur résultat n'a pas été dévoilé. Quelques dirigeants ont été limogés, mais le système demeure opaque.

Rien d'étonnant donc si les lessiveuses regorgent de dongs et si l'épargne se réfugie dans le dollar américain et le taël d'or, ces fines plaquettes de métal jaune qui financent traditionnellement les achats importants des ménages. Près de 2 milliards de dollars en liquide seraient en circulation, plus 1 milliard de dollars de taëls d'or. Enfin, si l'on en juge par les milliers de motos dans les rues, que personne n'a – en théorie – les moyens de se payer (elles valent 2 000 dollars pièce, soit 12 000 francs, alors que le revenu annuel moyen est inférieur à 400 dollars), une économie souterraine très dynamique semble également à l'oeuvre.

Enfin, plus préoccupant compte tenu de l'importance de la contribution des investissements étrangers à la croissance, le cadre juridique des affaires demeure flou. Malgré une loi sur l'investissement étranger, une sur les assurances, malgré une loi foncière, le pouvoir intervient dans l'économie, la corruption s'aggrave et la protection juridique des brevets et de la propriété intellectuelle des investisseurs n'est pas assurée. Selon un homme d'affaires français établi au Vietnam, *« 2 % à 4 % du coût d'un projet doivent être consacrés à graisser quelques pattes dans la technostructure. Mais le problème est qu'on n'est jamais sûr d'avoir donné aux bonnes personnes ni que cela finira par être efficace »*. Aussi Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, en visite officielle entre le 13 et le 16 octobre, a-t-il vigoureusement demandé au gouvernement vietnamien de protéger la propriété intellectuelle dans son pays.

ESSOUFFLEMENT

Si on ajoute à cela la lenteur de la prise de décision, le marathon bureaucratique nécessaire à l'acheminement de tout dossier d'investissement, les vols de brevets et les escroqueries d'hommes d'affaires étrangers par des partenaires locaux, les investisseurs étrangers ont commencé à se presser moins nombreux aux portes du Vietnam. Selon Nguyen Bich Dat, directeur adjoint au département des investissements étrangers du ministère du Plan, les licences d'investissement délivrées sur les neuf premiers mois de 1997 avaient atteint 2,3 milliards de dollars, soit une hausse de 13 % par rapport à 1996. Mais, si l'on enlève les augmentations de capital nécessaires à la bonne marche d'entreprises étrangères déjà installées, les investissements directs en 1997 n'ont atteint que 70 % des montants réalisés en 1996. C'est là l'un des moteurs de l'économie du Vietnam qui donne à présent des signes d'essoufflement.

Enfin, l'Etat devra régler le problème de son déficit budgétaire (lequel a cependant été ramené à 1,5 % du PIB en 1996 contre 6 % trois ans plus tôt) en assujettissant mieux la population à l'impôt. Les marchés nocturnes de Ho Chi Minh-Ville font régulièrement la preuve de l'incapacité des services fiscaux à faire rentrer l'impôt. Quelques soirs par semaine, en effet, des dizaines d'agriculteurs, d'éleveurs et de grossistes viennent vers trois heures du matin vendre leurs légumes et volailles à la lueur des réverbères. Les mêmes repartent à six heures, juste avant le passage des percepteurs de taxes. Personne ne paie l'impôt au Vietnam, excepté les grandes entreprises publiques.

GUERRE DES CLANS

Ces dysfonctionnements font-ils du Vietnam un pays en crise comme les autres ? Plus que les autres peut-être, dans la mesure où la mutation économique et sociale en cours apparaît mal maîtrisée par le pouvoir communiste. Le 8e congrès a certes réaffirmé, en juin 1996, la réalité de la politique d'ouverture, mais il s'est refusé à la moindre prospective. Tiraillé entre différents clans – ceux qui veulent accélérer les réformes et ceux qui sont contre par exemple, sans parler des lobbys régionaux –, le parti ne décide qu'au consensus. Ce qui ralentit considérablement la prise de décision.

Du coup, les clivages existants menacent de se creuser davantage. Entre la ville et la campagne, mais aussi entre les riches et les pauvres. 50 % de la population vit avec moins de 100 dollars par an, tandis que dans les villes une nouvelle bourgeoisie se crée, qui consomme, les soirs de fête, du cognac à 60 dollars la bouteille. La contradiction pourrait également devenir aiguë entre cette frange de la population qui aspire à consommer toujours davantage et la nécessaire réorientation des investissements en direction de biens d'équipement : ponts, routes, adduction d'eau potable... plutôt que des cigarettes et du Coca-Cola.

Enfin, nombre d'interrogations pèsent sur le devenir de la jeunesse. 50 % de la population a aujourd'hui moins de vingt ans. L'idéologie a peu de prise sur cette génération qui aime la vitesse et les motos, les cigarettes blondes et le football, et qui manifeste plus volontiers sa joie lorsque l'équipe de football national enregistre une victoire à l'extérieur que lorsque les objectifs du Plan sont dépassés. Comment réagiront ces jeunes en cas de restriction de la consommation ? Bien malin qui pourrait le dire !

Yves Mamou



Le Sud-Est asiatique

La France, partenaire privilégié

Edouard de Penguilly a effectué dix-huit voyages et dépensé 4 millions de francs pour convaincre les autorités de donner leur feu vert à l'installation, à Hanoï, d'un hôpital privé. Le projet de cet investisseur, en association avec un partenaire vietnamien, est estimé à 36 millions de dollars (215 millions de francs environ). Le dossier a été successivement visé par le ministère de la santé, de l'urbanisme, des sciences et de la technologie, de la construction, les services des eaux et de l'électricité, sans oublier le comité populaire de la ville. Il ne manque que le visa du ministère du Plan, lequel semble avoir égaré le dossier. Grâce à la présence du secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Jacques Dondoux, Edouard de Penguilly a reçu l'assurance que son dossier serait instruit dans des délais raisonnables. C'est d'ailleurs à cela que sert souvent un ministre du commerce extérieur : à frayer la voie sur les marchés étrangers.

En visite officielle au Vietnam du 13 au 18 octobre, Jacques Dondoux devait préparer la visite de Jacques Chirac à l'occasion du sommet de la francophonie qui doit se tenir les 12 et 13 novembre dans ce pays. Bien reçu par ses hôtes en particulier pour ses compétences dans le domaine des nouvelles technologies – c'est un ancien patron de France Télécom – le secrétaire d'Etat au commerce extérieur en a profité pour pousser divers projets d'investissements. L'un des plus importants est sans conteste l'usine de production d'eau potable que la Lyonnaise des eaux souhaite implanter à Ho Chi Minh-Ville. D'une valeur de 103 millions de dollars (610 millions de francs environ), ce projet répondrait à un problème de plus en plus urgent de la capitale. Mais il n'est pas le seul : 86 projets sont en cours de discussion pour un total de 693 millions de dollars, qui s'ajoutent aux 105 projets déjà installés pour un total de 910 millions de dollars. Les projets les plus importants sont un hôtel de classe internationale, une sucrerie, divers projets touristiques (pour un total de 157 millions de dollars), huit dossiers agroalimentaires, un projet hospitalier, sans oublier divers investissements sylvicoles. Lors de la visite du ministre français, une licence d'investissement a ainsi été accordée en grande pompe à Total (60 %) et à la société vietnamienne Sea Products pour la construction d'une usine de gaz de pétrole liquéfié dans le delta du Mékong. Lors de la visite de Jacques Chirac, deux projets pourraient recevoir également leur feu vert : une cimenterie du groupe FCB (110 millions de dollars) et la pose par France Télécom de 500 000 lignes à Ho Chi Minh-Ville. Pour aider les entreprises françaises, un protocole financier d'environ 300 millions de francs sera signé par le président de la République.

Le gouvernement français porte depuis dix ans une attention soutenue au Vietnam. *« Nous avons aidé ce pays à se réinsérer dans les flux financiers internationaux »*, explique Jacques Dondoux et certains rééchelonnements et abandons de créance n'auraient pu avoir lieu sans le soutien diplomatique tricolore. Même si le Vietnam n'affiche guère de gratitude pour pareille sollicitude, il n'en ménage pas moins l'un de ses plus importants partenaires commerciaux. La France n'est pas peu fière d'avoir décuplé ses échanges avec le Vietnam depuis 1988. Avec près de 3,8 milliards de francs, l'Hexagone est le cinquième fournisseur du Vietnam avec des exportations qui passent par l'aéronautique et les produits d'équipement. En échange, la France importe du cuir et des chaussures (820 millions de francs), du textile et de l'habillement (472 millions de francs en 1996) et des produits agroalimentaires (240 millions de francs).

Jacques Dondoux a plaidé pour que les autorités vietnamiennes allègent les tracasseries bureaucratiques qui pénalisent les investissements. La crise qui frappe aujourd'hui l'Asie du Sud pourrait s'avérer plus efficace pour accélérer les réformes.

Y. M.

DROIT ET ÉCONOMIE

Par Stéphane Corone

Photos volées : un droit impuissant ?

La mort de Lady Diana a tragiquement souligné l'importance du marché de la photo volée. Ont successivement été accusés les pararazzis qui prennent les clichés, les magazines qui les publient et enfin les lecteurs qui les regardent. Chacun a été montré du doigt et culpabilisé. Ce qui finalement est assez surprenant. En effet, que l'être humain ait un naturel voyeur, chacun le sait. D'où la boulimie des consommateurs de photos volées de stars. Qu'il ait une propension à l'enrichissement n'étonnera non plus personne. D'où la publication – sans état d'âme – de ces photos par certains magazines *people* puisqu'elles font vendre du papier. En un mot, les lecteurs créent un marché que les paparazzis exploitent : rien là que de très normal dans notre système économique. Ce qui choque, c'est que ce marché – peu reluisant – se développe au détriment d'une frange de la population qui, toute star qu'elle soit, n'en est pas moins humaine. La mort de Lady Di l'a rappelé.

La question – économique autant que sociologique – que l'on peut se poser est la suivante : quel est l'état de notre droit dans ce domaine ? L'article 9 du code civil (introduit par la loi du 17 juillet 1970) sert de pierre angulaire à la défense des victimes des paparazzis. Il stipule : *« Chacun a droit au respect de sa vie privée. Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé. »* Les victimes pourraient aussi invoquer l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : *« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. »* Quant à la réparation pécuniaire, elle se fonde sur l'article 1382 de notre code civil : *« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »*

La jurisprudence a dégagé du droit à l'image une double nature. D'une part, un droit positif (ou droit sur l'image) qui consiste à pouvoir exploiter son image sous toutes ses formes, et notamment d'un point de vue commercial. Et d'autre part, un droit négatif (le droit à l'image), c'est-à-dire le droit de s'opposer à la divulgation de son image. Ce droit à et sur son image, qui pendant longtemps a été confondu avec le droit à l'intimité de la vie privée, a progressivement pris son autonomie. Ce qui permet par exemple, selon Me Yves Marcellin, avocat, *« de sanctionner la publication d'une photo sans l'autorisation du sujet, alors même que cette photo ne porte pas atteinte à l'intimité de la vie privée, situation qui peut se présenter notamment pour les mannequins »*. Pour le code civil (et la jurisprudence), le droit de s'opposer à la publication de son image est absolu.

Si le principe est clair, il se heurte en pratique à une infinité de situations, qui tolèrent mal sa simplicité, surtout en ce qui concerne les personnes célèbres. D'abord, le respect de la vie privée s'oppose à un autre pilier de notre droit, non moins respectable : le droit à l'information. Lorsque les victimes d'une indiscrétion invoquent le premier principe, les magazines incriminés rappellent le second... Le lieu du cliché, le type d'autorisation donné ou non et l'attitude du sujet, sont également importants. La photo a-t-elle été prise dans un lieu privé ou public ? Y a-t-il eu une interdiction de la prendre, de la publier, une autorisation implicite, une ancienne autorisation, une autorisation pour un autre support ? La personnalité a-t-elle eu auparavant une attitude « complaisante » avec la presse ? Les tribunaux ont été amenés à élaborer des solutions au cas par cas.

DE SUBTILES DISTINCTIONS

Les choses sont relativement simples lorsque la photo est réalisée dans un lieu privé. Non seulement le magazine doit obtenir l'autorisation du sujet pour la publication, mais le photographe doit également être autorisé... à photographier ! La publication non autorisée d'une photo prise dans un lieu privé est sévèrement sanctionnée par les tribunaux. Il peut y avoir saisi du journal en référé, ou même remise des négatifs à la victime si la publication n'a pas encore eu lieu.

En revanche, tout se complique lorsque la personne publique est dans un lieu public. En principe, une photo prise dans un lieu public ne peut être publiée sans l'autorisation du sujet. Mais ce principe souffre deux exceptions. D'abord, aucune autorisation n'est nécessaire lorsque la personne participe ou est l'acteur d'un événement public. Il en va de même des photos de groupe, sans mise en valeur particulière de l'intéressé (scène de rue, manifestation...).

En ce qui concerne les notions de vie privée et de vie publique, on évoquera la jurisprudence *Jours de France* contre Farah Diba (J.C.P. 1989 no 21 219, note Emmanuel Putman). Le magazine publiait en septembre 1983 deux photos de l'ancienne impératrice en maillot de bain, l'une prise dans un jardin, l'autre sur un rocher, une canne à pêche à la main. La cour d'appel a condamné *Jours de France*, la société Gamma et l'agence Angeli à payer à Farah Diba 150 000 francs pour atteinte à la vie privée. *Jours de France* s'est pourvu en cassation en expliquant que les clichés incriminés ressortaient de la vie publique, compte tenu des fonctions exercées par Farah Diba. La Cour de cassation rejeta le pourvoi au motif que *« (...) un monarque avait, comme toute autre personne, droit au respect de sa vie privée et pouvait s'opposer à toute diffusion de son image dès lors qu'elle ne le représentait pas dans l'exercice de la vie publique (...). »*

UN MARCHÉ NON RÉGULÉ

Si certains magazines *people* continuent à publier des photos volées, tout en sachant qu'ils seront condamnés en justice, c'est que le bénéfice tiré des ventes est supérieur au montant de la condamnation, ou du moins l'espèrent-ils. Le juge civil est là pour estimer et réparer le préjudice subi par la victime et non pour faire respecter l'ordre public. Or condamner un journal à payer à une célébrité 200 000 francs ou 300 000 francs adoucit sans doute la blessure morale, mais ne porte pas un coup fatal à l'équilibre économique d'un hebdomadaire *people*. Alors attaquer au pénal ? *« Difficile à mettre en œuvre*, rétorque Me Gilles Dreyfus, avocat, *car les articles 226-1 et 226-2 du nouveau code pénal exigent que la photo soit prise dans un lieu privé, ce qui est rarement le cas. »* Pourtant, la seule façon de faire respecter ce droit essentiel de l'individu à avoir une vie privée consiste à sanctionner financièrement les abus, de telle manière qu'ils ne puissent se répéter. A défaut, l'économie dicte sa loi à la loi, au lieu de lui être subordonnée. C'est à l'opposé de ce que l'on appelle un Etat de droit.

LE JURIS-CLASSEUR « JOUISSANCE DES DROITS CIVILS : PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE », fascicules no 10 et no 20, par J. Ravanas, 1996; et **« DROIT À RÉPARATION : ATTEINTE AUX DROITS DE LA PERSONNALITÉ »**, fascicule no 133-1, par P. Berchon, 1990.
L'IMAGE DES PERSONNES PHYSIQUES ET DES BIENS, de Marie Serna, Economica, 1997, 174 p., 125 F.
PHOTOGRAPHIE ET LOI, d'Yves Marcellin, éditions Cedat, 1997, 291 p., 290 F.

FINANCE Le deuxième établissement bancaire de Belgique, la Banque Bruxelles Lambert (BBL), serait sur le point d'être racheté par le groupe financier néerlandais ING, qui en détient déjà quelque 20 %. L'opération prendrait la forme d'une offre publique d'échange (OPE), combinée au rachat d'un bloc de 5,28 % d'actions BBL détenues par l'assureur suisse Winterthur. ● LE SORT DE BBL dépendra de l'attitude de ses autres actionnaires, notamment AXA-UAP et le financier belge Albert Frère. Outre ING, le capital de la banque est réparti entre le groupe Bruxelles Lambert (12,44 %), l'assureur Royale belge (12,37 %), propriété conjointe d'Albert Frère et d'AXA-UAP, et le Crédit communal de Belgique-Dexia (12,33 %). ● LES RAPPROCHEMENTS se multiplient dans le secteur bancaire belge, le plus dense après la Suisse et le Luxembourg.

Le néerlandais ING est prêt à s'offrir la Banque Bruxelles Lambert

Le premier groupe financier des Pays-Bas lancerait cette semaine une offre publique d'échange pour prendre le contrôle de la deuxième banque belge, fleuron de l'empire de l'homme d'affaires Albert Frère. ING détient déjà 20,13 % du capital de BBL

BRUXELLES
de notre correspondant

L'avenir de la Banque Bruxelles Lambert (BBL), deuxième banque belge et fleuron du groupe du même nom, dirigé par l'homme d'affaires Albert Frère, risque d'être scellé dans les tout prochains jours. La banque est depuis des mois l'objet d'incessantes spéculations, alors que le paysage bancaire belge est en pleine restructuration. Les manœuvres se multiplient depuis la fusion en 1996 du Crédit communal de Belgique (CCB) et du Crédit local de France (CLF) pour former le groupe Dexia. A l'approche de l'introduction de l'euro, les établissements belges cherchent désespérément à acquérir la « *masse critique* ».

Cette fois-ci, la saga BBL semble prendre un tour décisif. L'affaire oppose trois « *alliés* » – Albert Frère, le groupe d'assurances AXA-UAP et le CCB, actionnaires de BBL – et le géant néerlandais de la finance, International Nederlanden Groep (ING), qui convoite l'établissement. Selon des sources proches du dossier, citées par la presse belge spécialisée et les quotidiens *Le Soir* et *La Libre Belgique*, l'opération prendrait la forme d'une offre publique d'échange (OPE), combinée au rachat d'un bloc de 5,28 % d'actions BBL sur les 8,23 % que détient actuellement l'assureur suisse Winterthur. C'est donc lui qui ferait office d'arbitre.

L'opération serait annoncée au lendemain du grand week-end du 11 novembre. Sans préciser qu'il s'agissait bien de ce projet, le directeur général de la filiale belge de Winterthur, Claude Desseille, a indiqué, vendredi 7 novembre, qu'une annonce concernant cette participation serait faite dans le courant de la semaine. Winterthur est déjà considéré comme vendeur par de nombreux analystes financiers.

BBL est actuellement contrôlée par un pacte réunissant le groupe Bruxelles Lambert (12,44 %), l'assureur Royale belge (12,37 %), propriété conjointe d'Albert Frère et d'AXA-UAP, via la holding Royale Vendôme, et le CCB-Dexia (12,33 %). ING détient pour sa part directement 13,4 % des titres, auxquels s'ajoutent 6,73 % supplémentaires contrôlés via la holding Befco Investments. Le capital de la banque est également verrouillé par une convention syndicale signée par l'ensemble des protagonistes. Celle-ci oblige tout vendeur « *à présenter ses titres en priorité à ses partenaires* ».

Réputé pour son sérieux, le quotidien financier bruxellois, *L'Echo de la Bourse*, annonçait dans ses éditions des 7 et 8 novembre que la Commission bancaire et financière (CBF) – l'équivalent belge de la Commission des opérations de Bourse (COB) – aurait posé ces derniers jours pour condition à un rachat de la participation de Winterthur par Royale belge le lancement d'une offre publilique d'achat (OPA). Celle-ci se révélerait coûteuse et aucun des protagonistes ne souhaiterait s'y lancer.

9 000 FRANCS BELGES PAR ACTION

ING serait donc bien placé pour racheter la participation de Winterthur en lançant une offre publique d'échange de ses propres titres contre ceux de BBL. L'offre valoriserait l'action BBL à plus de 9 000 francs belges (environ 1 461 francs français) contre un cours actuel de 8 820 francs belges, précisait *L'Echo de la Bourse*.

La BBL a démenti ces informations, que Royale belge et GBL ont refusé de commenter. La CBF s'est retranchée derrière sa « *règle de confidentialité* ». Citant « *des sources multiples* » proches des négociations, *Le Soir* affirmait toutefois samedi que Royale belge n'avait pas répondu à l'injonction de la CBF « *ouvrant ainsi un boulevard à ING* ».

Le groupe néerlandais reste pour l'instant muet. Ses velléités de reprise de BBL ne sont pas nouvelles. Une tentative d'OPA, en 1993, s'était soldée par un échec. Le scénario d'une prise de contrôle indirect avait encore été évoqué début 1997, à la suite de spéculations sur l'acquisition de Royale Belge par ING. Le financier néerlandais dispose de 5 à 6 milliards de florins (15 à 18 milliards de francs) en réserve pour de futures acquisitions. Même s'il juge officiellement « *plus urgent* » de se positionner en France et en Allemagne, un de ses représentants en Belgique rappelait le mois dernier que « *BBL reste un placement très intéressant* ». L'épilogue du feuilleton devrait dépendre de l'attitude finale d'AXA-UAP et d'Albert Frère face à ING. Le groupe de M. Bébéar a, dans le passé, évoqué son souhait de renforcer les accords de bancassurance liant Royale Belge à la BBL. Mais sa réticence à l'égard de tout « *risque bancaire* » pourrait bénéficier aux visées du groupe néerlandais.

Plus enclin à résister à ING, dont il a déjà fait échouer la tentative d'OPA de 1993, M. Frère est toutefois affaibli par le rejet de son scénario d'une « *grande banque belge* » écarté par la Générale de Banque, propriété de la Société Générale de Belgique. La perspective d'une belle plus-value sur ses titres BBL, dont la valeur a triplé en quelques années, pourrait finir de faire céder la digue qu'il s'évertue à bâtir contre les financiers bataves, notent les mêmes analystes.

Quant au Crédit communal, un retrait de BBL lui enlèverait une sérieuse épine du pied : la présence de son président, François Narmon, au sein du comité stratégique de BBL, concurrent direct de Dexia, est dans le collimateur de la Commission européenne. – *(Intérim.)*

Un réseau bancaire surdimensionné

Le réseau bancaire belge est le plus dense d'Europe après la Suisse et le Luxembourg. En 1996, la Belgique recensait 105 banques dont 60 étrangères et 7 600 succursales. Dans ce contexte, les rapprochements se multiplient. Le Crédit communal de Belgique (CCB) a été le premier à bouger en fusionnant en octobre 1996 avec le Crédit local de France pour former Dexia. En décembre 1996, la Banque coopérative Cera, sixième du pays, avec six milliards de francs français de fonds propres, a acquis 80 % d'Indosuez Belgique. Depuis mai, la Bacob, huitième banque belge, a pris le contrôle de 70 % de Paribas Belgique, et bénéficie d'une option sur le rachat, d'ici à 2000, des 30 % restants. Cobepa, autre filiale de Paribas, s'est partagé avec Almanig, maison-mère de la Kredibank, les 12,6 milliards de francs français de la holding financière Gevaert. La Kredibank, qui souhaite renforcer sa dimension internationale avant 1999, a reconnu mener des « *discussions* » avec plusieurs partenaires potentiels, dont la Rabobank néerlandaise.

La chimie européenne entame un dialogue social novateur

EN FRANCE, le dialogue social au sein de la branche « chimie » n'est guère plus approfondi que dans la plupart des autres industries. Cela n'a pourtant pas empêché les organisations patronales et syndicales françaises, italiennes et espagnoles de ce secteur d'établir un dialogue social tout à fait novateur. C'est ainsi que, les 5 et 6 novembre, soixante personnes venues de ces trois pays ont assisté à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) à un premier séminaire consacré aux politiques de formation les plus innovantes.

Tout a commencé, en 1992, par des rencontres informelles entre des représentants italiens – le patronat et les trois fédérations syndicales de la chimie –, espagnols – le patronat et les deux syndicats – et français – l'Union des industries chimiques et la CFDT. Conviées, la CFTC et Force ouvrière n'ont pas donné suite, pas plus que les Allemands, qui jugeaient ce forum trop latin pour être efficace.

« TRILATÉRALE »

Après trois rencontres annuelles passées à créer un climat de confiance, la « *trilatérale* », comme l'appellent ceux qui y participent, décide de comparer les politiques de formation les plus intéressantes. Chacun prend à sa charge une partie du travail : les Français élaborent le questionnaire qui sera envoyé dans une vingtaine d'entreprises par pays, les Italiens négocient les subventions européennes dans le cadre du projet « Leonardo » et les Espagnols sont chargés de rédiger la synthèse finale des travaux. Les questionnaires ont tous été envoyés. Les 5 et 6 novembre, les Français ont présenté à leurs homologues six actions de formation dignes de retenir l'attention.

Rhône-Poulenc chimie puis Euro-Aspartame ont explicité leur nouvelle organisation du travail basée sur une « *logique compétences* », Elf-Atochem a détaillé une opération de reconversion de salariés âgés peu qualifiés, Chevron Chemical a expliqué comment l'encadrement a participé à la formation d'ouvriers qui refusaient toute formation de type scolaire, Arco-chimie a détaillé comment des ouvriers ont appris à exercer un second métier et Alsachimie Rhône-Poulenc a montré comment vingt-six ouvriers étaient devenus techniciens. Malgré certaines réticences à dévoiler leurs « *secrets de fabrication* », les entreprises ont toutes joué le jeu sous l'œil attentif des délégués syndicaux présents. En février, ce sera au tour des Italiens de présenter leurs réalisations à Milan, et en mars à celui des Espagnols.

« *Ce type de rencontres nous est très utile et peut influencer par la suite les négociations nationales* », estime un représentant du patronat de la chimie italienne. « *Il n'y a pas d'autre démarche sectorielle en Europe. C'est une première* », ajoute une syndicaliste espagnole. Pour François Gaschka, directeur du département social de l'Union des industries chimiques, ces expériences vont « *irriguer les entreprises* », d'autant que 98 % des 33 000 entreprises chimiques européennes ont moins de 500 salariés. Pour Jacques Kheliff, secrétaire général de la FCE-CFDT, « *cette expérience concrétise la dimension européenne du dialogue social* ». D'ores et déjà, chacun envisage de poursuivre en 1999 le dialogue sur des sujets comme l'environnement et la sécurité. Signe que cette démarche prend de l'ampleur : les Allemands souhaitent cette fois s'y associer.

Frédéric Lemaître

Bruxelles et Paris divergent sur le plan d'aide au Crédit lyonnais

LES SERVICES du commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, espèrent que la Commission de Bruxelles pourra rendre sa décision sur le troisième plan d'aide d'Etat au Crédit lyonnais, le 17 décembre, lors de sa dernière réunion de l'année. La date paraît bien optimisme si l'on en juge par la manière dont s'engagent les discussions techniques avec les autorités françaises.

Elles démarrent sur une profonde divergence. Alors que la France demande à Bruxelles son feu vert pour pouvoir couper le lien financier qui unit la banque publique au mécanisme de défaisance mis en place pour la sauver, les services de M. Van Miert sont décidés à réévaluer l'ensemble du dossier Crédit lyonnais.

Les Français estiment que l'aide d'Etat supplémentaire qu'ils soumettent à autorisation est de l'ordre d'une dizaine de milliards de francs (une quinzaine selon Bruxelles). Cela correspond au coût que représente la suppression du taux préférentiel que le Lyonnais devait consentir à l'Etablissement public de financement et de réalisation (EPFR), la structure écran qui finance le Consortium de réalisation (CDR), chargé, lui, de vendre les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais au 1er janvier 1995. Ce montant comprend aussi le manque à gagner pour l'Etat provenant du fait que l'EPFR n'a jamais souscrit d'obligation à coupon zéro comme cela était prévu.

Bruxelles considère qu'il faut ajouter à ce montant la dérive du CDR dont les pertes sont aujourd'hui estimées à plus du double de ce qui était prévu dans le texte de la décision rendue en juillet 1995. Si l'on globalise, l'aide de l'Etat au Lyonnais atteint 110 milliards de francs contre 45 milliards initialement annoncés. Bruxelles pourrait donc se sentir fondé à demander au Lyonnais une nouvelle cure d'amaigrissement.

« LOGIQUE PUNITIVE »

Pour Bercy – et pour Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais, qui a obtenu l'autorisation de participer aux discussions –, ce raisonnement paraît inacceptable. C'est Bruxelles qui a poussé en 1995 pour que la gestion du CDR soit complètement coupée de celle du Crédit lyonnais : on ne peut donc tenir rigueur au Lyonnais de l'aggravation des pertes du CDR. La gestion des deux entités étant séparée, les autorités françaises ont beau jeu de plaider aujourd'hui pour les dossiers ne soient plus confondus. Le Crédit lyonnais ayant confirmé son redressement au premier semestre de 1997, leur objectif est de protéger la banque, pour pouvoir la privatiser, en en tirant un prix maximum, qui viendra réduire d'autant la facture d'aide d'Etat.

« *Bruxelles est dans une logique punitive vis-à-vis des autorités françaises* », estime toutefois un proche du dossier. Le commissaire à la concurrence n'admet pas d'avoir été trompé par le premier plan de sauvetage, bouclé par Edmond Alphandéry, alors ministre de l'économie. D'où sa colère face aux dossiers Stardust ou SDBO (*Le Monde* du 6 novembre)et sa volonté d'être informé régulièrement sur les actifs cédés par le CDR, comme le prévoyait d'ailleurs la décision de juillet 1995. Ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui selon les services de M. Van Miert.

Au CDR, on supporte mal le droit de regard et les critiques de la Commission sur le traitement des affaires : « *il y a déjà suffisamment de contrôles sur le CDR pour qu'on n'ajoute pas celui de Bruxelles* ». Les remarques de Bruxelles, qui se cumulent avec les rapports critiques de l'Inspection générale des finances, plaident toutefois pour que la réforme de l'organisation du CDR soit bouclée rapidement. « *La première chose à faire serait de doter le CDR d'un vrai conseil d'administration* », estime un proche du dossier. Pour l'heure, aussi étonnant que cela puisse paraître, le conseil du CDR n'est composé que de cadres qui appartiennent à la structure. Il comprend les quatre membres du comité de direction du CDR – Michel Rouger, son président, François Lemasson, le directeur général, Jean-Pierre de Sarrau, le directeur financier, et Jean-Pierre Monestié, le directeur juridique –, et les présidents de directoire des cinq filiales du CDR (CDR Entreprises, CDR Participations, CDR Immobilier, CDR Créances, CDR Finance), qui se contrôlent donc eux-mêmes. Une situation absurde.

Sophie Fay

Une entreprise française branche le téléphone sur Internet

UNE JEUNE société française, Aplio, entend profiter de l'essor du réseau Internet pour y acheminer des communications téléphoniques. Créée il y a un an par deux des dirigeants de Kortex, spécialiste des modems, et un ancien responsable de la société de logiciels Artisoft, Aplio (qui emploie aujourd'hui neuf personnes) s'apprête à commercialiser un boîtier qui, placé entre la prise et le combiné téléphoniques, permettra d'appeler un correspondant avec un téléphone, *via* Internet, où qu'il se trouve dans le monde, *grosso modo* pour le prix d'une communication locale. L'avantage sera immédiat pour des communications nationales et surtout internationales, dont les tarifs sont plus onéreux que ceux des appels locaux.

L'appelé devra cependant être équipé lui aussi d'un boîtier, dont le prix devrait se situer entre 1 490 et 1 990 francs. L'un ou l'autre des interlocuteurs devra évidemment disposer d'un abonnement à un fournisseur d'accès à Internet. L'appelant devra par ailleurs acquitter, pour au moins quelques secondes, le prix d'une communication à travers le réseau téléphonique normal pour joindre son interlocuteur. Ce n'est qu'après l'avoir joint qu'il pourra se connecter à Internet : en pressant un bouton situé sur le boîtier, il activera un logiciel qui le mettra en liaison avec son fournisseur d'accès à Internet et lui permettra de rétablir la communication, celle-ci étant dès lors facturée à la durée sur la base d'un appel téléphonique local.

2 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

« *Ce sera plus facile et moins coûteux qu'avec un ordinateur personnel (PC)* », relève Eric Constantini, l'un des trois fondateurs d'Aplio. Actuellement, la téléphonie sur Internet se fait essentiellement de PC à PC. Pour cela, les interlocuteurs doivent être équipés du même logiciel de traitement et prendre rendez-vous pour se connecter au même moment à Internet. La société d'études IDC estime, au niveau mondial, à 2 millions les consommateurs de téléphonie sur Internet à travers des PC et considère que leur nombre devrait monter à 16 millions en 1999, notamment sous l'effet de l'installation en standard des logiciels adéquats.

C'est le marché des services téléphoniques longue distance (appels nationaux et internationaux) des opérateurs téléphoniques classiques qui devrait être de plus en plus affecté. « *Ces communications passeront en majorité par Internet dans cinq à dix ans* », avait affirmé en juin Tom Evslin, vice-président d'AT&T, lors du Salon PC Expo, à New York.

Les sociétés d'études et de conseil qui se sont penchées sur le sujet sont plus prudentes. Forrester Research considère par exemple que, aux Etats-Unis, la téléphonie *via* Internet devrait représenter un marché de 2 milliards de dollars en 2004, soit 4 % des communications longue distance. Action Information Services évoque le chiffre de 8 milliards de dollars en 2001 au niveau mondial, estimant qu'à cette date Internet captera environ 4,5 % du marché de la téléphonie internationale.

« *Nous pensons qu'avec notre produit nous ne mordrons pas sur le marché de la téléphonie classique, mais que nous créerons un besoin* », explique M. Constantini. Aplio, dans laquelle les sociétés de capital-risque CDC Innovation Galileo et Banexi ont injecté environ 10 millions de francs, espère vendre « *20 000 boîtiers la première année* », selon M. Constantini, qui précise que leur « *fabrication est sous-traitée en Asie* ». Leur vente se fera « *essentiellement à travers les fournisseurs d'accès à Internet et par des accords de revente avec des fabricants de modems, de terminaux téléphoniques, etc.* ».

Philippe Le Cœur

DÉPÊCHES

■ **MERCEDES-BENZ : le PDG du groupe allemand Daimler-Benz, Jürgen Schrempp**, aurait menacé de stopper immédiatement la fabrication de la Classe A, la dernière-née de sa filiale d'automobiles Mercedes-Benz, si les mesures prévues pour pallier ses défauts ne garantissaient pas totalement la sécurité, selon le quotidien *Stuttgarter Zeitung* du 8 novembre. « *Nous ne nous exprimons pas sur de telles spéculations* », a répondu à l'AFP un porte-parole de l'entreprise. La direction de Mercedes doit décider d'ici au mois de décembre du sort de son nouveau modèle, dont il a dû reconnaître le 29 octobre certaines défaillances.

■ **HAMBROS : la banque britannique** aurait reçu, selon le *Daily Telegraph* du 10 novembre, une offre d'achat de l'allemand Westdeutsche Landesbank. Cette dernière s'est déjà montrée intéressée par le français Natexis.

■ **UNILEVER : le groupe anglo-néerlandais** a annoncé le 7 novembre une provision de 4,7 milliards de francs sur ses comptes 1997, afin de couvrir des moins-values sur des cessions d'actifs, ainsi qu'une provision pour dépréciation d'actifs de 1,6 milliard.

■ **PROTON : le prince saoudien Al Walid Bin Talal** a annoncé, lundi 10 novembre, avoir acquis 3 % du capital du groupe automobile malaisien. Il avait investi, en octobre, dans le sud-coréen Daewoo.

■ **EDF-GDF : la direction et les syndicats CFDT, CFTC, et CGC** ont établi le 7 novembre un « *programme de négociation* » sur l'emploi, le temps de travail et les salaires. La direction a annoncé une augmentation de 1,2 % des salaires, rétroactive au 1er août 1997.

■ **APPLE : le groupe américain devait annoncer**, lundi 10 novembre, qu'il était prêt à s'orienter vers la vente directe et la fabrication à la demande. Le constructeur devait également présenter un MacNC, ordinateur allant chercher les logiciels sur des serveurs via les réseaux.

■ **MICROSOFT : Bill Gates, le PDG du groupe américain**, explique dans une tribune publiée par le *Wall Street Journal* le 10 novembre que le département de la justice savait depuis trois ans que Microsoft intégrerait des capacités d'accès à Internet dans son logiciel Windows, ce que lui reprochent certains concurrents. « *L'intérêt des consommateurs semble moins important que les plaintes de concurrents qui veulent que le gouvernement les aide à être compétitifs* », a-t-il déclaré.

■ **LAFARGE : le groupe français a annoncé la prolongation**, au 21 novembre, de son offre sur le fabricant britannique de matériaux Redland.

هكذا من الاصل

La BBC lance sa chaîne « tout-info » et un site Internet

La télévision publique britannique estime pouvoir tenir la dragée haute à CNN et à Sky News. Mais News 24 ne dispose pas de fréquence spécifique et ne sera disponible qu'en 1998 dans les bouquets numériques

LONDRES
de notre correspondant

Dimanche 9 novembre, à 17 h 30 (heure anglaise), la BBC a lancé ses deux nouveaux bébés : une chaîne nationale « tout-info », News 24, et un site Internet en accès direct, BBC News Online. Si les fanas de la Toile, à l'affût de toutes les nouveautés, doivent trouver vite ce site, il n'en sera pas de même – du moins pour le moment – des téléspectateurs. Prévenus par quelques articles de presse, ils ne pourront profiter de News 24 qu'après minuit sur BBC 1, et par intermittence sur BBC World Television (la chaîne internationale) ainsi que sur quelques réseaux câblés.

Malgré tout, le but des initiateurs de News 24 est, selon Tony Hall, le responsable des informations à la BBC, d'aller au-devant de ceux qui ne veulent plus se contenter de regarder les nouvelles à heure fixe, mais au moment où ils le souhaitent. D'où ce concept, longtemps discuté – et critiqué –, dont l'objectif à long terme est de concurrencer CNN, mais qui aura auparavant à faire avec le rival local, Sky News, du groupe de Rupert Murdoch. Grâce à des économies féroces sur d'autres programmes (de 30 % parfois), 15 millions de livres (soit environ 14,5 millions de francs) ont été dégagées pour lancer News 24, dont le budget de fonctionnement annuel devrait avoisiner les 30 millions.

Il faudra attendre l'an prochain pour que cette chaîne info soit disponible sur le futur réseau digital. En attendant, News 24 devra se contenter de squatter les réseaux existants.

DOUTES ET AMBITIONS

L'heure est à la frugalité : le studio dans lequel enregistrait Charles Wheeler est celui utilisé en semaine pour couvrir le Parlement, et qui est donc vide le dimanche. Charles Wheeler fait partie de ceux qui ont eu des doutes sur ce projet, tout en estimant que la BBC ne pouvait se limiter à faire du sur-place face à la concurrence. Il craignait que *Auntie* (« La Tante », comme on surnomme gentiment la BBC) voie trop loin et n'ait pas les moyens humains de ses ambitions ; il s'inquiétait de la multiplicité des programmes et du risque qu'une inflation de la demande ne transforme les correspondants en commentateurs d'images achetées sur place, le temps manquant pour faire eux-mêmes des reportages. « *Ce danger existe encore* », nous a-t-il confié au sortir de l'enregistrement, mais il a été écouté : Tony Hall a annoncé le recrutement de nouveaux journalistes.

Secouée par des réformes profondes et brutales, mal à l'aise envers celui qui la dirige d'une main de fer, John Birt, la BBC doute parfois. Ses moyens ont été réduits. Mais elle garde des ambitions, qu'elle doit financer avec ses propres moyens, c'est-à-dire avec le revenu de la redevance télévision.

RÉPUTATION

News 24 fait partie, nous a-t-on dit, du service public qu'elle doit à ceux qui paient chaque année leurs 86,50 livres de redevance. Charles Wheeler compte, pour que la BBC télévision réussisse à s'implanter dans le reste du monde, sur le respect que la radio a su obtenir en soixante-quinze ans d'existence : « *Les gens, à l'étranger, ont plus confiance en nous qu'en CNN. Nous avons une extraordinaire réputation fondée sur notre crédibilité, alors que CNN est trop ouvertement commerciale.* »

Les nouveaux programmes seront rythmés par un bulletin d'informations d'une dizaine de minutes toutes les heures, et de l'annonce brève des titres chaque quart d'heure. Entre-temps, des reportages et des interviews seront diffusés. Mais, nous a-t-on expliqué, les présentateurs disposeront d'une marge de manœuvre : ils pourront intervenir directement, choisir de prolonger un entretien, d'allonger ou de raccourcir un reportage. Bref, ils seront de véritables journalistes.

Reste à savoir si une chaîne sans longueur d'onde propre et difficile d'accès trouvera assez rapidement le public qui lui permettra de se faire un nom avant de devenir disponible au sein des bouquets de chaînes numériques.

Patrice de Beer

Telepiù reste une bonne affaire pour Canal Plus

L'ANNONCE de la survalorisation du nombre d'abonnés de Telepiù, lors de la fusion entre Canal Plus et NetHold, serait « *un non-événement boursier* » pour les analystes financiers. Selon ces derniers, les 120 000 abonnés fantômes – soit 15 % du portefeuille de la chaîne cryptée italienne – ne remettent pas en cause la valeur intrinsèque de Telepiù et, surtout, laissent intactes les perspectives de développement de la chaîne cryptée.

Mieux, la mise au net du portefeuille d'abonnés valorise encore plus l'expertise et le savoir-faire de Canal Plus sur le marché de la télévision payante. Telepiù, reprise en main en mars par Michel Thoulouze, directeur général de Canal Plus chargé de l'international, n'a cessé de gagner des abonnés. Calculée à partir d'une base de départ plus basse que prévu (663 000, au lieu de 780 000 annoncés au 31 août 1996), la performance est réelle puisque, aujourd'hui, la chaîne cryptée italienne revendique près de 900 000 souscripteurs.

Toutefois, le « *processus de cleaning* » (nettoyage des fichiers d'abonnés) n'est pas terminé, signale Telepiù, et devrait être achevé fin novembre. Côté numérique, parti avec 5 000 abonnés, Canal Plus revendique un portefeuille de 142 000 souscripteurs, en Italie, fin septembre.

A l'occasion de la fusion Canal Plus-NetHold, la chaîne cryptée française avait prudemment fait inscrire dans le contrat des « *garanties* » concernant le nombre d'abonnés. Pour être indemnisé par Richemont et MIH, détenteurs au 31 août 1996 de 45 % du capital de Telepiù, Canal Plus a choisi une solution « *à l'amiable* ».

RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

Sur la base de 1 600 dollars, l'abonné – à 5,70 francs le dollar –, la chaîne cryptée pourrait recevoir 450 millions de francs en remboursement. Une somme à moduler selon le nombre d'abonnés manquants. Cette indemnité pourra être versée « *en cash ou en actions* ». Richemont, MIH et Canal Plus sont convenus de parvenir à un accord dans un délai de trente jours.

Remboursé par NetHold, Canal Plus devrait l'être aussi par Leo Kirch, qui était alors aussi actionnaire à 45 % de Telepiù. Toutefois, la base d'abonnés manquants est plus réduite : moins de 100 000. Lors de l'échange des participations respectives de Canal Plus dans Premiere, chaîne cryptée allemande, et de Kirch dans Telepiù, le prix par abonné à la chaîne cryptée italienne avait été évalué à 1 250 dollars. Enfin, Canal Plus pourrait aussi recadrer les accords de fourniture de films et de sports conclus sur une base d'abonnés surévaluée.

Au final, Canal Plus devrait percevoir une rémunération exceptionnelle en 1997 tout en conservant le contrôle d'une chaîne premium, Telepiù, aux vastes perspectives de développement. Avec l'entrée de partenaire italiens dans le capital de la plate-forme numérique D +, la chaîne cryptée française opère un partage des énormes investissements demandés par le numérique. Et principal fournisseur des chaînes thématiques de la plate-forme *via* les programmes de sa filiale Multithématiques, Canal Plus dispose d'un important relais de croissance future.

Guy Dutheil

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION NUMÉRIQUE : les groupes audiovisuels Kirch et CLT/UFA** (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et filiale audiovisuelle du groupe Bertelsmann) ont finalisé la création d'une télévision à péage commune en signant, vendredi 7 novembre, un contrat regroupant leurs activités numériques au sein de la chaîne allemande payante Premiere. Ce contrat entérine l'accord passé en juin entre Kirch et Bertelsmann, pour se partager le capital de Premiere. La Commission européenne et les autorités allemandes doivent encore donner leur accord à la nouvelle société commune. L'Office allemand des cartels, qui surveille la concurrence en Allemagne, avait émis de sérieuses réserves en juillet sur cet accord entre Kirch et Bertelsmann. – *(AFP).*

■ **CÂBLE : 1,57 million de foyers étaient abonnés au service base du câble** – au moins quinze chaînes – à fin octobre, contre 1,42 million un an plus tôt. Selon les chiffres de l'Association des villes câblées (Avica), publiés jeudi 6 novembre, la hausse annuelle est de 10,64 %. Fin octobre, 2,27 millions de foyers étaient raccordés contre 2,04 millions (+ 11,23 %) un an auparavant.

■ **RADIO : Radio France International (RFI) a profité du** Sommet de la francophonie, qui a lieu au Vietnam du 14 au 16 novembre, pour obtenir l'autorisation d'émettre en FM sur Hanoï et sa région, à partir du 10 novembre. Seule radio internationale à être présente au Vietnam, RFI diffusera désormais l'intégralité de ses émissions en français vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

■ **PRESSE : Olivier Barrot a été remplacé par Jacques Dupont chez Gault-Millau.** Jacques Dupont devient directeur des rédactions de l'ensemble des publications (les guides, le magazine et *La Cote des vins*).

هكذا من الاصل

DISPARITION

Georges Mamy

De la Résistance au journalisme politique

GEORGES MAMY, journaliste, est mort à Paris samedi 8 novembre des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Comme bien d'autres de ses confrères de l'après-guerre, il était directement passé de la Résistance au journalisme politique, suivant une démarche naturelle et discrète. Il s'agissait de poursuivre un autre combat, dans une époque pleine de promesses, dans un pays à reconstruire à partir d'autres valeurs. Ces valeurs, Georges Mamy les portait en lui, sans ostentation mais avec une fidélité qui ne s'effacera pas, même lorsqu'il lui faudra constater *« les désillusions de la Libération »* : sa carrière illustre la fermeté de ses convictions qui allait de pair avec celle du caractère.

Ainsi promenait-il dans l'agitation, souvent exaspérée et parfois exaspérante, du journalisme politique, une discrétion distante, hautaine s'il le fallait. Ce qu'il avait à dire, il l'exprimait par ses choix, par ses écrits, ou par des remarques d'une ironie aiguë.

Il ne faisait guère état de lui-même, ni de ses origines dans une famille modeste de Corrèze ni de son action dans la Résistance. Né le 14 novembre 1921, à Allassac, dans ce département, il fit ses études à Brive, jusqu'à ce qu'on appelait à l'époque le primaire supérieur. De formation chrétienne, de culture républicaine, il prend ses premières responsabilités dans un mouvement de jeunesse, puis dans l'action clandestine contre l'occupation allemande.

Le Front Populaire a marqué durablement sa jeunesse, comme le prouve l'article qu'il a donné au *Monde* en 1986 pour le cinquantième anniversaire de l'événement. Le fugace employé de banque devient rédacteur de *L'Aube* en 1944 ; il est très proche, alors, de Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance, qui deviendra l'un des dirigeants du MRP (Mouvement démocrate chrétien) et l'un des principaux hommes de gouvernement de la Quatrième République.

En 1952, Georges Mamy, qui a collaboré aussi à *Terre Humaine*, est recruté par le service de politique intérieure du *Monde*, où il assiste Jacques Fauvet. Il est l'un de ceux qui, dans la rédaction, se démarque du directeur-fondateur, Hubert Beuve-Méry, lorsque celui-ci décide d'approuver la nouvelle Constitution proposée par le général de Gaulle en 1958.

Georges Mamy reste attaché à une forme de régime parlementaire, même s'il en combat les faiblesses, que le retour au pouvoir du gaullisme remet en cause. Il est du côté de Pierre Mendès France et collabore, du reste, aux *Cahiers de la République*, publication mendésiste.

En 1962, il va prendre la direction du service de politique intérieure de *France-Soir* et il y restera jusqu'à sa rupture de 1965 par désaccord avec la nouvelle formule et ligne politique de ce journal. Editorialiste de *Ouest-France* sous le pseudonyme d'Yves Bressandes, il devient celui de *L'Est Républicain* en 1966, puis chef de la rédaction parisienne de ce journal.

De 1974 à 1985, il collabore au *Nouvel Observateur*, comme chef du service politique et rédacteur en chef adjoint : là encore, un désaccord sur la ligne politique de cet hebdomadaire le conduit à se démettre de ses fonctions en 1985, avec trois autres de ses confrères. Il se consacre ensuite à des travaux personnels, notamment la rédaction inachevée d'une biographie de Guy Mollet qui fut le patron de la SFIO, à sa collection d'outils anciens et à son péché préféré : la lecture.

Ce vice d'un vertueux lui faisait découvrir, à partir d'un coin de la salle des pas-perdus du Palais Bourbon, au milieu des allées et venues, Robert Musil et *L'Homme sans qualités*.

André Laurens

NOMINATIONS

Episcopat

L'assemblée plénière des évêques, réunie du 4 au 10 novembre à Lourdes (Hautes-Pyrénées), a renouvelé les présidents de trois commissions de la conférence des évêques : à la tête de la commission sociale, **Mgr Olivier de Berranger**, évêque de Saint-Denis, succède à Mgr Albert Rouet, évêque de Poitiers, arrivé en fin de mandat ; **Mgr Albert de Monléon**, évêque de Pamiers, est élu président de la commission de pastorale liturgique et sacramentelle, où il succède à Mgr Michel Moutel, archevêque de Tours, arrivé en fin de mandat ; **Mgr Emile Marcus**, évêque de Toulouse, devient président de la commission des ministères ordonnés ; il succède à Mgr Georges Gilson, archevêque de Sens-Auxerre, également arrivé en fin de mandat.

[Né le 10 novembre 1938 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), Olivier de Berranger a été ordonné prêtre en 1964 pour le diocèse de Versailles, après des études au séminaire du Prado et à l'université grégorienne de Rome. De 1976 à 1993, il a été prêtre en Corée du Sud pour le diocèse de Séoul, avant d'être nommé, en 1994, secrétaire du comité épiscopal français de la Coopération missionnaire et directeur national des Œuvres pontificales missionnaires. Nommé évêque de Saint-Denis en octobre 1996, c'est lui qui, le 30 septembre, avait lu à Drancy, la « déclaration de repentance » de l'épiscopat français.]

[Né le 20 janvier 1937 à Paris, Albert de Monléon a fait ses études au lycée Louis-le-Grand et à l'Institut catholique de Paris, ainsi qu'aux facultés de théologie et philosophie dominicaines du Saulchoir. Il est entré en 1957 dans l'ordre des dominicains. Ordonné prêtre en 1964, il a exercé des responsabilités dans la communauté charismatique de l'Emmanuel. Il est évêque de Pamiers (Ariège) depuis 1988.]

[Né le 29 juin 1930 à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis), Emile Marcus a fait ses études au séminaire Saint-Sulpice d'Issy-les-Moulineaux et à l'université Saint-Thomas-d'Aquin à Rome. Membre de la compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, docteur en théologie, il a été ordonné en 1955 pour le diocèse de Paris, a enseigné dans plusieurs séminaires (Rodez, Mission de France, Institut catholique), avant d'être nommé évêque auxiliaire de Mgr François Marty, archevêque de Paris, en 1977. Evêque de Nantes de 1982 à 1996, vice-président de la conférence des évêques de France de 1990 à 1996, Mgr Marcus est, depuis 1996, archevêque de Toulouse.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaire de naissance

Joyeux anniversaire à

Sophie,

ma fille bien-aimée !

Un gros baiser pour toi et ta chère mère.

Papa Francis.

Décès

Norbert CARBONNAUX
18 mars 1918-6 novembre 1997.

Les roses de Bagatelle
sont tristes ce matin...
Le vieux bougonneur voltairien
ne viendra plus les visiter...
Elles ne connaîtront pas
la fin du siècle des Lumières
qu'il venait leur conter.
Las de vivre dans les convulsions
de l'inquiétude ou dans la léthargie
de l'ennui
Norbert nous a quittés,
préférant de beaucoup
la compagnie
de ses vieux camarades de jeu.
Ne soyez pas tristes,
il ne l'aurait pas supporté
et malgré son foutu caractère.
Souvenons-nous
qu'il nous aura bien fait rire...
Messieurs Blondin, Jeanson,
Carmet, Audiard, Brasseur
et quelques autres
Préparent déjà la fête sous
le regard amusé de Voltaire.
Et si vous avez une petite pensée pour lui,
tendez bien l'oreille,
Je crois que vous pourrez entendre
tinter les verres
dans un Grand Eclat de Rire...

Jean-Michel Carbonnaux/chez madame Drancourt (sa première femme)
22, avenue du Général-Leclerc,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Mme Gérard Carlander,
son épouse,
Jérôme et Corinne Bévin,
Clotilde et Jean-Louis Guéret,
Le docteur Jean-Baptiste Carlander,
Marina et Christophe Ducharme,
ses enfants et beaux-enfants,
Vanina et Agathe,
Capucine et Arthur,
Mathieu, Charlotte et Nicolas,
ses petits-enfants,
M. et Mme Robert Carlander,
Mme Ingrid Carlander,
ses frères et sœurs,
ses neveux et nièces,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gérard CARLANDER,
ancien administrateur en chef des A.O.M.,
président de chambre honoraire
au tribunal de commerce de Paris,

survenu le 8 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine le mercredi 12 novembre à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Lucie L'Heureux
Et les familles Mamy et Dessault,
ont la douleur d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Georges MAMY,
journaliste,
officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
Rosette de la Résistance.

Parents et amis sont invités à se réunir le vendredi 14 novembre 1997, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

5, villa des Pyrénées,
75020 Paris.
4, rue Auguste-Perret,
75013 Paris.

(Lire ci-dessus.)

– Les familles de ses enfants,
André du Castel,
François du Castel,
Florence Bernard,
Charles-Antoine du Castel,
Valentine Therre,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Etienne du CASTEL
née Françoise PAUL-DUBOIS,

survenu le 7 novembre 1997, dans sa centième année, à Joigny (Yonne).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 novembre, à 14 h 30, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise.

François du Castel
103, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.
Florence Bernard
28, bd des Invalides,
75007 Paris.

– *Mme* Jean Ganem,
son épouse,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean GANEM,

survenu le jeudi 6 novembre 1997.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Saturnin à Antony le 10 novembre.

Si vous désirez manifester votre affection ou votre sympathie par un geste, les fleurs pourraient être remplacées par un don que vous pouvez envoyer à :
Secours catholique, 34, rue Stephan-Stessen, 92600 Asnières.
Association des amis de l'ORBE : Hôpital Charles-Foix, 94200 Ivry-sur-Seine.

Anniversaires de décès

Annie GRAZIETTI-JEANBRAU

Oran 25 décembre 1942
Montpellier 11 novembre 1985.

« Je ne suis pas née pour partager la haine,
je suis née pour partager l'amour ».

(Antigone) Sophocle.

– Il y a dix ans, le 11 novembre 1987,

Pierre-Aimé TOUCHARD

nous quittait.

Ses anciens élèves ne l'ont pas oublié.

Conférences

– Conférence de l'Etoile.

Six mercredis de suite à 20 h 30 : temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e, entrée *libre*, libre participation aux frais. Introduction par le pasteur Alain Houziaux.

Le droit à la désobéissance, jusqu'où ? Le 12 novembre. Jean-François Burgelin ; Hélie de Saint-Marc ; Mgr Gaillot.

Le pouvoir de l'économie de marché, jusqu'où ? Le 19 novembre. Louis Schweitzer ; Jean-Baptiste de Foucauld ; Etienne Petitmengin, pasteur.

Le devoir d'ingérence, jusqu'où ? Le 26 novembre. Rony Brauman ; Philippe Moreau Desfarges ; Alain Houziaux.

Le pouvoir de l'Etat, jusqu'où ? Le 3 décembre. Pierre Truche ; Antoine Garapon ; Gilles Bernheim, rabbin.

Le droit de l'étranger, jusqu'où ? Le 10 décembre, François Bayrou ; Alain Touraine ; Mgr de Berranger.

La mondialisation, jusqu'où ? Le 17 décembre. Jacques Attali ; Jean Boissonat ; Michel Wagner, pasteur.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● **Séminaires**

Anne BOISSIÈRE : « Nature, mimesis et musique »,
13 novembre, 18 h 30-20 h 30, Domaine musiques, 2, rue des Buisses, Lille.

Lucette FINAS : **« La "rage de la vérité" chez Proust et Bataille »,**
17 et 24 novembre, 18 h-20 heures, amphi A, Carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Michel MEYER : **« Rhétorique et philosophie : argumentation, esthétique et politique »,**
12 et 19 novembre, 18 h-20 heures, amphis B et A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marcel DRACH : **« La dette et l'échange. Destitution et institution de la raison économique »,**
17 novembre, 13 h-15 heures, Maison des sciences de l'homme (salle 215), 54, bd Raspail, Paris.

Stéphane RIALS : **« Questions de forme dans la culture juridique moderne »,**
18 novembre, 18 h-20 heures, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Giorgio AGAMBEN : **« Qu'est-ce que la philosophie » ?**
17 et 24 novembre, 18 h-20 heures, amphi B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Stéphane ARGUILLÈRE : **« L'autoproduction circulaire de l'âme dans le bouddhisme tardif »,**
12 et 26 novembre, 18 h 30-20 h 30, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Alain BADIOU : **« Théorie axiomatique du sujet (II) »,**
12 et 26 novembre, 20 h-22 heures, amphi 44, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Alessandro DELCO et Robert VALLIER : **« Métamorphoses de l'(Ur)stiftung : recherches en cours sur Merleau-Ponty »,**
13 et 27 novembre, 18 h 30-20 h 30, salle RC2, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Dietmar KOVEKER : **« Le différend et son principe régulateur. Les enjeux d'une pensée antitotalitaire »,**
13 novembre, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Elisabeth RIGAL : **« Questions wittgensteiniennes II : de la certitude »,**
14 novembre, 18 h 30-20 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marc DE LAUNAY : **« Le problème de la sécularisation »,**
13 novembre, 18 h-20 heures, amphi B, 20 novembre, 19 h-21 heures, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Bernardo CORREA, Stéphane DOUAILLER, Eric LECERF, Georges NAVET, Etienne TASSIN et Patrice VERMEREN : **« Les dialogues philosophiques »** ; conférence de Graciella FRIGERIO : **« Passions, lien social et éducation en Argentine »,**
18 novembre, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris.

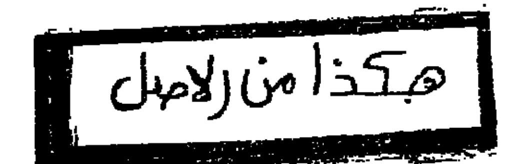
● **Rencontre**

autour de **Charles TAYLOR**, qui donnera une conférence sur **« Les impasses de la *philosophie morale contemporaine* »,** suivie d'un débat animé par Jean-Pierre MARCOS, avec la participation de P. DE LARA,
12 novembre, 18 h 30-21 h30, amphi Poincaré, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● **Samedi autour d'un livre**

« Proust et la théorie du roman » de Mariolina BERTINI,
sous la responsabilité de Lucette FINAS, avec Françoise ASSO, Paul BRAFFORT et Paolo TORTONESE,
15 novembre, 9 h 30-12 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à *toutes les activités* du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).
Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. – Autres renseignements : 01-44-41-46-80.



LOGEMENT **Le Salon Marjolaine, qui se déroule jusqu'au 16 novembre au Parc floral de Paris, est devenu un rendez-vous incontournable pour les consommateurs écologistes. Pour sa 23e édition, la manifestation met l'accent sur une vision « naturelle » de l'habitat. ● LES MATÉRIAUX de construction présentés doivent respecter au maximum l'environnement. La panoplie va des ciments biologiques sans résidus industriels aux briques isolantes en terre cuite avec des copeaux de bois, en passant par les peintures naturelles. ● CONSEILS de grands-mères et recommandations plus ou moins scientifiques destinés à organiser sa maison pour qu'elle soit plus proche de la nature font florès. ● POUR LES ENFANTS, la maison est remplie de dangers domestiques. Un magasin s'est spécialisé dans les outils nécessaires à la sécurité des petits.**

La mode écologiste s'étend à l'univers de la maison

Le Salon Marjolaine, qui se déroule à Paris jusqu'au 16 novembre, met l'accent cette année sur une tendance « bio » de l'habitat, en faisant appel à des matériaux de construction sains, en harmonie avec l'environnement

LE SALON Marjolaine reste un haut lieu pour les écologistes purs et durs. Ceux qui n'ont pas attendu la crise de la « vache folle » pour s'en remettre à l'alimentation biologique et qui, défenseurs sourcilleux de leur environnement, choisissent avec mille précautions les produits qu'ils achètent, même le plus anodin. Pourtant, vingt-trois ans après sa première édition, le *« plus grand marché bio de France »* et son ambiance très baba cool, qui ont attiré 60 000 visiteurs en 1996 (15 % de plus qu'en 1995), sont soudainement redevenus à la mode. Au cercle des écolo-militants s'ajoutent désormais des visiteurs plus attirés par le goût du terroir et préoccupés par leur propre sécurité alimentaire que guidés par une prise de conscience collective pour la défense de l'environnement. Rendez-vous militant, le Salon Marjolaine est aussi et surtout devenu une manifestation consumériste.

La nouvelle clientèle, qui apprécie le côté foire provinciale de ce Salon, remplit volontiers son panier d'osier de bouteilles de brouilly biologique, de pain au levain, de fromages de chèvre, voire de lait de jument. Mais ces citadins anxieux veulent davantage d'authenticité originelle dans tous les aspects de leur quotidien. L'émotion et les inquiétudes liées aux dangers du flocage à l'amiante ont ouvert en grand les portes de la maison au mode de vie *« bio »*. Conséquence : de nouveaux exposants, appartenant au secteur du bâtiment, s'installent à proximité des salles de conférence où sont organisés des ateliers sur des thèmes aussi variés que « Débloquer la mémoire émotionnelle », « Lire le psychisme sur le corps », « Rajeunir aujourd'hui » ou « La radiesthésie médicale ».

Cette année, la tendance est donc résolument à la « maison naturelle ». De toute évidence, l'activité porteuse est celle des matériaux de construction. Pierre Thibaut, entrepreneur belge installé en France depuis avril où il a déja ouvert deux (et bientôt quatre) points de vente, fait état d'une *« énorme demande »*. Ses Comptoirs de la maison saine proposent des ciments biologiques sans résidus industriels et des briques isolantes en terre cuite avec des copeaux de bois (et non pas du polystyrène). On peut aussi trouver des peintures naturelles et des charpentes en bois de châtaignier – réputé pour chasser les araignées – *« coupé entre octobre et décembre à la Lune descendante et séché naturellement, comme le faisaient les bâtisseurs de cathédrales »*.

Egalement disponibles : des panneaux de cellulose réalisés avec des sacs de toile de jute et des journaux recyclés plus isolants que la classique laine de verre. Selon Pierre Thibaut, le coût supplémentaire de ces matériaux de *« bio construction »* – dont il jure qu'ils sont plus écologiques et *« moins nuisibles pour l'organisme »* – peut aller jusqu'à 30 %.

« Toujours soucieux de préserver l'homme et son environnement », le magasin parisien D'après nature présente lui aussi des produits qui *« ne dégagent pas d'émanations toxiques, laissent la maison respirer et ne sont pas agressifs »*. Les moquettes (à partir de 280 francs le mètre carré) sont en pure laine vierge ou en poil de chèvre et en jute, le linoléum (145 francs le mètre carré au minimum) intègre de la farine de liège ou de bois, les papiers peints (à partir de 65 francs le mètre) ne contiennent pas de PVC et sont renforcés avec des fibres textiles alors que les peintures, dont les couleurs sont réalisées avec des pigments minéraux, utilisent un *« diluant naturel à l'orange »*.

CONSEILS DE GRANDS-MÈRES

Conseils de grands-mères et recommandations plus ou moins scientifiques destinés à organiser sa maison pour qu'elle soit plus proche de la nature font florès. L'ouvrage *La Maison au naturel* (Flammation, 199 francs) est l'un des produits les plus vendus dans les magasins Nature et Découverte. *« Ce livre correspond tout à fait au nouveau rapport que le public entend nouer avec l'environnement : un rapport interactif. Le consommateur ne se contente plus d'acheter un produit. Il faut que celui-ci lui permette de faire, de créer quelque chose »*, souligne François Lemarchand, président de Nature et Découverte.

Intitulé *Le Guide de l'habitat sain* (Médiéco Editions, Soleils diffusion, 135 francs), un autre manuel sera présenté à Marjolaine par ses auteurs, les docteurs Suzanne et Pierre Déoux. Cet ouvrage déconseille de placer son radio-réveil, source de rayonnements magnétiques, à proximité de son lit. Il attire l'attention du lecteur sur quelques sournoises pollutions (le dioxyde d'azote libéré par la cuisson au gaz, les infrasons engendrés par le vent si la maison est située en haut d'une colline). Pour faire bonne mesure, les auteurs de ce livre – qui en font un peu trop dans ce que l'on pourrait appeler la bio-paranoïa – vendent dans la foulée un détecteur de champ magnétique mais aussi un purificateur d'eau « par osmose » capable de filtrer pesticides, nitrates et métaux lourds.

Enfin, pour aller encore plus loin dans la recherche de la sérénité et du bien-vivre, certains se sont déjà faits les adeptes du *feng shui*, technique chinoise millénaire (évidemment !), qui consiste à organiser la maison en harmonie avec les flux vitaux, telluriques et cosmiques qui traversent l'habitat. Extraordinairement complexes, les principes du *feng shui* se traduisent in fine par quelques exhortations sans doute bien senties mais qui n'ont, pour les Occidentaux, apparemment rien de très convaincant ; éviter, entre autres, de mettre du bleu au mur ou au sol, de placer la table au milieu d'une pièce ou le canapé en face de la porte.

Jean-Michel Normand

★ Marjolaine, jusqu'au 16 novembre au Parc floral de Paris. De 11 heures à 19 h 30 ; noctumes jusqu'à 22 heures le mardi 11 et le vendredi 14 novembre. Prix : 40 francs (tarif réduit 25 francs), gratuit pour les moins de 12 ans, handicapés, RMistes.

Pour protéger les enfants des pièges domestiques

LA DEVANTURE est rouge vif, comme le feu d'un stop, comme la couleur qui annonce le danger. A l'intérieur du magasin, tout un attirail de crochets, barrières de portes, de piscine et de lit, cadenas, systèmes de blocage de tiroirs ou de portes, filets de protection, gilets gonflables, casques, mallette premiers soins, détecteurs-avertisseurs de gaz, de fumée, de monoxyde de carbone... Parechute et parachoc est une boutique qui regroupe tous les outils nécessaires à la sécurité domestique des enfants. De quoi rendre paranoïaques les parents qui ne le sont pas trop et d'accentuer la pathologie chez ceux qui le sont déjà.

L'accumulation de ces produits provoque un choc et soulève une interrogation dans l'esprit de celui qui pénètre en cette boutique : est-il réellement nécessaire de transformer sa maison en bunker lorsqu'un enfant y circule ? *« Bien sûr que non*, répond instantanément Michel Marais, gérant des lieux. *Il s'agit seulement de proposer aux parents les outils nécessaires à la sécurité de leur enfant au fur et à mesure qu'il grandit : coins de table lorsqu'il commence à prendre appui sur les tables pour se lever, la protection de cuisinière lorsqu'il peut atteindre les casseroles. »*

C'est en découvrant la façon dont les pays anglo-saxons avaient, depuis longtemps, apporter une offre complète aux problèmes de sécurité domestique que Michel Marais a pris conscience du retard de la France. Il a décidé d'ouvrir un magasin et de créer un catalogue spécialisé. *« Je me suis rendu compte que les catalogues de vente par correspondance, les grandes surfaces, les magasins de puériculture offraient tous à peu près les mêmes produits et que certains étaient – à moins de réaliser un véritable parcours du combattant – pratiquement introuvables. Avec l'aide d'experts, j'ai donc choisi sur les marchés américain et européen plus d'une centaine de dispositifs de sécurité, parmi les plus utiles et les plus fiables. »* L'initiative est aujourd'hui soutenue par différents praticiens et médecins spécialisés, témoins quotidiens des accidents dont sont régulièrement victimes les enfants. Ils voient dans cette entreprise un moyen supplémentaire de prévention mais aussi d'information.

Le sait-on suffisamment ? La maison est un danger permanent pour les petits. Décès (500 enfants meurent chaque année par accident domestique), traumatismes, séquelles physiques et psychologiques sont les tristes conséquences que peut entraîner sur eux un environnement mal adapté. La noyade, les asphyxies, les chutes et les intoxications sont, dans l'ordre, les principales causes de mortalité des enfants. Celle-ci touche surtout la tranche un à quatre ans, et particulièrement les garçons de deux à trois ans.

A ces chiffres de mortalité s'ajoutent ceux, impressionnants, des hospitalisations et des consultations en urgence. Selon l'avis des médecins, une bonne partie des accidents pourraient être évités grâce à quelques équipements simples. Il ne s'agit pas, pour autant, de surprotéger l'enfant. *« Notre souci est d'apporter une solution adaptée à chaque environnement et à chaque enfant, en particulier »*, précise Michel Marais, avant d'avouer, pour conclure, que rien ne remplace la vigilance des parents. Une vigilance qui peut commencer par l'apprentissage du danger.

V. Ca.

★ Parechute et parachoc, 39, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris. Tél. : 01-53-69-03-00. E-mail : parechute@aol. com

De la salle au salon de gym, la forme et les formes de la France

LA MODE vient des Etats-Unis. Le fitness et la musculation font, là-bas, partie du quotidien. Entretenir son corps pour une tête bien faite est considéré, outre-Atlantique, comme un signe extérieur de bonne santé. Les stars du spectacle qui s'adonnent en club ou à domicile à ces activités physiques ont largement contribué à médiatiser le phénomène. En France, le courant est arrivé dans les années 80 sous la forme d'une fièvre d'aérobic. La mode a laissé des traces plus discrètes et a surtout ancré dans les esprits l'utilité _d'une activité physique régulière. En vingt ans, le sport et la forme sont entrés dans les mœurs. Les tensions de la vie citadine et l'influence des magazines pour une apparence svelte et musclée ont encouragé ce mouvement. Plus de temps libre, une durée de vie plus longue ont aussi permis de trouver de nouveaux adeptes.

Résultat : 50 % des Français déclarent aujourd'hui pratiquer un sport, contre 38 % en 1980 et 28 % en 1960. Parmi eux, ils sont près de 8 millions (soit 22 % de la population française) à pratiquer de la gymnastique d'entretien, du fitness et de la musculation. Les espaces pour la forme ont suivi cette vague d'engouement. On compte environ 4 000 salles de sport privées auxquelles s'ajoutent de nombreuses autres infrastructures qui ont, progressivement, mis à la portée de tous la pratique de la remise en forme. Tout le réseau associatif a permis aux collectivités locales d'avoir une salle de musculation mais aussi les clubs de tennis, les piscines, les campings, les clubs de vacances, les centres de thalassothérapie, les grandes entreprises, les hôtels...

Entretenir sa forme, se défouler ou se détendre sont les motivations principales des clients qui fréquentent les salles de gymnastique. Dans ce besoin grégaire, entrent également en ligne de compte le besoin de la collectivité qui encourage à une certaine discipline et la recherche d'un cadre convivial qui permet de laisser au vestiaire les soucis quotidiens. Selon Philippe Goethals, président du salon Body Fitness, le jeu est aussi une donnée qui séduit de plus en plus de clients. Rameurs et vélos s'équipent aujourd'hui d'écrans sophistiqués et de consoles qui montrent, sur un rameur, les concurrents virtuels ou, à vélo, un paysage. *« Toutes ces évolutions ont entraîné une fréquentation plus variée des clubs ; on y rencontre des jeunes, des seniors, des hommes et des femmes au corps pas forcément sculptural. On vient en salle pour se faire du bien, rien d'autre »*, précise Philippe Goethals.

Pour les autres, ceux qui ne souhaitent pas fréquenter les clubs ou qui ont été déçus par un précédent abonnement, la gymnastique à domicile offre une alternative qui semble séduire de plus en plus de personnes. Selon une étude menée par la Sofres en 1995 pour le salon Body Fitness et le Fiform (syndicat interprofessionnel et international des constructeurs, importateurs, distributeurs d'appareils, articles et produits de forme), les salles de sport, qu'elles soient privées ou associatives, *« sont les lieux privilégiés des pratiquants de musculation, de fitness et de gymnastique d'entretien »*. Elles regroupent, en effet, 46 % d'adeptes parmi les pratiquants. Mais comme le souligne l'étude, l'avance n'est pas très importante – de deux points seulement – par rapport à la pratique à domicile (44 %).

« La musculation ou le fitness à domicile, un marché qui ne cesse de croître », annonce l'enquête de la Sofres. Vélos d'appartement, rameurs, haltères, extenseurs (produits les plus vendus) mais aussi steppers, tapis roulants, bancs de musculation... trouvent désormais leur place dans les appartements.

MARCHÉ EN CROISSANCE

Se tenir en forme, maigrir et se muscler dictent l'achat. *« Le besoin de séduire n'est plus seulement un phénomène lié à la jeunesse. C'est devenu un fait de société. Il y a des gens qui s'achètent un appareil parce qu'ils veulent bien préparer le passage de la quarantaine »*, souligne Christophe Peteil, responsable de marché chez Go Sport. Le désir d'acquisition varie ensuite selon le client. Il se fait sur le conseil d'un ami, d'un kinésithérapeute, ou sur une envie subite. De l'avis des magasins spécialisés comme Go Sport ou Décathlon mais aussi des grandes surfaces qui occupent depuis quelques années le marché avec succès, les produits vantés dans les téléachats provoquent des raz-de-marée. Ces émissions ont ainsi entraîné de véritables ruées sur les appareils d'électrostimulation, produits proprement féminins. La vente des produits de musculation ne connaît pas de réelles fluctuations saisonnières, même si l'on note que le printemps (maigrir avant l'été), les débuts d'année et septembre (périodes de bonnes résolutions) encouragent l'achat.

Le choix de l'appareil se fait en magasin. Sur ce type de produit, plus que pour tout autre, le conseil du vendeur est le bienvenu. Chez Décathlon, on constate que la fiabilité, le confort et le design sont les qualités qui décident généralement le client. C'est d'ailleurs sur ces quelques points que les constructeurs ont porté leurs efforts, durant ces dernières années. Le manque de place étant un problème récurrent chez les utilisateurs, les appareils sont devenus plus compacts. Rares sont ceux qui peuvent s'offrir le luxe d'une salle réservée à la forme. Pour ces quelques privilégiés, *« le budget réservé à l'achat d'équipements de musculation et de fitness remplace souvent le budget de la deuxième voiture »*, souligne Philippe Goethals.

Malgré tous ces adeptes, la France reste à la traîne et se place encore, en Europe, derrière l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Cette situation rend les professionnels plutôt optimistes sur l'avenir du marché. Selon eux, les Français ont un réel besoin d'entretenir leur forme, mais, pour bon nombre d'entre eux, il est encore nécessaire de leur donner envie d'en faire l'effort.

Véronique Cauhapé

Conseils d'utilisation

● **Le vélo d'appartement :** principalement conseillé aux personnes désireuses d'entretenir leur condition physique. Bien régler selle et guidon pour éviter les problèmes de dos.

● **Le rameur :** il simule la pratique de l'aviron. Plutôt conseillé aux personnes un peu sportives. Il est l'appareil le plus complet, faisant travailler les abdominaux, les muscles des bras, des jambes, du dos. Bien régler son appareil en fonction de sa taille, bien décomposer son mouvement (ne pas commencer par tirer sur les bras puis se pencher en arrière) pour éviter les problèmes de dos qu'entraine très souvent ce type d'appareil lorsqu'il est mal utilisé.

● **Le stepper :** il simule la montée des marches et fait particulièrement travailler les muscles des jambes et de l'abdomen. Bien régler les différents niveaux d'exercices afin d'éviter les problèmes articulaires (genoux, chevilles).

● **Tapis roulant :** il simule le jogging. Bon pour les personnes souhaitant travailler leur endurance. Bien choisir son rythme de course et caler le buste dans l'axe du bassin. Déconseillé aux personnes qui ont des problèmes articulaires (chevilles, genoux).

★ Avant tout achat, demander avis à un kinésithérapeute.
Pour en savoir plus : *60 millions de consommateurs*, « Le guide de la forme », n° 49, juin-juillet-août 1997. 40 francs.

هكذا من الاصل

Le rugby de l'hémisphère Sud menace de submerger l'Europe

All Blacks, Springboks, Wallabies et Tongans sont en tournée sur le Vieux Continent jusqu'au début de décembre. L'épreuve sera redoutable pour les Français, dont les clubs sont pourtant particulièrement performants en Coupe d'Europe

Toutes les équipes de rugby de l'hémisphère Sud, Néo-Zélandais, Sud-Africains, Australiens, Tongans, sont en tournée en Europe jusqu'au début du mois de décembre. Fort lucratives pour les fédérations qui les organisent, ces rencontres seront très éprouvantes pour les joueurs, qui devront enchaîner quatre tests en quatre semaines. L'entraîneur des All Blacks, John Hart, craint d'ailleurs dans un entretien au *Monde* qu'une telle profusion de matches au sommet ne finisse par lasser le public et user les équipes. Quoi qu'il en soit, les termes de l'échange semblent extrêmement déséquilibrés au profit des sélections du Sud, où le professionnalisme s'est imposé. *C'est donc deux rencontres à hauts risques que disputera l'équipe de France contre les Springboks le 15 novembre à Lyon et le 22 novembre à Paris, au moment où les clubs nationaux brillent en Coupe d'Europe. Toulouse, Brive et Pau se sont qualifiés pour les demi-finales, auxquelles une seule équipe anglaise, Bath, est parvenue à accéder.*

L'ARRIVÉE en France dimanche 9 novembre des Springboks pour une courte tournée (4 matchs, dont 2 tests) signale le début d'un automne chargé, pour ne pas dire insensé, sur l'agenda international rugbystique.


RUGBY

L'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les trois poids *lourds de l'hémisphère Sud*, débarquent simultanément sur les terrains de la vieille Europe. Une aubaine pour le public, les fédérations et, sans doute, pour les ayants droit de l'audiovisuel. Mais déjà certaines voix se lèvent contre cette gourmandise qui débouche sur dix tests en un mois, et qui exige de la part des joueurs quatre matchs internationaux en quatre week-ends successifs.

Jamais dans l'histoire du rugby une telle « invasion » ne s'était produite. Naguère, les tournées d'automne étaient une mise en bouche avant la dégustation du Tournoi des cinq nations. Cette fois-ci on se demande si la surabondance de rencontres programmées entre le 15 novembre et le 6 décembre ne provoquera pas une indigestion auprès des spectateurs. Pour John Hart, l'entraîneur du XV néo-zélandais *(lire l'entretien ci-dessous)*, et Cliff Brittle, le président de la Fédération anglaise, cette séquence de matchs est « *insensée* ». « *C'est quelque chose qui ne doit jamais se reproduire* », insistait Brittle, dont les joueurs doivent affronter les équipes d'Australie, de Nouvelle-Zélande (deux fois) et d'Afrique du Sud l'une après l'autre.

« GAGNER TOUS LES MATCHES »

Quant à Vernon Pugh, président de l'International Board, il craint une « *dévaluation* » importante du rugby international : « *C'est ridicule, et contraire au sens commun. Je ne vois pas une seule bonne raison pour le faire, et, si quelqu'un dit que c'est pour des raisons financières, c'est un très mauvais économiste. Le rapport immédiat de quatre matchs à 20 millions de francs par match n'est pas négligeable, mais dans cinq ans ces matchs ne vaudront plus que la moitié.* »

Reste que le magnat australo-américain Ruppert Murdoch, par le biais de Sky TV, a signé un contrat de 87 millions de livres (environ 870 millions de francs) pour tous les matchs du XV anglais pendant cinq ans. En plus de copieusement remplir les caisses des fédérations, ces tournées permettent donc d'alimenter la chronique sur les mérites comparés des rugby du Sud et du Nord, vieux débat tendant à se concentrer sur la question de la suprématie des All Blacks sur tous les autres. A l'image de leurs prestigieux aînés, les hommes de Sean Fitzpatrick – vainqueurs 81-3 samedi 8 novembre sous la pluie à Llanelli – s'apprêtent vraisemblablement à remporter chacun de leurs neuf matchs en Grande-Bretagne. « *Notre objectif est de gagner tous les matchs. Et de gagner avec la manière* », insiste John Hart.

Contrairement aux All Blacks qui ont indéniablement pris de l'avance sur tout le monde, les Sud-Africains et les Australiens sont dans une période de transition. Pour les Springboks, Nick Mallett est le cinquième entraîneur en cinq ans depuis leur retour dans le giron international. L'ancien joueur-entraîneur de l'ACBB à Paris a réussi son examen d'entrée contre les Italiens à Bologne samedi (victoire des Springboks 62-31), mais il a hérité d'une équipe qui n'arrive pas à trouver son style, et qui vacille encore entre le rugby de puissance et défi physique traditionnel et l'exemple du jeu aéré des Néo-Zélandais.

Auteurs d'une magnifique victoire (61-22) sur l'Australie à Pretoria au mois d'août, avec huit essais à la clé, les Springboks avaient ensuite perdu la série de tests contre les Lions britanniques, qui avaient proposé un rugby peu ambitieux, inscrivant trois essais seulement en trois rencontres. Il n'empêche que la qualité intrinsèque de leurs joueurs et le niveau élevé de compétition en Afrique du Sud, que ce soit dans le Super-12, ou le Currie Cup, championnat national des provinces, font des Springboks des favoris, que ce soit contre la France (le 15 novembre à Lyon et le 22 novembre à Paris) ou contre l'Ecosse et l'Angleterre.

NOUVELLES DONNÉES

En revanche, les Wallabies sont dans le flou le plus total. Le malheureux Greg Smith débarqué, c'est l'entraîneur de la province de Canberra (ACT) Rod Macqueen qui vient de prendre les rênes du XV national. Très fort dans la préparation psychologique d'une équipe, et moins simpliste que son prédécesseur, Macqueen a fait des merveilles avec la sélection de l'ACT. Pourtant, il n'a pas encore réussi à rassembler les talents du XV d'Australie, et samedi à Buenos Aires les Wallabies ont perdu le deuxième test (18-16).

Quant aux Néo-Zélandais, ils ont profité peut-être plus que tous les autres des nouvelles données du professionnalisme. Leur jeu, qui faisait déjà merveille à la Coupe du monde 1995, a fait encore un bond en avant, et grâce à la science de leur préparation physique les joueurs semblent capables de faire encore des progrès sur ce plan. Frank Bunce (35 ans), ou Zinzan Brooke (32 ans) sont aussi frais qu'à leurs débuts, tandis que l'increvable capitaine Sean Fitzpatrick (34 ans et 91 sélections) n'a toujours pas manqué une seule sélection sur blessure depuis ses débuts en 1986.

Avec leur capacité à maîtriser la conquête et à assurer le mouvement par un soutien permanent du porteur du ballon, avec une génération de jeunes joueurs exceptionnels, tels l'arrière Christian Cullen, l'ailier Jeff Wilson ou le troisième ligne Josh Kronfeld, sans parler de Jonah Lomu, qui lutte pour retrouver son ancien niveau, avec le meilleur cinq de devant du monde et leurs bases traditionnelles de discipline et de rigueur, c'est peut-être la meilleure équipe qui ait jamais quitté la Nouvelle-Zélande. On ne voit guère comment les équipes britanniques, à commencer par l'Irlande samedi prochain, pourront résister à la nouvelle marée noire.

I. B.

Un calendrier chargé

● **Samedi 15 novembre :**
France-Afrique-du-Sud à Lyon ;
Angleterre-Australie
à Twickenham ;
Irlande-Nouvelle-Zélande à Dublin.
● **Dimanche 16 novembre :**
Galles-Tonga à Swansea.
● **Samedi 22 novembre :**
France-Afrique-du-Sud à Paris ;
Angleterre-Nouvelle-Zélande
à Manchester ; Ecosse-Australie
à Edimbourg.
● **Samedi 29 novembre :**
Angleterre-Afrique-du-Sud
à Twickenham ;
Galles-Nouvelle-Zélande
à Wembley.
● **Dimanche 30 novembre :**
Irlande-Canada à Dublin.
● **Samedi 6 décembre :**
Angleterre-Nouvelle-Zélande
à Twickenham ;
Ecosse-Afrique-du-Sud
à Edimbourg.

John Hart, entraîneur des All Blacks néo-zélandais

« Trop de matchs internationaux risquent de dévaloriser notre produit »

ENTRAÎNEUR du Quinze néo-zélandais depuis deux ans, John Hart n'a pas l'habitude de mâcher ses mots. Dans un entretien accordé au *Monde*, il s'insurge contre les cadences infernales imposées à ses joueurs.

« Les All Blacks en tournée, c'est toujours un événement, et partout où vous allez les rencontres se joueront à guichets fermés. Mais quatre tests-matches en quatre semaines, est-ce bien raisonnable ?

– Raisonnable, je ne le pense pas. Pour ma part, j'espère que c'est la dernière fois que les All Blacks se voient obligés de jouer autant de matchs internationaux en si peu de temps. Si nous voulons maintenir la qualité du rugby international, on ne peut pas demander aux joueurs d'être performants semaine après semaine. Un test match demeure quelque chose de spécial, il exige des ingrédients spéciaux. Il faut du temps, à la fois pour s'y préparer et pour en récupérer. Ce qu'on nous demande, et ce qu'on demande au XV d'Angleterre – c'est-à-dire 4 tests en 4 semaines – ne fait pas partie de ma vision de l'avenir du professionnalisme.

– Que pensez-vous de cette frénésie de tournées ?

– Trop de matchs internationaux risquent de se dévaloriser. Il faut faire très attention de ne pas créer une indigestion auprès des spectateurs. Aujourd'hui, le programme international est géré n'importe comment – j'ai l'impression qu'ils naviguent à vue. Mais il faut que quelqu'un prenne les choses en main et commence à gérer l'agenda international en fonction des nouvelles structures du rugby professionnel.

– Comment cette situation a-t-elle pu se produire.

– *Le dollar est la cause de tout.* Le professionnalisme est tombé très vite sur le rugby, et il a fallu dépenser des fortunes en très peu de temps afin de conserver la base des effectifs. Les dirigeants font tout ce qu'ils peuvent pour rattraper les pertes et pour générer des revenus pour financer les structures salariales. La frénésie actuelle est un sous-produit direct de cette situation, ainsi que les nouveaux contrats TV qui viennent d'être négociés.

– Les joueurs sont devenus de simples marionnettes ?

– Non, je ne dirais pas cela : il faut qu'ils méritent l'argent qu'ils gagnent. Mais si, en termes de jeu et de spectacle, nous voulons de la qualité, il faut un agenda international qui nous permette d'améliorer le produit.

– Revenons au jeu. Depuis un an, vous avez pris de l'avance sur tout le monde, notamment sur le rugby européen. Qu'est-ce que vous espérez apprendre en venant ici ?

– D'abord, je ne crois pas que nous devancions tout le monde. Certes, nous venons de réussir deux belles années, mais, pour moi, il y a toujours quatre ou cinq équipes dans le monde qui se valent. Etre considéré comme le numéro un n'est jamais une position enviable : face à nous, la motivation de toutes les autres équipes est décuplée, et si on perd, la chute est d'autant plus dure.

– Malgré tout, qu'est-ce que le rugby européen peut vous apporter ?

– Je suis sûr que nous pouvons apprendre des choses de toutes les équipes britanniques, si ce n'est la variation des approches tactiques, surtout dans le contexte d'une meilleure compréhension des nouvelles règles. Au reste, il faut absolument maintenir des relations entre les hémisphères Sud et Nord. C'est primordial pour la mondialisation du rugby... après tout, c'est l'objectif fondamental de ceux qui dirigent le rugby aujourd'hui. Pour moi, une compétition régulière entre les meilleures équipes des deux hémisphères fait partie intégrante de cette mondialisation. »

Propos recueillis par Ian Borthwick

Toulouse, Pau et Brive se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Europe

PAU, TOULOUSE
de nos envoyés spéciaux

Le rugby français se souviendra longtemps de ce week-end ensoleillé de novembre, conclu par un triplé gagnant pour les demi-finales de la Coupe d'Europe. Toulouse, Pau, *Brive, trois clubs qualifiés sur trois* clubs engagés, une réussite totale. Les 20 et 21 décembre prochains, il n'y aura plus qu'une seule équipe anglaise pour contester cette écrasante suprématie. Bath, le plus français des clubs anglais par son style, recevra Pau. Brive, le champion d'Europe en titre, ira à Toulouse pour une affiche aux airs de grande finale nationale.

Au Stadium, il ne sera pourtant pas question du bouclier de Brennus, mais bien de grosse affaire européenne entre les deux premiers *vainqueurs de la compétition*. La France du rugby en frémit déjà. Plaisir du jeu, férocité de défenses qui s'efforcent de bâtir, et rebâtir sans cesse les murs du désespoir adverse, elle rêve de revoir en grand ce que ses clubs lui ont si joliment esquissé ce week-end, comme pour en remontrer à la rumeur. On lui avait chuchoté à l'oreille : force anglaise, supériorité d'un professionnalisme des clubs d'outre-Manche qui ne *laisse rien au hasard*. On lui avait promis à demi-mot une grande désillusion, un cruel rappel à l'ordre. Ce fut une apothéose en trois couleurs, en trois équipes et en trois styles. Le Stade toulousain a eu l'honneur de tirer le premier sur les Harlequins de Londres, cette drôle d'armada au maillot bariolé. Sur la pelouse du Stadium en pleine rénovation pour la Coupe du monde de football, Jérome Cazalbou et les siens ont montré leur nouveau visage. Ce Stade-là ressemble à son glorieux devancier des années 80, mélange d'intelligence tactique, de rigueur défensive et de parti pris d'oser. S'y ajoute une plus grande vitesse d'exécution, appuyée par une meilleure condition physique. Le résultat fut une terrible domination, une de ces victoires qui blessent et humilient le vaincu (51-10).

Les Rouge et Noir ont étouffé les Harlequins de leurs initiatives. Ils les ont écoeurés par l'acharnement de leur défense, au point que Thierry *Lacroix et ses co-équipiers sont* repartis sans un mot après une longue engueulade de leur entraîneur dans le vestiaire. Emile N'Tamack, dont c'était le retour après neuf mois d'absence pour cause de blessure, était, lui, un homme heureux. Il a marqué le premier des six essais toulousains, dès la troisième minute. « *Tout de suite, nous avons senti que le match se passerait bien si nous continuions à imposer cette pression* », confiait l'ailier international.

« SÉRÉNITÉ, MATURITÉ »

A Pau, ce fut une belle histoire de revanche. Le rugby britannique, la plupart des joueurs de la Section paloise l'avaient découvert en 1996, pour leur première participation à la Coupe d'Europe. La prise de contact avait laissé aux Béarnais un arrière-goût plutôt amer, pimenté par deux explusions chez les Gallois de Llanelli et une défaite à domicile face aux Anglais de Leicester, provoquée en grande partie par l'indiscipline de la mêlée paloise. La leçon a porté ses fruits : avant la « revanche », le quart de finale disputé dimanche 9 novembre à Pau, face à Leicester, les Français s'étaient juré, à l'image du pilier gauche Pierre Triep-Capdeville, « *de ne pas paniquer, ne pas s'affoler et de mieux s'adapter à l'arbitrage de la Coupe d'Europe* ».

Mais la réalité rugueuse du terrain ne résiste pas toujours aux belles *promesses*, et le pilier international de Pau est sans doute celui qui a le moins bien respecté ses propres consignes. Plus fidèles à leurs engagements, ses coéquipiers ont, en revanche, fort bien reçu les sages propos de leurs entraîneurs, les deux Bayonnais Francis Leta et Jean-Louis Luneau : « *Sérénité, maturité.* » Ils ont aussi prêté une oreille attentive aux choeurs du public, qui, aux accents d'*Aquerros Mountanes*, un chant d'amour aux Pyrénées voisines, les invitait à soulever la montagne anglaise.

Jamais, pendant toute une première mi-temps accrochée, scandée par une interminable succession de mêlées, touches et pénalités, les Palois ne se sont laissé prendre au piège qui leur avait été fatal l'année précédente. « *On n'avait pas tout compris*, se souvient Pierre Triep-Capdeville. *Les organisateurs de la Coupe d'Europe veulent du spectacle : dès qu'un ballon est au sol, il faut le laisser, il ne faut pas aller le chercher. Alors, on a fait comme ça.* » Ou presque...

Bob Dwyer, l'entraîneur de Leicester, était furieux contre ce qu'il a appelé « *les tricheries à répétition* » des avants béarnais. Ce sont pourtant les lignes arrière de la Section paloise, qui, en seconde période, ont construit la victoire de Pau, grâce à d'audacieux mouvements offensifs. Le plus beau d'entre eux, lancé par l'arrière Nicolas Brusque, a permis à Philippe Bernat-Salles d'inscrire son deuxième essai de la journée. Le jeune arrière de la Section a ensuite conclu une dernière phase de domination de ses avants par un quatrième essai. Plus que la victoire (35-18) et la qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Europe, Nicolas Brusque a fêté dans les vestiaires l'annonce de sa sélection dans l'équipe des Barbarians, où il est appelé à suppléer le Briviste Sébastien Viars, blessé.

Affaire de courage, de coeur, de volonté. A Londres, Brive affrontait sans doute le défi le plus difficile à relever. Les Wasps, champions d'Angleterre, champions du beau jeu, se promettaient de faire tomber le champion d'Europe. Ce sont eux qui ont fini par rompre, faute d'avoir trouvé dans la défense corrézienne un trou de souris où se glisser. Lawrence Dallaglio, le capitaine, et ses hommes ont lâché de multiples bordées offensives. Ils ont essayé, essayé encore. Sur leur route, il y avait toujours, un, deux, voire trois brivistes, animés d'une sublime rage de plaquer. A cette aune, l'esprit de sacrifice devient un talent. Combien de tonnes de muscles anglais Philippe Carbonneau et David Venditti auront-ils retournées en ce dimanche 9 novembre ? Entre deux plaquages, les champions d'Europe ont réussi à marquer trois essais sans en encaisser un seul (25-18). Cela valait bien le droit de poursuivre la route européenne.

Pascal Ceaux et Eric Collier

Des demi-finales équilibrées

Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe d'Europe a eu lieu dimanche 9 novembre à Londres. Les rencontres opposeront, les 20 et 21 décembre, Toulouse à Brive, et Bath à Pau. Les Corréziens, champions d'Europe en titre, se déplaceront au Stadium, tout comme la Section paloise à Bath. « *Pour nous, l'Europe, c'était plutôt de rencontrer un club anglais*, commentait Laurent Seigne, l'entraîneur de Brive. *Mais de toute façon il fallait bien rencontrer Toulouse à un moment ou à un autre.* » « *On ne pouvait rêver meilleure affiche*, rétorquait Guy Novès, son collègue toulousain, *recevoir Brive sera un léger avantage grâce au public. Je suis persuadé que ce match sera une grande fête.* » Bath, vainqueur samedi 8 novembre de Cardiff (32-21), partira favori face à Pau. En Conférence européenne, les demi-finales opposeront aux mêmes dates Colomiers au Stade français, et Agen à Newcastle.

هكذا من الاصل

e de submerger l'Europe

JÉRÔME PRÉVOST/TEMPSPORT

Domination américaine au supercross de Bercy

A son palmarès, il ne manquait qu'un titre à Bercy. C'est désormais chose faite. Jeff Emig, champion du monde en titre de supercross (250 cc), a gagné, dimanche 9 novembre, le rendez-vous parisien. A l'issue de trois journées de course, Emig (Kawasaki) a devancé les autres vedettes américaines de la discipline, qui ont pris quatre des cinq premières places du classement général. Les Etats-Unis, une fois encore, ont montré leur expérience de vingt ans dans ce sport spectaculaire, fait de bonds, de culbutes et de bosses. Le supercross, ou motocross en salle, a été inventé outre-Atlantique. Les pilotes français ont été d'excellents faire-valoir, notamment Yves Demaria et Frédéric Bolley (Kawasaki), sans compter David Vuillemin (Yamaha) et Stéphane Roncada (Honda) *(ci-dessus)* particulièrement brillants en 125 cc.

Fabrice Tiozzo champion du monde des lourds-légers version WBA

LE FRANÇAIS FABRICE TIOZZO a renoué, dimanche 9 novembre, avec la victoire, après deux années d'errements, en conquérant aux points, à Las Vegas, le titre de champion du monde des lourds-légers (WBA) aux dépens de l'Américain Nate Miller. Sacré champion (WBC) des mi-lourds en juin 1995 à Lyon, Fabrice Tiozzo avait été destitué de ce titre en janvier pour ne pas l'avoir défendu dans les délais réglementaires. Agé de vingt-huit ans, le boxeur de Saint-Denis a déjoué les pronostics qui donnaient Miller gagnant à quatre contre un et a frappé par sa maîtrise du match et sa persévérance. Les juges ne s'y sont pas trompés, qui lui ont unanimement accordé la victoire à la douzième reprise. *« Je m'étais bien entraîné et j'étais en pleine forme »*, a dit le nouveau champion du monde. Chez les lourds, l'Américain Evander Holyfield, tenant du titre WBA, a unifié le titre dans deux fédérations (WBA-IBF)en battant Michael Moorer, par arrêt de l'arbitre à la huitième reprise. Il devrait affronter Lennox Lewis au printemps 1998 pour tenter de conquérir également la ceinture WBC. – (*Reuters*)

DÉPÊCHES

■ **TENNIS : Evgueni Kafelnikov a gagné le tournoi de Moscou,** dimanche 9 novembre, en battant le Tchèque Petr Korda en finale (7-6 [7-2], 6-4). Le Russe est qualifié pour la finale du circuit qui se dispute à Hanovre du 11 au 16 novembre. Les sept autres joueurs retenus sont : Pete Sampras – qui est désormais sûr d'être sacré numéro un mondial à la fin de l'année – Michael Chang, Patrick Rafter, Jonas Bjorkman – vainqueur du tournoi de Stockholm, dimanche –, Carlos Moya, Greg Rusedski, Sergi Bruguera. La Française Nathalie Tauziat s'est qualifiée pour la finale du circuit féminin en simple comme en double, dimanche 9 novembre, grâce à une place de finaliste en simples du tournoi de Chicago contre Lindsay Davenport (6-0, 7-5).

■ **AUTOMOBILISME : les écuries McLaren-Mercedes et Williams-Renault** se seraient entendues pour faire la course contre Ferrari lors du Grand Prix d'Europe de formule 1 à Jerez, le 28 octobre. Selon des révélations de la presse britannique, un échange radio entre Jacques Villeneuve et son stand laisse entendre que David Coulthard (McLaren) contrôlait Eddy Irvine (Ferrari). Le Canadien, assuré d'être champion du monde après l'accrochage avec Michael Schumacher (Ferrari) aurait ainsi remercié Mika Hakkinen et David Coulthard en les laissant lui passer devant quelques mètres avant la ligne d'arrivée. Les deux hommes avaient ainsi réalisé un doublé pour leur écurie.

■ **HOCKEY SUR GLACE : l'équipe de France a terminé à la dernière place** du tournoi de Morges (Suisse). Les Français, qui s'étaient déjà inclinés face à la Suisse B (3-2) et la Russie B (5-2) ont été battus, dimanche 9 novembre, par le Japon.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE : Surya Bonaly** a pris la troisième place du Skate Canada, samedi 8 novembre, à Halifax, derrière l'Américaine Michelle Kwan et la Russe Maria Butyrskaya.

■ **VOILE : le départ de la deuxième étape de la Whitbread** a été donné, samedi 8 novembre, au Cap (Afrique du Sud). Neuf concurrents sont encore en lice qui ont mis le cap vers Fremantle (Australie). Cette étape, longue de 5 600 miles est considérée comme la plus éprouvante des neuf que comporte cette course autour du monde avec escales. L'Américain Paul Cayard (EF Language) avait remporté la première étape, entre Cowes (Angleterre) et le Cap.

■ **LOTO : les tirages numéro 90 du loto** effectués samedi 8 novembre ont donné les résultats suivants :

● **Premier tirage** : 25, 30, 32, 35, 39, 47, numéro complémentaire 22. Les rapports sont pour six bons numéros de 8 552 600 F, pour cinq bons numéros et le complémentaire de 90 000 F, pour cinq bons numéros de 10 425 F, pour quatre bons numéros et le complémentaire de 402 F, pour quatre bons numéros de 201 F, pour trois bons numéros et le complémentaire de 42 F, pour trois bons numéros de 21 F.

● **Second tirage** : 15, 17, 32, 35, 41, 47, numéro complémentaire 27. Les rapports sont pour six bons numéros de 32 754 635 F, pour cinq bons numéros et le complémentaire de 111 535 F, pour cinq bons numéros de 7 435 F, pour quatre bons numéros et le complémentaire de 330 F, pour quatre bons numéros de 165 F, pour trois bons numéros et le complémentaire de 36 F, pour trois bons numéros de 18 F.

Rolland Courbis fait de l'Olympique de Marseille un sérieux prétendant au titre

Vainqueur (2-1) au Parc des princes, l'OM rejoint le PSG en tête du championnat de France de football

Un but de Xavier Gravelaine (14e) et un penalty de Laurent Blanc (64e) malicieusement obtenu par Fabrizio Ravanelli – contre un but de Jérôme Leroy (34e) – ont suffi pour que l'Olympique de Marseille s'impose à Paris face à un PSG privé d'attaquants après la blessure de Florian Maurice. Pour sa première année sur la Canebière, Rolland Courbis est en passe de réussir à faire de l'OM un champion de France en puissance.

LE TEMPS passe, les joueurs changent, mais la tradition est respectée. Dimanche 9 novembre, dans un Parc des Princes plein de bruit et de fureur, l'Olympique de Marseille a battu le Paris Saint-Germain (2-1) à l'issue d'un match aussi tendu qu'excitant. Tradition respectée, puisque, depuis que Canal Plus a pris en mains la destinée du club de la capitale, en 1991, jamais le PSG n'est parvenu à s'imposer sur sa pelouse face à l'OM en championnat. Tradition respectée, puisque les PSG-OM ont toujours débouché sur des rencontres heurtées. Tradition respectée enfin concernant l'ambiance électrique régnant dans des tribunes, où 600 fans marseillais ont donné de la voix et du geste face à 43 000 supporteurs parisiens rendus nerveux par leur présence.

Malgré cette atmosphère surchauffée, Rolland Courbis n'est pas homme à perdre la tête. La victoire obtenue à Paris, c'est d'abord la sienne. Celle d'un maître tacticien dont le sens du *« coaching »* et du dialogue permet à ses joueurs, quels qu'ils soient, de se sublimer au moment voulu. Natif de Marseille, mais ayant roulé sa bosse dans des endroits aussi divers qu'Athènes, Ajaccio, Toulon, Monaco, Toulouse ou Bordeaux, Rolland Courbis est devenu, au fil d'une existence mouvementée, l'un des grands entraîneurs français, un homme qui, selon la jolie formule de Paul Vissiano, vice-président du petit club marseillais d'Endoume, cité par *L'Equipe Magazine*, reste *« capable de faire pousser des roses dans un désert »*.

CHARISME ET SENS DU DIALOGUE

Aujourd'hui, Rolland Courbis est l'un des rares entraîneurs de France à pouvoir convaincre nombre de joueurs de venir le rejoindre. Une qualité inestimable à laquelle s'ajoutent son charisme, son sens du dialogue et ses préparations minutieuses – physique, tactique et psychologique. Il y a deux saisons, l'Olympique de Marseille évoluait en deuxième division. Son nouveau président, Robert Louis-Dreyfus – le patron d'Adidas, – cible son objectif en parlant d'une qualification en Ligue des champions. Autrement dit d'un classement final à la première ou deuxième place du championnat de France. Pour y parvenir, les nouveaux reponsables olympiens ont remplacé Gérard Gili par Rolland Courbis.

Courbis à Marseille ? L'évidence ne s'imposait pas si facilement aux yeux de certains responsables politiques locaux, qui, soucieux de voir l'OM se refaire une virginité après l'ère Tapie, craignaient de voir débarquer à la tête de l'équipe première un homme toujours en délicatesse avec le fisc et ayant passé un séjour en prison à la suite de malversations financières survenues au Sporting Club de Toulon. Aujourd'hui, il n'y a plus de craintes. Parce que Rolland-le-magicien, fidèle à sa ligne de conduite, est en train de bâtir en un temps record une équipe de premier plan. Et qu'ici on pardonne beaucoup à celui qui semble capable de faire revivre le Stade-Vélodrome.

La saison dernière, c'est à Bordeaux que le talent de bâtisseur du Marseillais avait fait merveille. Héritant d'un effectif totalement bouleversé à l'intersaison, Rolland Courbis avait rapidement su trouver l'amalgame et fait des Girondins une équipe efficace, quatrième en championnat et finaliste de la Coupe de la Ligue. A Marseille, on l'attendait au tournant. Qu'allait-il faire de cet effectif au sein duquel trois joueurs de classe internationale (l'Allemand Andreas Köpke, l'Italien Fabrizio Ravanelli et Laurent Blanc) côtoient des coéquipiers doués, mais dont la carte de visite ne laissait pas entrevoir de miracles ?

Comme d'habitude, Rolland Courbis s'est mis au travail, cherchant d'abord à trouver une assise défensive solide. Le résultat est là : l'OM possède la meilleure défense de première division, avec onze buts encaissés après quinze journées de championnat. Ensuite, il a mis en pratique au fil des rencontres une technique qu'il maîtrise parfaitement, à savoir le *« coaching »*. Nul mieux que lui ne sait faire tourner son effectif – une leçon que le Portugais Ricardo pourra méditer. *« J'ai une vingtaine de gars capables de bien jouer en équipe première. C'est une richesse inestimable »*, avouait-il après la victoire du Parc des Princes.

PAS D'EUPHORIE

Un succès qui doit tout à la méthode Courbis, faite de regroupements défensifs parfaits et de contres rapidement menés. Un marquage strict, un Laurent Blanc capable de transversales millimétrées, des joueurs utilisant beaucoup les « couloirs » (« Titi » Camara sur l'aile gauche, Claude Makélélé à droite), et voilà comment cet OM solide devient, au fil des rencontres, une formation de plus en plus difficile à manœuvrer.

Mais le maître refuse encore de céder à l'euphorie. *« Pour être champion*, lançait-il après le match, *il faut posséder un niveau de jeu supérieur à celui qui est le nôtre actuellement. Pour le moment, l'OM est une bonne équipe, pas une grande équipe. Mon objectif reste de terminer dans les cinq premiers. »* Le président Robert Louis-Dreyfus, lui, pense toujours à la Ligue des champions. Un objectif que semble en mesure d'atteindre Rolland Courbis, l'homme capable de faire pousser des roses dans un désert.

Alain Constant

■ **Blessés en première mi-temps**, l'attaquant du PSG Florian Maurice souffre d'une entorse de la cheville gauche et le milieu de terrain Vincent Guérin d'une entorse du genou gauche. Selon Claude Le Roy, directeur sportif, le PSG, déjà privé de Marco Simone (claquage), aura engagé un « joker » offensif avant la rencontre contre Monaco, mercredi 20 novembre.

■ **Douze policiers ont été légèrement blessés et sept personnes ont été interpellés** au cours d'incidents qui ont eu lieu à la sortie du Parc des Princes. Des supporteurs ont jeté des pierres et des bouteilles de bière sur les forces de l'ordre qui protégeaient la sortie des 43 000 spectateurs présents au match. Auparavant, un CRS avait été blessé par un projectile lancé sur la pelouse.

L'aspect de la pelouse du Stade de France est « provisoire »

La direction du Stade de France a précisé, samedi 8 novembre, que l'aspect esthétique de la pelouse est provisoirement altéré (*Le Monde* daté 9-10 novembre) en raison de divers travaux d'entretien. *« Ces opérations consistent notamment en un verticutage – extraction du feutre, produit résiduel des tontes –, en un décompactage – aération du sol – et en un sablage. Celui-ci a été appliqué la semaine dernière et est encore visible aujourd'hui. L'aspect actuel de la pelouse est bien sûr provisoire. Toutes ces opérations sont normales et conformes à ce qui a été annoncé lors de la présentation de la pelouse, en septembre dernier »*, a indiqué la direction du Stade de France. Un jaunissement de la pelouse avait été constaté jeudi 6 novembre, lors de la visite du site par le président de la Fédération internationale de football (FIFA), M. Joao Havelange.

Le championnat de France de football de D1

[illegible]

Metz-Guingamp	2-1
Auxerre-Le Havre	0-0
Cannes-Montpellier	1-0
Bastia-Strasbourg	2-0
Bordeaux-Lyon	0-0
Châteauroux-Toulouse	2-1
Rennes-Lens	2-3
Monaco-Nantes	3-2
Paris-SG-Marseille	1-2

[illegible]

	Rouges	Jaunes
1 Nantes	0	20
2 Monaco	0	21
3 Marseille	0	27
16 Paris-SG	3	32
17 Bastia	4	36
18 Bordeaux	5	34

CLASSEMENT

	Points	J	G	N	P	Diff.	Chgts	Séries
1 Paris-SG	30	15	9	3	3	+16	=	GGGPP
2 Metz	30	15	9	3	3	+10	▲	GGNNG
3 Marseille	30	15	9	3	3	+10	▲	GGNGG
4 Bordeaux	29	15	8	5	2	+6	▼	GGNNN
5 Monaco	26	15	8	2	5	+7	=	GPPGG
6 Lens	25	15	7	4	4	+4	▲	PGPNG
7 Auxerre	23	15	7	2	6	+6	▼	GGGNN
8 Bastia	22	15	6	4	5	+5	▲	GPNPG
9 Montpellier	20	15	5	5	5	0	▼	GGGGP
10 Lyon	20	15	6	2	7	-1	▲	PPNGN
11 Toulouse	20	15	5	5	5	-4	▼	GPNNP
12 Nantes	16	15	4	4	7	-2	=	PGNGP
13 Guingamp	15	15	4	3	8	-6	=	PPNPP
14 Châteauroux	15	15	4	3	8	-10	▲	GPNPG
15 Strasbourg	14	15	3	5	7	-8	▼	PGPNP
16 Le Havre	13	15	2	7	6	-5	=	PNNGN
17 Rennes	13	15	3	4	8	-12	▼	GPNPP
18 Cannes	11	15	3	2	10	-16	=	PPNPG

[illegible] 1 Paris-SG 29 buts • 2 Auxerre 25 • 3 Metz, Monaco 23.

[illegible] 1 Marseille 11 buts • 2 Paris-SG • 2 Metz 13 buts

[illegible] 1 Guivarc'h (Auxerre) • Laslandes (Bordeaux) • Ikpeba (Monaco) 8 buts.

16e JOURNÉE : samedi 15 novembre • Bordeaux-Paris-SG • Nantes-Metz • Marseille-Auxerre • Montpellier-Bastia • Toulouse-Monaco • Guingamp-Rennes (le 16) • Le Havre-Strasbourg (le 16) • Lens-Cannes • Lyon-Châteauroux.

Le Japon compte sur le Mondial 98 pour relancer son football

TOKYO
de notre correspondant

Le football nippon languissait. Les victoires successives de l'équipe nationale lors des matches qualificatifs pour la Coupe du monde 1998 – le 1er novembre contre son rival sud-coréen, à Séoul (2-0), puis, samedi 8 novembre, à Tokyo, sur le Kazakhstan (5-1) – lui ont redonné espoir. Les footballeurs japonais joueront les barrages qui pourraient leur permettre de visiter la France après avoir disputé la plus populaire des épreuves sportives du 10 juin au 12 juillet.

Si la fièvre footballistique qui a suivi le lancement, en 1993, de la J-League (le championnat professionnel) est vite retombée, la perspective du Mondial 2002 – la première Coupe du monde jouée en Asie – dont le Japon partage l'organisation avec la Corée, a ravivé les passions nationalistes : en raison de leur contexte historique, l'ambiance des Corée-Japon est comparable à celle des France-Allemagne.

Certes, les spécialistes expliquent la victoire des Japonais à Séoul par une démobilisation des Sud-Coréens, déjà assurés de participer au Mondial français. N'empêche, la qualification du Japon est bien la grande affaire du moment. Le pays est suspendu aux performances de l'équipe nationale si bien que le piètre résultat (0-0) du match contre les Emirats arabes unis, il y a quelques semaines, a donné lieu à une première : un ouragan de critiques qui ont conduit à la démission de l'entraîneur national.

FAIBLESSES STRUCTURELLES

Le football japonais a besoin d'un nouvel élan. Au cours des deux premières saisons, les stades étaient pleins et les matches semblaient en passe de détrôner le base-ball, très populaire ici, en termes d'Audimat. Mais l'année dernière la foule a déserté les stades : de 19 500 en 1994, le nombre moyen des spectateurs est tombé à 13 300 en 1996. Et l'audience télévisée s'est effritée : de plus de 10 %, elle est passée à 7,2 %. Un désintérêt qui a eu des répercussions sur les revenus de la J-League (– 19 % en 1996). Les entreprises qui avaient misé sur la vogue des gadgets liés à la J-League déchantent aussi : les ventes de Sony Creative Products sont tombées de 3,6 milliards de yens en 1993 à 934 millions en 1996.

La J-League s'est étoffée de quatre équipes depuis 1995, pour en présenter dix-sept. Mais les nouveaux venus n'ont guère fait remonter la cote du football chez les jeunes et éprouvent beaucoup de mal à fidéliser des supporters. La création d'une deuxième division en 1999 accentuera cette inflation d'équipes et risque d'accroître la dispersion du public. Mais les entreprises ont tant investi dans la promotion du football qu'elles ne peuvent qu'aller de l'avant (avec des soutiens de 4,5 milliards de yens par an) au risque de perdre leur mise.

La J-League ne ménage pas ses efforts pour rester à flot : elle a lancé au printemps une campagne publicitaire à la télévision et elle a passé un accord avec la chaîne nationale NHK, lui donnant la priorité de retransmission d'une centaine de matches. L'introduction, en 1999, d'un *totocalcio*, qui devrait flatter le goût japonais du jeu, contribuera-t-elle à soutenir l'élan donné par les Coupes du monde au football nippon ?

Le ballon rond a profité entre 1993 et 1995 d'un effet de mode. Mais le football nippon souffre de faiblesses structurelles. Pour les résoudre, les clubs ont recruté, à l'aide de contrats mirobolants, des joueurs et des entraîneurs étrangers. Une politique qui a grevé les budgets sans résoudre le problème. Le système de formation des entraîneurs locaux se met en place à la vitesse d'un ailier poussif et, si le Japon célèbre les exploits de Kazuyoshi Miura ou Masakiyo Maezono, il tarde à se constituer un véritable vivier de joueurs.

Philippe Pons

Les Etats-Unis qualifiés

Grâce à leur victoire au Canada (3-0), dimanche 9 novembre, les Etats-Unis se sont qualifiés pour la Coupe du monde 1998 en France. Ils rejoignent ainsi le Mexique, qui les précède au classement de la zone Concacaf, et deviennent le 23e pays à avoir gagné le droit de participer à la phase finale de l'épreuve. En 1994, les Etats-Unis étaient qualifiés d'office en tant que pays organisateur. Au premier tour, ils avaient pris la troisième place de leur groupe derrière la Roumanie et la Suisse pour jouer les huitièmes de finale face au Brésil, qui s'était imposé (1-0). La dernière des trois places qualificatives de la zone Concacaf se jouera entre la Jamaïque et le Salvador, lors de la dernière journée, le 16 novembre. Le match nul (2-2) de la Jamaïque au Salvador, dimanche, place les Jamaïcains en situation de favoris, puisqu'ils devancent désormais les Salvadoriens de trois points. Ils devront au moins obtenir un match nul face au Mexique, chez eux, tandis que les Salvadoriens doivent absolument battre les Etats-Unis.

هكذا من الأصل

Des averses

LE TEMPS va rester agité en ce début de semaine : les passages pluvieux seront brefs mais fréquents. Mardi le vent soufflera moins fort, mais des rafales se produiront encore. Les températures seront dans les normes de saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Entre les averses les embellies seront de courte durée. Le vent de sud-ouest donnera encore quelques rafales jusqu'à 60 km/h. Il fera de 12 à 14 degrés.

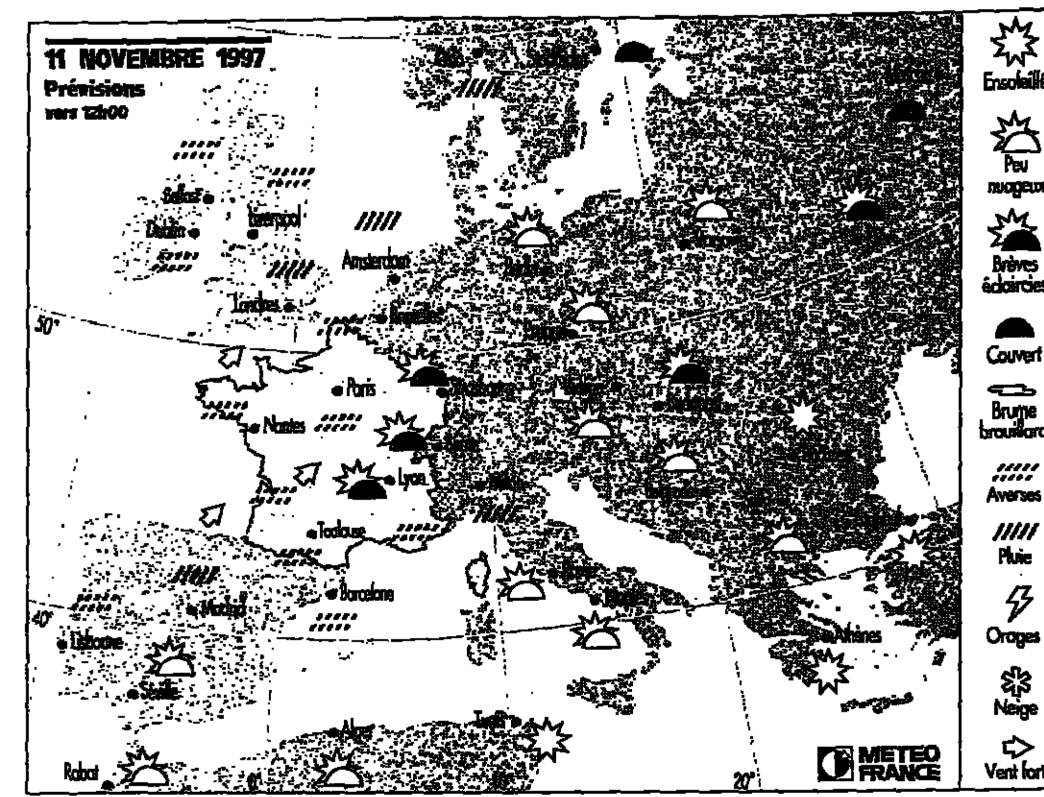
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Dans le Nord-Picardie et le nord de l'Ile-de-France, nuages et éclaircies se succèderont avec parfois une averse. Ailleurs, les nuages donneront de fréquentes averses. Il fera de 11 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps sera changeant toute la journée, alternant éclaircies et averses. Il fera de 11 à 14 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps sera bien maussade, avec de fréquents passages pluvieux, parfois accompagnés de tonnerre et de grésil. Les accalmies seront de courte durée. En Aquitaine, le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 60 km/h en rafales. Il fera de 13 à 15 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le relief, la journée sera médiocre, avec des passages pluvieux ; il neigera au-dessus de 1400 m. En plaine, les éclaircies seront assez belles le matin, puis le ciel se chargera de nuages, et il pleuvra l'après-midi. Il fera de 13 à 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Dans le Roussillon et l'ouest du Languedoc, le temps sera sec, avec simplement des passages nuageux. Partout ailleurs, les nuages donneront quelques averses, généralement brèves, mais parfois accompagnées de tonnerre. Il fera de 17 à 19 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

						PAPEETE	24/29	S	KIEV	8/10	N	VENISE	10/14	N	LE CAIRE	16/24	S
						POINTE-A-PIT.	23/31	S	LISBONNE	12/16	P	VIENNE	5/12	S	MARRAKECH	12/20	N
						ST-DENIS-RÉ.	21/27	N	LIVERPOOL	7/11	P	**AMÉRIQUES**			NAIROBI	15/23	S
						EUROPE			LONDRES	7/11	P	BRASILIA	20/29	P	PRETORIA	19/22	P
						AMSTERDAM	7/11	P	LUXEMBOURG	4/8	N	BUENOS AIR.	13/20	P	RABAT	14/20	N
FRANCE métropole			NANCY	4/11	P	ATHENES	14/20	S	MADRID	8/11	P	CARACAS	25/31	S	TUNIS	16/21	S
AJACCIO	12/19	P	NANTES	4/12	P	BARCELONE	13/18	P	MILAN	8/14	P	CHICAGO	-3/2	S	**ASIE-OCÉANIE**		
BIARRITZ	8/13	P	NICE	11/17	P	BELFAST	5/9	P	MOSCOU	1/4	C	LIMA	19/24	N	BANGKOK	25/35	S
BORDEAUX	7/12	P	PARIS	5/11	P	BELGRADE	11/17	S	MUNICH	3/10	S	LOS ANGELES	13/16	P	BOMBAY	27/32	P
BOURGES	4/10	N	PAU	5/13	P	BERLIN	4/11	S	NAPLES	13/19	N	MEXICO	14/18	P	DJAKARTA	26/32	C
BREST	6/11	P	PERPIGNAN	9/18	N	BERNE	-2/9	S	OSLO	4/5	P	MONTREAL	0/4	N	DUBAI	24/31	S
CAEN	7/12	P	RENNES	4/12	P	BRUXELLES	6/9	P	PALMA DE M.	12/20	N	NEW YORK	3/8	N	HANOI	24/30	N
CHERBOURG	6/12	P	ST-ETIENNE	6/14	P	BUCAREST	5/17	S	PRAGUE	1/7	S	SAN FRANCIS.	12/15	P	HONGKONG	22/27	N
CLERMONT-F.	6/12	N	STRASBOURG	3/10	N	BUDAPEST	8/14	N	ROME	14/19	S	SANTIAGO/CHI	6/14	P	JERUSALEM	16/24	S
DIJON	5/11	P	TOULOUSE	4/12	P	COPENHAGUE	5/8	N	SEVILLE	13/19	N	TORONTO	-1/4	C	NEW DEHLI	15/24	P
GRENOBLE	4/12	P	TOURS	4/12	P	DUBLIN	6/9	P	SOFIA	7/15	N	WASHINGTON	4/11	S	PEKIN	12/18	P
LILLE	5/10	P	**FRANCE outre-mer**			FRANCFORT	3/11	S	ST-PETERSB.	1/5	P	**AFRIQUE**			SEOUL	8/18	S
LIMOGES	4/9	P	CAYENNE	23/30	P	GENEVE	4/10	S	STOCKHOLM	4/7	C	ALGER	14/22	N	SINGAPOUR	27/31	P
LYON	6/14	N	FORT-DE-FR.	25/31	P	HELSINKI	2/4	C	TENERIFE	15/21	S	DAKAR	26/31	S	SYDNEY	21/27	N
MARSEILLE	11/18	P	NOUMEA	19/24	S	ISTANBUL	11/16	S	VARSOVIE	6/9	N	KINSHASA	24/27	P	TOKYO	14/21	S

Situation le 10 novembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 12 novembre à 0 heure TU

METEO FRANCE

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **EUROPE.** Le Microsoft AutoRoute Express Europe 98, atlas routier et guide de voyages interactif sur Cédérom, permet de trouver le meilleur itinéraire en France et en Europe, de choisir un hébergement, d'admirer des sites historiques ou naturels et affiche des photos de lieux touristiques (199 F).

■ **FRANCE.** La SNCF a confié l'essentiel de sa restauration à bord des trains aux Wagons-Lits, filiale du groupe Accor, qui avait jusqu'à présent 30 % du marché en concurrence avec Servair, filiale d'Air France, (70 %).

■ **ESPAGNE.** Situé Plaza de las Cortes, en plein cœur de Madrid, face au Musée du Prado, le Palace Hotel vient de rouvrir ses portes après les plus importants travaux de rénovation réalisés depuis sa création en 1912. De Paris, réservations au 0800-90-65-35.

PRATIQUE

Pour conserver son vin quand on ne dispose pas d'une vraie cave

IL N'EXISTE PAS de star plus exigeante – d'aucuns diraient caractérielle – que le vin. Il déteste : vibrations, légumes, fromages, fruits, vinaigre, fleurs, bois vert, racines, paille... peintures, carburants, lubrifiants, colles, produits d'entretien, livres, journaux et tuyaux en tout genre. Il tolère le béton (bien sec), mais exige une température de 13° C, constante ou variant très lentement ; une hygrométrie de 72 % ; une aération haute au nord-est et basse au sud-ouest, sans courants d'air ! Et surtout... silence et obscurité. Bref tout le « confort » d'une vraie cave – lieu improbable dans l'habitat moderne. Heureusement pour l'amateur de vin, la technologie est venue au secours de sa passion. On ne compte donc pas moins de trois solutions pour garder ses chères, voire très chères, bouteilles.

● ***Les armoires à vins.*** C'est la solution la plus accessible, la plus commode et la plus répandue, qui offre même deux avantages par rapport à la cave traditionnelle : les bouteilles sont à portée de la main et cette armoire est mieux protégée qu'une cave d'immeuble. Elle ressemble en fait à un réfrigérateur mieux isolé et mieux « habillé », parfois encastrable, qui s'installe à peu près n'importe où.

L'analogie avec le réfrigérateur s'arrête à l'élément moteur, qui est souvent le même, un compresseur, mais très lent et silencieux, avec un volume sonore de l'ordre de 36 dbA, à comparer aux 47 dbA des lave-vaisselle les plus silencieux et aux 30 dbA du silence absolu pour l'oreille humaine. Un autre mécanisme, à absorption, est encore plus silencieux, mais, moins répandu, il peut se révéler plus difficile à réparer en cas de problème.

Les armoires à vins sont divisées en deux grandes familles : celles à température unique (réglable) et celles qui ont en plus un compartiment à « frapper » à cinq ou six bouteilles en partie basse et un autre à chambrer (dix-huit) en partie haute. L'armoire fonctionnant dans des plages de température réduites, avec des systèmes régulateurs d'hygrométrie peu gourmands, la consommation en électricité revient en moyenne à moins de 20 francs par mois. En revanche, le prix d'achat reste assez élevé. Il varie avec les options, dont la plus discutable – mais la plus prisée – est la porte vitrée, certes anti-UV, mais pas très conseillée pour les vins délicats.

La couleur majore le prix, comme les clayettes intérieures coulissantes, à empreintes... et bien entendu l'option « multi-températures ». Il faut compter environ 5 000 à 6 000 francs pour 60 bouteilles ; 8 000 francs pour 100 à 150 bouteilles ; 12 000 francs pour 200 bouteilles ; et jusqu'à 50 000 francs. Les modèles les plus intéressants se situent au milieu de la gamme. Chez EuroCave, le plus vendu coûte 12 000 francs pour 230 bouteilles... à comparer à son homologue à 9 000 francs pour 90 bouteilles. A noter aussi un modèle à 4 500 francs pour 60 bouteilles chez Idéal Cav.

● **Vraies ou fausses caves « améliorées ».** Plusieurs techniques permettent d'améliorer une cave existante, ou d'aménager une pièce bien isolée, grâce à une installation comme en proposent les gammes Eurokit et Eurosplit d'Idéal Cav. Les premières climatisent seulement ; les secondes peuvent réchauffer, refroidir et humidifier à la demande (de 14 000 à 28 000 francs).

Plus élaborée, la cave à vins de Vinosafe transforme un local quelconque en véritable cave : porte climatiseur, régulation d'hygrométrie, panneaux d'isolation, groupe de climatisation, étagères, etc. Les prix vont de 40 000 francs pour 500 bouteilles à 100 000 francs pour 3 000 bouteilles, mais porte ou climatiseur peuvent s'acheter séparément.

> Il tolère le béton (bien sec), mais exige une température de 13° C, constante, et surtout... silence et obscurité

● **Les vraies caves « ajoutées ».** C'est la solution par excellence en pavillon. La cave enterrée de Polycave s'installe en deux jours, et se présente sous forme d'un parallélépipède enterré et accessible par une trappe, qu'on peut éventuellement blinder. Les prix vont de 18 000 à 68 000 francs environ, pour 450 à 2 250 bouteilles. Seules les plus vastes permettent de se tenir debout, mais l'accès aux autres est facilité par un ingénieux tabouret qui glisse sur la poutre porteuse.

Il faut huit jours pour installer la plus inventive de toutes, l'Hélicave Harnois distribuée par Transtherm, qui est constituée par... un escalier en colimaçon modulaire, dont chaque « marche » devient à la fois paroi et espace de rangement. Tous les impératifs exigés par le vin sont réunis, jusqu'au plus délicat : l'aération basse, qui remonte astucieusement par le noyau de l'escalier. Plus de 10 000 de ces caves ont déjà été installées en France, pour 50 000 à 150 000 francs environ, les plus petites tournant dans un puits circulaire de 2 mètres de diamètre, les plus grandes dans un ovale de 4 x 2,27 mètres.

Marcel Donzenac

★ **EuroCave : 81, boulevard de Stalingrad 69100 Villeurbanne**
★ **Idéal Cav : 5, rue du Général-Clergerie, 75116 Paris**
★ **Polycave : ZA des Quatre-Nations, 44360 Vigneux-de-Bretagne**
★ **Transtherm : Bercy Expo, 26, avenue des Terroirs-de-France 75609 Paris Cedex 12**
★ ***Vinosafe : BP 5, 68280 Sundhoffen***

Un tire-bouchon rapide pour beaujolais nouveau

Un négociant bourguignon va profiter du lancement, le 20 novembre, du beaujolais nouveau pour commercialiser le tire-bouchon intégré. La maison Emile Chandesais, qui fut déjà la première, en 1962, à embouteiller ce vin primeur jusqu'alors livré en barriques dans les bars, a l'exclusivité de ce procédé nouveau en France, mais déjà sorti en Australie et en Afrique du Sud. Mis au point il y a plus de huit ans par un œnologue canadien, David Hojnoski, le mécanisme se compose d'un piston en plastique solidement chevillé à l'intérieur du bouchon de liège et surmonté d'une bague en plastique. La bouteille se débouche en soulevant le piston avec les doigts. Le tire-bouchon, appelé *kwik-kork* (dérivé de l'anglais *quick cork*, bouchon rapide en français), est réutilisable à l'infini. L'étanchéité de ce bouchon/tire-bouchon serait identique à celle des bouchons classiques. *« Réservé aux vins faciles d'accès, comme les vins de pays ou des AOC régionales comme le beaujolais, les côtes-du-rhône, voire quelques bordeaux »*, selon Jean-Pierre Durand, directeur du marketing pour la maison Chandesais, ce prodédé ne devrait avoir aucune incidence sur le prix de la bouteille.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97249

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III										■		
IV									■			
V		■					■					
VI					■	■						
VII								■		■		
VIII				■					■			
IX			■								■	
X												

HORIZONTALEMENT

I. Formation d'un cadre. – II. Evite les ruptures en bout de chaine. Peut finir dans un fauteuil. – III. Bossait dur. En doute. – IV. Qui fait le reste. Ce n'est souvent qu'une apparence. – V. D'un auxiliaire. Une arme pour les pompiers. – VI. Partie depuis peu de temps. Envoyé spécial au Moyen Age. – VII. Le trop-plein des sens. Saint dans la Manche. – VIII. Blanc et bulbeux. Nous environnent vulgairement. Circulent en Roumanie. – IX. Agent de liaison. Même bien cultivé, il ne devient jamais gros. – X. Se met en quatre pour le poète.

VERTICALEMENT

1. Une information que l'on ne verra pas à la « une » du *Monde*. – 2. Entre en contact. Ne rentre pas en contact. – 3. Indiquent la position. – 4. Où l'on trouve de la vie. En mer. – 5. Une protection depuis Zeus. S'attaqua au tronc. – 6. Fait la belle et guide le berger. Découpent la terre en bandes. – 7. Lettres d'Adeline. Sa messe et sa musique sont pour le temps présent. – 8. Jeu sur deux notes. Note. – 9. Relâchement gazeux. Le septième n'est que centenaire. A moitié bleu. – 10. Dans la gamme. Plein de bons mots. La première madame Jacob. – 11. Rend tout insignifiant. – 12. Garde les distances.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97248

HORIZONTALEMENT

I. Tarlatane. JT. – II. Amaigrie. Roi. – III. Rot. Aimanter. – IV. Ares. Pénal. – V. Basane. TV. Af. – VI. Il. Pa. Tsé-tsé. – VII. Sigma. Tics. – VIII. Crâneurs. Mes. – IX. Oie. Asticote. – X. Ta. Cicérones.

VERTICALEMENT

1. Tarabiscot. – 2. Amoral. Ria. – 3. Ratés. SAE. – 4. Li. Sapin. – 5. Aga. Nageai. – 6. Tripe. Musc. – 7. Aime. Tarte. – 8. Néants. Sir. – 9. Navet. Co. – 10. RTL. Timon. – 11. Joe. Ascète. – 12. Tire-fesses.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 43

Les nombres secrets

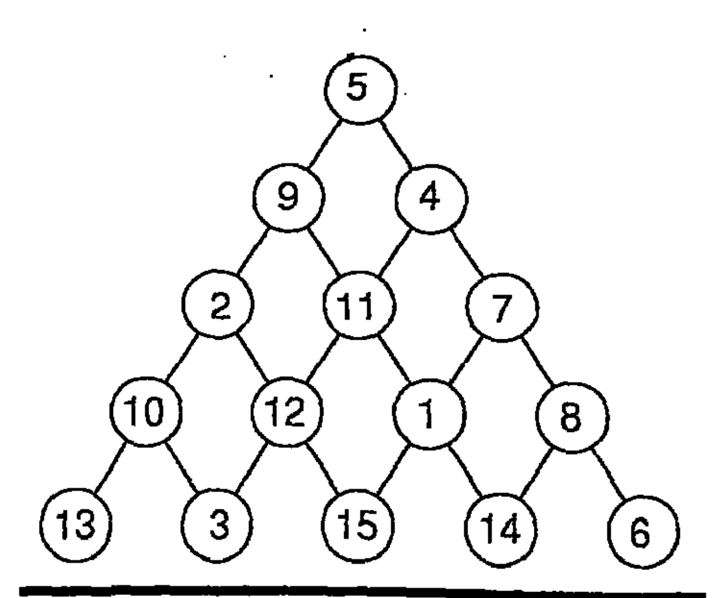
DEUX CANDIDATS s'affrontent lors du jeu télévisé « Les nombres secrets ». L'animateur précise que les nombres secrets sont deux entiers (le premier est strictement plus petit que le deuxième) compris entre 1 et 7. Le but des candidats est de les deviner. *« Je calcule le double du premier que j'ajoute au triple du second, j'écris le résultat sur ce morceau de papier, et je vous le confie, monsieur Léonhardt. »* Puis, se tournant vers le deuxième candidat : *« Je calcule le double du second que j'ajoute au triple du premier, j'écris le résultat sur ce deuxième morceau de papier, et je vous le confie, monsieur Blaise. »* Puis, s'adressant aux deux : *« Vous avez une minute pour me donner la réponse. »*

Les deux candidats, qui sont d'excellents logiciens, griffonnent quelques calculs. Puis chacun rend une feuille de résultat à l'animateur, qui les dépouille, et s'écrie : *« Les deux réponses sont fausses. »* Quels sont les deux nombres secrets ?

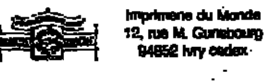
Solution du problème dans Le Monde *du 16 novembre.*

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1997

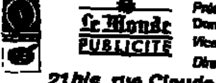
SOLUTION DU PROBLÈME N° 42
paru dans *Le Monde* du 4 novembre.



Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037

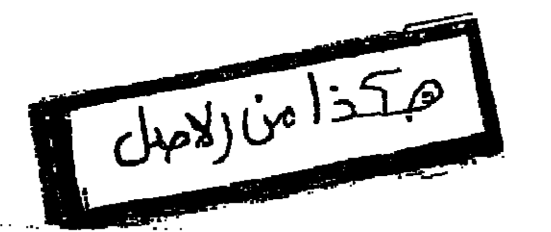


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



CINÉMA **Agacés par la succession de films antichinois ayant pour sujet l'occupation du Tibet, les autorités de Pékin ont décidé de sanctionner les studios qui les produisent et les distribuent. ● SONY, DISNEY ET MGM sont menacés de boycottage au moment où l'industrie cinématographique de Hollywood s'apprête à partir à la conquête de l'immense marché chinois. ● PRODUCTEUR de *Kundun*, de Martin Scorsese, un récit sur la vie du dalaï-lama, Disney, qui a de grands projets de développement en Chine, est particulièrement visé. Henry Kissinger a été chargé des négociations avec Pékin pour le compte de la major. ● L'INDUSTRIE CHINOISE du cinéma, en voie de privatisation, est désormais partagée entre films de propagande officiels et films indépendants qui abordent des sujets de société, montrés au récent Festival de Shanghaï.**

Le grand marchandage entre Pékin et Hollywood

Le gouvernement chinois a décidé le boycottage des studios américains qui produisent des films pro-tibétains. Au-delà de ce conflit, la Chine et les Etats-Unis se disputent le marché des images le plus prometteur de la planète

LOS ANGELES
correspondance

Les patrons des studios hollywoodiens seraient-ils plus sensibles aux mises en garde chinoises que ne le laissent supposer leurs réactions officielles ? Dix jours après l'annonce du boycottage par Pékin de trois grands studios (Sony, Disney et MGM), l'affaire continue d'agiter les états-majors des compagnies américaines. Elle éclate au moment où les majors du cinéma américain, profitant de l'ouverture économique de la Chine, s'apprêtent à partir à la conquête du marché prometteur en profits faramineux que constitue le milliard de spectateurs en puissance de l'empire du Milieu. La Chine est la « nouvelle frontière » de l'industrie cinématographique américaine. Pékin le sait bien, et c'est donc un grand marchandage qu'elle vient d'engager pour tenter d'obtenir le silence de Hollywood sur la situation politique en Chine, notamment au Tibet occupé.

Trois films ont provoqué l'ire de Pékin. *Sept ans au Tibet* de Jean-Jacques Annaud, *Kundun* de Martin Scorsese, et *Red Corner* de Jon Avnet, qui ont en commun de défendre le pays du dalaï-lama. Sony est le distributeur de *Sept ans au Tibet*, de Jean-Jacques Annaud, qui retrace l'histoire de l'alpiniste nazi Heinrich Harrer, devenu le précepteur du dalaï-lama. Le film, qui présente un portrait édifiant de l'ancien SA, puis SS, autrichien, provoque déjà une polémique avant sa sortie en France. Ce n'est pas l'« affaire Harrer » qui choque Pékin, mais les scènes finales du film qui montrent l'invasion du pays par l'armée chinoise.

De son côté, MGM/UA vient de sortir *Red Corner*, avec Richard Gere dans le rôle d'un entrepreneur américain à l'assaut du marché des télécommunications chinoises, et qui se retrouve pris au piège d'un système judiciaire particulièrement inique et brutal. De surcroît, Richard Gere, un disciple du dalaï-lama, est à Hollywood le défenseur le plus actif des droits du Tibet, et la sortie de *Red Corner* a coïncidé avec la visite officielle du président Jiang Zemin aux Etats-Unis. La MGM a résisté aux demandes de report des officiels chinois. Enfin, le 25 décembre prochain, Disney sortira *Kundun*, réalisé par Martin Scorsese, sur la vie du dalaï-lama. Ces trois films, selon le mémorandum de Pékin du 29 octobre, *« attaquent vicieusement la Chine et blessent les sentiments du peuple chinois »*.

« TIBÉTOMANIA »

Depuis trois ans, les Chinois ont ouvert leurs écrans de cinéma à Hollywood, avec un quota de dix films par an. C'est ainsi qu'ont été distribués, entre autres grosses productions américaines, *Le Fugitif, Le Roi Lion, Forrest Gump, Speed, Die Hard 3, Sur la route de Madison, Waterworld, Toy Story, Jumanji, Twister, Mission : Impossible, Sabrina*, et récemment *Space Jam* et *Le Monde perdu*. Mais, visiblement, les autorités de Pékin craignent beaucoup l'impact des films « anti-Chinois » de Hollywood sur l'opinion publique américaine et mondiale.



SYGMA

Une scène de « Sept ans au Tibet », le dernier film de Jean-Jacques Annaud.

La « tibétomania » est la dernière cause en vogue à Hollywood, et le sujet est devenu très « vendeur ». Aux côtés de Richard Gere, Harrison Ford (dont l'épouse, Melissa Mathison, a écrit le scénario de *Kundun*) et Steven Seagal soutiennent activement le leader spirituel tibétain en exil. D'autres films sur le même sujet sont en préparation. Dans *Dixie Cups*, Steven Seagal interprétera un agent de la CIA en mission auprès de résistants tibétains, et les productions Merchant Ivory préparent le récit d'une rébellion à Lhassa en 1987.

Quelques semaines avant d'entreprendre un voyage dans la capitale chinoise dont l'importance n'échappe à personne, Jack Valenti, le représentant des grands studios, essaie de calmer le jeu. *« J'ai recommandé à nos compagnies de rester calmes et respectueuses de la culture chinoise, en ne cherchant pas la confrontation*, déclare-t-il au *Monde. Nos studios veulent investir avec leurs partenaires chinois dans des salles de cinéma qui font défaut là-bas, souhaitent tourner en Chine avec des cinéastes et producteurs locaux, et placer le savoir-faire technologique américain. Les Chinois sont des entrepreneurs intelligents qui comprennent que la coopération avec l'industrie américaine sera bénéfique pour l'économie du cinéma chinois. »* Quant à savoir si Hollywood est prêt à négocier, le roublard Valenti s'en tire par une pirouette : *« Après tout, nous faisons bien des films qui déplaisent au président des Etats-Unis, ou à la CIA et au FBI. »*

« RÉACTION DISPROPORTIONNÉE »

Le producteur Mike Medavoy, qui est né à Shanghaï et va bientôt distribuer le film chinois de propagande *Red River Valley* – l'histoire d'une incursion… britannique au Tibet en 1904 –, fait une analyse très « réaliste » de l'affaire : *« Les Chinois*, dit-il, *ont une réaction disproportionnée. Un studio ne peut pas se laisser dicter le contenu de ses films, et comme Hollywood s'intéresse principalement à l'argent, si un film doit en rapporter, ils le feront de toute façon. Car il ne faut pas oublier que les studios gagnent plus d'argent en dehors de la Chine qu'à l'intérieur. Pour le moment. »*

On est plus inquiet chez Disney/Buenavista. Des trois majors, qui toutes affirment que les affaires continuent (*« business as usual »*), c'est elle qui joue le plus gros. Son chiffre d'affaires à l'étranger s'élève à 1,09 milliard de dollars (6 milliards de francs environ), le plus élevé de tous les studios hollywoodiens. Disney a déjà ouvert une succursale en Chine, y vend son merchandising, y produit (avec la chaîne américaine ABC, dont elle est le propriétaire) des programmes pour enfants, des émissions de sports, et projette d'ouvrir un Disneyland près de Shanghaï. C'est dire l'importance de l'enjeu.

« Nous devons traiter ce problème avec beaucoup de tact, a expliqué, visiblement embarrassé, Michael Eisner, PDG de Disney, conseillé par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, sur la chaîne PBS. *Mais notre compagnie ne prend pas de position sur les droits de l'homme. Nous faisons du cinéma, nous produisons du spectacle… Martin Scorsese a pris une position. Mais je ne sais pas si elle est correcte ou non. »* Et pour achever de rassurer ses partenaires de Pékin, il ajoute sans craindre de minimiser le message du réalisateur américain : *« Les Chinois comprendront. Dans notre pays, quand on sort un film, on en parle beaucoup pendant six secondes, et il a disparu trois semaines après. »* Ainsi annoncée, une telle campagne de lancement a un parfum de boycott… par son propre distributeur.

Claudine Mulard

Henry Kissinger conseiller spécial de Disney

En 1996 déjà, le gouvernement chinois avait menacé Disney/Buenavista de représailles économiques pendant le tournage de *Kundun*, le film de Martin Scorsese, réalisé au Maroc où avaient été reconstitués lamaseries et paysages tibétains. La compagnie n'a pas pris ces menaces à la légère. Elle engagea aussitôt Henry Kissinger comme conseiller politique. L'ancien secrétaire d'Etat de Richard Nixon, âgé de soixante-quatorze ans, particulièrement rompu aux négociations avec les Chinois, avait été l'un des artisans du rapprochement des Etats-Unis avec Pékin au début des années 70. *« Je n'ai pas de formation politique en ce domaine*, a expliqué le PDG de Disney, Michael Eisner, *mais j'apprends. Kissinger me dit ce qu'il faut faire… »* Selon la presse américaine, M. Kissinger percevrait 5 millions de dollars en honoraires pour ce job…

Du dernier « nanar » idéologique au « Roi Lion » en CD vidéo

PÉKIN
de notre correspondant

Il n'y a pas besoin de déambuler longtemps dans les villes de Chine, même les plus petites, pour avoir une idée des rapports ambigus que le pays entretient avec la machine de production hollywoodienne et avec ses imitations asiatiques (en provenance de Taïwan, de Hongkong, de la Corée du Sud ou du Japon). Ici, le cinéma officiel diffuse pour un maigre parterre de spectateurs fatigués le dernier « nanar » *idéologique à la gloire d'un héros* du Parti communiste. Ce cinéma-là, coûteux, essentiellement composé de superproductions subventionnées par le régime, est en faillite non déclarée *(lire ci-contre)*.

Ailleurs (généralement plus près du marché de nuit), la boutique privée de projections vidéo fait salle comble avec de mauvais films de guerre, policiers ou sentimentaux – dans certains cas avec un zeste de très gentilles scènes de charme discrètement vantées comme *« pornographiques »* par la caissière, complice. Les amoureux, les traîne-savate, les combinards du système économique parallèle s'y retrouvent plutôt pour passer un moment ensemble que pour des raisons cinéphiliques.

LE FRISSON DE LA CONTREFAÇON

Mais il est un domaine où ces deux segments sociaux se retrouvent : le film familial, et de préférence la toute dernière nouveauté disponible. *Le Roi lion* des studios Walt Disney était disponible en Chine en CD vidéo avant même sa sortie mondiale. Il y avait, pour les consommateurs de ces copies pirates, le frisson de la contrefaçon devançant le produit authentique… D'autant plus facilement accessible que les « néo-bourgeois » chinois s'équipent à présent – après le magnétoscope et la hi-fi – du lecteur approprié, fabriqué désormais en Chine (sous licence américaine ou japonaise).

Récemment, une chaîne de télévision japonaise, Wo-Wo, essentiellement consacrée au cinéma, et très populaire auprès des propriétaires d'antennes de réception satellite (en principe soumises à autorisation spéciale), a été coupée *sans autre forme de procès. On aurait pu croire à la censure s'il y avait eu motif à censurer. En réalité, c'était, là aussi, affaire de gros sous.*

Le conflit Pékin-Hollywood n'a pas fait de vagues dans la capitale chinoise, et la presse n'en a presque pas parlé. On voit surtout, derrière cette affaire, se profiler un problème commercial. La Chine ne peut plus se permettre de repousser les productions américaines. Elle ne peut que tenter de défendre pied à pied des intérêts économiques en usant de l'arme politico-sentimentale pour acheter au plus bas prix ce qu'elle est contrainte de ne pas piller.

La « querelle tibétaine » entre Pékin et les trois principaux studios hollywoodiens soupçonnés de se faire les vecteurs d'une revendication politique antichinoise tombe ainsi dans une faille monumentale du régime : ceux qui s'indignent du contenu de telles productions sont liés à des entreprises, elles-mêmes la plupart du temps liées aux caciques politiques, qui produisent le matériel de diffusion des œuvres jugées impropres à la consommation populaire.

Francis Deron

Le cinéma chinois entre censure et privatisation sauvage

SHANGHAÏ
de notre envoyé spécial

L'annonce des sanctions contre Sony, MGM et Disney est intervenue pendant le troisième Festival international de Shanghaï, du 24 octobre au 2 novembre. Elle n'a pas troublé le déroulement de la manifestation. Près de trois cents films étrangers ont été projetés, soit trois fois plus qu'il n'en est distribué dans toute la Chine chaque année. Et les salles qui projetaient des films américains – y compris ceux des majors visées par le boycottage – jouaient à guichets fermés…

Depuis 1995, seule une petite dizaine de superproductions hollywoodiennes et de Hongkong sont distribuées sur le territoire, selon un principe expérimental de partage des recettes avec les majors. La quarantaine d'autres films étrangers, achetés à un prix forfaitaire, ont une carrière difficile à retracer. Quant aux films chinois, le Festival de Shanghaï en montrait cette année près de quarante. On y a vu notamment *Red River Valley*, superproduction sur le Tibet qui se veut la réplique fanfaronne de la Chine aux films réalisés en Occident sur le sujet, et qui ont provoqué la colère de Pékin.

On y a vu aussi des choses plus originales dont *Zhang da chen ren* (« Devenir adulte »), premier film indépendant de Lu Xuechang, qui a mis plus de deux ans à trouver une version acceptable pour la censure. Entre ces deux extrêmes (cinéma de propagande et jeune cinéma flirtant avec les sujets tabous de la drogue, du rock ou du sexe), toute une série de films de qualité sur la Chine contemporaine (comédies urbaines de Huang Jiangxin, l'auteur de *Surveillance*, ou fables des campagnes à la Fan Yue, le réalisateur de *Brother Wu Invites God*) témoignent d'un cinéma bien vivant et maître de ses moyens artistiques et techniques.

Les Américains ont également fait leur marché à Shanghaï. La 20th Century Fox a acquis les droits de distribution de son premier film chinois, *La Pierre à l'encre*. United Artists et Warner ont de leur côté acheté chacun un film.

L'industrie du cinéma chinoise est loin d'être imperméable aux transformations de l'économie, en proie à une fièvre de privatisations. C'est dans les studios (seize en Chine : la moitié de réelle importance, dont trois grands, Pékin, Shanghaï et Changshun) que les changements sont les plus spectaculaires. La plupart des films sont coproduits avec des fonds provenant d'entreprises d'Etat autonomes officiant dans d'autres secteurs : industrie, banque, assurance, restauration.

DEUX MONDES CONTRADICTOIRES

Le vétéran Xie Jin a tourné la superproduction *Opium War*, avec 100 millions de yuans rassemblés auprès des sociétés de la nouvelle zone industrielle de Pudong à Shanghaï, et la bénédiction des autorités. Guan Hu, un réalisateur de vingt-neuf ans, auteur de *Dirt* (« En marge »), un premier film remarqué dans les festivals étrangers, a tourné son deuxième, *Cello In The Cab*, grâce à l'argent gagné en réalisant des publicités ou des clips. Son histoire d'un conducteur de taxi et d'une jeune musicienne dans le Pékin d'aujourd'hui a toutefois dû être remontée quatre fois pour satisfaire les censeurs.

Ce contexte de privatisation chaotique et d'économie parallèle s'accommode mal de l'attention particulière réservée aux films par le pouvoir. Surtout que la télévision, dont l'influence dépasse aujourd'hui celle du cinéma, échappe aux censeurs, incapables de contrôler la production de téléfilms, trop volumineuse et trop rapide. *Red River Valley* fait partie des films mis en chantier pour exalter le patriotisme : le directeur du Bureau du cinéma, l'organe responsable notamment de la censure, en a programmé cinquante en 1996 pour le IXe plan quinquennal chinois, de 1996 à 2000. Le film de Lu Xuechang, *Devenir adulte*, a été produit avec les moyens du bord par Tian Zhuang Zhuang, qui, un temps interdit de tourner après la sortie illicite du *Cerf-volant bleu* au Festival de Tokyo en 1993, se consacre depuis à aider les jeunes cinéastes.

Les contradictions entre ces deux mondes semblent s'exacerber. La promotion de la « civilisation spirituelle », chère au chef de la propagande du parti, Ding Guangen, bête noire des cinéastes, est plus que jamais au programme. Sur le mini-marché du film ouvert à l'occasion du Festival de Shanghaï, les professionnels reconnaissent que la fréquentation s'est effondrée. La production de l'année 1997 devrait tomber en dessous des cent films, alors qu'elle atteignait cent cinquante les autres années. On signale également que les succès au box-office des films de propagande tiennent avant tout à l'obligation qu'ont les sections des grandes entreprises d'Etat d'acheter leur quota de billets. Tiraillés entre plans quinquennaux et capitalisme sauvage, les réalisateurs chinois préféreraient encore une troisième voie, celle de Chen Kaige, en train de finir sa fresque historique *Assassins*, en plein milieu de la Chine, avec de l'argent étranger.

Brice Pedroletti

L'empreinte de Didier Levallet sur l'Orchestre national de jazz

L'ONJ et son nouveau directeur en ouverture du Festival de Nevers

GARE DU NORD, à Paris, jeudi 6 novembre, 22 heures. Chris Biscoe et Harry Beckett, les deux Britanniques membres de l'Orchestre *national de jazz (ONJ)*, arrivent de Londres par l'Eurostar. Ils sont accueillis par Didier Levallet, contrebassiste, compositeur et nouveau chef de l'ONJ, qui les conduit jusqu'à *un petit hôtel, près de la rue* de Tolbiac. Le lendemain matin, il les récupère, direction Louviers (Eure), pour un concert. L'ONJ, souvent considéré comme une machine somptueuse que l'Europe et les Etats-Unis souhaiteraient bien posséder, montre là que le bricolage *et la débrouille ne lui sont pas* étrangers.

Et pourtant : une saison de huit mois de concerts ; du temps et un local pour répéter – mais c'est *dans les bâtiments du « Quai de la* gare », près de la Bibliothèque de France, promis régulièrement à la disparition – ; un conseil d'administration et une administratrice ; un sonorisateur et un éclairagiste attitrés ; un budget d'un peu plus de 6 millions de francs, dont le *tiers provient des recettes propres*, le reste de subventions de l'Etat... mais calculé au plus juste. Trouver un chauffeur pour que deux des solistes puissent se déplacer avec *leur matériel dans Paris est déjà un* casse-tête.

DES DÉFIS

Ce problème des moyens, souligné par les cinq précédents chefs – *« on a une Rolls Royce mais pas l'essence pour la faire rouler »*, disait le pianiste Denis Badault –, Didier Levallet y reviendra quand l'orchestre aura fini de tourner. Pour l'heure, c'est à la musique d'exister. Levallet a commencé à composer pour la formation début juillet. L'orchestre s'est mis en place en septembre, a eu trois se*maines de répétitions pour un ré*pertoire de près de deux heures, un premier concert à Angers puis trois soirs au Théâtre de la Cité internationale, à Paris, début octobre, puis Louviers, Nevers le 11 novembre, enfin Limoges le 29, dans le cadre de Jazz en Limousin. Dans *le même temps, la matière d'un* premier disque vient d'être enregistrée au studio Ferber, à Paris.

On retrouve dans le répertoire plusieurs des préoccupations de *Levallet, en plus grand : à la fois la* somme de trente ans de présence dans les mouvements du jazz en Europe – notamment dans les musiques improvisées – et la traduction de son panthéon personnel (*Duke Ellington, Charles Mingus et* Gil Evans au sommet). En si peu de temps d'existence, c'est déjà énorme. Levallet aime souvent dire que l'arrangeur-orchestrateur-*compositeur doit être un drama*turge. Une suite en trois mouvements avec des climats qui se fondent, la présence de Daunik Lazro en soliste invité, des mouvements orchestraux qui imperceptiblement se superposent, montrent une grande ambition d'écriture qui ne perd jamais les notions de swing, de partage et d'énergie collective qui font qu'un grand orchestre donne l'envie d'accompagner ses envolées.

Au passage, Didier Levallet *réus*sit quelques défis qu'il s'était imposés. Celui de mettre deux batteries, celle de Ramon Lopez – une approche de percussionniste parfois – et celle de François Laizeau – un sens du *drive* exceptionnel, cette poussée du batteur qui fait *avancer* l'orchestre. Celui de réunir des musiciens aux références et aux histoires contrastées : Eric Barret, saxophoniste lié aux grands ténors de l'Histoire ; Phil *Abraham, tromboniste fou de* scat ; une jeune génération des conservatoires qui laisse le seul recours à la virtuosité au magasin des accessoires, comme le trompettiste Nicolas Folmer ou le corniste Lionel Surin ; des frondeurs qui ont annoncé la nouvelle vague, *comme le tromboniste* Yves Robert ou la pianiste Sophia Domancich ; le saxophoniste Chris Biscoe et le trompettiste Harry Beckett, qui, comme tout bon Britannique *de la génération des années 60*, sait tout faire...

A son tour, après François Jeanneau, *Antoine Hervé*, Claude Barthélémy, Denis Badault et Laurent Cugny, Didier Levallet fait avancer le langage du grand orchestre. Il veut d'abord établir l'identité de l'orchestre autour de son travail. Trente années de musiques. Il a accompagné les solistes américains, a fondé Perception, une formation free devenue mythique, a travaillé très tôt sur les cordes – Confluence, Swing String System – avant d'y mélanger des *cuivres dans Générations*, qui a posteriori annonçait en partie son ONJ. Homme de terrain, il a fondé les Ateliers de Cluny, où, depuis vingt ans, on repère les créateurs du jazz en France ; il en*seigne ; crée avec le saxophoniste* Sylvain Kassap et Roger Fontanel, le directeur des Rencontres internationales de jazz de Nevers, une micro-compagnie de disques, Evi*dence. A Nevers, il ouvrira le Festi*val. En marque d'amitié sûrement, de présence surtout, dans un festival qui a accompagné sa musique depuis sa fondation.

Didier Levallet a été nommé pour deux ans – contrairement à ses deux prédécesseurs –, avec la possibilité d'une prolongation d'un an. Dans le nombre chaque jour un peu plus nombreux des projets pour l'an 2000, celui d'amener cet orchestre au passage *du siècle s'impose déjà*.

Sylvain Siclier

★ ONJ, en ouverture du Festival *de jazz de Nevers, théâtre munici*pal, le 11 novembre à 20 h 30. Danilo Sanchez Quintet au même *programme*. Tél. : 03-86-36-90-16.


MEPHISTO

Didier Levallet, directeur de l'Orchestre national de jazz.

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : *Chimère*, film pour la télévision du dernier spectacle du théâtre équestre Zingaro** de Bartabas, a été sélectionné pour les Emmy Awards qui seront décernés le 24 novembre à New York. *Chimère*, déjà diffusé sur France 2 et bientôt sur Arte, figure dans la catégorie Arts de la scène. Après *Mazeppa* et *Chamane*, Bartabas prépare un nouveau long métrage, dont les héros seront un vieux clown et son cheval.

■ **MUSIQUE : le projet de contrat de James Levine** à la tête de l'Orchestre philharmonique de Munich a été provisoirement gelé pour des raisons de coût jugé excessif par le conseil municipal de Munich. Levine, cinquante-quatre ans, qui dirige actuellement le Metropolitan Opera de New York, a été pressenti pour succéder à Munich au Roumain Sergiu Celibidache, mort en août 1996. Il a fait savoir qu'il attendrait la décision finale de la ville avant de s'exprimer.

■ **PHOTOGRAPHIE : le prix Nadar 1997** de la photographie a été décerné, le 7 novembre, à l'ouvrage *Des années folles aux années noires, la nouvelle vision photographique en France, 1920-1940*, de Christian Bouqueret (Editions Marval). Le prix Nadar, purement honorifique, considéré comme le *« Goncourt de l'ouvrage photographique »*, récompense chaque année le meilleur ouvrage photographique ou illustré par la photographie, édité en France ou en langue française.

Petit théâtre de nuit

QUITTANT la banlieue, la voiture roulait le long des quais vers Paris. Fumées d'usines, éclats de néons, silence. A minuit passé, Macha officiait de sa voix grave sur France-Inter. C'étaient des femmes qui l'appelaient, cette nuit-là. L'une avait fait de la prison, quelques mois, à cause d'un amour malvenu qui l'avait *embarquée dans de mauvaises affaires*. Elle racontait que, depuis, elle vivait recluse, écrivant. Quand elle parlait de son passé, elle ne disait jamais *« la prison »*, mais *« là-bas »*.

Une autre, jeune étudiante en faculté, travaille sur les courriers envoyés par e-mail. Elle demandait qu'on lui en envoie pour les analyser. Elle n'a pas Internet.

La troisième femme semblait jeune ; elle avait une voix claire – un cristal dans la nuit. Elle s'est présentée : *« Je suis comédienne, pour l'instant en tout cas. »* Elle n'a pas dit son nom, elle a parlé de l'argument de la pièce qu'elle joue en ce moment dans un petit théâtre parisien de la rive gauche. Un monologue sur téléphone portable. Elle semblait penser que c'était triste, le portable : ça laisse peu de liberté, c'est un peu ridicule, ça isole plutôt que ça ne rapproche. Mais non, lui répondait Macha, je suis pour le téléphone portable, c'est très bien. *J'en ai un depuis long*temps, bien avant que ça devienne *« d'un courant navrant »* ; ça me permet d'appeler ma mère quatre fois par jour ; elle est âgée, et on sait que tout ce qui raccroche à la vie est très important pour les personnes âgées.

A l'autre bout de la ligne, la comédienne écoutait. Elle paraissait calme, mais on sentait à quelque léger frémissement qu'elle n'était pas assurée. Macha s'enquit de son âge : *« J'ai quarante-quatre ans. » « C'est étonnant, on ne le croirait pas, à vous entendre. » « Je sais »*, répondit l'inconnue, de sa voix qui sonnait toujours aussi clair. Et elle revint à sa pièce : *« Je vais vous donner le titre, mais avant, il faut que je vous dise quelque chose : je suis une comédienne bègue, ça va être difficile. La pièce s'appelle* La Voix... *»* Long silence.

Macha attendait la suite, qui est restée longtemps en suspens, dans la confidence de la nuit. Elle a laissé le temps passer, pour que se raccordent les mots bloqués par les difficultés d'énonciation de la comédienne. Enfin, ils vinrent. Un adjectif : *« inhumaine ». « La voix inhumaine. » « J'aime beaucoup* La Voix humaine *de Cocteau*, dit Macha. *C'est très beau. » « Oui*, répondit la comédienne, *mais vous savez, ce n'est pas pour parler de ma pièce que je vous ai appelée. Je cherche un amoureux. »*

Brigitte Salino

Luxe et volupté à la Foire des antiquaires de Bâle

BÂLE
de notre envoyé spécial

Pour la troisième année consé*cutive*, Bâle accueille le Tefaf (The European Fine Art Foundation), une émanation du Salon des antiquités organisé à Maastricht, une des plus importantes foires du monde dans cette spécialité. Et pour la troisième année consécutive, les habitués de Maastricht *trouvent que* sa petite sœur suisse peine à trouver sa spécificité. Pourtant, l'édition 1997 est de loin la meilleure des trois. Disparus, les coucous et autres meubles paysans helvétiques peints qui, si sympathiques qu'ils soient, juraient un brin face aux commodes Louis XV. Renforcée, la section des antiquités égyptiennes, gréco-romaines, mais aussi pré-colombiennes et asiatiques.

Avec cent trente exposants seule*ment, répartis sur trois étages*, ce Salon est aux antipodes des grandes machines à broyer le visiteur et se parcourt comme en flânant, ce qui permet de prendre le *temps de se pencher sur la statuette* d'une courtisane à peine âgée de trois mille ans ou de méditer face à une figure du Bodhisattva.

« DE VÉRITABLES CONNAISSEURS »

Les visiteurs apprécient cette ambiance presque intime. Eux si stressés d'habitude louvoient d'un stand à l'autre, se renseignent sur les provenances et l'historique des pièces qui les intéressent, et qu'ils connaissent parfois presque aussi bien que les marchands qui les leur proposent.

En cas de doute, ils peuvent toujours faire un saut chez Thomas Heneage, un extraordinaire libraire *londonien qui a charrié jusqu'à Bâle* quelques tonnes de livres d'art rarissimes. Des ouvrages de référence *dont le vendeur est capable de vous* vanter les qualités, et surtout les défauts, quand il y en a. Bref, un Salon *très professionnel*.

C'est d'ailleurs ce qui y attire cette année la galerie Gmurzynska, de Cologne. Elle pourrait sembler déplacée au milieu des antiquaires. Pourtant, ses expositions sont parfois dignes de musées, comme celle qu'elle consacre jusqu'au mois de décembre aux travaux réalisés par Robert et Sonia Delaunay pour *l'Exposition internationale de Paris*, en 1937.

A Bâle, elle présente un bel ensemble de Delaunay, mais aussi des tableaux d'un niveau très supérieur à ceux qu'elle montre lors des foires d'art contemporain auxquelles elle participe : deux Kandinsky de 1934, *par exemple. L'un, Blanc mouvementé*, est un des derniers réalisés au Bauhaus ; l'autre, *Entre deux*, est un des premiers peints à Paris, où il était encore accroché, ces derniers mois, dans une collection privée. Et un Picasso de 1959, un chien dalmatien devant une armoire difforme, *étourdissant de liberté*.

« Nous sommes à Bâle à la demande des organisateurs du Salon de Maastricht, confie le responsable de la galerie, *mais sans réticence : les collectionneurs qui viennent ici sont de véritables connaisseurs, qui sont capables d'apprécier ce que nous montrons, et de se l'offrir. »*

C'est vrai qu'ils ont le choix : *entre la haute joaillerie*, les icônes russes ou les objets de Fabergé, les manuscrits et les incunables, les armures arabes et les pendules Louis XVI, sans oublier la très remarquée section consacrée aux arts déco, il faudrait être difficile – ou pauvre – pour ne pas trouver son bonheur. Même Ernst Beyeler, qui vient d'inaugurer sa fondation à proximité (*Le Monde*, du 21 octobre), est venu en voisin pour présenter un choix de céramiques originales provenant de la succession *de Jacqueline Picasso. Des pièces* uniques, ou des maquettes, dont certaines datées de 1947, parmi les premières qu'il ait réalisées.

LE VILAIN PETIT CANARD

Un ensemble remarquable donc, mais qui, à force de luxe, de calme et de *volupté, pourrait paraître un* peu trop feutré, s'il ne recelait un vilain petit canard : il s'agit d'Yves Mikaeloff, autrefois un des meilleurs spécialistes de tapisseries anciennes de Paris, qui a été pris d'un coup de sang. Il a vendu ses collections et s'est mis à la sculpture et à *la peinture. Non, il ne les vend pas*, il les fait. Des artistes ratés qui deviennent marchands, cela s'est vu ; des marchands réussis qui deviennent artistes, le cas est moins *fréquent. Cela donne un stand* ébouriffant, qui est à la foire de Bâle ce que la peinture de Dubuffet est au XVIII[e] siècle français.

Outre les œuvres du maître des *lieux*, on peut y voir une commode en bronze, fondue à partir d'un original calciné par Arman dans les années 80, mais aussi, posé à l'horizontale sur une palette de chariot *élévateur*, un charmant tableautin de Martin Drolling (1752-1817), représentant *La Leçon de dessin*. Ou encore six fauteuils attribués à Tillard, et réalisés vers 1750 : l'un est posé sur une table, l'autre est de guingois, le troisième de travers, un autre encore est complètement renversé.

L'architecte Jean Nouvel avait pris un parti semblable pour l'accrochage de l'exposition « Les Années 50 », au Centre Georges-Pompidou, et avait transformé le Centre de création industrielle en cauchemar de brocanteur. Pourtant, le parti pris de Mikaeloff est d'une finesse *et d'une intelligence extrêmes* : ses fauteuils sont vus sous tous les angles, et se regardent comme des sculptures, qu'ils sont d'ailleurs peu ou prou devenus.

Un stand « grunge », au sol de béton brut, mais qui met paradoxalement les objets en valeur mieux *que ne le feraient l'écrin d'une boi*serie ou la douceur d'une moquette. Malheureusement, les confrères de Mikaeloff n'apprécient guère, et parlent de l'exclure de ces cénacles internationaux et policés que sont les foires d'antiquités. Tant pis pour eux.

Harry Bellet

★ TEFAF Basel 1997, Bâtiment 4, Messeplatz, CH 4021 Bâle. Tél. : (00) 41-61-686-20-20. *Jusqu'au* 16 novembre. Tous les jours, de 11 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 11 heures à 18 heures. Entrée 20 francs suisses (80 francs environ). Catalogue 350 pages, 30 francs suisses (120 francs environ).





هكذا من الاصل

Mogwai ranime la fée électricité au dixième Festival des Inrockuptibles

Les groupes scandinaves ont connu le triomphe annoncé

Pour sa dixième édition, le Festival FNAC-Inrockuptibles aura suscité l'engouement d'un public très divers dans les différentes salles parisiennes et régionales qui l'auront abrité. A Paris, malgré quelques défauts d'organisation et problèmes de sonorisation, le public aura pu satisfaire son goût de la découverte (Lauren Hoffman et Mogwai) et s'assurer des séductions du son scandinave (Jay Jay Johanson et Gus Gus).

Xᵉ FESTIVAL FNAC-INROCKUPTIBLES, Jim White, Bentley Rythm Ace, Lauren Hoffman, Finley Quaye, Mono, Mogwai, Guy Chadwick, Stereophonics, Jay-Jay Johanson, Theo Hakola, Elysian Fields, Luna, Strangelove, Jonathan Fire Eater, Françoiz Breut, Alpha, Embrace, Gus Gus, Locust, Crustation. La Cigale et le Divan du Monde, Paris, les 7, 8 et 9 novembre.

Comme prévu, les Scandinaves ont triomphé au cours du Xᵉ Festival FNAC-Inrockuptibles : le Suédois Jay Jay Johanson, invité de marque, et les Islandais de Gus Gus, avec leur techno intelligente et festive. A lui seul, Jay Jay Johanson a symbolisé la tendance d'une édition très marquée par les années 70 et le son de Bristol.

Sa voix de crooner chaleureuse, entre Chet Baker et Scott Walker, peut prolonger une chanson *a cappella* quand un synthétiseur tombe en panne. Reste que la mélancolie de son album *Whiskey* sied plus au *spleen* domestique, un verre de scotch à la main, qu'à la scène, où elle tarde à griser l'auditeur.

CLINS D'ŒIL

Dandy érudit, Jay Jay Johanson adresse en tout cas des clins d'œil aux musiques de films des années 70 moins appuyés que Mono et son *easy listening*, qui cite en permanence Burt Bacharach, compositeur considéré comme un monument de ringardise il y a une vingtaine d'années et en passe de devenir, aujourd'hui, la référence pop suprême. Au point que Locust, au cours de sa soirée *samples* et diapos, reprendra *Make It Easy On Yourself*. Avant de se rendre coupable d'une réinterprétation catastrophique du *So What*, de Miles Davis. Les échantillonneurs ont régné au cours de ce festival. Et la satisfaction est venue de Mogwai, quatre jeunes Ecossais sous contrat avec la fée électricité. Ce groupe est l'antithèse de Jay Jay Johanson. Ses instrumentaux n'offrent aucun confort d'écoute à domicile.

Ils sont captivants sur scène. Mogwai a ouvert une nouvelle brèche dans le mur du son érigé avant lui par Sonic Youth et My Bloody Valentine : des fréquences basses de bombardiers, des stridences et des larsens – pour une fois contrôlés – agressant le nerf auditif.

Le quartette, qui joue devant un poster de Lady Diana, passe d'un calme inquiétant à une fureur blanche, sauvage, fascinante. Il rejoint l'axe nippo-américain du bruitisme savant. Révélation du festival, son déluge sonique aura permis de rompre brutalement avec les *monotonies électroniques*. Après cette bourrasque, il fallut, samedi, les ballades acoustiques de Guy Chadwick, ancien leader de House of Love, pour reposer les tympans, prélude à un retour à la pop britannique, ancien cheval de bataille des *Inrockuptibles*. Hélas ! les Stereophonics, avec un accent gallois trop fort pour être honnête et des refrains racoleurs, cultivent les stéréotypes les plus éculés de la *power-pop*. Le lendemain, Embrace a réédité l'exploit de faire passer Oasis pour un groupe avant-gardiste.

SORTI DE L'OUBLI

La sincérité, elle, n'a jamais fait défaut à Theo Hakola. Le festival a eu le mérite de sortir de l'oubli cet Américain francophile, ancien leader de Passion Fodder qui débutait, samedi à 23 heures, la soirée au Divan du Monde. Humoriste sombre, Theo Hakola n'a pas dévié de sa *route, tracée dans la poussière* d'un folk à velléité punk mené par un *violon dingue*.

Le même soir, au même endroit, il fallait veiller jusqu'à 3 heures du matin pour accompagner l'invité-surprise, Strangelove. Six énergumènes – dont un batteur qui pourrait être le père des cinq autres – jouant – et plutôt bien un rock décadent et kitsch.

Aussi perturbé que l'acteur Slim Pickens chevauchant la bombe dans *Docteur Folamour*, le film de Stanley Kubrick auquel le nom de son groupe fait référence, le chanteur androgyne Patrick Duff se jettera dans le public dès le premier titre. *Superstar.* C'est finalement ce mauvais goût, revendiqué et corrosif, proche de *Phantom Of The Paradise* et de *Rocky Horror Picture Show*, qui nous aura réconciliés avec les années 70.

Bruno Lesprit

INSTANTANÉ

LAUREN HOFFMAN ET LES « APPLAUDISSEURS »

Aux habitués du Festival des Inrockuptibles, la frêle silhouette de Lauren Hoffman en aura rappelé une autre, révélée, il y a quelques années, sur cette scène de La Cigale. Le même imposant volume d'une guitare demi-caisse armait alors P. J. Harvey, comme une mitrailleuse lourde dans les mains d'une enfant. L'Anglaise n'était que nerfs à vif. Vendredi 7 novembre, l'Américaine envoûte en entrelaçant sa rage de ronronnements. Sa présence déjà est troublante. Un profil aquilin, des lèvres effrontément charnelles. Mais aussi la minceur et le strabisme d'une grande timide. Est-elle pétrifiée par la peur ou l'arrogance ? A peine le public parisien a-t-il pris le parti de se laisser bercer par son murmure fragile, qu'elle le cingle d'un blues âpre. On n'attend pas d'une fille de vingt ans l'affirmation de contrastes aussi vifs.

Après la douceur de la Virginie natale, la rude école des clubs new-yorkais a forgé son caractère et le répertoire aigre-doux d'un premier album très recommandable, *Megiddo*. Croisement intrigant de retenue et d'abandon, de suavité et de sécheresse – comme le velouté d'une Suzanne Vega hérissé de la hargne d'une Liz Phair –, Lauren poudroie sa six cordes de légèreté acoustique, plaque sur son manche des brisures électriques.

A ses côtés, un contrebassiste stylé et un batteur économe louvoient entre rondeur et constructions anguleuses. Ils savent jouer avec drôlerie de leur minimalisme. Une planche à laver, une brosse à cheveux, une poubelle métallique rythment, par exemple, une *country song* décalée. Etonnamment matures, les mélodies séduisent autant que le personnage. Le public de La Cigale fait un petit triomphe à une inconnue dont on reparlera. Sourire ému ou taquin, elle vante la qualité des « *applaudisseurs* ». Et confirme sa dualité profonde en donnant une version fiévreuse de *Rock Star*, titre qu'elle avait transformé quelques minutes plus tôt en jazz *laid-back*.

Stéphane Davet

Le brio de Michel Galabru irradie dans tout Pagnol

***LES MARCHANDS DE GLOIRE*, de Marcel Pagnol. Mise en scène : Michel Fagadau. *Avec Michel Galabru, Jacques Boudet, Pierre* Meyrand, Pascale Roberts, Javotte Rougerie...**
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 15, avenue Montaigne, 8ᵉ. Mᵒ Alma-Marceau. Tél. : 01-53-23-99-19. Du mardi au vendredi à 20 h 30 ; le samedi à 17 heures et à 20 h 30 ; le dimanche à 15 heures. De 110 F à 250 F. Durée : 2 h 30.

Parce qu'elle aborde une actualité irritante – les cuisines et abus de quelques-uns de nos élus –, la pièce de Marcel Pagnol *Les Marchands de gloire* est reprise à Paris pour la troisième fois en douze ans, alors qu'elle était, en 1926, lors de sa création, tombée à plat, et, ensuite, restée sur la touche.

Nommé professeur d'anglais au lycée Condorcet, Pagnol, en 1925 (il a trente ans), rencontre un journaliste, Paul Nivoix. Pour s'amuser, et dans l'idée de gagner trois sous, ils écrivent à deux un vaudeville pas génial, *Tonton*, refusé partout à Paris, mais accueilli à bras ouverts à Marseille. Sur leur lancée, les deux compères récidivent : ils bâclent *Les Marchands de gloire*. C'est – les massacres de Verdun sont récents – une charge antimilitariste qui bascule, vers les derniers actes, dans la satire politique. On se partage la besogne : Nivoix écrit les répliques des femmes, Pagnol celles des hommes.

Marcel Pagnol, vers la fin de ses jours, relut cette ancienne pièce. Il la jugea trop carrée. Il la réécrivit. Il n'était pas sûr de lui, il disait, montrant sa poitrine : « *Me voici cuit jusque-là, suis-je encore bon à grand-chose ? C'est la boule de feu, au centre de la Terre : elle nous cuit tous, ça commence par la plante des pieds, et ça grimpe ! Je ne suis pas grand, je suis cuit aux trois quarts. A l'Académie, le jeudi, je suis assis près de Weygand : lui, c'est le gabarit junior, il m'arrive à la ceinture, il est cuit entièrement ! Jusqu'à l'occiput ! Tout cramé !* » Pagnol, quoique cuit aux trois quarts, améliora nettement ses *Marchands de gloire*, mais ne parvint pas, en 1963, à la faire jouer.

MISE EN SCÈNE ÉNERGIQUE

La pièce ne fut reprise qu'en 1984, dans une excellente mise en scène, simple et directe, de Jean Rougerie. Seconde resucée en 1993, belle mise en scène de Jean-Louis Martinelli, où surtout un acteur hors pair, Charles Berling, parvint à faire accepter le rôle très tangent de la pièce, celui d'un soldat tenu pour tué au front, qui réapparaît, et va se refaire une santé sur la Côte d'Azur.

A présent, *Les Marchands de gloire*, énergiquement mis en scène par Michel Fagadau, bénéficient de l'interprétation comme d'habitude époustouflante de Michel Galabru. Pagnol avait été déjà très bien « servi » par Galabru, dans *La Femme du boulanger*, mise en scène par Jérôme Savary.

L'art de Galabru est insaisissable : il se permet des gags de prononciation, de grimaces, qui sont énormes ; il fait hurler de rire la salle par les effets les plus gros – à ce point-là, c'est à peine « permis » ; mais plus il force sur le « clownesque », plus il exprime, juste au même moment, des finesses, des profondeurs, des nuances du subconscient, et peut-être avant tout des qualités de cœur, dont on ne voit pas, aujourd'hui, quel acteur pourrait en être capable, dans ces couleurs-là. Michel Galabru à lui seul est toute une fête, et la pièce de Pagnol s'en ressent.

Aux côtés de Michel Galabru, une équipe d'excellents acteurs, au premier rang desquels, très attachant, très juste dans son imaginaire, Jacques Boudet. Bons aussi sont les décors signés de Ghislain Uhry, qui rappellent les intérieurs un peu rêvés des derniers portraits de Vuillard.

Michel Cournot

Et le match de boxe n'a pas eu lieu

DANS LA JUNGLE DES VILLES de Bertolt Brecht. Mise en scène : Hubert Colas et Philippe Duclos. Avec Eric Caravacca, Daniel Martin, Jean-Louis Grinfeld, Nathalie Nambot, Agathe Dronne, Jany Gastaldi, Nicolas Pirson, Nicolas Bouchaud, Vincent Guédon, Antoine Régent, David Gouhier.
THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPE, 59, boulevard Jules-Guesde, Saint-Denis. Mᵒ Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Durée : *3 h*. 70 F et 110 F. Jusqu'au 30 novembre.

Œuvre du jeune Brecht (il a vingt-trois ans), *Dans la jungle des villes* ne montre pas la jungle, elle est la jungle. Une fois entré, on ne peut plus en avoir de vision globale. Elle offre des trouées de lumière subite, de longs tunnels, des impasses où il faut bien rebrousser chemin. Dans cet enchevêtrement, deux hommes taillent une voie qu'ils se disputent. Un roi de la combine et un prince de la débine. Une lutte pas vraiment de classe, sans symétrie réelle, où il s'agit d'administrer une leçon à l'autre, de lui faire mal tout en décrochant les étoiles. Chaque scène est une reprise. Un terme qui appartient à la fois à la boxe et au théâtre pour un match qui *doit aller jusqu'au* K.-O.

A ma gauche, *un poids léger*, employé de librairie, Garga (Eric Caravacca), *avec pour capital* sa jeunesse, sa sœur (Agathe Dronne) et sa *femme* (Nathalie Nambot). A ma droite, un poids lourd, *négociant en bois, Shlink* (Daniel Martin), dont tous les coups se paient au comptant, en bel argent liquide. Leur combat est un commerce. Chacun vend, achète, défend ce qui paraît ressembler à sa vie avec un allant qui ne ressemble en rien aux balancements entre le rien et le trop, entre misère et richesse. Tout de même, Shlink a le règlement pour lui. Garga lui dit : « *Vous avez installé le Far West. J'accepte le Far West. Vous m'avez écorché la peau par plaisir. Vous ne rembourserez rien avec une nouvelle peau. Je vais faire table rase avec vous. Œil pour œil, dent pour dent.* »

COURSE DE LENTEUR

S'adressant autant au metteur en scène qu'au spectateur, Brecht prévenait : « *Ne vous cassez pas la tête sur les motifs de cette rivalité, participez à l'engagement humain.* » Participation impossible sans tentative de décryptage de ce qui semble un entrelacs de fables *esquissées et dissoutes* à la « va comme la vie pousse ». Brecht ne se soucie pas de morales, mais en esquisse quelques-unes, qu'il laisse à la discrétion du metteur en scène. C'est pourquoi *Dans la jungle des villes* exige de celui-ci qu'il se mette à découvert. Une épreuve redoutable. *Philippe* Duclos, prudent, a commandé une nouvelle traduction à Hubert Colas, qui cosigne finalement le travail. Le mélange de sentences, de jugements crus, de parler de la rue, l'inimitable sens du raccourci poétique de Brecht a été préservé. Mais (est-ce pour donner toute son importance au traducteur-metteur en scène ?) cela se traduit malheureusement sur scène non par le match attendu, mais par une course de lenteur, une sorte de relais, monotone, entre les adversaires supposés. La *Jungle* a été vidée de ses cris, de ses paroxysmes, et même le métier d'un Daniel Martin ne peut lui rendre sa véhémence.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

NEVERS

11ᵉ Rencontres internationales de jazz
Devenu un des lieux de la création du jazz en France, le Festival de Nevers affirme un peu plus chaque année son choix d'un jazz qui ne se contente pas de regarder vers son passé. Après un tour de chauffe avec Lucky Peterson, La Bête à bon dos et Didier Lockwood, le nouvel Orchestre national de jazz démarrera, le 11 novembre, une semaine riche en propositions parmi lesquelles : Joëlle Léandre, Vincent Courtois et Marc Ducret en solo, le collectif Mu, le quartette de Sylvain Kassap, le trio Celea-Liebman-Reisinger, le Vienna Art Orchestra, Zot, La Marmite infernale, Bill Frisell et Joey Baron, L'Effet vapeur, « Sound and Fury » d'Edward Vesala ou le trio Romano-Sclavis-Texier.
Du 11 au 15 novembre, renseignements au bureau du Festival face au Théâtre municipal, place des Reines-de-Pologne, 58 Nevers. Tél. : 03-86-36-90-16.

RENNES

Stances I et II
de Catherine Diverrès. La chorégraphe cherche à rompre avec un certain type de spectacles, plutôt « déconstruits » et qui jouent les néo-performances. Là, elle propose de la danse, rien que de la danse, toujours inventée, imprévisible, inconvenante. Et elle-même en scène à démontrer d'une manière mystérieuse que la danse est une et indivisible...
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, BP 675, 35 Rennes. Salle Serreau. Jusqu'au 15 novembre à 20 heures, le 12 novembre à 19 heures. Tél. : 02-99-31-12-31. De 65 F à 130 F.

CHAMBÉRY

Le testament d'Ismaïl Zotos
de Francesca Lattuada. En résidence à Annecy, la chorégraphe italienne, grande voyageuse, a eu envie pour sa nouvelle création de plonger dans la vie de l'anthropologue albanais Ismaïl Zotoset pour interroger les risques de la classification, le vouloir tout-comprendre. A voir aussi les 20 et 21 novembre à Grenoble, le 25 à Valence, le 27 à Bourg-en-Bresse.
Espace Malraux, scène nationale de Chambéry, 67, Place François-Mitterrand, Carré Curial 73 Chambéry. Le 12 novembre à 20 h 30. Tél. : 04-79-85-55-43. 60 F et 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

100 % arabica
de Mahmoud Zemmouri (France, 1 h 25), avec Khaled, Cheb Mami, Mouss, Najim Laouriga, Farid Fedjer, Youssef Diawara.
La Femme de chambre du Titanic
de Bigas Luna (France, 1 h 39), avec Olivier Martinez, Romane Bohringer, Aitana Sanchez Gijon, Didier Bezace, Aldo Maccione, Jean-Marie Juan.
Hana-bi
de Takeshi Kitano (Japon, 1 h 43), avec Takeshi Kitano, Kayoko Kishimoto, Ren Osugi, Susumu Terajima, Tetsu Watanabe, Hakuryu.
Imuhar, une légende
de Jacques Dubuisson (France, 1 h 22), avec Ibrahim Paris, Mohamed Ixa, Mohamed Ichika, Rhali Ixa, Atibou Aboubacar, Oumou Algabid.
Marian
de Petr Vaclav (République tchèque, 1 h 49), avec Stefan Ferko, Milan Cifra, Radek Holub, Jaroslava Vyslouzilova, Ludmila Krokova, Terza Zajickova-Grygarova.
Ne pas avaler (*)
de Gary Oldman (Grande-Bretagne, 1 h 59), avec Ray Winstone, Charlie Creed Miles, Laila Morse, Kathy Burke, Edna Dore, Jamie Foreman.
The Game
de David Fincher (Etats-Unis, 2 h 08), avec Michael Douglas, Sean Penn, Deborah Kara Unger, James Rebhorn, Carroll Baker, Peter Donat.
Violetta, la reine de la moto
de Guy Jacques (France, 1 h 32), avec Florence Pernel, Dominique Pinon, Daniel Prévost, Eva Darlan, Julien Guiomar, Chantal Neuwirth.
Vive la république ! d'Eric Rochant (France, 1 h 30), avec Aure Atika, Antoine Chappey, Gad Elmaleh, Hippolyte Girardot, Atmen Kelif, Florence Pernel.

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. *Du mardi au samedi, de 12 h 30 à* 20 heures ; le dimanche, de 12 h 30 à 16 heures.
Boris Godounov
de Moussorgski. Solistes, chœur et orchestre du Théâtre Mariinski de Saint-Pétersbourg, Valery Gergiev (direction), Alexander Adabashian (mise en scène).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8ᵉ. Mᵒ Alma-Marceau. Le 10 novembre à 20 heures. Tel. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 690 F.
Paul Weller
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11ᵉ. Mᵒ Voltaire. Le 10 novembre à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 157 F.

REPORTS

La Place du diamant
L'adaptation du roman de l'Espagnole *Mercé Rodoreda, qui devait être jouée* au Théâtre national de Chaillot du *20 novembre au 31 janvier, a été reportee* en mars 1998, dans la petite salle. Ce report a été ordonné par la commission de sécurité, qui n'autorise pas Chaillot à représenter « *de manière concomitante* », *Cyrano* dans la grande salle, *Dommage qu'elle soit une putain* dans la petite salle et *La Place du diamant* dans le grand foyer.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16ᵉ. Mᵒ Trocadéro. Tél. : 01-53-65-30-00.
Margaret Price
Le récital de Margaret Price initialement prévu lundi 24 novembre est reporté au samedi 10 janvier 1998.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8ᵉ. Mᵒ Miromesnil. Tél. : 01-49-53-05-07.

RÉSERVATIONS

Les Fourberies de Scapin
de Molière, mise en scene de Jean-Louis Benoit, avec Philippe Torreton.
Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1ᵉʳ. Mᵒ Palais-Royal. Du 22 novembre à juillet. Tél. : 01-44-58-15-15. De 70 F à 185 F.
Check-up
d'Edward Bond, mise en scène de Carlo Brandt.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20ᵉ. Mᵒ Gambetta. Du 27 novembre au 21 décembre. Le mardi à 19 heures, 110 F. Du mercredi au dimanche à 21 heures, de 110 F à 160 F. Tél. : 01-44-62-52-52.
La Tête dans les nuages
de Marc Deruelle, mise en scène de Jean Bouchaud.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6ᵉ. Mᵒˢ Saint-Sulpice ou Sèvres-Babylone. Du 18 novembre au 21 décembre. Tél. : 01-44-39-87-00. 160 F.
Kiyohime Mandara
(marionnettes du Japon)
par le Dondoro Theater.
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6ᵉ. Mᵒ Raspail. Du 14 au 18 novembre. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 110 F.

DERNIERS JOURS

15 novembre :
Produire-créer-collectionner
Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6ᵉ. Mᵒ Luxembourg. Tél. : 01-42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; jeudi de 12 h 30 à 21 heures. Fermé lundi. 20 F.
16 novembre :
Dans la compagnie des hommes
d'Edward Bond, mise en scène d'Alain Françon. *Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20ᵉ. Mᵒ Gambetta. Mardi à 19 h 30 ; de mercredi à samedi : 20 h 30 ; dimanche à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.*

هكذا من الاهل

KIOSQUE

EN VUE

■ Après avoir rappelé la tradition (verser l'équivalent de 1 % à 2 % du revenu mensuel, davantage si on le peut) et la parole de saint Paul (*« Il ne s'agit pas de vous mettre dans la gêne, mais que chacun donne selon son cœur »*), l'Association diocésaine de Versailles vante, dans une *brochure invitant les jeunes* catholiques à participer au denier du culte, le prélèvement automatique des dons. *« C'est simple, pratique, souple »*, explique le dépliant.

■ **Kenneth Behring**, soixante-neuf ans, un homme d'affaires californien « pesant » 500 millions de dollars, vient d'offrir 20 millions de dollars à la Smithsonian Institution, le plus grand musée des Etats-Unis, pour remercier le pays qui l'a rendu riche. M. Behring, roi de l'immobilier, serait comblé si l'argent servait à la reconstitution d'un habitat naturel d'animaux sauvages *« donnant l'impression d'être assis autour d'un feu en regardant le soleil se lever, en entendant les cri des bêtes et, même, en sentant les odeurs »*.

■ Une aquarelle d'**Adolf Hitler** représentant la ville d'Ypres après son bombardement en 1916, assez terne selon les experts, récemment mise à prix 1 000 livres (10 000 francs environ) à Brigg, en Grande-Bretagne, a atteint 4 600 livres, soit près de cinq fois le montant de son estimation. *« Il n'y a vraiment aucun moyen de donner une valeur à ce genre de chose »*, a déclaré le commissaire priseur **Robert Horner**.

■ Un CD-livre d'**Yves Montand**, intitulé *Plaisirs inédits*, vient de sortir alors que la justice veut exhumer son corps pour les besoins d'une recherche en paternité. Parmi les dix titres nouveaux et des arrangements originaux, une interprétation de la chanson de **Trenet** *Que reste-t-il de nos amours ?*

■ Jeudi 6 novembre, à New York, Andre Burgess, dix-sept ans, qui flânait sans le savoir non loin d'une voiture de policiers fédéraux en planque, sort tranquillement de sa poche une barre de chocolat Three Musketeers (les Trois Mousquetaires), emballée dans du papier d'argent. Il entend soudain une voix hurler : *« Lâche ton arme ! »*, aperçoit vaguement un policier fébrile en train de dégainer, regarde son chocolat inoffensif, ne comprend rien, hausse les épaules et s'éloigne sans s'émouvoir. *« Il ne m'a même pas laissé une chance de réagir »*, a raconté sur son lit d'hôpital Andre Burgess, blessé d'une balle dans le gras de la cuisse.

■ **Victor Mills** vient de mourir à son domicile de Tucson, en Arizona, à l'âge de cent ans. Mills était l'inventeur de la couche-culotte.

Christian Colombani

Suédois étroitement surveillés

Depuis plusieurs décennies, la police contrôle les activités des citoyens « sensibles », notamment des communistes. La presse de Stockholm dénonce ses excès de zèle et demande l'ouverture des archives



« ***OUVREZ** les archives !* », *« Il est grand temps d'enquêter »*, *« Contrôler les contrôleurs »*. La presse suédoise réclame en chœur, depuis quelques jours, que toute la lumière soit faite sur certaines activités de surveillance de la SAPO, l'équivalent de la direction de surveillance du territoire (DST) française. A l'origine de cette polémique, le sort d'un menuisier du sud de la Suède. Torsten Leander avait été licencié, en 1979, du Musée de la marine de la ville de Karlskrona, sur la base d'informations confidentielles de la SAPO dont il n'avait alors pas pu prendre connaissance. Dix-huit ans plus tard est tombée la confirmation de ce que beaucoup soupçonnaient à l'époque : l'employé n'avait été renvoyé que *pour ses opinions politiques*. Adhérant du Parti communiste suédois, il avait manifesté contre les bombardements américains pendant la guerre du Vietnam.

« Combien de Suédois se sont vu refuser un travail pour une raison comparable ? De vieilles informations nuisent-elles encore aujourd'hui à certaines personnes ? », s'interroge le quotidien *Expressen*. C'est notamment pour répondre à ces questions que vingt-huit personnalités du monde politique, culturel et des médias ont lancé un appel à la création d'une commission indépendante. Par égard pour ceux qui *« ont souffert de la surveillance des autorités et de l'enregistrement de leurs opinions politiques »*, écrivent-ils dans le quotidien *Dagens Nyheter* du mercredi 5 novembre.

Les Suédois prirent conscience, en 1973, de l'existence d'un réseau de surveillance des citoyens, avec le dévoilement d'une organisation secrète parallèle à la SAPO, le Bureau d'information (IB). Formée de militaires, elle n'était alors connue que d'une poignée de hauts responsables du Parti social-démocrate au pouvoir.

Depuis, aucune enquête indépendante n'a établi d'état des lieux des activités des services de renseignement en la matière, alors que la SAPO a toujours l'œil sur des centaines de milliers de Suédois occupant des emplois *« sensibles »*, souligne la presse.

Bien que souhaitée par cinq partis d'opposition, la création d'une commission apolitique a, jusqu'à présent, été rejetée par les sociaux-démocrates, au pouvoir encore aujourd'hui, ainsi que par les conservateurs, tous favorables à des solutions moins radicales.

« Il est difficile de comprendre pourquoi [ces deux partis] *s'opposent à une radiographie de l'histoire de la SAPO et de ses archives »*, commente *Aftonbladet*, journal pourtant de tendance social-démocrate.

« Ce qui est sûr, c'est que, par cette obstruction, ils donnent du crédit aux affirmations plus ou moins méchantes quant aux illégalités que la SAPO aurait commises avec le consentement des hauts dirigeants politiques », ajoute-t-il. *Expressen* croit apporter un élément de réponse en estimant que *« la génération actuelle des hommes politiques n'entretient pas seulement des liens d'amitié avec leurs prédécesseurs, elle éprouve aussi de la loyauté vis-à-vis de ce que firent, en cachette, les anciens "chasseurs de communistes" »*.

Au passage, le journal relève un *« paradoxe »* dans l'attitude du gouvernement, qui *« applique chez lui la politique la plus restrictive en matière d'accès aux archives »*, tout en militant à Bruxelles pour plus de transparence au niveau européen. *« Pour travailler de façon efficace, la SAPO devrait, sans doute, garder confidentielle une partie de ses activités »*, concède pour sa part *Dagens Nyheter*, mais cela crée précisément *« le besoin d'un contrôle public pour garantir »* qu'il n'y aura plus d'abus.

Benoît Peltier

DANS LA PRESSE

FRANCE INTER
Dominique Bromberger

■ L'Algérie est-elle un Etat terroriste ? Le régime algérien se trouve-t-il derrière les assassinats attribués aux extrémistes islamistes ? S'il faut en croire les confidences faites par un mystérieux Youssouf Joseph à l'hebdomadaire britannique *The Observer*, la réponse ne fait aucun doute. Ce sont les services secrets algériens qui sont à l'origine de deux au moins des attentats qui ont ensanglanté Paris pendant l'été 95. Leur but, dit-il : dresser l'opinion publique française contre les islamistes, obtenir une coopération plus étroite des différents services de police de notre pays. Ces affirmations ne peuvent pas être prises au pied de la lettre, tout simplement parce que ce Youssouf Joseph n'est pas identifié, qu'il est donc impossible de savoir s'il décrit des faits dont il a eu une connaissance directe, comme il le dit au journal, s'il ne fait que rapporter des rumeurs qui courent depuis longtemps ou s'il ne s'agit pas d'un agent provocateur, destiné à être démasqué, ce qui permettrait de tordre le cou à ces rumeurs.

LIBÉRATION
Jacques Amalric

■ Que faire face à la catastrophe algérienne ? La question taraude depuis longtemps déjà la conscience de beaucoup plus de Français qu'on ne pourrait penser. Mais les réponses n'étaient pas évidentes. Elles ne le sont toujours pas d'ailleurs, ne serait-ce qu'en raison du contentieux historique qui existe entre la France et l'Algérie. Les multiples associations et clubs qui se sont entendus pour organiser cette journée pour l'Algérie n'en fournissent pas moins un début de réponse en deux parties. Il faut, disent-ils, faciliter l'accueil provisoire en France des personnes les plus menacées grâce à une politique de visas spécialement étudiée pour le cas de l'Algérie, et il faut réclamer sans se lasser, et avec une insistance croissante, la création d'une commission d'enquête internationale et son envoi sur le terrain.

LCI
Pierre Luc Séguillon

■ L'intransigeance américaine et la poursuite de l'embargo pétrolier à l'encontre de l'Irak ne font que renforcer la mainmise du dictateur Saddam Hussein sur son peuple et prolonger le martyre de ce dernier. La mise en quarantaine de l'Irak, depuis sept ans, est en effet une escroquerie internationale et un scandale moral. Tant la guerre du Golfe, menée par les Etats-Unis sous caution onusienne, que les sanctions économiques décrétées et maintenues à l'encontre de l'Irak par Washington au nom de la communauté internationale, n'ont d'autre mobiles que des intérêts pétroliers et stratégiques américains.

www.cyber-rebelles.com

Un distributeur d'électroménager lance un site d'initiation au Net pour attirer les femmes



*« **ET INTERNET** sera plus féminin... »* D'emblée, le ton est donné : Cyber Rebelles s'adresse aux femmes qui résistent à Internet. L'ambition première de ce site français est de proposer un mode d'emploi simple et pratique, dans un style souvent drôle, ressemblant à celui d'un magazine féminin. Une rubrique destinée aux débutantes explique le b.a.-ba du Net : comment se connecter, naviguer sur le Web, utiliser le courrier électronique...

Un second volet permet aux plus avancées de découvrir les autres possibilités du réseau, telles que le dialogue en direct, le son, la vidéo, ou la réalité virtuelle. Il propose également des forums, un répertoire de liens avec des sites à contenu culturel, éducatif ou pratique, une rubrique « Coups de cœur, coups de griffes », et un courrier des lectrices. L'ensemble est illustré de dessins d'Inès de La Fressange.

Cyber Rebelles a été créé par une fondation dépendant de la société Boulanger, qui distribue des appareils électroménagers, et aime à se définir comme une *« entreprise citoyenne »*, attentive à la formation et à l'entraide sociale. Le raisonnement de départ est simple : si, dans l'ensemble, les hommes et les enfants ne se font pas prier pour s'équiper d'ordinateurs et s'attaquer à Internet, les femmes adultes, en revanche, sont plus difficiles à convaincre.

Il faut donc tout faire pour remédier à cette situation, ce qui permettra du même coup d'apparaître proche des préoccupations des consommatrices : *« Notre objectif est de montrer qu'Internet n'est pas une fatalité à subir »*, explique Benoît Vermersch, président de la fondation, et lui-même rétif à l'informatique jusqu'à une date récente. *« Nous voulons humaniser ce qui apparaît d'abord trop technique. »* Pour attirer les apprenties surfeuses, il compte sur le bouche-à-oreille : *« Il faut pouvoir trouver sur Internet ce qu'on ne trouve pas ailleurs. Cyber Rebelles peut aussi être utile si vous allez à Chartres et que vous voulez un tuyau pour bien visiter la cathédrale. »*

La fréquentation du site est déjà très internationale : il attire des visiteuses de France, de Belgique et de Suisse, mais aussi des Etats-Unis, du Portugal, du Japon, de Singapour ou de Pologne. Et, si l'on en croit une rapide étude réalisée sur le forum de discussion, un cinquième de ces rebelles seraient des hommes.

Judith Silberfeld

SUR LA TOILE

INTERNET SUR LE CÂBLE

■ Le réseau de télévision par câble du quartier de Metz-Vallières (Moselle) a inauguré, jeudi 6 novembre, un service d'accès à Internet à haut débit, coûtant 279 francs par mois, dont 90 francs pour la location du « modem-câble ». L'abonné peut se connecter en utilisant un micro-ordinateur, mais aussi un simple poste de télévision, grâce à une télécommande spéciale et un clavier sans fil. L'expérience devrait être étendue à l'ensemble de la ville de Metz dans le courant de 1998. – *(AFP.)*

CHASSE AUX CHARLATANS

■ Un groupe de travail, mis sur pied par diverses agences officielles et associations de consommateurs américaines, canadiennes et mexicaines, a repéré plus de 400 sites Web proposant des remèdes miracles contre le cancer, le sida, l'arthrite, le diabète, la sclérose en plaques et les maladies du cœur. La Commission fédérale américaine du commerce leur a adressé des courriers électroniques leur rappelant qu'ils devaient apporter les preuves de l'efficacité de leurs produits et projette de vérifier, dans quelques semaines, si leur contenu a été modifié. – *(AP.)*

Les mots de Simone Lagrange

par Alain Rollat

ELLE N'ÉTAIT qu'un témoignage de papier, une archive classée, une mémoire déjà oubliée. Simone Lagrange a enfin une image, donc un visage, une voix. Et elle parle. Et ce qu'elle raconte a le poids du cauchemar qui la hante depuis une éternité : *« Moi, petite fille de treize ans, je me suis souvenue surtout de ce voyage dans ce wagon à bestiaux, le 30 juin 1944. Il fallait s'asseoir les jambes écartées pour que les autres puissent s'asseoir aussi, s'imbriquer en vous. Il y avait des enfants, des vieillards. J'étais avantagée parce que je n'étais pas loin de la porte qui donnait un peu d'air... »* La caméra fixe qui la filme en plongée, de trois quarts face, la montre en gros plan, debout à la barre. Elle devient un témoignage de chair : *« Au milieu du wagon, il y avait une tinette, un bidon où tout le monde devait faire ses besoins. La pudeur était plus forte que maintenant, et il était très difficile pour des hommes et des femmes de faire leurs besoins comme ça, devant tout le monde... »*

C'est une femme rousse au regard clair, au teint pâle, aux joues rondes, sans signe particulier. Elle pourrait s'appeler Simone Toutlemonde, comme n'importe quelle autre ménagère de cinquante ans. Elle s'adresse au tribunal d'une voix posée. Avec ses mots de tous les jours : *« Je me souviens de ces deux hommes qui tenaient des vêtements pour que les premières personnes puissent faire leurs besoins... »* Soudain, elle marque un temps d'arrêt : *« C'est très sale, ce que je raconte, mais beaucoup moins sale que l'esprit de ceux qui nous ont envoyés là-bas... »* Elle dit l'indicible à mots polis : *« Le trajet a duré cinq jours et quatre nuits. Les enfants étaient malades, vomissaient, hurlaient. Tous les matins, il y avait des morts. Je pense que c'est à ce moment-là qu'on est devenus, petit à petit, des gens différents. Différents en ce sens que, nos premiers morts, on les a pleurés ; mais, chaque matin, on était pratiquement soulagés d'avoir un tout petit peu de place en plus... On entassait ces morts, comme ça, au fond, pour avoir un peu plus d'air... C'est terrible à dire maintenant, vous savez, mais c'était pourtant vrai. C'était, si vous voulez, le commencement de la fin... »*

Merci à « Arrêt sur images » et à La Cinquième d'avoir diffusé, dimanche, avec l'accord des autorités judiciaires, et de Mme Lagrange, née Kadouche, ce témoignage enregistré pour l'Histoire le vendredi 22 mai 1987 au cours du procès de Klaus Barbie. Merci pour nos enfants, auxquels nous ne savons pas toujours comment dire que le commencement du crime contre l'humanité n'est jamais quelque chose de compliqué.

هكذا من الاهمال

LUNDI 10 NOVEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

20.15 Land and Freedom ■■
De Ken Loach (GB - Esp. - All., 1993, 115 min). RTBF 1

20.30 Les Cousins ■■
De Claude Chabrol (France, 1958, N., 110 min). Ciné Cinéfil

20.30 Taking Off ■
De Milos Forman (Etats-Unis, 1971, 95 min). Ciné Cinémas

20.30 Les Pirates du rail ■
De Christian-Jaque (France, 1937, N., 85 min). Festival

20.35 Hommes, femmes, mode d'emploi ■
De Claude Lelouch (France, 1996, 120 min). Canal +

20.35 French Cancan ■■
De J. Renoir (Fr., 1954, 110 min). TMC

20.45 La Discrète ■■
De Christian Vincent (France, 1990, 90 min). Arte

20.45 Orfeo ■■
De Claude Goretta (France, 1984, 130 min). France Supervision

20.50 Crésus ■■
De Jean Giono (France, 1960, N., 100 min). France 3

21.00 Une femme est une femme ■■
De Jean-Luc Godard (France, 1961, 105 min). Paris Première

22.05 Les Quatre Malfrats ■
De Peter Yates (Etats-Unis, 1972, v.o., 100 min). Ciné Cinémas

22.05 Horizons lointains ■
De Ron Howard (Etats-Unis, 1992, 140 min). RTL 9

22.20 Les Comédiens ■■
De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1941, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil

22.20 La Loi de la rue ■■
De John Singleton (Etats-Unis, 1991, 115 min). Canal Jimmy

22.25 Rosine ■
De Christine Carrière (France, 1994, 100 min). Arte

22.25 Guêpier pour trois abeilles ■■
De Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1966, 130 min). TMC

22.40 Mona et moi ■
De Patrick Grandperret (France, 1989, 94 min). Canal +

22.45 Les Séducteurs ■
De B. Forbes, E. Molinaro, D. Risi, G. Wilder (Fr. - It., 1980, 130 min). M 6

22.45 Made in USA ■■
De Jean-Luc Godard (France, 1966, 85 min). Paris Première

23.00 L'Homme à l'imperméable ■
De Julien Duvivier (France, 1956, N., 110 min). France 3

23.45 Trois places pour le 26 ■■
De Jacques Demy (France, 1988, 100 min). Ciné Cinémas

23.50 Juliette et Juliette ■
De Remo Forlani (France, 1973, 95 min). TF 1

0.10 Ciel rouge ■
De Robert Wise (Etats-Unis, 1948, N., 90 min). Ciné Cinéfil

0.25 La Brigade ■
De René Gilson (France, 1974, N., 105 min). RTL 9

0.35 Slacker ■
De Richard Linklater (Etats-Unis, 1989, 95 min). Arte

1.40 Le Voyage fantastique ■
De Henry Koster (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 ▶ Escales francophones. Afriques. La Cinquième
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Aerosmith ; Pierre Palmade ; Michèle Laroque. Canal +
19.00 Envoyé spécial, les années 90. Histoire
19.00 Cap'tain Café. France Supervision
20.00 Thalassa. Des tracteurs sur la mer. TV 5
20.00 20h Paris Première. Paris Première
21.00 Enjeux - Le Point. Recherche sur le sida : cobayes humains africains. TV 5
22.30 Le Droit de savoir. Enquête sur les mystères de l'assassinat de Yann Piat et du suicide des frères Saincené. TF 1
22.40 D'un monde à l'autre. La justice des mineurs. L'affaire Montand. Invitées : Aurore et Anne Drossard. France 2
0.30 Le Cercle des arts. Anthropologie. Invités : Jean Rouch ; Alain de Botton ; Armelle Aliette... France 2

DOCUMENTAIRES

20.00 Reportage. Le Village des chasseurs de cobras. Arte
20.00 Mémoires d'ex. [1/3]. Histoire
20.35 Le Défi alimentaire. Planète
20.55 Paroles d'hommes. Téva
22.25 Dominique Rolin : l'Infini chez soi. Planète
23.45 La Forêt tropicale expliquée aux enfants. [1/3]. Planète
23.45 Jazz Collection. Count Basie. Muzzik
0.10 Jinebana, la possession au quotidien. Planète
0.10 Les Seigneurs des animaux. Les cueilleurs de ciel. Disney Channel
0.15 Woodstock Diaries. [1/3]. Canal Jimmy
0.50 La Case de l'oncle Doc. Les Derniers Pirates. France 3

MUSIQUE

21.00 Les Huguenots. Mise en scène de John Dew. Muzzik
23.40 Haendel à Arlon. France Supervision
0.45 Antonin Dvorak : Quatuor nº 12. Muzzik
0.55 Jazz 6. Hank Jones & Milt Jackson. M 6

TÉLÉFILMS

20.45 Une femme d'action. De Didier Albert. TF 1
21.55 Un Français libre. [4/4] De Jim Goddard Festival

SÉRIES

18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde d'exode. M 6
20.55 Urgences. Tribus. Pile ou face. France 2
21.00 Le Caméléon. Un virus parmi nous. Série Club
21.30 New York Police Blues. La nouvelle. Canal Jimmy
22.00 Molière. [3/5]. Histoire
22.00 Daktari. Le voleur d'éléphants. Série Club
22.20 Dark Skies : L'impossible Vérité. Futur antérieur. TSR
23.00 Félicien Grevèche. Série Club
23.00 Les Anges du bonheur. Un secret bien gardé. Téva
23.10 Murder One : L'Affaire Jessica. TSR
0.00 Département S. Série Club

NOTRE CHOIX

● 20.25 Arte
Contre l'oubli, pour l'espoir

Le « petit » magazine (cinq minutes) réalisé en collaboration avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme invite à découvrir l'immense courage de Salima Ghezali, une Algérienne de trente-neuf ans qui mène chaque jour dans son pays un véritable combat contre la violation des droits de l'Homme. Fervente militante féministe, présidente fondatrice de l'Association pour l'émancipation des femmes, en 1989, cette journaliste engagée a fondé, en 1990, le bimensuel *Nyssa*, aujourd'hui disparu, avant de devenir directeur de publication de l'hebdomadaire de langue française *La Nation*, interdit depuis un an. Le 23 octobre, le Parlement européen lui décernait le prix Sakharov. – *Pa. L.*

● 20.35 M 6
6 sur 6

Dotée d'un titre en forme de clin d'œil au défunt magazine de TF 1 « 7/7 », cette mini-émission, diffusée tous les lundis, est apparue à la rentrée. L'ambition est modeste, mais le résultat est efficace. Chaque semaine, la rédaction de M 6 sélectionne dans l'actualité un sujet qui, selon elle, mérite d'être creusé. L'ouverture du marché du téléphone à la concurrence, la CSG, les 35 heures : les journalistes disposent de sept minutes seulement pour éclairer le téléspectateur, à l'aide de courts reportages, d'interviews, et d'illustrations schématiques. Présenté par Serge Molitor, ce rendez-vous d'information bénéficie d'une mise en page claire et moderne. Rigoureux et rythmé, il s'inscrit dans la lignée des petits modules spécifiques à la chaîne, et que son public semble apprécier. – *S. Ke.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde 98 passionnément.
20.45 Une femme d'action. Téléfilm de Didier Albert.
22.30 Le Droit de savoir. Enquête sur les mystères de l'assassinat de Yann Piat et du suicide des frères Saincené.
23.50 Juliette et Juliette ■ Film de Remo Forlani.
1.25 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est toujours l'heure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, L'image du jour, A cheval, Météo.
20.55 Urgences. Tribus. Pile ou face.
22.40 D'un monde à l'autre. La justice des mineurs.
0.10 En fin de compte.
0.15 Journal, Météo.
0.30 Le Cercle des arts. Anthropologie.

FRANCE 3

18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.30 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Crésus ■■ Film de Jean Giono.
22.35 Soir 3.
23.00 L'Homme à l'imperméable ■ Film de Julien Duvivier.
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Les derniers pirates.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec Pierre Palmade, Michèle Laroque.
20.30 Pas si vite.
20.35 Hommes, femmes, mode d'emploi ■ Film de Claude Lelouch.
22.35 Flash infos.
22.40 Mona et moi ■ Film de Patrick Grandperret.
0.15 Mort subite. Film de Peter Hyams (v.o.).

ARTE

19.00 The Monkees.
19.30 7 1/2.
20.00 Reportage. Le Village des chasseurs de cobras.
20.25 Contre l'oubli, pour l'espoir.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Discrète ■■ Film de Christian Vincent.
22.15 Kinorama.
22.25 Rosine ■ Film de Christine Carrière.
0.05 Court circuit.
0.35 Slacker ■ Film de Richard Linklater.

M 6

19.00 FX, effets spéciaux : la série.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Notre belle famille.
20.35 Décrochages info, 6 sur 6.
20.50 Conan le destructeur. Film O de Richard Fleischer.
22.45 Les Séducteurs ■ Film de Bryan Forbes, Edouard Molinaro, Dino Risi, Gene Wilder.
0.55 Jazz 6. Hank Jones & Milt Jackson.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique.
20.30 Agora. Luc Forlivesi.
21.00 L'Histoire en direct. 1977-1981 : Les radios libres.
22.10 Fiction. *Obérou* [1/2].
23.00 Nuits magnétiques. Georges Bataille à perte de vue.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Festival d'Ambronay. *Persée*, de Lully.
22.30 Musique pluriel. Œuvres d'Einaudi, Stroppa.
23.07 Le Bel Aujourd'hui. Festival de Hollande 96.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Federico Garcia Lorca et la musique. Œuvres de Chopin, Debussy, Albeniz, Santa Maria, De Falla, Ravel, Revueltas.
22.40 Les Soirées... (suite). Musiques au temps de Dante.

MARDI 11 NOVEMBRE

FILMS DU JOUR

13.15 Sois belle et tais-toi ■
De Marc Allégret (France, 1958, N., 100 min). Festival

13.45 Les Cousins ■■
De Claude Chabrol (France, 1958, N., 110 min). Ciné Cinéfil

14.05 Maniac Cop ■
De William Lustig (Etats-Unis, 1987, 90 min). Ciné Cinémas

15.35 Ciel rouge ■
De Robert Wise (Etats-Unis, 1948, N., 90 min). Ciné Cinéfil

15.35 L'Aveu ■■
De Constantin Costa-Gavras (France, 1969, 135 min). Ciné Cinémas

17.05 Les Comédiens ■■
De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1941, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil

17.25 Les Amants de Tolède ■
De Henri Decoin (France, 1952, N., 90 min). Festival

17.50 Colonel Blimp ■■
De Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1943, v.o., 160 min). Ciné Cinémas

18.15 La Chasse à l'homme ■
D'Edouard Molinaro (France, 1964, N., 99 min). M 6

18.55 Le Voyage fantastique ■
De Henry Koster (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

20.10 La Machine à explorer le temps ■■
De George Pal (Etats-Unis, 1960, 100 min). Disney Channel

20.30 La Tour de Londres ■
De Rowland V. Lee (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

20.30 Rendez-vous ■■
D'André Téchiné (France, 1985, 85 min). Ciné Cinémas

20.35 La Grande Attaque du train d'or ■■
De Michael Crichton (Etats-Unis, 1979, 115 min). TMC

20.35 Green Card ■
De Peter Weir (France - Australie, 1990, 110 min). TSR

20.45 Sang chaud pour meurtre de sang froid ■
O De Phil Joanou (Etats-Unis, 1992, 130 min). TF 1

21.55 True Lies, le caméléon ■
De James Cameron (Etats-Unis, 1994, v.o., 140 min). Ciné Cinémas

22.05 La Fosse aux serpents ■■
D'Anatole Litvak (Etats-Unis, 1948, N., 110 min). Ciné Cinéfil

22.20 La Veuve joyeuse ■
De Curtis Bernhardt (Etats-Unis, 1952, 105 min). France Supervision

22.25 Suspect dangereux ■
De Peter Yates (Etats-Unis, 1987, 120 min). RTL 9

22.30 Trafic ■■
De Jacques Tati (France, 1971, 95 min). Paris Première

22.55 Une étrangère parmi nous ■
De Sidney Lumet (Etats-Unis, 1992, 105 min). France 2

23.10 Soudain, l'été dernier ■■■
De Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 110 min). Arte

23.55 The Phantom Light ■
De Michael Powell (Grande-Bretagne, 1934, N., v.o., 80 min). Ciné Cinéfil

0.05 Le Cri de la soie ■
D'Yvon Marciano (France, 1995, 100 min). Canal +

0.15 L'amour est une grande aventure ■
De Blake Edwards (Etats-Unis, 1988, 100 min). Ciné Cinémas

0.55 Toi, le venin ■■
De Robert Hossein (France, 1958, N., 90 min). RTL 9

1.15 Le Mariage de Chiffon ■■
De Claude Autant-Lara (France, 1941, N., 100 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.00 Spécial procès Papon. Histoire

MAGAZINES

13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième
14.00 ▶ Escales francophones. Le Vietnam. Paris Première
17.00 Envoyé spécial, les années 90. Les fous à Trieste. L'arrivée des Juifs soviétiques en Israël. Les camionneuses. Histoire
18.00 Stars en stock. Gina Lollobrigida. James Cagney. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Albert Jacquard ; Bernard Cathelat ; Marc Lavoine. Canal +
20.30 et 22.30 Téva interview. Le professeur René Frydman. Téva
20.40 ▶ E = M 6 junior spécial. Les mystères de la forêt vierge. M 6
21.20 Défis. Le programme européen Objectif 1 en Hainaut. RTBF 1
22.35 Bouillon de culture. Le passé d'une espérance. Avec Stéphane Courtois et Nicolas Werth ; Georges Wayzand ; Roland Leroy ; Roger Martelli. TV 5
22.55 Y a pas photo ! Invités : Cyrielle Claire ; Marie-Claire Noah ; Marc Jolivet. TF 1
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Un budget de gauche. La francophonie. Histoire
23.15 Nimbus. Antibiotiques : la rébellion des microbes. Invités : Christian Perrone ; Denis Corpet ; Roland Leclerc. France 3
0.10 Capital. La chasse aux trésors. Un trésor dans votre maison. Collections : des tops et des flops. Reliques de stars. L'héritage Tintin. Voitures cultes : gouffre ou bonne affaire ? M 6
0.10 Femmes dans le monde. A travers le voile. Une femme du Sahel. Téva
1.00 Les Grands Entretiens du Cercle. France 2

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux. Le Désert de Namibie. La Cinquième
19.00 Carnets de prison. [2/2]. Planète
19.00 Sweet Home Chicago. Muzzik
20.10 Des hommes dans la tourmente. De Gaulle versus Pétain. Planète
20.35 La Royal Air Force. [6/8]. Sous les radars, le Bomber Command. Planète
20.45 La Vie en face. La Saga des Massey Ferguson. Arte
21.25 Animaux imposteurs. Planète
21.40 ▶ Tennessee Williams. Orpheus of the American Stage. Arte
22.25 La Course aux étoiles. Planète
23.25 Le Défi alimentaire. Planète
0.20 Madagascar, la parole poème. Planète
1.00 Mercredi, 19-7-61. Arte

SPORTS EN DIRECT

14.00 et 19.30 Tennis. Masters messieurs à Hanovre (1er jour). Eurosport
14.55 Football. Coupe de la Ligue : Lorient - Red Star. France 3
16.00 Rugby. Tournée des Springbocks : Barbarians - Afrique du Sud. Canal +
21.30 Boxe. Poids lourds-légers : Dominic Negus - Konstantin Okhrey. Eurosport
2.00 Basket-ball NBA. Minnesota - San Antonio. Canal +

MUSIQUE

19.15 Beatles Go Baroque. Dir. : Peter Breiner. France Supervision
20.45 Les Inrockuptibles à l'Olympia 96. France Supervision
21.00 Symphonie nº 3 de Mendelssohn par Chailly. Muzzik
21.35 Les Inrockuptibles à la Cigale 96. France Supervision
21.45 Symphonie nº 7, de Mahler. Muzzik
23.10 Le Tour d'écrou. Mise en scène de Michael Hampe. Muzzik
0.05 Didon et Enée. Mise en scène de Peter Maniura. France Supervision

VARIÉTÉS

20.50 Monsieur Montand. France 3

TÉLÉFILMS

18.00 Nord et Sud. De Richard T. Heffron [4/15]. Téva
18.55 Les Rives du paradis. De Robin Davis. Festival
20.30 Marie-Antoinette. De Caroline Huppert. Festival
22.10 Capitaine James Cook. De Gordon Clark [1/4]. Festival
22.35 Rendez-moi mon enfant. O De François Labonté. M 6

SÉRIES

19.05 Walker, Texas Ranger. Vive les vacances. TF 1
20.00 François Kléber. La Gueule du loup. TV 5
20.45 Murder One : L'Affaire Jessica. Chapitre X. Série Club
20.55 Guerres privées. Pour l'honneur. L'avocat ne désarme pas. Téva
21.30 Twin Peaks. Episode nº 5. Série Club
21.45 Docteur Quinn, femme médecin. Les otages. M 6
22.15 Profit. Forgiveness (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Les Disparues de l'île aux mouettes. [4/5] Série Club
23.00 Les Anges du bonheur. Tout est bien qui finit bien. Téva
23.05 Star Trek : la nouvelle génération. Prise de commandement (v.o.). Canal Jimmy
1.25 Bottom. Burglary (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 1.00 France 2
Les Grands Entretiens du Cercle : Christian de Portzamparc

Deux ou trois choses qu'il sait des villes

UN ARCHITECTE PARLE de la ville. Laure Adler reçoit Christian de Portzamparc, seul, en face à face, pour un de ces entretiens plutôt « long drink » qui ont remplacé « Le Cercle de minuit » où la conversation se jouait selon plusieurs diagonales. La télévision s'accorde rarement le temps de la réflexion sur un sujet qui pourtant entoure, forme et déforme la vie de chacun : la ville, l'urbanisme. Le plus souvent, elle ne souligne que les extrêmes, applaudissant devant les monuments nouveaux ou s'alarmant des débordements violents que suscite la mauvaise ville, la banlieue.

Homme sincère et architecte subtil, Portzamparc est présent sur les deux fronts. Premier Français récompensé par le Pritzker Price, il a joué sa partition dans le registre du modernisme bien tempéré avec la Cité de la musique, à la Villette. Mais il s'est d'abord fait connaître avec de simples logements qui, à la fin des années 70, dessinaient un quartier, une rue, une place. Car c'est la ville qui l'occupe.

Son parcours personnel montre comment : un brin de sociologie dans les quartiers durs de New York dans les années 60, une bonne dose d'admiration pour Le Corbusier, architecte et prophète, et tout de suite après l'entrée aux Beaux-Arts, une mobilisation qui le conduit, lui et ceux de sa génération, à une critique violente de l'enseignement, et à la reconstruction d'une pensée sur la ville, son histoire, sa mémoire. Le refus de la table rase, des barres tirées au cordeau, des grands gestes vides. Une nouvelle vague.

C'est le cinéma, Antonioni, Godard, avoue-t-il, qui lui a ouvert les yeux sur les cités sans joie qui, parfois, brûlent de colère. *« On ne parle jamais de la responsabilité des architectes »*, suggère Laure Adler. *« Les architectes devraient être les premiers à pouvoir dire non »*, répond celui qui aujourd'hui, avec d'autres, « répare » les grands ensembles. Et cherche à inventer une nouvelle manière de concilier ordre et majesté de la forme urbaine, surprise et poésie de la vie urbaine. En sachant que l'architecture ne se résume pas à la façade.

Michèle Champenois

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.35 Patinage artistique.
16.30 TF ! jeunesse.
17.10 Savannah.
18.00 Paradis d'enfer.
18.30 Mokshû Patamû.
19.05 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Résultat des courses.
20.45 Sang chaud pour meurtre de sang froid ■ Film O de Phil Joanou.
22.55 Y a pas photo !
0.25 Le docteur mène l'enquête.
1.20 TF1 nuit, Météo.
1.30 Reportages. Les déserteurs de l'école.

FRANCE 2

13.50 Derrick.
14.55 Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiercé.
16.00 La Chance aux chansons.
16.40 Lucky Luke. Les Dalton en cavale.
18.00 et 22.50 Un livre, des livres.
18.05 C'est l'heure.
18.50 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est toujours l'heure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, L'image du jour, A cheval, Météo.
20.55 Le Choix d'aimer. Film de Joel Schumacher.
22.55 Une étrangère parmi nous ■ Film de Sidney Lumet.
0.40 En fin de compte.
0.45 Journal, Météo.
1.00 Les Grands Entretiens du Cercle.

FRANCE 3

13.30 Les Petites Bonnes. Téléfilm de Serge Korber.
14.55 Football. Coupe de la Ligue. Lorient - Red Star.
16.55 Minikeums. (Sous réserve.)
17.45 Je passe à la télé. (Sous réserve.)
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.40 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Monsieur Montand.
22.50 Soir 3.
23.15 Nimbus. Antibiotiques : la rébellion des microbes.
0.10 Magazine olympique.
0.40 Rencontres à XV.
1.05 New York District.

CANAL +

13.35 L'Affaire Angel Harwell. Téléfilm de Brian Dennehy.
15.05 Les Animaux aux urgences.
15.50 Rugby. 16.00 La tournée des Springbocks. Barbarians - Afrique du Sud.
18.00 C Net.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.20 Cyberflash.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Albert Jacquard, Bernard Cathelat, Marc Lavoine.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Trois vœux. Film de Martha Coolidge.
22.25 Flash infos.
22.35 Le Cavalier du diable. Film d'Ernest Dickerson.
0.05 Le Cri de la soie ■ Film d'Yvon Marciano.
1.45 Surprises.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi.
14.00 ▶ Escales francophones. Le Vietnam.
14.30 Droit d'auteurs.
15.30 Le Diable au corps. Téléfilm de Gérard Vergez.
17.00 Cellulo.
17.50 Le Journal du temps.
18.00 Artisans du Rajasthan.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 The Monkees.
19.30 7 1/2. Spécial Algérie.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face. La Saga des Massey Ferguson.
21.35 ▶ Soirée thématique. Tennessee Williams.
21.40 Tennessee Williams. Orpheus of the American Stage.
23.10 Soudain, l'été dernier ■■■ Film de Joseph L. Mankiewicz (v.o.).
1.00 Grand format. Mercredi, 19-7-61.

M 6

13.30 L'Or du fond des mers. Téléfilm de Dick Lowry.
15.15 Commissaire San Antonio, Béru et ces dames. Film de Guy Lefranc.
17.00 Plus vite que la musique.
17.25 Agence Acapulco.
18.15 La Chasse à l'homme ■ Film d'Edouard Molinaro.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Notre belle famille.
20.35 Décrochages info.
20.40 ▶ E = M 6 junior spécial. Les mystères de la forêt vierge.
21.45 Docteur Quinn, femme médecin. Les otages.
22.35 Rendez-moi mon enfant. Téléfilm O de François Labonté.
0.10 Capital. La chasse aux trésors.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique.
20.30 Agora. André Comte-Sponville.
21.00 Poésie studio.
22.10 Mauvais genres. Catherine Paoletti pour les disques compacts Dart. Wavo.
23.00 Nuits magnétiques. Georges Bataille.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte.
19.30 Prélude.
20.00 Concert. *Goya*, de Prodromidès, à l'Opéra de Montpellier.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de François, De Vienne.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

18.30 Le Magazine de Radio-Classique.
19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Daniel Barenboim et l'Orchestre de Paris. Œuvres de Bizet, Vieuxtemps, Saint-Saëns, Wagner, Wolf, Scriabine.
22.25 Les Soirées... (suite). Œuvres de Messiaen, Mozart.

هكذا من الإحتلال

Le Monde
MARDI 11 NOVEMBRE 1997

Le fil de la baïonnette

par Pierre Georges

TOUT ÉTAIT CALCULÉ, programmé, prêt. Paré pour le lancement. Une formidable campagne de publicité, en millions de francs, après un non moins formidable investissement, en milliards de marks. La firme attaquait sur le créneau des petites voitures. Et quand la firme s'appelle Mercedes, cela fait nécessairement quelque bruit.

Mercedes, en effet, ce n'est pas rien dans l'imaginaire automobile. Du solide, du confortable, de l'épais. Une belle réputation de longévité des véhicules et de sérieux de l'entreprise. Mercedes – n'était une course folle et princière une nuit parisienne sous le tunnel de l'Alma à laquelle même un char n'aurait point résisté –, c'est aussi une image non usurpée de sécurité.

Patatras ! Voici que la dernière-née, la petite Mercedes, annoncée comme de Classe A, celle par qui *« l'automobile réinventait la voiture »*, vient de subir une sortie de route médiatique. En Suède, au cours d'un essai de presse, le bébé Mercedes n'a pas supporté un test assez banal et perversement dit de *« la baïonnette »* : deux virages à angle droit, l'un à gauche, l'autre à droite, à 60 km/h.

Tout cela a été largement raconté. La baïonnette fut fatale à la Classe A qui se retrouva sur le toit, journalistes cul par-dessus tête. Voilà qui ne fait pas toujours de la bonne publicité. La petite Mercedes, haute sur pattes, avait tendance à chavirer dans les situations d'urgence. Mercedes l'admit très vite – toujours ce fameux sérieux –, mais en soulignant que la mésaventure n'était due qu'à un type de pneumatiques, des Goodyear, trop mous.

Bref, la firme de Stuttgart promit d'y remédier et de doter, à l'avenir, ce bébé mal chaussé de pneus plus résistants à l'effort et du système électronique de stabilité (EPS), qui équipe ses aînées. Le repentir était sincère et l'addition salée : 500 millions de francs en 1998.

Fin du premier épisode. Le constructeur avait bien réagi et après tout, la Classe A n'était pas la première automobile, loin de là, à devoir corriger quelque défaut de jeunesse imprévu. Tout un système de communication fut donc mis en place pour rassurer la clientèle potentielle et faire comme cela était indiqué, samedi, dans *Le Monde* *« toute la clarté sur la Classe A »*.

hélas, ce bel effort de transparence risque d'être réduit à néant. On vient d'apprendre qu'au cours de tests réalisés à Stuttgart par les spécialistes de la firme, la Classe A a récidivé en matière de culbute. A la vitesse de 80 km/h cette fois. Les responsables de Daimler-Benz l'ont admis. Mais ils se sont refusés à confirmer l'information donnée par un quotidien de Stuttgart, le *Stuttgarter Zeitung*, selon lequel le patron du groupe, Juergen Schrempp aurait donné une semaine aux ingénieurs pour remédier aux défauts de jeunesse de la *« Baby-Benz »*. Faute de quoi il déciderait l'arrêt immédiat de la production.

Vrai ou faux, on venait de changer de niveau : à l'essai de presse calamiteux succédait un risque d'accident industriel majeur. Car voici Mercedes, maintenant, vraiment sur le fil de la baïonnette.

Claude Allègre est décidé à engager une nouvelle réforme des lycées

Le ministre de l'éducation nationale annonce la tenue d'« un grand colloque » fin novembre

JAMAIS EN PANNE d'un chantier, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a annoncé, dimanche 9 novembre sur TF 1, le lancement d'un *« grand colloque national sur les lycées »* qui devrait aboutir à une réorganisation de ce *« point clé »* du système éducatif et des programmes qui y sont dispensés.

Invité de l'émission « Public », de Michel Field, M. Allègre a précisé que ce colloque démarrerait *« très rapidement, dans quinze jours »* et durerait *« deux ou trois mois, peut-être plus »*. Le lycée est *« le point charnière entre l'enseignement supérieur et l'enseignement obligatoire jusqu'à seize ans* (...), *donc il faut concevoir les programmes primaire-collège ensemble. Et puis il y a l'université dans laquelle plus de 50 %* [des lycéens] *maintenant va. Le lycée est la transition. Et du coup, il faut donner au lycée une vocation et voir comment organiser cette transition »*, a analysé Claude Allègre.

Les enseignants devraient participer à ce grand colloque, qui travaillera à la fois sur *« le plan disciplinaire, sur le plan régional, puis national »*, pour *« fabriquer autre chose, qui soit moins cloisonné, moins isolé »*, selon le ministre. Des *« grands noms de la science française »* seront sollicités, notamment pour définir ce que devraient être les nouveaux programmes, car il faut arrêter d'*« empiler et ne rien retirer »*. Georges Charpak, Prix Nobel de physique, co-invité de l'émission, a estimé, pour sa part, que *« l'enseignement des sciences dans les lycées et dans les grandes écoles* [devait] *être entièrement revu »*.

Réitérant ses critiques contre le SNES (FSU), principal syndicat d'enseignants du second degré, M. Allègre a estimé que si l'enseignement secondaire était *« le système le plus en panne dans ce pays »* – et si l'on admettait *« que ce système avait été cogéré »* – la responsabilité de la panne revenait *« pour au moins la moitié »* au SNES. En revanche, Claude Allègre n'a pas tari d'éloges sur les syndicats de l'enseignement primaire, où il entend *« des tas de suggestions pédagogiques intéressantes, innovantes »*.

En proposant un tel chantier, M. Allègre n'a pas soufflé mot de la réforme des lycées décidée lorsqu'il était conseiller aux universités de Lionel Jospin, alors lui-même ministre de l'éducation nationale.

REFONTE DES PROGRAMMES

Mise en œuvre par Jack Lang et poursuivie par François Bayrou, cette réforme, qui avait pour objectif de simplifier les filières du lycée et de mieux les « typer », s'est appliquée pour la classe de seconde lors de l'année scolaire 1992-1993. Elle a abouti, progressivement, à la réforme du baccalauréat, effective pour la première fois lors de la session 1995. Parallèlement, une large refonte des programmes avait été engagée par Lionel Jospin, par le biais de nombreux colloques régionaux, aboutissant à un colloque national.

Dans sa charge contre le second degré, Claude Allègre n'a pas, non plus, soufflé mot du collège, auquel Lionel Jospin s'était gardé de toucher, et que François Bayrou n'a réformé qu'à la marge. Il n'a rien dit de l'enseignement professionnel qui compte près de 1 900 lycées et près de 700 000 élèves au total.

Béatrice Gurrey

Kim Phuc devient ambassadrice de la paix pour l'Unesco

AUCUN DES PASSAGERS du vol Toronto-Paris qui s'est posé lundi matin 10 novembre à Roissy ne pouvait imaginer que la jeune femme qui allaitait son bébé dans l'avion recevrait l'après-midi même, dans le grand amphithéâtre de l'Unesco, la plus ardente des ovations. Aucun ne pouvait en effet connaître le passé de la voyageuse, ni soupçonner un lien entre cette mère attentive et discrète et la petite fille nue, brûlée par le napalm, que le photographe Nick Ut avait figée dans sa course infernale, en pleine guerre du Vietnam, et transformée à jamais en symbole. Vingt-cinq ans, il est vrai, séparent les deux scènes (*Le Monde* du 19 août).

Elle arrivait à Paris, étourdie, avec son grand sourire et sa peau gondolée, ses migraines obsédantes, un asthme récalcitrant. Fragile, si fragile depuis ce bombardement du 8 juin 1972 qui la laissa plusieurs mois entre la vie et la mort. Lors d'une cérémonie organisée en présence de l'ensemble des délégués des Etats membres de l'Unesco, Kim Phuc, l'*« enfant symbole du Vietnam »*, devait être nommée *« ambassadeur de bonne volonté pour une culture de la paix »*. Un titre cher au directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, Federico Mayor, qui n'aura de cesse de rappeler la phrase inscrite dans son acte constitutif : *« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »*

C'est, au fond, l'engagement de Kim Phuc, qui ne veut plus incarner ce symbole de la barbarie qu'illustrait avec force le cliché de Nick Ut et qui, aime-t-elle à penser, a peut-être précipité la fin de la guerre au Vietnam. *« L'idéal de paix,* dit-elle, *ne souffre pas qu'on s'appesantisse sur le passé et qu'on revisite obstinément l'histoire. C'est tous les jours qu'il se défend, se renforce, se partage. »* La fondation qu'elle vient de créer pour venir en aide aux enfants victimes des guerres recevra ainsi le soutien de l'Unesco, qui parie sur le rayonnement de la jeune femme pour donner au concept « culture de la paix » une nouvelle visibilité. Quel meilleur messager pour défendre les notions de réconciliation, de pardon et de tolérance que celle qui, confrontée l'an dernier au pilote américain ayant ordonné le bombardement de son village, n'a pas hésité une seconde à lui ouvrir ses bras ?

Annick Cojean

Boris Eltsine signe deux accords avec Pékin

PÉKIN
de notre correspondant

Lors d'une visite officielle de deux jours à Pékin, le président russe Boris Eltsine a signé, lundi 10 novembre, deux accords : l'un sur la délimitation de la frontière sino-russe, mais qui exclut trois îles disputées, l'autre sur la construction d'un gazoduc de 3000 kilomètres entre la Sibérie et la Chine dont le financement reste à assurer. Présenté comme de la plus haute importance dans les relations entre deux Etats qui ont besoin de s'affirmer face à Washington, ce cinquième sommet sino-russe en cinq ans traduit la poursuite d'une banale normalisation entre deux grandes puissances.

Pékin et Moscou affectent d'y voir les bases d'un *« partenariat stratégique »*, symbolisé notamment par les achats chinois d'armements russes (chasseurs Sukhoi-27, notamment). La Chine passe pour avoir acquis les compétences de nombre de savants de l'ex-URSS spécialistes de domaines sensibles : balistique, nucléaire, etc. Il y a peu, Washington s'émouvait de telles transactions. Mais le Pentagone semble parvenu à la conclusion qu'elles ne présentent pas un risque considérable, dans l'immédiat à tout le moins.

JEU DE BALANCE

Maintenant que l'idéologie a disparu des relations entre les deux pays, leurs liens se concentrent principalement dans le domaine commercial. De l'aveu même des Chinois, le *« record historique »* des échanges atteint en 1993, de 7,7 milliards de dollars (près de 45 milliards de francs, dont une large part en troc) est pourtant retombé à 6,9 milliards de dollars en 1996 (40 millirads de francs). La Russie manque de liquidités pour acheter comptant les biens chinois. Les Chinois se plaignent, pour leur part, de la mauvaise qualité des équipements russes.

La Chine a conclu également un accord théorique pour la construction d'une centrale nucléaire russe. Mais la récente visite du président chinois Jiang Zemin aux Etats-Unis a montré qu'après avoir acquis deux centrales françaises, Pékin était loin de négliger les apports technologiques américains. De plus, la Chine n'a pas de raison d'apprécier l'exercice auquel vient de se livrer M. Eltsine avec les Japonais lors d'un sommet nippo-russe en Sibérie, visiblement destiné à instaurer un jeu de balance stratégique entre puissances du théâtre de l'Asie du Nord-Est.

Francis Deron

La Bourse de Tokyo en baisse

LA PLACE boursière de Paris était fermée, lundi 10 novembre. Les autres Bourses européennes étaient orientées à la hausse à l'ouverture. A Francfort, l'indice DAX gagnait 1,49 % après une heure de transactions, et Amsterdam s'appréciait de 1,06 %.

Quelques heures auparavant, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en baisse de 0,88 %. Elle avait perdu 4,22 % à la veille du week-end. Les opérateurs continuent à s'inquiéter de la situation de l'économie japonaise et de la fragilité du système bancaire nippon.

Les autres marchés asiatiques avaient aussi cédé du terrain, lundi. La Bourse de Hongkong avait reculé de 1,11 % en clôture et celle de Kuala Lumpur (Malaisie) de près de 3 %.

Le won sud-coréen, enfin, victime de nouvelles attaques, était tombé à son plus bas niveau historique face au dollar.

Sur le marché international des changes, le dollar se redressait légèrement face aux monnaies européennes. Il cotait 1,7125 mark et 5,7350 francs. Face à la devise nippone, le billet vert était très ferme, à 123,90 yens.

« Le Monde de l'éducation » de novembre

L'Histoire est le thème du dossier central du *Monde de l'éducation, de la culture et de la formation* de novembre, dirigé par Jean-Noël Jeanneney. Sous sa direction, Emmanuel Laurentin (« La fièvre hexagonale »), Pierre Vidal-Naquet (« Tu ne jugeras point »), Jean Lebrun (« Sources de malentendus »), Gérard Noiriel (« Les pairs dans l'impasse »), Christian Amalvi (« Des luttes passées faisons table rase »), Isabelle Veyrat-Masson (« Concubinage médiatique ») parlent du besoin d'histoire. Ce dossier comprend un entretien entre Jean-Luc Godard et Gilles Perrault.

Egalement au sommaire : « Les douze travaux d'Allègre », une enquête sur les musées et un débat autour « des menaces libérales sur l'école ».

★ Chez les marchands de journaux : 28,00 F.

Tirage du *Monde* daté dimanche 9 - lundi 10 novembre : 569 574 exemplaires. 3